

Paris-Madrid : la pêche empoisonnée

Persone n'ignorait, lorsque fut approuvé le traité de l'adhésion de l'Espagne à la CEE, qu'un des dossiers les plus épineux concernait la pêche. Les incidents qui depuis le lundi 9 juin agitent la région frontalière de la Bidassoa en offrent une illustration concrète.

Près de trois cents chalutiers, originaires des ports de Saint-Sébastien et de Pasajes, bloquent l'embouchure du fleuve entre Hendaye et Fontarabie, empêchant les pêcheurs français de sortir. Des événements similaires s'étaient déjà produits il y a une quinzaine de jours au même endroit. Mais, par négligence, ni Paris, ni Madrid, ni Bruxelles (la pêche est en effet une des politiques communes les plus élaborées) n'avaient jugé bon de prendre au sérieux le problème pour tenter de le régler politiquement.

A l'origine du conflit, un triangle, dénommé « zone C3 », situé à quelque 50 kilomètres au large de la côte basque. Dans ces parages très poissonneux, les Basques ont l'habitude, depuis des générations, d'aller poser leurs lignes et revendiquer l'exercice de « droits historiques ». Mais la zone, si légitime soit-elle, ne s'accorde pas toujours au droit international. Or le traité d'adhésion énumère clairement les zones où les Espagnols ont le droit de pêcher. A contrario — et c'est la thèse avancée par la France — les parties de la mer communautaire qui ne sont pas mentionnées sur cette liste s'en trouvent ipso facto exclues, et les chalutiers basques y sont interdits.

C'est ce raisonnement juridique inopérant (même s'il peut souffrir des aménagements techniques) qui a été rappelé fermement à l'ambassadeur d'Espagne en France, convoqué lundi au Quai d'Orsay. Il lui a été en outre signifié que l'embouchure de la Bidassoa était une zone internationale, que le libre passage des navires devrait y être garanti et que le respect de cette obligation incombait aux autorités de Madrid. C'est donc au gouvernement de M. Gonzalez de faire en sorte que les barrières de chalutiers soient levées dans les meilleurs délais.

Le gouvernement français, qui à l'époque où M. Fabius était à Matignon avait négocié pied à pied pour préserver les intérêts des pêcheurs français avant l'arrivée de l'armée espagnole dans le club des Douze, n'est pas prêt à faiblir. D'autant que les flottilles basques se placent à l'ouest ou à l'est de la zone internationale, voire internationale, comme l'a prouvé l'incident récent survenu au large de Terre-Neuve quand deux contrôleurs canadiens ont été, pendant quelques heures, « kidnappés » à bord de chalutiers espagnols. Des unités de la marine nationale ont été envoyées dans la zone d'Hendaye. Mais les Basques jouent habilement sur les lacunes et les imprécisions du traité d'adhésion ainsi que sur des pratiques ancestrales pour arguer de leur bonne foi.

Va-t-on assister, comme il y a douze ans, à l'époque de la guerre de la morue entre l'Angleterre et l'Islande, ou comme en mars 1984, lors de la canonade par la marine française d'un chalutier basque, à de nouvelles batailles navales ? Laconique, la France se bornait à indiquer, ce mardi, que deux bâtiments faisaient route vers Hendaye.

(Lire page 48.)

INCERTITUDE SUR LES TAUX D'INTÉRÊT

Nervosité croissante des places financières

La nervosité perceptible depuis plusieurs jours sur les grands marchés financiers s'est nettement accentuée, le lundi 9 juin, à Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a accusé l'un de ses plus vifs replis. A Milan, la Bourse a de nouveau plongé lundi, après avoir grimpé de près de 180 % en dix-huit mois. Paradoxalement, Paris, qui avait piétiné la semaine précédente, avait regagné 2,7 %. Mais, dès ce mardi matin, la cote repartait plus de 1,5 % (lire page 48).

L'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt née de propos contradictoires tenus par le président de la Réserve fédérale américaine explique, pour partie, la perplexité des investisseurs internationaux. Intervenant devant un parterre de financiers M. Paul Volcker avait indiqué, la semaine dernière, que les États-Unis ne prendraient pas d'initiative pour faire baisser les taux d'intérêt. Les observateurs avaient attribué cette prudence aux perspectives plus pessimistes de la croissance américaine et du chômage.

Quelques jours plus tard, M. Volcker avait paru toutefois revenir sur ses déclarations, et cette volte-face a gravement perturbé les marchés obligataires, mouvement accentué par l'effet amplificateur des marchés à terme qui a touché ensuite les actions. Les places européennes sont d'autant plus préoccupées qu'elles restent sous la menace du rapatriement des placements effectués par les investisseurs américains, dont les achats ont alimenté l'irrésistible ascension de ces marchés ces deux dernières années.

Mais ce mouvement, qui semble épargner Tokyo — où les cours continuent à grimper — revêt aussi un caractère technique. Il contribue à resserrer l'écart entre

les grands marchés, Tokyo et Londres talonnant, avec une hausse de 35 % en un an, la Bourse de New-York. Paris reste au avant-poste, avec une progression supérieure à 45 %, ce qui contribue à rassurer le ministre français de l'économie.

S. M.

REGAIN DE MOBILISATION SYNDICALE

La grève à la RATP devrait paralyser la totalité du trafic

La grève à la RATP devrait paralyser, le mercredi 11 juin, la totalité du trafic du métro et la plus grande partie de celui des bus.

Six syndicats de la Régie sur sept — la CGT, la CFDT, la CFTC, FO, les autonomes et les indépendants, mais pas la CGC — ont déposé un préavis pour protester contre les économies exigées par le gouvernement. Il faut remonter à 1977 pour retrouver une mobilisation syndicale aussi forte.

La grève du 11 juin à la RATP sonnera-t-elle le réveil d'une combativité syndicale anémique ? Telle est la question qui se pose à la veille de la journée d'action organisée par six syndicats sur sept : la CGT, la CFDT, la CFTC, FO, les Autonomes et les Indépendants qui entendent pro-

tester contre le blocage des salaires, la suppression de 200 emplois, la diminution de 80 millions de francs du budget d'exploitation de la Régie et de 200 millions de son budget d'investissement. Même si la CGC ne s'est pas jointe au mouvement, la mobilisation devrait toucher la totalité des conducteurs de métro et de bus. Le trafic sera nul ou presque.

La direction de la RATP a essayé d'allumer un contre-feu en se désolidarisant pour la première fois du discours tenu par M. Claude Quin, président démissionnaire du conseil d'administration, qui refusait d'appliquer le plan d'économies demandé par le gouvernement, au nom du maintien de la qualité du service public.

M. Michel Rousselot, directeur général, a reçu les organisations syndicales pour leur démontrer que ni le pouvoir d'achat des agents de la RATP ni le service public n'étaient compromis. En matière salariale, il a souligné que les augmentations intervenues en 1985 (+ 2,25 %) permettaient de maintenir le pouvoir d'achat pour les quatre premiers mois de l'année (+ 0,13 %).

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 45.)

Les lois sur la sécurité



Lire, page 12, l'analyse des projets du gouvernement par Jacques Robert, professeur de droit public à l'université Paris-I.

L'ASCENSION D'UN FINANCIER BELGE

Albert Frère : de la ferraille à la télévision

Alors que la privatisation d'entreprises publiques, dont la première chaîne de télévision, est à l'ordre du jour, les grands groupes financiers internationaux s'intéressent à la France. Parmi ceux-ci, Bruxelles-Lambert, animé par M. Albert Frère, tient une place particulière du fait de ses liens anciens avec l'Europe, de sa présence dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et de son implantation dans la Communauté européenne.

« Albert Frère ? Il a commencé à Charleroi en poussant une charrette à bras remplie de ferraille. Mon père (frère, cousin, oncle...) le rencontrait tous les matins. Comme les légendes naissent vite ! Albert Frère n'a jamais poussé de charrette à bras et pour-

tant, combien de Belges sont prêts à jurer le contraire ? Comme l'écharpe de Marcel Dassault, cette charrette fait maintenant partie de la saga de celui qui, en quelques années, est devenu l'homme d'affaires belge numéro un et aussi certainement un des grands de la finance internationale. Son empire ne pèse-t-il pas 2 milliards de dollars ?

A voir Albert Frère en bras de chemise dans son bureau de Charleroi — somme toute modeste malgré le Vasarely au mur — avec sa tête rondouillarde et son air de M. Tout-le-monde, à l'entendre parler avec un accent wallon dont il ne veut (peut) pas se défaire, on comprend mieux ce que dit de lui un de ses anciens concurrents : « C'est toujours après qu'on s'aperçoit à quel point il est fort, mais c'est trop tard. »

La carrière d'Albert Frère commence en 1943. Il a dix-sept ans quand son père meurt. Il quitte le lycée sans regrets — sa biographie dit qu'il « termine » ses études secondaires, mais ne précise pas de quelle manière — et reprend la petite entreprise familiale prospère de fabrication de clous. C'est la spécialité de Fontaine-l'Évêque où il est né.

Charleroi et sa région connaissent alors leur grande heure de prospérité. En 1945, on y recense près de deux cents entreprises de construction mécanique ; toute la gamme des fabrications de produits sidérurgiques est couverte et on accorde du monde entier pour s'y approvisionner.

Personne encore ne prévoit des jours sombres : « Notre passé était presque trop riche, raconte

aujourd'hui un ancien dirigeant syndical. La vieille baronne se promenait dans la galerie des ancêtres en se disant : « Nous sommes beaux, nous sommes grands. Dieu fasse que cela dure. » C'était aussi l'époque — qu'il ne faut jamais oublier pour comprendre un tant soit peu la Belgique d'aujourd'hui — où les ouvriers flamands venaient dans de véritables wagons à bestiaux travailler dans les bassins sidérurgiques de Wallonie. Deux musettes pour la semaine — l'une avec un pain et l'autre avec un gros morceau de lard — et un hôtel où l'on s'entassait parfois jusqu'à dix par chambre.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 44.)

MILICE CHIITE AMAL CONTRE PALESTINIENS A BEYROUTH

La nouvelle « guerre des camps »

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Dans la cour de l'école transformée en dortoir à ciel ouvert, les couvertures hâtivement tendues ménagent quelques parcelles d'intimité. Ils sont une centaine de femmes et d'enfants désemparés, à l'écoute anxieuse du bruit des obus qui s'abattent sur le camp de Chatila, non loin de là. Nous sommes à Mar-Elias, le seul camp palestinien encore épargné par les combats entre la milice chiite Amal et les fedayins. Ces réfugiés ont pu fuir aux premiers jours de la bataille et ils sont quelques milliers à avoir trouvé un abri de fortune à Mar-Elias ou dans les zones sous contrôle du Parti socialiste progressiste druze de M. Joumblatt le PSP. Les vingt jours d'affrontements avaient déjà fait, ce mardi

10 juin, environ cent trente morts et sept cents blessés sans qu'aucun des cessez-le-feu décrétés ait pu durablement tenir.

Déjà réduit de moitié en superficie par la guerre de juin 1985, le camp de Chatila est sévèrement encerclé, et les canons de chars de la 6^e brigade de l'armée (en majorité chiite) ou ceux d'Amal, dont de la Syrie, sont pointés sur le camp. Militairement, les Palestiniens, qui s'étaient beaucoup renforcés après les combats de l'an dernier — M. Yasser Ararat ne ménageant pas les efforts pour la reconstruction et le réarmement des camps après l'expérience de 1985 — affirment pouvoir soutenir un long siège. Sur le terrain, leurs adversaires n'ont pas avancé. Mais alors que des négociations se déroulent à Damas entre le vice-président syrien,

M. Abdel Halim Khaddam, MM. Berri, chef d'Amal, Joumblatt et le Front de salut national palestinien (coalition d'organisations pro-syriennes), le séjour à Beyrouth du vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Becharati, venu officiellement chercher les moyens de mettre fin aux combats dans les camps, prend les allures d'un avertissement sans frais à la Syrie.

Si rien n'a filtré ici des conversations qu'a eues samedi, à Damas, M. Becharati avec le président Assad, il ne fait pas de doute que la compétition syro-iranienne se manifeste aujourd'hui plus clairement, mettant en porte à faux le Hezbollah sur le terrain libanais.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

La NASA en accusation

Le rapport remis au président Reagan souligne la responsabilité de l'administration spatiale dans l'accident de Challenger.

PAGE 15

M. Franz Vranitzky nouveau chancelier autrichien

Une conséquence de l'élection du président Kurt Waldheim.

PAGE 6

La fin du prince-président

Un article d'Alain Duhamel.

PAGE 2

L'extrême droite dans le Midi

L'électorat populaire de M. Le Pen.

PAGE 10

Un entretien avec M. de Villiers

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication définit sa politique des radios.

PAGE 11

Le Monde

SCIENCES

— Afrique : SOS criquets.
— Les leçons de Three Mile Island.

PAGES 13 et 14

Débats : La fonction présidentielle (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (12 et 15) • Culture (16 et 17) • Sports (21) • Communication (11) • Economie (43 à 47)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations : Météorologie, Météo, croisés ; Loto (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (22 à 42)

Signé par Fred, votre signe est d'or.



4, rue Royale, Paris. Tél. 42.60.30.65 • Le Caire, 74, Champ-Élysées • Hôtel Mandin, Paris. Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croix, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo. 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

débats

LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

Dès maintenant, qu'elle se déroule normalement en 1988 ou qu'elle soit avancée, l'élection présidentielle se situe au centre du débat politique. Alain Duhamel estime que la cohabitation pourrait avoir sonné le glas du prince-président, et Jean-Yves Madec s'afflige des circonstances qui rétrécissent aujourd'hui singulièrement la fonction.

Greffier de la République ?

La pratique actuelle de la cohabitation menace la V^e République

par JEAN-YVES MADEC (*)

DEPUIS plus de deux mois cohabitent un président de la République et une majorité parlementaire hostile : situation insolite pour notre Constitution. Pourtant les rouages institutionnels paraissent continuer à fonctionner assez harmonieusement ; en tout cas dans la satisfaction à la fois d'une opinion soulagée d'avoir échappé à une crise de régime et d'observateurs politiques qui y voient la marque d'une démocratie enfin majeure.

Si chacun pressent bien les arrière-pensées stratégiques que cache chez les divers partenaires cette « coexistence », personne n'en a dénoncé le risque majeur, à savoir que cet effacement d'un président réduit au rôle de greffier de la République, court-circuite dans la prise des décisions, n'affaiblisse durablement la fonction présidentielle, au point de dénaturer complètement l'esprit dans lequel fonctionnaient nos institutions depuis 1958, et finalement de plonger la France à terme dans les « poisons et déficits » d'un parlementarisme dont il semblait pourtant que la IV^e République les avait à jamais dégoûtés.

Quel premier ministre, en effet, acceptera, après une « jurisprudence » de ce type, de voir un président empêcher sur ses attributions, comme cela s'est fait jusqu'en mars dernier (il est vrai contre le texte de 1958, mais dans l'esprit de la Constitution éclairée par la révision de 1962, c'est-à-dire l'élection du président au suffrage universel) ?

Étrange paradoxe de l'histoire que de voir un président de gauche, qui, après avoir combattu le pouvoir personnel, s'était rallié aux institutions et à leur pratique gaullienne au point d'accentuer encore, entre 1981 et 1986, le caractère « présidentiel » du régime, s'entendre (implicitement) avec l'héritier du gaullisme pour ruiner l'œuvre de restauration de l'État accomplie par le général de Gaulle, en abaissant à ce point la « clé de voûte » de nos institutions : au moment où celles-ci (phénomène rarissime dans notre histoire) jouissaient d'un large consensus.

Car l'abaissement du chef de l'État signifie bien, même si ce n'est pas encore sensible, le déclin du pouvoir exécutif ; puisque son autre titu-

laire, le premier ministre, ne bénéficie, lui, à partir du moment où il n'apparaît plus comme le premier collaborateur du président, mais lui a été imposé par la composition de l'Assemblée, d'aucune légitimité autre que celle que lui délègue le Parlement, qui peut, du reste, le renverser à sa guise.

C'est le retour au régime parlementaire, dont on sait bien que, à cause de notre multipartisme, il dégénère rapidement dans notre pays en régime d'Assemblée, c'est-à-dire en fait en « régime des partis ». N'assistait-on pas, d'ailleurs, depuis quelques années déjà, à un renouveau de l'emprise des partis politiques sur les institutions ? Le processus de dégénérescence des institutions de la V^e République ne demandait qu'à s'accélérer.

Le sens de l'État

Il est temps d'en prendre conscience ! Les partisans des institutions de la V^e République (il y en a autant à gauche qu'à droite...) devraient essayer de persuader les principaux acteurs de faire prévaloir leur sens de l'État sur les calculs politiques pour mettre fin à une situation aussi ambiguë que dangereuse.

Il ne devrait pas être trop difficile de souligner auprès de M. Chirac qu'il n'a pas intérêt à abaisser une fonction présidentielle qu'il ambitionne d'assumer, comme il devrait être possible de suggérer à M. Mitterrand que son électorat ne comprendrait pas qu'il contemple passivement une politique contraire à celle pour laquelle il a été élu et qu'il signe de la main droite des textes abrogeant ceux qu'il a signés quelques années auparavant de la main gauche.

Que faire ? On ne peut pas reprocher à M. Chirac de gouverner tant qu'il a la confiance de l'Assemblée. L'initiative ne peut venir que du président, qui est, en outre, le gardien de la Constitution. Il n'est, bien sûr, pas tenu de démissionner, et il doit

(*) Ancien élève de l'ENA.

d'ailleurs montrer que le président n'est pas lié par les échecs législatifs, puisqu'il tient sa propre légitimité d'une autre élection. Mais il peut, il doit, s'il est réduit au rôle de figurant, reprendre à son compte la formule que M. Chirac lui-même avait opposée à M. Valéry Giscard d'Estaing en août 1976, c'est-à-dire considérer qu'il « ne dispose plus des moyens qu'il estime nécessaires pour assumer efficacement les fonctions » que lui confèrent la Constitution et la mission pour laquelle il a été élu, et, dans l'esprit de la V^e République, démissionner tout en procédant à la dissolution de l'Assemblée nationale (l'article 12 est un des rares pouvoirs propres du président, dont il peut user à sa guise) ; ainsi, le peuple souverain pourra-t-il de nouveau opérer un choix cohérent.

Il n'en reste pas moins qu'une telle situation pourrait se reproduire un jour ou l'autre. Aussi serait-il sage d'envisager de tirer les conséquences de la réforme de 1962 en dotant la France d'un régime moins ambigu et plus véritablement présidentiel.

On n'élit pas un président de la République au suffrage universel pour que son rôle se limite à « inaugurer les chrysanthèmes » (autant, alors, prendre le comte de Paris et faire l'économie d'élections présidentielles...) ; dès lors, il faut éviter qu'il puisse se trouver dans la même situation qu'actuellement. Des solutions permettant d'assurer en toute hypothèse la simultanéité des élections présidentielles et législatives devraient permettre d'y parvenir sans que le bouleversement ne soit bien grand par rapport au fonctionnement actuel qu'on ne peut considérer, grâce au fait majoritaire, nos institutions, pendant vingt-cinq ans.

Ce n'est pas le président d'une V^e République *bis* qui menace la démocratie française ; c'est l'extension du phénomène de rejet de la politique qui naîtrait inévitablement du retour à la IV^e déjà amorcé !

La fin du prince-président

Les Français ont découvert le dédoublement entre le pouvoir qui symbolise et unit et le pouvoir qui commande et dirige

par ALAIN DUHAMEL (*)

LA cohabitation est vécue jusqu'ici par la plupart des hommes politiques comme une parenthèse éphémère, une transition baroque, une bizarrerie inconfortable et même contre nature. De 1958 à 1986, la présidence impériale a duré vingt-huit ans, créant des habitudes, façonnant les esprits. La grande majorité des acteurs politiques de premier, second ou troisième rang se figurent donc qu'avec la prochaine élection présidentielle l'acte s'achèvera et que la pièce reprendra là où elle avait été interrompue, immuable.

Pour eux, le chef de l'État redeviendra le seigneur et maître de la scène hexagonale. Il retrouvera l'intégralité de ses prérogatives consulaires. La cohabitation n'aura été qu'un mauvais rêve. Les institutions de la V^e République ayant démontré leur élasticité, la répartition des pouvoirs concentrera derechef à l'Élysée, non seulement la suzeraineté et l'influence suprême mais la réalité de l'autorité quotidienne. Le chef de l'État redeviendra le plus puissant des monarques républicains, le prince-président.

Rive droite, rive gauche

Rien n'est pourtant moins sûr. On peut se demander au contraire, si l'expérience actuelle, toute dérangeante et toute contournée qu'elle soit, ne marque pas la fin d'une époque (l'épilogue de la présidence absolue). La séquence actuelle est certes une transition mais qui pourrait conduire à une redistribution des pouvoirs de l'exécutif. Et si, après le règne du despote éclairé, sonait l'heure du président constitutionnel ?

Plusieurs signes vont dans ce sens. D'abord, une leçon de choses : il y a eu deux lectures, deux interprétations et surtout deux pratiques de la V^e République. On avait connu l'une, voici l'autre.

Avec la cohabitation, le président ne disparaît pas, ne s'efface pas. Il demeure toujours le détenteur de la légitimité républicaine, il cogère la politique extérieure, il conserve un redoutable pouvoir d'appel (en s'adressant quand il le veut aux Français ou bien en provoquant des élections), il inspire un puissant parti d'opposition, il exerce une magistrature arbitrale.

Mais, à l'instant même où il n'est plus le chef de la majorité, l'essentiel du pouvoir exécutif traverse la Seine et se transporte de l'Élysée à Matignon.

Le premier ministre ne regne pas, mais il gouverne. Initiative des lois, pouvoir réglementaire, autorité administrative, influence médiatique passent dans ses mains. La clé de la puissance tient moins aux textes qu'au commandement en chef de la majorité parlementaire. On pouvait le pressentir avant le 16 mars. On le vérifie aujourd'hui. Le monarque réside rive-droite, le pouvoir politique rive-gauche.

Or, contrairement aux hommes politiques, les Français s'accoutument fort bien de cette nouvelle répartition des tâches. Les électeurs, eux, apprécient ce nouveau partage du pouvoir. En bons libéraux, ils approuvent le comportement des responsables qui, à gauche comme à droite, jouent le jeu.

Le principe même leur convient à merveille. Ils n'aiment pas les déséquilibres du pouvoir, les campagnes électorales perpétuelles et les psychodrames permanents. Tous les sondages le prouvent : ils voudraient un président qui préside, un gouvernement qui gouverne, un parlement qui légifère et contrôle, un Conseil constitutionnel qui veille au respect des institutions. Les tautologies politiques ne leur font pas peur. Ils ont le sens inné de l'équilibre.

Un révélateur

On écoute trop souvent les 2 % de citoyens militants des partis politiques qui battent l'estrade, sonnent du clairon et font rouler leurs tambours. On n'entend pas assez les électeurs, cohabitionnistes sans le savoir bien avant 1986, et qui votaient en sens contraire aux élections locales et générales, comme pour tempérer les uns et les autres, et s'accordaient aux vainqueurs des élections décisives (présidentielles et législatives) que de très courtes majorités, comme pour marquer qu'ils prélaient le pouvoir mais ne le donnaient pas.

Dès lors, la figure de la cohabitation ne doit pas être regardée seulement comme une incongruité provisoire ou comme un exercice d'assouplissement des institutions mais aussi comme un révélateur. En 1981, les Français ont exhumé l'alternance, en 1986 ils ont découvert la cohabitation.

Cela ne signifie pas qu'ils se dépriment du goût de la stabilité ou d'une préférence pour un pouvoir exécutif fort. Mais ils ont vérifié qu'une répartition différente des pouvoirs était possible, qui répond à une autre de leurs attentes : le dédoublement entre le pouvoir qui symbolise et unit et le pouvoir qui commande et dirige. De cette (re) découverte trois pentes nouvelles peuvent surgir qui passent les uns et les autres par un redécoupage des frontières entre l'Élysée et Matignon.

D'abord, contrairement à ce qui est considéré comme acquis, il n'est pas établi que la future élection présidentielle mettra fin immédiatement à la cohabitation. La nouvelle loi électorale limite la prime majoritaire. Les Français ont du goût pour l'expérience actuelle. Peut-être s'en lasseront-ils, mais il n'est pas totalement imaginable qu'ayant désigné un nouveau chef de l'État ils élisent une majorité parlementaire inverse, maintenant qu'ils savent la formule praticable sinon parfaite.

Et puis si, comme la logique y pousse, ils choisissent un président et une majorité parlementaire à l'unisson, le souvenir de la cohabitation s'évanouirait-il sur-le-champ ? Le chef de l'État pourrait-il en passer les leçons par pertes et profits et ne serait-il pas incité à rétroceder à son premier ministre au moins une part de ses pouvoirs ? Ne préférerait-il pas au minimum en revenir aux premiers temps de la V^e République lorsque le général de Gaulle, se concentrant sur quelques grandes questions politiques, laissait à M. Michel Debré le soin de l'animation quotidienne du gouvernement et des nombreuses réformes ?

Enfin, la cohabitation, par les nostalgies qu'elle éveille et les difficultés qu'elle crée, a relancé la tentation présidentieliste. La réduction de la durée du mandat présidentiel constitue un thème à la mode qui anavore le mouvement. Certains poussent le raisonnement jusqu'à son aboutissement ultime et préconisent l'établissement d'un régime à l'américaine avec séparation des pouvoirs, suppression du droit de dissolution du poste de premier ministre, de la responsabilité gouvernementale et création d'une vice-présidence. Cette fois, il s'agit d'un véritable révisionnisme, certes encore bien minoritaire. Mais quelle que soit l'hypothèse qui s'imposera finalement, la cohabitation loin d'être un épiphénomène, pourrait avoir sonné le glas du prince-président.

Plus vite, moins cher !

en permanence

1000 PEUGEOT en stock

Commandez votre PEUGEOT chez NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43.21.60.21

CONNAÎTRE DES LECTEURS

Un nouveau mandat pour M. M'bow

J'ai été très ému de la campagne menée contre Amadou Mahtar M'bow, directeur général de l'UNESCO. Amadou Mahtar M'bow est membre de notre Académie des sciences d'outre-mer et il est depuis quarante-cinq ans mon ami.

Il peut paraître ridicule d'évoquer à l'âge où nous sommes une amitié de quarante-cinq ans, mais quand cette amitié a résisté à toutes les tempêtes de la décolonisation, je pense qu'elle vaut d'être citée. (...)

Directeur général adjoint puis directeur général de l'UNESCO, il est exactement l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. On lui reproche d'avoir nommé trop d'Africains, de Haïtiens, et maintenant de mettre à la porte des hommes qui depuis deux ans s'acharnent contre lui. Que l'on veuille bien me montrer celles des organisations internationales où ce genre de pratique ne figure pas. Peut-être aussi il doit se défendre contre telle affectation imposée par d'autres, mais il a fait de l'UNESCO la grande organisation internationale qui a réussi, en d'exceptionnelles conditions, la promotion des cultures du tiers-monde.

J'espère que les responsables de l'UNESCO auront la sagesse de reconduire Amadou Mahtar M'bow pour un nouveau mandat à la tête de l'UNESCO. C'est la garantie absolue que les valeurs culturelles du monde seront préservées.

ROBERT CORNEVIN.
Secrétaire perpétuel
de l'Académie des sciences
d'outre-mer.

A propos d'une thèse controversée

Pour se soustraire au scandale soulevé par la soutenance devant la faculté des lettres de Nantes d'une thèse

de doctorat d'université, qui a suscité de violentes controverses, le recteur Dieuchamp a argué du fait qu'il s'agit d'une thèse d'université qui n'a donc aucune valeur scientifique.

Les titulaires français et étrangers de doctorats d'université, - trente-cinq nationalités enregistrées par l'Association, - s'élèvent contre pareille déclaration qui ne tend à rien de moins qu'à rejeter du patrimoine culturel français les quelque cinq mille thèses soutenues depuis 1899 au titre du plus ancien diplôme doctoral de l'université de France (...). Le doctorat d'université, et c'est là sa principale différence avec le doctorat d'État, constitue en effet un titre et non un grade monnayable en fonctions enseignantes, de moins dans le système français, mais hautement prisé dans l'enseignement supérieur étranger. (...)

HENRI MOUTON,
Secrétaire général
de l'Association internationale
de Docteurs des universités françaises
lettres et sciences humaines.

Un joli tour de passe-passe

(...) Privatisation ! Comment peut-on vendre un bien qui fait partie du patrimoine national (créé avec l'impôt et la redevance) ? Comment peut-on offrir le rachat, par le public, d'un bien national qui nous appartient ?

40 % au public, 10 % au personnel, la majorité restant acquise à J.M. Herault - ou un autre, lequel ne paiera ainsi que la moitié du prix de vente ! N'est-ce pas un joli tour de passe-passe ? Au surplus, de ce véritable piratage, le public et le personnel (actions éparpillées) seront totalement sans pouvoir sur l'entreprise TF 1 nouvelle forme.

GEORGES BRISLELET,
écrivain.
(Lyon).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des locuteurs du Monde,

M.M. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wout.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 42-47-97-27 ou 45-25-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 472 F 554 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : une

demande doit être adressée à l'administration

avec le numéro de la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les notes postaux en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 218 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 56 p. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 2 000 LI. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

عبدالله من رصاص

étranger

LA POLITIQUE FRANÇAISE AU PROCHE-ORIENT ET LE CONFLIT LIBANAIS

M. Mitterrand assure Bagdad de la « loyauté » et de la « solidarité » de la France

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, qui est arrivé dimanche soir à Paris pour une visite de travail de quarante-huit heures, s'est entretenu ce mardi matin 10 juin avec le président Mitterrand. A l'issue d'une conversation d'une demi-heure, on indiquait à l'Elysée que le président de la République avait réaffirmé « la solidarité et la loyauté de la France envers l'Irak » et la fidélité de Paris à ses engagements. M. Mitterrand a par ailleurs fait part à son hôte de l'intention de la France d'améliorer ses relations avec l'Irak sans pour autant « renverser les positions ». M. Aziz, qui a exposé au président de la République le dernier état de la situation militaire, s'est félicité des « très bonnes relations entre Paris et Bagdad ».

La veille, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, s'était entretenu pendant près de deux heures, au Quai d'Orsay, avec M. Tarek Aziz.

A propos de l'arrivée à Bagdad, samedi dernier, de M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple irakien, après un exil de cinq ans en France, M. Aziz avait tenu à souligner l'accueil chaleureux qui a été réservé par les autorités irakiennes au « chef de la résistance irakienne », qui s'est prononcé en faveur de la paix et du bon voisinage entre l'Irak et l'Iran.

D'autre part, M. Aziz avait confirmé que l'Irak était prêt à entamer des conversations avec la Syrie en vue de parvenir à un rapprochement entre les deux pays, conformément à une proposition du roi Hussein de Jordanie.

M. Chirac : « Normaliser les relations avec l'Iran »

Pour sa part, M. Chirac a déclaré, lundi à TF 1, qu'« il serait souhaitable pour l'intérêt général et la vocation de la France de normaliser nos relations avec l'Iran » et que ce processus était actuellement engagé. M. Chirac a précisé que la France avait des relations normales avec beaucoup d'autres pays avec les-

quels elle n'a « pas de relations affectives profondes ». « L'exclus naturellement toute hypothèse dans laquelle, au bénéfice de ce processus de normalisation, la France changerait sa politique au Moyen-Orient ou sa politique à l'égard de l'Irak », a ajouté le premier ministre.

Il a évoqué le contentieux financier entre Paris et Téhéran : « Nous devons de l'argent à l'Iran et l'Iran nous doit de l'argent, cela mérite d'être discuté, la discussion est engagée », a précisé M. Chirac. A propos du problème des réfugiés irakiens en France, il a observé que « L'Iran est irrité à juste titre par l'abus du droit d'asile de la part d'un certain nombre de réfugiés irakiens et d'un certain laisser-aller qui était accepté jusqu'ici ».

Pour M. Chirac, il est normal que les réfugiés irakiens « respectent les conditions nécessaires au droit d'asile, c'est-à-dire une certaine discrétion à l'égard des Etats en question ». Le premier ministre a indiqué que le respect mutuel nécessaire à des relations normales entre les deux pays impliquait que, en ce qui concerne l'Iran, « aucune suspicion ne puisse être, à tort ou à raison, portée sur d'éventuelles connexions avec des groupes terroristes, ici ou là, à l'instar des groupes qui procéderaient à des enlèvements ou des attentats ». Toutefois M. Chirac a déclaré qu'il refusait de parler publiquement de l'affaire des otages, « même si je m'en préoccupe chaque jour ».

A Téhéran, un porte-parole du gouvernement a assuré lundi que l'Iran n'avait pas les moyens de « contraindre » les mouvements pro-irakiens du Liban à libérer les Français retenus en otages dans ce pays.

« Les médias occidentaux, a-t-il dit, tentent d'établir un lien entre le départ des Moudjahidins et la libération des otages. » « Nous sommes fortement présents au Liban, mais c'est à un autre endroit », a ajouté le porte-parole, laissant ainsi entendre que l'Iran ne pouvait ordonner la remise en liberté des Français séquestrés. (AFP-Reuter.)

(Suite de la première page.)

Violemment opposé à la guerre des camps l'année dernière, celui-ci a dû se montrer plus circonspect aujourd'hui pour tenir compte à la fois du sentiment antipalestinien de la majorité de sa base chiite et du réflexe communautaire lié à l'assimilation politiquement habilement faite par Amal des Palestiniens aux sunnites.

L'enjeu de la bataille

A Beyrouth-Ouest, où la tension sunnite-chiite, déjà très forte depuis de longs mois, a été encore exacerbée par l'élimination militaire de la petite milice sunnite pro-syrienne du mouvement du 6 février et les exodes qui ont suivi et se poursuivent dans le quartier de Tarik-el-Jadide, l'appartenance communautaire prime tout projet politique. Les déclarations ambiguës du Hezbollah, qui condamne à demi-mot la bataille des camps à laquelle ont participé quelques éléments pro-irakiens, traduisent

cet embarras et expliquent sans doute aussi la venue à Beyrouth d'une émissaire iranienne de haut rang.

L'enjeu de cette nouvelle bataille des camps palestiniens est tout à la fois local et régional. La présence armée dans les camps de Beyrouth de Palestiniens, partisans pour la plupart de M. Yasser Arafat, peut constituer une carte face à la Syrie en même temps qu'un frein à l'hégémonie d'Amal, principal allié de Damas sur le terrain.

« La guerre des camps ne peut être séparée de la situation qui prévaut à Beyrouth-Ouest et celle-ci doit être réglée globalement », affirme à cet égard un ancien ministre. Enjeu régional, car la présence armée palestinienne au Liban du Sud contre-carre toute possibilité d'arrangement de chacun avec Israël pour garantir sa frontière nord. « Les Palestiniens », affirme une source proche de Front démocratique, ne réclament pas un retour à la

situation d'avant 1982, mais refusent de revenir à celle d'avant 1969, c'est-à-dire rester parqués sans aucun droit dans les camps.

Après l'échec de la voie jordanienne, la rupture avec Damas qui demeure, malgré les quelques timides amorces de reprise du dialogue, la vanité pratique de l'alliance avec l'Egypte, Arafat a besoin d'une base, explique un responsable palestinien. Il faut que la Syrie l'accepte. Au-delà d'un véritable cessez-le-feu accompagné des mesures humanitaires d'évacuation des blessés - aucune n'a pu encore avoir lieu - et d'approvisionnement des camps, de l'engagement d'un retrait définitif d'Amal des abords des camps, ce que veulent les Palestiniens, c'est la redéfinition de leur rôle au Liban.

On ne voit pas aujourd'hui l'issue à un conflit que les deux principaux protagonistes sur le terrain n'ont pas, pour des raisons autant politiques que militaires, les moyens de conclure. A

Beyrouth-Ouest, la bataille accentue - jusqu'à la rupture - comme le titre ce mardi l'Orient le tour, les contradictions de la scène libanaise. « Si la situation de l'Ouest reste telle quelle, nous entrerons tous dans des batailles intestines où tous nous serons perdants », déclarait dimanche M. Joumblatt. Déjà des accrochages entre milices se multiplient à Beyrouth-Ouest et les locaux de Tâle-Liban ont été lundi soir la cible de tirs d'armes automatiques et de roquettes anti-chars.

Deux organisations clandestines, les Forces Omar Moukhar du nom du héros national libyen du début du siècle, et l'organisation Salaheddine, qui s'étaient manifestées par une série d'attaques contre Amal et la 6^e brigade lors de la « première guerre des camps » en 1985 ont menacé samedi d'attaquer les permanences d'Amal et les « agents syriens au Liban ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

Des révélations sur l'affaire de l'Achille-Lauro

LE MINISTRE ÉGYPTIEN DE LA DÉFENSE AURAIT PRÉVU LES AMÉRICAINS DU DÉPART DES PIRATES

Washington (AFP). - Le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abou Ghazala, avait révélé aux Américains à bord de quel avion les auteurs du détournement du paquebot italien Achille-Lauro le 7 octobre 1985, allaient quitter l'Égypte, a indiqué lundi soir 10 juin la chaîne de télévision américaine ABC.

Cette information, dont la source n'a pas été précisée par la chaîne, a permis aux avions F-14 de l'aéronavale américaine d'intercepter l'avion d'Égypte et de le forcer à atterrir en Italie. Selon ABC, le ministre égyptien a été surpris qu'il était « en colère » en raison du refus du président Hosni Moubarak de lancer une attaque militaire contre les pirates.

La chaîne américaine a d'autre part indiqué, citant des documents provenant des tribunaux italiens, que le dirigeant palestinien Abou Abbas avait personnellement organisé ce détournement, sélectionnant les hommes du commando, qu'il avait reçus dans sa maison à Tunis. Les pirates avaient suivi un entraînement spécial en Algérie, ajoute ABC.

Les Palestiniens avaient l'intention d'enlever les Américains se trouvant à bord et de les emmener en Syrie pour demander la libération de cinquante Palestiniens emprisonnés en Israël. Le plan avait échoué, ajoute ABC, en raison du refus de Damas d'autoriser le paquebot à débarquer en Syrie. Rendu furieux par ce refus, le chef du commando avait abattu un passager américain infirme, Leon Klinghoffer, a rapporté ABC.

Le roi Hussein à Washington. - Le roi Hussein de Jordanie, en visite privée aux États-Unis, et le président Reagan ont exprimé leur déception face à l'absence de progrès dans le processus de paix au Proche-Orient, mais leur bref entretien, mardi 10 juin, ne semble avoir débouché sur aucune nouvelle initiative. Selon un officiel américain, les deux hommes « sont d'accord que l'on ne doit pas renoncer, si difficile que puisse être la tâche ». (Reuter.)

Session de l'Université d'été euro-arabe. - L'Université d'été euro-arabe tiendra sa première session en Tunisie (Carthage et Hammamet) du 7 juillet au 9 août, avec la participation d'une trentaine d'institutions universitaires fonctionnant sur la base d'une coopération. Thèmes abordés : rencontres interculturelles entre les enseignants européens et arabes, carrefour des sciences et des techniques, relations politiques et économiques euro-arabes d'hier à demain, fondements et perspectives de la coopération euro-arabe avec l'Afrique noire et l'Amérique latine. Cette session servira d'expérimentation à la formule originale proposée comme modèle dans l'université euro-arabe dont le Parlement européen a demandé la création en Andalousie. Renseignements et inscriptions : Paris (1) 42-50-50-32 ; Tunis (216) 2-80-410.

A BEYROUTH-OUEST

Un colloque de solidarité avec le Liban du Sud et la résistance nationale

De notre envoyée spéciale.

Beyrouth. - « Tous les pays occidentaux devraient-ils abattre les monuments élevés à la gloire de leurs résistants ? » Cette question, M. Rachid Karamé, premier ministre libanais, l'a posée en rejetant avec force toute assimilation entre la résistance nationale libanaise, qui combat l'occupant israélien, et le terrorisme. « L'Occident s'est excité contre le terrorisme », a-t-il dit, mais personne ne dénonce les agressions israéliennes.

Ouvrant le colloque organisé par le ministère de l'Information libanaise et la Ligue arabe « en solidarité avec le Liban du Sud et la résistance nationale », quatre ans après le début de l'invasion israélienne du Liban, M. Karamé a catégoriquement rejeté tout « arrangement de sécurité » avec l'État hébreu. Pour lui, seul le retrait inconditionnel des troupes israéliennes de tout le territoire peut ouvrir la voie à une normalisation au Liban. Le sort du Liban du Sud, en tout cas, a permis de réunir pour quelques heures à Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane) des représentants de toutes les communautés chiite, chrétienne, druze et sunnite, venues dénoncer les « exactions et les projets annexationnistes israéliens » et réaf-

firmer l'importance d'une solution au Liban du Sud comme condition préalable au règlement de la crise libanaise.

« Le Sud est à l'origine de tous nos maux », a ainsi déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, tandis que M. Michel Eddé, ancien ministre de l'Information, affirmait que « le Sud est devenu la question libanaise ». Les participants ont tous rendu hommage au rôle de la FINUL en demandant au Conseil de sécurité de l'ONU, dans leur résolution finale, « de renforcer ses effectifs et ses moyens défensifs pour lui permettre d'accomplir sa mission ». Le colloque a lancé un appel au soutien de la communauté arabe, exhortant le rôle joué par la résistance nationale libanaise « dans la lutte arabe contre Israël » et à la communauté internationale pour qu'elle appuie les efforts du Liban afin de libérer son territoire. La journée du 5 juin, pendant laquelle Beyrouth Ouest a manifesté son soutien à la cause du Sud par une grève générale massivement suivie, sera désormais « la journée libanaise et arabe de solidarité avec le Liban du Sud et la résistance nationale ».

Le consensus intercommunautaire manifesté par les personnalités présentes à ce colloque n'a

toutefois pas fait école à Beyrouth-Est, où la radio des forces libanaises a critiqué la participation de « certaines personnalités chrétiennes au séminaire d'appui à la soi-disant résistance nationale ». L'ambiguïté politique n'était d'ailleurs pas absente de ce colloque. L'insistance avec laquelle certaines personnalités sunnites ont mis l'accent sur le caractère national et non communautaire de la résistance et la dénonciation des « combats latéraux qui détournent de la lutte principale contre Israël » - claire allusion à la guerre des camps qui oppose la milice chiite Amal aux Palestiniens, - étaient tout à fait révélateurs. Comment appeler « tous les Libanais à se rassembler sous la bannière de la résistance nationale » quand, dans le même temps, M. Daoud, responsable d'Amal de la région de Tyr, affirme que « le pouvoir de décision au Liban du Sud revient à Amal, qui ne le cédera à personne ».

Nationale, la cause du Liban du Sud l'est, certes, mais la reconstruction de ce territoire meurtri - 81 % des villages bombardés et 80 % de la population contrainte à l'exode - reste une tâche bien difficile.

F. C.

A TRAVERS LE MONDE

GRÈCE

Un membre de l'OLP assassiné

Athènes. - Un Palestinien, membre de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), et porteur d'un passeport algérien, a été assassiné par deux inconnus, lundi 9 juin, à Athènes, a-t-on appris de sources proches de la police. Une enquête est en cours sur les raisons de sa venue, le 7 juin, à Athènes, et sur les contacts qu'il y a pris. Il était porteur d'un passeport algérien au nom de El Khair Khaleel, âgé de trente-huit ans. Un des deux agresseurs a tiré sur lui à bout portant, le tuant sur le coup d'une balle dans la tête. (AFP.)

NATIONS UNIES

Le haut-commissaire aux réfugiés se déclare confiant dans le soutien de la France

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké, a été reçu lundi 9 juin par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, puis par M. Jacques Chirac.

A l'issue de son entretien avec le premier ministre, M. Hocké a déclaré : « Malheureusement, le problème des réfugiés a tendance à s'aggraver. Notre action, qui concerne actuellement dix millions de réfugiés dans le monde, consiste à leur permettre de rester dans le pays de premier accueil, comme le Soudan, le Pakistan, la Thaïlande, et d'obtenir à cet effet le soutien matériel des gouvernements donateurs, européens et autres. Il nous faut aussi étudier le détail des mesures à prendre lorsque ces réfugiés arrivent en Europe ; et depuis dix-huit mois, ils y arrivent en nombre croissant ».

Le haut-commissaire s'est déclaré « confiant » dans la volonté de la France de confirmer son aide matérielle et son soutien au HCR. Paris a versé à ce dernier 41 millions de francs en 1985, et la France abrite actuellement quelque 172 000 réfugiés, dont environ 100 000 proviennent d'Asie du Sud-Est. Elle souhaite toutefois éviter toute confusion entre le statut de réfugié politique et celui d'immigrant pour des motifs économiques, et faire respecter par les réfugiés l'obligation de réserve à laquelle ils sont normalement tenus.

ROUMANIE

Les peines seront réduites sauf pour les avortements

Bucarest. - Un décret d'amnistie ou de réduction de peine a été récemment pris par le Conseil d'Etat roumain, réuni sous la présidence de M. Nicolae Ceausescu. Il prévoit que les peines de droit commun inférieures à trois ans sont remises, que la durée des peines de cinq à huit ans est réduite d'un tiers, celle des peines de huit à dix ans d'un cinquième.

Parmi les crimes « graves », qui excluent toute réduction de peine, figurent, aux côtés des meurtres, des vols à main armée, des viols et des pots-de-vin, les avortements illégaux. (AFP, Reuter.)

Les autorités roumaines se sont lancées depuis quelques années dans une politique nataliste à la limite de la coercition, qui se traduit, notamment parfois, par des examens gynécologiques des femmes dans les entreprises et par une lettre sans merci contre les avortements.

Jean Orieux blanchit la reine noire.



Catherine de Médicis par Jean Orieux

L'auteur de Talleyrand et Voltaire nous donne, avec Catherine de Médicis, une remarquable biographie, non seulement par la peinture, étonnante de vie, d'une époque exceptionnelle, mais aussi par la passion qu'il met à nous faire comprendre et aimer son héroïne jusque dans ses faiblesses et dans ses crimes : cette « reine noire », qui en fait, fut un grand roi. 840 pages, broché 169 F., relié 199 F.

Grandes Biographies Flammarion

DIPLOMATIE

EN VISITE EN HONGRIE

M. Gorbatchev demande une législation internationale sur les accidents dans les centrales nucléaires

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev devait exposer, ce mardi 10 juin à Budapest, devant les six autres dirigeants du pacte de Varsovie réunis pour deux jours, un programme de « réduction radicale » des armements classiques en Europe. Le numéro un soviétique, qui n'a guère eu de succès jusqu'ici avec ses autres propositions, espère parvenir à quelques résultats dans ce domaine.

M. Gorbatchev avait évoqué pour la première fois ce projet en avril dernier, à la tribune du congrès du Parti communiste est-allemand. Il avait alors employé l'expression gaullienne d'Europe « de l'Atlantique à l'Oural », pour définir le champ d'application géographique des réductions envisagées.

M. Gorbatchev devrait dévoiler à Budapest un plan détaillé et chiffré. Fort de l'approbation — qui ne fait aucun doute — des autres membres du pacte de Varsovie, il devrait ensuite charger les négociateurs soviétiques de déposer cette proposition à la table des négociations MBFR de Vienne, qui traitent du sujet sans résultat depuis plus de douze ans.

Devant les ouvriers de l'usine de machines-outils de Csepel, M. Gorbatchev a d'autre part évoqué la catastrophe de Tchernobyl. Il a appelé à la création d'un mécanisme international qui comblerait le vide juridique existant actuellement. « Le problème du dommage matériel, moral et psychologique en cas d'accident nucléaire mérite une attention toute particulière. Nous

Parlant lundi 9 juin à Budapest, M. Gorbatchev a évoqué, entre autres mesures de désarmement, la création dans le cadre de l'ONU d'une organisation mondiale de l'espace destinée à faire régner la « paix des étoiles » — une alusion transparente au nom de « guerre des étoiles » souvent donné à l'initiative américaine de défense stratégique.

A Washington, d'autre part, M. Shultz, secrétaire d'Etat, a eu un premier entretien, qualifié de « franc et ouvert » avec le nouvel ambassadeur d'URSS aux Etats-Unis, M. Dobzhine.

« Il ne faut sans doute pas en tirer la conclusion que l'URSS reconnaît ainsi sa responsabilité dans les dommages subis par d'autres pays européens en raison de Tchernobyl. Moscou suggère seulement, si l'on comprend bien, que chaque Etat s'engage à indemniser et secourir ses propres citoyens en cas de catastrophe nucléaire sur son territoire (1). Une façon sans doute de montrer au reste du monde les avantages du système socialiste, où tout procède de l'Etat... »

M. Gorbatchev revient d'autre part sur les critiques formulées en Occident contre la façon dont l'URSS a traité l'affaire de Tchernobyl. « Toute tentative d'utiliser les accidents nucléaires pour attiser la tension et la méfiance entre les Etats doit être rejetée », affirme-t-il.

Tchernobyl est aussi l'occasion de donner une leçon aux Occidentaux à propos d'un problème inconnu en URSS : le terrorisme. « Il existe des exemples de dommages intention-

nels subis par des entreprises nucléaires aux Etats-Unis et en Europe occidentale. C'est pourquoi l'élaboration de mesures destinées à conjurer le terrorisme nucléaire sous toutes ses formes revêt une telle importance », estime M. Gorbatchev.

Le secrétaire général affirme que les causes de l'accident sont actuellement « judicieusement analysées » et que des « leçons » vont en être tirées. « La sécurité est renforcée dans toutes les centrales nucléaires existantes, ainsi que dans celles qui sont en construction », affirme-t-il. (Lire page 14 l'article de Maurice Aronny sur les leçons de l'accident survenu dans la centrale américaine de Three Mile Island.)

Les forces nucléaires de Paris et de Londres

M. Gorbatchev a, d'autre part, réaffirmé à Budapest ce qu'il avait déjà exposé dans son plan de désarmement nucléaire général, « d'ici à l'an 2000 », dévoilé le 15 janvier. Il est « essentiel » que le potentiel nucléaire de la France et de la Grande-Bretagne « n'augmente pas » si l'URSS et les Etats-Unis détruisent leurs missiles à moyenne

portée en Europe. Hommage implicite rendu au mouvement pacifiste britannique, Londres est invité à aller plus loin que Paris. Si la Grande-Bretagne renonce à l'arme nucléaire, Moscou s'engage, en effet, à diminuer sa puissance nucléaire en proportion de l'arsenal britannique démantelé. En attendant cette perspective très lointaine, M. Gorbatchev invite une fois de plus Londres et Paris à engager immédiatement des négociations sur une réduction par étapes des armes nucléaires en Europe.

Le secrétaire général a enfin rendu un hommage appuyé à la gestion économique hongroise. « Nous nous félicitons des succès enregistrés par nos amis et nous essayons de nous inspirer de tout ce qui est utile et profitable », a déclaré M. Gorbatchev. Le numéro un soviétique a insisté sur le rôle de « l'échange d'expérience » entre les pays socialistes. Il a donné comme exemple des entreprises créées conjointement par la Hongrie et l'URSS, ainsi que les travaux scientifiques réalisés en commun : contrairement à ce qui a été écrit à plusieurs reprises par les médias soviétiques, aucune critique de l'économie de marché partiellement introduite en Hongrie n'était présente dans les propos de M. Gorbatchev.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) La Hongrie, dont M. Gorbatchev est l'hôte, est le seul pays de l'Est qui ait publiquement annoncé que des « indemnisés » pourront être versés, en particulier à des agriculteurs, pour les dommages des pertes subies à la suite de la catastrophe de Tchernobyl.

LE CALENDRIER DIPLOMATIQUE

- M. Mitterrand se rendra en URSS du 7 au 10 juillet
- M. Chirac assure qu'« il n'y aura pas de difficulté » au sommet de La Haye

Les dates de la visite officielle de M. Mitterrand en Union soviétique ont été annoncées par l'Elysée : le président de la République s'y rendra du 7 au 10 juillet, juste après son bref voyage à New-York, les 3 et 4. Il avait déjà été reçu à Moscou dans les mêmes conditions en juin 1984, pour y rencontrer Constantin Tchernomir, et le successeur de ce dernier, M. Mikhaïl Gorbatchev, avait fait une visite en France en octobre 1985. A Moscou, le nouvel ambassadeur de France, M. Yves Pagniez, a été reçu, lundi 9 juin, par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze.

On a, par ailleurs, annoncé à Bonn que le chancelier Kohl se rendrait, mardi 17 juin, à Rambouillet, pour y avoir un entretien avec le chef de l'Etat, à huit jours de l'ouverture du conseil européen convoqué les 25 et 26 juin à La Haye.

A propos de ce sommet, auquel il compte prendre part aux côtés de M. Mitterrand, M. Jacques Chirac a déclaré, lundi, sur TF 1 : « La tradition en France veut que le président de la République soit présent aux sommets ; c'est une tradition légitime et naturelle. Le premier ministre doit y être aussi, puisque les décisions qui sont prises sont ensuite appliquées par le gouvernement et éventuellement votées par sa majorité. (...) Il n'y a aucune divergence de vues entre la présidence de la République et moi [au sujet du sommet de La Haye]. Je reconnais bien volontiers que l'ordre du jour n'est pas très important, et que les sujets qui seront évoqués à La Haye ne sont pas déterminants. Il y a de graves problèmes en matière européenne qui seront examinés plus tard, et donc il n'y aura pas de difficulté. »

● Le vice-président indien à Paris. — M. R. Venkataraman, vice-président indien, était attendu, mardi 10 juin, à Paris, à l'invitation de M. François Mitterrand avec lequel il présidera les cérémonies de clôture du Festival de l'Inde en France, ouvert en juin 1985. M. Venkataraman remettra un message de M. Rajiv Gandhi au chef de l'Etat français. Il sera également reçu par M. Jacques Chirac et rencontrera M. Jean-Bernard Raimond au cours de sa visite de quatre jours en France.

● Congrès de l'Internationale socialiste du 20 au 23 juin à Lima. — Le secrétariat de l'Internationale socialiste a annoncé le lundi 9 juin, à Londres, que le congrès de l'IS aura lieu à Lima du 20 au 23 juin. C'est la première fois qu'un tel congrès se tient en Amérique latine. La solidarité économique, la consolidation de la démocratie en Amérique latine et la recherche de la paix en Amérique centrale doivent être analysées. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Haïti

Le Parti communiste désavoue l'appel à la grève générale

Port-au-Prince (AFP, Reuters). — Le comité exécutif du Parti communiste haïtien (PCH) a désavoué cet appel à la grève générale, « contraire à la volonté du mouvement de grève générale ».

L'ordre de grève a été lancé par la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), le Comité d'unité démocratique (KID), créé récemment par des jeunes progressistes, le Parti démocrate-chrétien de M. Sylvio Claude, et l'Union des forces patriotiques et démocratiques (UFPAD), de tendance socialiste. En revanche, toutes les autres formations politiques, notamment le Parti communiste, ont désavoué cet appel à la grève. M. Marc Bazin, leader du Mouvement pour l'implantation de la démocratie en Haïti (MIDH),

ancien ministre des finances et ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, considéré comme l'un des aspirants les plus sérieux à la présidence de la République, a déclaré lundi que l'heure « était à la concertation et au dialogue, non pas aux affrontements ».

Des radios locales ont diffusé lundi une déclaration du CATH appelant à soutenir la grève « dans toutes les parties du pays, sur tous les lieux de travail et dans toutes les écoles ». Un communiqué signé par une cinquantaine de personnalités affirmait, la semaine dernière, que la grève visait à obtenir la démission du ministre des finances, M. Delatour, et du colonel Regala, ministre de la défense, l'un des trois membres du Conseil national de gouvernement.

Les obèques d'une étudiante tuée la semaine dernière pendant les manifestations devaient avoir lieu ce mardi, et les commerçants de la capitale, redoutant des incidents, ont préféré fermer leurs boutiques dès le début de l'après-midi. On n'excluait pas davantage des troubles dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, où des bandes de jeunes gens razziaient régulièrement les automobiles.

● Départ pour Port-au-Prince d'une délégation française. — Une mission française dirigée par le député de la Marne, M. Bruno Bourg-Broc (RPR), et composée d'experts des ministères de la coopération, des affaires étrangères et de la Caisse centrale de coopération économique a quitté Paris lundi 9 juin pour Port-au-Prince, afin d'évaluer les possibilités d'aide française à Haïti. Les experts doivent, à leur retour, proposer au ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, un programme concret en vue de la réunion de la commission mixte franco-haïtienne qui se tiendra en juillet à Haïti sous la présidence de M. Aurillac, a indiqué le ministre.

● Jean-Claude Duvalier s'installe à Mougins. — M. Jean-Claude Duvalier, ancien président d'Haïti, a quitté, lundi 9 juin, la villa qu'il louait à Grasse (Alpes-Maritimes) depuis le 7 mai pour s'installer dans une autre villa, sur la commune voisine de Mougins. Apprend-on de source officielle. La nouvelle résidence des Duvalier, la villa Mohammed, est une grande maison d'architecture classique de deux étages, avec piscine, située à une dizaine de kilomètres seulement de Grasse, et qui appartiendrait à M. Adnan Kashoggi, un milliardaire saoudien.

Etats-Unis

La justice devient le champ clos de l'affrontement entre libéraux et conservateurs

Le Sénat américain a beau être dominé par le parti du président, M. Reagan a de plus en plus de mal à lui imposer ses quatre volontés. Cela est vrai, comme on a pu le noter récemment, à propos de quelques dossiers de politique étrangère (aide aux contras nicaraguayens, vente d'armes à l'Arabie saoudite). Cela le devient aussi en politique intérieure, comme le montre le rejet, ces derniers jours, par les sénateurs de la nomination d'un juge fédéral choisi par le président.

C'est la première fois que le Sénat se rebiffe ainsi. Le juge proposé par M. Reagan brigua un poste dans l'Etat sudiste d'Alabama. Il s'est vu reprocher des déclarations ambiguës sur la question raciale et sur le Ku Klux Klan. Il avait aussi eu un mot malheureux à propos d'une association de défense des Noirs dont il avait cru bon de dire qu'elle était « non américaine ».

L'incident témoigne d'un certain durcissement des adversaires de M. Reagan, dans un domaine — celui de la justice — qui tend à devenir, au cours de son deuxième mandat, un champ clos de l'affrontement entre libéraux et conservateurs. Les premiers, et il s'en trouve aussi chez les républicains, constatent, en effet, que, depuis son entrée en fonctions en 1981, M. Reagan a déjà désigné environ 30 % des sept cent soixante et un juges des cours fédérales et des douze cours d'appel régionales. Ils estiment que d'ici à la fin de son mandat, en 1988, c'est sans doute la moitié des juges fédéraux qui auront reçu le label reaganien.

Le pouvoir judiciaire a souvent été aux Etats-Unis l'objet de vives polémiques, étant donné le rôle important qu'il joue dans la vie du pays de par la Constitution et pour des raisons historiques. Selon les libéraux, toutefois, qu'ils soient démocrates ou républicains, aucun président américain depuis Franklin Roosevelt n'avait mis autant de soin que M. Reagan à sélectionner les juges fédéraux selon des critères idéologi-

ques. Les candidats sont systématiquement interrogés sur leur position sur la peine de mort et sur l'avortement. Aucun candidat favorable à l'interruption de grossesse, pourtant autorisée depuis 1973 par un arrêt de la Cour suprême, n'aurait été désigné par M. Reagan.

Les adversaires du président révoquent aussi que, curieusement, M. Reagan a une très nette tendance à donner la préférence, dans ses choix, aux hommes et aux Blancs. Sur deux cent trente-trois juges fédéraux nommés par ses soins, on ne compte que quatre Noirs et vingt-deux femmes. Une postulation, qui se réclamait pourtant du Parti républicain, a été écartée il y a quelques temps parce qu'elle avait pris position pour l'amendement sur l'égalité des droits entre hommes et femmes, une proposition que le président combat depuis toujours.

Devant les attaques croissantes dont il est l'objet à ce sujet, M. Reagan fait valoir qu'il est guidé seulement par le souci de nommer des personnes « hautement qualifiées ». Il ajoute toutefois qu'il est effectivement hostile aux juges qui, selon lui, utilisent les tribunaux pour se livrer à l'action politique, l'expérimentation sociale et l'activisme judiciaire. Sa préférence va à ceux qui suivent la doctrine du « dessein originel », celui qui animait, dit-il, les pères fondateurs de la Constitution, voilà deux siècles. Une telle attitude est qualifiée de « quelque peu arrogante » par un juge à la Cour suprême, M. William Brennan, qui est sorti de la discrétion habituelle aux neuf « sages » pour s'écrier : « Quel peut prétendre connaître avec précision les intentions des pères fondateurs ? »

Il n'en reste pas moins que les positions occupées par les conservateurs dans le système judiciaire américain pourraient bien être le legs le plus durable de son passage au pouvoir laissé à la postérité par M. Reagan.

MANUEL LUCBERT.

Quand l'humour juif est pris au sérieux...

Correspondance

Washington. — Pendant trois jours, cette semaine, à New-York, des universitaires vont pouvoir renouveler leur provision de bonnes histoires juives. Non pas pour se distraire, mais pour étudier sérieusement l'humour juif, dans le cadre d'un colloque à l'Ecole de recherche sociale.

Répondant à l'invitation du professeur Ziv, de l'université de Tel-Aviv, plusieurs centaines de participants américains, dont des professeurs, mais aussi des comédiens des humoristes, vont disséquer les écrits de Saul Bellow et de Philip Roth, étudier les caricatures de Rube Goldberg et de Jules Feiffer, analyser l'esprit de Woody Allen. Ils parleront du théâtre juif en Australie et en Union soviétique, mais aussi de sujets moins plaisants, comme les histoires juives vraiment antisémites.

Avant que ne s'ouvrent ces discussions, le professeur Ziv a souligné que la longue histoire des pogromes, des persécutions et des massacres a développé chez les juifs un humour particulier utilisé comme une sorte d'autodéfense : « L'humour aide à changer la réalité, surtout quand celle-ci devient insupportable », a-t-il dit. L'auteur juif Leo Rosten estime que, « pour les juifs, la seule façon de garder leur équilibre mental est de regarder un monde hostile avec des yeux sardoniques ».

Le professeur Shapiro, de l'université du New-Jersey, estime que le vingtième siècle a été « un âge d'or pour les humoristes juifs », ajoutant que les livres, les films, la télévision et le théâtre ont été le terrain intellectuel et grimaçant.

Cette aptitude à se moquer de soi-même est un signe de bonne santé et non de dégradation et de stagnation », estime M. Shapiro, soulignant que, depuis la guerre, les juifs américains sont très conscients et fiers de leur judaïsme. Aussi peuvent-ils accepter avec le sourire les histoires juives bâties autour de certains clichés traditionnels comme le sens des affaires ou l'apreté au gain. Il raconte lui-même l'histoire des trois associés en vacances en Floride. L'un d'eux part : il a oublié de fermer la porte de son

coffre-fort : « Ressure-toi, lui disant ses partenaires, nous sommes ici avec toi. »

M. Shapiro pense aussi que certaines histoires critiquant ou ridiculisant des mœurs juives abusives ou hyper-protectors, ou encore la « princesse juive », représentant une jeune femme égoïste, exigeante et choyée, rendent directement hommage aux hommes juifs, très fiers, qui adorent leur mère et gèrent leur épouse.

Certaines histoires témoignent de la détermination des juifs à s'adapter aux circonstances les plus désastreuses. Par exemple celle où Dieu vient d'annoncer que dans trois jours une immense inondation engloutira la planète. « Confessez vos péchés, dit le ministre protestant à ses ouailles, et nous nous retrouverons dans l'autre monde. » « Méditez et nous irons ensemble au nirvana », déclare le bouddhiste. « Mes chers amis, dit le rabbin, il n'y a pas de temps à perdre, nous n'avons que trois jours pour apprendre à vivre sous l'eau. »

L'écrivain Erika Jong aime l'humour noir « typiquement juif » de cette autre histoire : une jeune octogénaire emmène au cinéma un veuf du même âge. A son retour, elle dit à sa fille : « Ça a été terrible... J'ai dû le gifler trois fois... Quoi ? Il s'est mal conduit ? — Non, mais j'ai cru qu'il était mort. »

Leo Rosten aime les histoires courtes. « Ah ! tu es encolère ? Félicitations, dit une femme rattrapant un avion. Tu attends un garçon ou une fille ? — Certainement », répond l'autre.

Certaines histoires se moquent de l'extrême susceptibilité des juifs. « L'autre jour, dans un autobus, un juif rencontre un autre juif et... » Le narrateur est interrompu. « Encore une histoire juive. Ça suffit, il y a toujours une dose d'antisémitisme dans ces histoires. Pourquoi ne pas choisir un autre groupe ethnique ? — Bon, bon », dit l'autre, qui enchaine : « L'autre jour, un Chinois rencontre dans un autobus un autre Chinois et lui demande : « Que faites-vous donc pour le Yom Kippour ? » Il y faut évidemment l'accent et les gestes inimitables des juifs new-yorkais. »

HENRI PIERRE.

Finlande UN REVE... TRES ACCESSIBLE

Si vous rêvez de nature, de nature authentique, c'est maintenant qu'il faut aller en Finlande : En été, la Finlande est plus verdoyante et plus ensoleillée que jamais. Laissez-vous tenter, réalisez vos rêves :

- Vacances à la ferme
- Chalet au bord de l'eau (en location)
- Balades en bicyclette (d'auberge en auberge)
- Circuits en canoë (de lac en lac)
- Pêche (au bord ou en barque)
- Randonnée découverte en Laponie.

Bon pour une documentation gratuite :

Office National du Tourisme de Finlande
1, rue Auber, 75009 Paris. (1) 47 42 65 52

Nom
Adresse

SCIENCES PO

FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
MÉTHODOLOGIE DE LA DISSERTATION
MISES À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
COURSES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN
(CONCOURS D'ENTRÉE EN CLASSE DE 2^e ANNÉE)

ENTRÉE EN AP

ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
SESSIONS SEMESTRIELLES - JANVIER/AVRIL & JUIN
SESSIONS INTENSIVES JUILLIET/AOÛT

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

مركز من زلاصل

La Corée du Sud « offrira quelques épreuves » des Jeux olympiques à la Corée du Nord

déclare M. Samaranch, président du CIO

M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), s'est montré optimiste à propos de la troisième réunion entre représentants de la Corée du Sud et de la Corée du Nord qui doit avoir lieu mardi 10 et mercredi 11 juin à Lausanne (Suisse). « Nous avons quelque chose de nouveau à offrir à la Corée du Nord et nous verrons bien s'il y a de son côté une volonté d'aboutir. Pour moi, cette réunion est capitale », a déclaré dimanche à l'AFP le président du CIO. Démentant l'information du journal britannique *The Observer* suivant laquelle un accord serait déjà conclu, M. Samaranch a ajouté : « La vérité est que la Corée du Sud offrira quelques épreuves des Jeux de Séoul (en 1988) au CIO, lequel négociera avec la Corée du Nord. »

De notre envoyé spécial

Pyongyang. — Tandis que le monde sportif se passionne pour la coupe du monde de football, à laquelle participe pour la première fois l'équipe de Corée du Sud, la Corée du Nord prépare les prochains Jeux olympiques. Cela peut paraître étrange, car ils sont prévus à Séoul et non pas à Pyongyang. Pourtant, dans la lutte de propagande que se livrent le Nord et le Sud, les JO sont devenus un véritable boomerang.

« Il s'agit d'un problème politique sérieux », affirme le vice-ministre des affaires étrangères du Nord, M. Kang Sok-ju, qui voit dans le choix de Séoul un complot américain-japon pour perpétuer la division de la Corée. Pyongyang n'avait guère réagi quand le CIO avait pris sa décision. Depuis lors, le régime du maréchal Kim Il-sung a pris le train en marche et tente par tous les moyens d'obtenir peu ou prou le partage des Jeux. Des réunions de conciliation entre Sudistes et Nordistes ont eu lieu à Lausanne, mais sans succès. Le Nord avait d'abord proposé un copatrimoine avec une moitié des épreuves de part et d'autre du trente-huitième parallèle. Le CIO a refusé, car ce n'était pas conforme à la charte, mais a proposé, en revanche, que trois ou quatre épreuves aient lieu au Nord. Pyongyang a accepté.

Mais c'est là que le bât blesse : Pyongyang demande maintenant que l'on appelle les vingt-quatre JO « Jeux de Pyongyang et de Séoul » ou « Jeux de Séoul et de Pyongyang ». Cette démarche n'a pas abouti. Le Nord demande donc que les épreuves qui se dérouleront au Nord portent le nom de « Jeux de Pyongyang » et celles qui auront lieu au Sud celui de « Jeux de Séoul ». Mais les Coréens du Sud refusent de partager. « C'est inacceptable », précise M. Kang. Et d'ajouter : « Un grand nombre de pays s'y opposent », citant Cuba, l'Angola et l'Éthiopie. Mais il ne semble pas que les amis de la Corée du Nord, qu'ils soient du bloc soviétique ou du bloc chinois, soient prêts à abandonner la moisson de médailles de Séoul pour faire plaisir au « grand dirigeant ».

Or, pour ce dernier, il s'agit d'une question de prestige. Céder serait perdre la face. Il en va de même pour Séoul, qui compte énormément.

■ M. Bariani à Séoul. — Le secrétaire d'État auprès du ministre français des affaires étrangères, M. Didier Bariani, est arrivé samedi 7 juin à Séoul pour une visite officielle de trois jours, à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Corée. Il doit remettre au président Chun Doo-hwan des messages du président Mitterrand et du premier ministre Jacques Chirac. — (AFP.)

Témoignage

L'enlèvement d'un prêtre français aux Philippines

Deux journalistes français nous ont adressé ce témoignage sur le Père Michel de Gégord, enlevé aux Philippines le 5 juin dernier par des hommes armés qui réclament une rançon en échange de sa libération (le Monde du 7 juin).

Au cœur de l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines, la ville de Marawi possède le deuxième plus grand centre universitaire du pays après celui de Manille. Reconnue dans toute l'Asie pour son Centre d'études islamiques, la Mindanao State University (MSU) a été créée pour devenir, selon l'un de ses fondateurs, « un instrument d'intégration des musulmans à la vie politique des Philippines ». Si la ville de Marawi est à 97 % musulmane, Mindanao ne l'est qu'à 25 %, et la MSU à 42 % seulement.

Il a régné pendant des années sur le campus un climat de corruption et d'insécurité. Une large partie du budget de fonctionnement et d'entretien de l'université a été détournée au profit de quelques-uns. L'état de délabrement des bâtiments et des équipements est là pour en témoigner. La violence était entretenue par la présence de milices armées plus ou moins contrôlées, et chacun pouvait redouter la répétition d'attentats et

d'agressions physiques, les intimidations, discriminations et vexations perpétrées à l'encontre de quiconque s'opposait à l'arbitraire.

Dans ce contexte, le Père Michel de Gégord, des Missions étrangères de Paris, s'est toujours montré disponible pour aider et soutenir les victimes, catholiques ou musulmanes, de l'injustice et de la corruption. Mais, par son soutien, il a attiré sur lui une irritation croissante qui s'est traduite par des menaces précises et répétées de la part de quelques-uns des anciens autorités de l'université. Sans se laisser intimider et en accord total avec l'évêque philippin de Marawi, le Père Michel a continué à travailler sans relâche au rapprochement entre catholiques et musulmans.

Par cet enlèvement, le Père est victime de la haine de ceux qui s'opposent depuis longtemps au dialogue entre les deux communautés, qui ne veulent pas qu'elles cohabitent pacifiquement. Ceux qui, finalement, ne supporteraient pas de voir leur système de corruption et de racket dévolé.

Pour les deux cent cinquante étudiants de la CSO (Organisation des étudiants catholiques), la maison du Père Michel est à la fois un lieu de prière, de réflexion et un refuge.

Après des soirées de prière, de chants ou de réflexion, lorsque ces étudiants ne pouvaient plus rejoindre leurs dortoirs à cause du couvre-feu, le Père Michel les hébergeait dans la bibliothèque qu'il a fait construire derrière sa maison. Lui-même, s'il s'absentait pour une conférence ou autre, devait dormir sur place. Il n'était pas rare d'entendre des coups de feu dès la tombée de la nuit.

« Father Michel » redonnait espoir et confiance à tous ces jeunes de seize à vingt-deux ans qui étudiaient dans la peur et la violence. « J'admire leur courage, mais quelle tristesse de voir les conditions dans les-

quelles ils travaillent. Nous ne savons pas quand cela va changer, et cette incertitude est difficile à supporter », disait-il.

C'était alors la révolution à Manille, et l'avenir des relations intercommunautaires était une grande incertitude. Une étudiante nous disait : « Étudier avec de jeunes musulmans ? Ou est le problème ? Nous ne voulons rien d'autre que le calme, des tables et de la craie pour étudier. » Un minimum qui, aux Philippines, devenait une pègre.

PASKAL CHELET
et RENAUD RICHELÉ.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles »*** par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et avec s'investir dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle sonde le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Partout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 3 continents, sont en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où soi-même ne s'est jamais aventuré.

Agip

En Group

Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

pour 3 600 F TTC
Pose et dépl. compris.

1 serrure de sécurité
5 points de fermeture
garantie 5 ans

+
1 blindage 15/10

+
1 cornière s/bâti bois
(renforcement côté gâches)

+
3 cornières anti-pince

+
4 renforts de gonds

SYSTÈME D'ALARME
Protection périmétrique,
volumétrique par radar
avec centrales - sirènes
DEVIS GRATUIT

Entreprise EPP
3, rue de l'Arrivée
75749 Paris cedex 15
Tél. : 45.82.71.97.

EUROPE

L'ÉLECTION DE M. WALDHEIM EN AUTRICHE ET LA DÉMISSION DE M. SINOWATZ

De la satisfaction à la consternation

Les réactions à l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence de la République d'Autriche se sont multipliées lundi 9 juin dans les capitales du monde entier. Elles vont de la satisfaction non dissimulée, comme en URSS et dans les capitales arabes, à la consternation en Israël. Entre les deux, on peut noter les divers degrés d'embarras de gouvernements aujourd'hui confrontés aux problèmes de l'entretien de relations diplomatiques et protocolaires avec un chef d'Etat démocratiquement élu malgré un passé trouble.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré que le président Reagan « enviera l'habituel message diplomatique au nouveau président de l'Autriche ». Celui-ci ne sera pas rendu public à Washington, mais pourrait l'être à Vienne. D'autre part, le porte-parole du ministère de la Justice a indiqué dimanche soir que celui-ci ne pouvait empêcher M. Waldheim d'entrer aux Etats-Unis en raison de son statut diplomatique, mais que l'ancien secrétaire général de l'ONU pourrait toutefois être placé prochainement sur la liste de personnes soupçonnées de crimes de guerre nazis à qui l'entrée aux Etats-Unis en tant que personne privée pourrait être interdite.

En Israël, nous rapporte notre correspondant Jean-Pierre Langelier, le ministère des affaires étrangères souligne, pour en grossir la portée symbolique, le caractère marxisse dans l'histoire diplomatique d'Israël du rappel de l'ambassadeur à Vienne, M. Michael Elitzur (le Monde du 9 juin). Cette décision n'a eu, il est vrai, qu'un seul précédent au cours des quinze dernières années. Il concernait déjà l'Autriche. En 1973, Golda Meir, mécontente de la politique du chancelier Kreisky à propos de l'émigration des juifs d'URSS, avait rappelé pendant plusieurs semaines son représentant à Vienne. Il n'empêche : compte tenu du vacarme qui entoure depuis deux mois l'affaire Waldheim, la décision israélienne semble plutôt modérée.

Le souci de ménager l'Etat autrichien reste patent. De sa propre réaction à l'élection, le premier ministre, M. Shimon Peres, a déclaré lundi à Tel-Aviv qu'il se garderait bien de faire « ce que font les amis autrichiens en profitant des généralisations à propos des Autrichiens ». Tout en exprimant son inquiétude devant les « tentatives de la diplomatie autrichienne de fuir ses responsabilités », M. Peres a souligné : « Le problème ne concerne pas les

relations entre Israël et l'Autriche (...). Le vrai problème touche aux relations de l'Autriche avec elle-même, avec son passé et à la facilité avec laquelle ce pays oublie les horreurs commises dans le camp qui était le sien pendant la guerre. »

A Paris, le président Mitterrand a adressé, lundi, le télégramme suivant à M. Kurt Waldheim : « Je vous présente mes félicitations et mes vœux pour le peuple autrichien. Je souhaite que les relations entre nos deux pays, approfondies depuis de longues années, se poursuivent dans le même esprit. »

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a déclaré de son côté : « Je ne peux que condamner sans réserves tous ceux qui ont participé à l'inventaire et aux crimes nazis, mais je n'ai vu nulle part de preuves décisives. » Le premier ministre a ajouté qu'il entend se garder de toute « ingérence dans la politique intérieure d'un pays ami, qui semble s'être déterminée démocratiquement ».

Alors que M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, estime qu'il appartient au président de la République de décider si M. Waldheim doit être ou non reçu en France, M. Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, a regretté que le Congrès juif mondial ait lancé sa campagne « s'il n'avait pas de preuves précises ». Mais elle a également dénoncé l'« hypocrisie générale dans cette affaire », évoquant la connaissance qu'auraient eue les grandes puissances du dossier de M. Waldheim, lors de son élection au secrétariat général de l'ONU.

Toujours dans les milieux politiques français, on note la réaction de M. Jean Poperen, le numéro deux du Parti socialiste, qui manifeste une « grande tristesse » en constatant que les Autrichiens ont « élu un ancien nazi président de la République ».

Parmi les messages de félicitations parvenus lundi à Vienne, on peut noter ceux de la RDA, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, qui font suite à celui, fort enthousiaste, diffusé dès dimanche soir à Moscou par l'agence Tass (le Monde du 9 juin).

● A Tripoli, l'agence officielle Jana salue la victoire de M. Waldheim en écrivant qu'ainsi « l'Autriche a refusé de laisser le stalinisme souiller son histoire ». Pour l'OLP, enfin, cette victoire est celle « des forces et de la justice et de la paix sur celle du chantage et de la haine ».

Crise au Parti socialiste

De notre correspondant

Vienne. — Le chancelier Fred Sinowatz a tiré dès lundi 9 juin, en annonçant sa démission, les conséquences de la cuisante défaite qu'ont subie les socialistes à l'élection présidentielle. L'actuel ministre des finances, M. Franz Vranitzky, a été désigné pour lui succéder. M. Sinowatz gardera cependant la présidence du Parti socialiste (SPOe). Mardi, M. Leopold Graf, ministre des affaires étrangères, a annoncé, à son tour, sa démission.

Le chancelier Sinowatz avait reconnu le soir de l'élection que l'échec de M. Kurt Steyer — qui n'a obtenu que 46,1 % des voix, contre 53,9 % pour M. Waldheim — était « une défaite du Parti socialiste ». L'analyse des résultats montre que 10 % des électeurs socialistes se sont prononcés en faveur du candidat conservateur, exprimant ainsi leur mécontentement envers la politique de leur parti, usé par seize années de pouvoir. Les socialistes ont aussi constaté avec amertume que 65,4 % des électeurs du Parti libéral, avec lequel ils forment depuis 1983 la coalition gouvernementale, ont voté pour M. Waldheim et seulement 21,2 % pour le candidat socialiste. Des voix se sont déjà élevées au sein du Parti socialiste pour mettre en cause cette coalition.

Séparation des fonctions

Dans l'optique des élections législatives prévues pour avril 1987 et qui, selon le chancelier démissionnaire, ne seront pas anticipées, le but du SPOe est évident : tenter de récupérer les voix socialistes perdues en faisant assumer la défaite par le chancelier Sinowatz et se lancer dans la prochaine campagne électorale avec une nouvelle équipe. Le chancelier désigné a annoncé lundi qu'il procéderait prochainement à un remaniement de l'équipe gouvernementale.

M. Kurt Waldheim sera le premier président autrichien non socialiste ou non soutenu par les socialistes depuis 1945. Cette victoire est interprétée par le Parti populaire (ÖVP), qui a soutenu sa candidature, comme un « tournant historique ». Les populistes nourrissent l'espoir qu'ils pourront profiter de cette tendance aux prochaines législatures.

WALTRAUD BARYLI.

Grande-Bretagne

Les questions de défense divisent l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux

De notre correspondant

Londres. — On ne sait pas encore quand auront lieu les prochaines élections législatives (1), mais il se confirme que les problèmes de défense et plus particulièrement l'avenir de la force de dissuasion nucléaire britannique seront — comme en 1983 — l'un des principaux sujets de la campagne.

En suggérant récemment un accord séparé entre Moscou et Londres sur la réduction des arsenaux nucléaires, M. Gorbachev a amené le Parti travailliste à rappeler sa position très controversée en faveur d'un désarmement unilatéral (le Monde du 3 juin). Il y a trois ans, les thèses des travaillistes en matière de défense, qualifiées d'« irréalistes » et de « gauchistes » par les conservateurs, avaient été considérées comme l'un des facteurs essentiels de l'écrasante victoire de M. Thatcher.

Aujourd'hui, c'est au tour de l'opposition centrée, c'est-à-dire de l'Alliance (coalition entre les sociaux-démocrates, SDP, et le Parti libéral) de prêter le flanc aux critiques de la majorité et de lui fournir ainsi des armes précieuses. Les deux partis doivent publier, mercredi 11 juin, le texte d'un rapport conjoint qui avait pour objet de réduire leur désaccord sur les questions de défense, seul véritable domaine de conflit entre libéraux et sociaux-démocrates. Mais des fuites sur le contenu de ce document viennent d'entraîner, de la part de M. David Owen, leader du SDP, des commentaires très tranchés qui provoquent à présent une crise grave, la plus importante depuis la création de cette association, voici cinq ans.

Le rapport mis au point en commission par des personnalités des deux partis représente un compromis destiné à gommer les divergences qui opposent les libéraux — dans l'ensemble plutôt unilatéra-

listes et proches des positions pacifistes des travaillistes — aux sociaux-démocrates, dont le chef de file, M. Owen, préconise le maintien et le développement de la force de dissuasion britannique. La commission recommande prudemment que l'on repousse le débat. Elle estime qu'une décision définitive sur l'éventuel remplacement des fusées Polaris qui équipent les sous-marins stratégiques britanniques peut être

reportée après les prochaines élections, pour tenir compte, d'ici là, de l'évolution des négociations Est-Ouest sur le désarmement.

Mais M. Owen, au grand dam de M. David Steel, leader du Parti libéral, et à la surprise de nombreux membres de son propre parti, a estimé que la formule proposée par la commission traduisait une attitude dilatoire intolérable. M. Owen a déclaré que le SDP n'avait pas à revenir sur ses choix et devait se pro-

noncer dès à présent pour un renouvellement de l'arsenal nucléaire britannique. Si M. Owen, d'accord en cela avec les libéraux, est contre la politique du gouvernement qui prône le remplacement des Polaris par des Trident, d'autres missiles balistiques américains très coûteux, — il est pour une collaboration européenne afin de construire des missiles de croisière, une solution fortement contestée par les libéraux.

Dimanche, M. Steel a fermement rappelé à l'ordre son partenaire en déclarant que les deux partis de l'Alliance ne pouvaient aller aux élections en étant ouvertement divisés sur un sujet aussi important. Les propos de M. Owen ont aussi semé le trouble à l'intérieur du SDP. M. Shirley Williams, présidente de ce parti, a invité M. Owen à faire marche arrière, ce qui paraît peu probable. L'avertissement est clair : l'Alliance est menacée d'éclatement alors que les associations des deux partis, ces dernières années, profitant à chacun d'eux, a fait de cette coalition une troisième force susceptible d'arbitrer la confrontation entre travaillistes et conservateurs.

Cette crise est d'autant plus regrettable aux yeux des libéraux que ceux-ci ont le sentiment d'avoir fait, dans le rapport en question, un effort considérable pour se rapprocher des sociaux-démocrates. Cette dispute renforce d'autre part les détracteurs de M. Owen qui, depuis longtemps, estiment que ce dernier adopte un style « personnel » et cherche avant tout vis-à-vis des médias à éclipser la personnalité de M. Steel.

FRANCIS CORNU.

(1) La législature doit normalement s'achever en juin 1988. M. Thatcher vient de dire qu'elle souhaite atteindre ce terme. Mais les élections ont presque toujours été anticipées en Grande-Bretagne et on s'attend actuellement sur une possible convocation de l'électorat au printemps ou à l'automne 1987.

Le nouveau chancelier : M. Franz Vranitzky

Une carrière de banquier



SZLAKMANN.

Sans la crise que connaît actuellement le Parti socialiste autrichien et la démission de M. Sinowatz, son successeur désigné, M. Franz Vranitzky (quarante-huit ans), n'aurait guère eu de chances d'accéder jamais à la chancellerie. Réputé pour sa compétence en matière financière, cet homme qui a fait toute sa carrière dans la banque n'est, en effet, pas un leader au sein du Parti socialiste, même s'il est un des représentants de son aile droite. On lui connaît cependant une amitié très ancienne avec M. Hannes Androsch, ancien ministre des finances et vice-chancelier, qui a, depuis plusieurs années, des démêlés avec la justice à propos d'une affaire

d'irrégularités fiscales, et qui dirige actuellement la plus grande banque nationalisée autrichienne, la Creditanstalt.

En 1970, après avoir travaillé pendant neuf ans à la Banque nationale autrichienne, M. Franz Vranitzky devient conseiller en politique économique et financière de M. Androsch, alors ministre des finances, à qui il est lié depuis l'époque de leurs études. Il occupe cette fonction de conseiller jusqu'en 1976, date à laquelle il est nommé directeur adjoint du Creditanstalt. En 1981, il prend la direction de la Länderbank, seconde banque du pays, dont il assure l'assainissement après une période de difficultés. Il entre au gouvernement en 1984 lorsque M. Sinowatz décide de remanier son gouvernement et de se séparer notamment d'Herbert Salcher, engagé dans une querelle sur la place publique avec Hannes Androsch.

En février dernier, M. Vranitzky déclarait à la presse étrangère qu'il fallait revoir à fond les structures économiques autrichiennes. « Nous ne sommes plus à l'époque où l'on pouvait dépenser 1 ou 2 milliards pour créer des emplois. Nous vivons à présent dans un monde plus compétitif ». Les autorités provinciales doivent cesser de considérer les industries publiques comme un moyen de résoudre les problèmes locaux de chômage, ajoutait-il.

URSS

Le SIDA, c'est la faute à la CIA

estime le quotidien soviétique « Sovetskaja Rossia »

De notre correspondant

Moscou. — Le quotidien Sovetskaja Rossia réalise ce petit prodige de concorder, dimanche 8 juin, un long article sur le SIDA sans indiquer combien de Soviétiques en sont atteints ni préciser que cette maladie frappe en priorité les homosexuels. Sovetskaja Rossia révèle cependant que « les médecins soviétiques ont appris, dès 1981, à reconnaître les symptômes du SIDA », ce qui implique que quelques cas au moins sont apparus à cette date.

Une autre publication, Sovetskaja Koultoura, avait avancé une estimation le 7 décembre dernier. Le professeur Ivanov, directeur de l'Institut de virologie de Moscou, avait alors affirmé que le nombre des malades « ne dépassait pas celui des doigts des deux mains ».

Sovetskaja Rossia présente par contre un tableau apocalyptique de la situation aux Etats-Unis. Citant une organisation de gauche américaine, le quotidien estime même que toute la population des Etats-Unis pourrait avoir disparu, victime du SIDA, dès 1993.

Le journal reprend d'autre part les accusations déjà formulées par la Litterature et la Gazette selon laquelle l'apparition du SIDA est due à des expériences bactériologiques entreprises par la CIA. Le quotidien soviétique estime que le comédien Rock Hudson, mort du SIDA, pourrait avoir été également un « cobaye » des expériences menées par le Pentagone. L'armée américaine joue décidément un rôle très important pour cette maladie, selon les médias soviétiques, puisque

Sovetskaja Rossia affirme que « les soldats et les officiers des bases militaires américaines sont des propagateurs actifs du virus en dehors des Etats-Unis ».

La situation est bien sûr tout autre en URSS, affirme le docteur Gordienko, chef du service d'immunologie de l'Institut central de perfectionnement des médecins, qui dépend du ministère de la santé. « La recherche de méthodes efficaces pour établir le diagnostic, le traitement et la prophylaxie du SIDA sont une tâche très importante », estime cependant celui-ci. Autrement dit, le SIDA serait à la fois très peu répandu et très bien étudié en URSS.

Sovetskaja Rossia écrit d'autre part que les affirmations parues dans la presse en Occident selon lesquelles le virus du SIDA est d'origine africaine sont sans fondement. Le quotidien reprend à son compte le point de vue d'un médecin nigérian, qui estime que ce virus n'est qu'un des types rares de rétrovirus que l'on peut rencontrer en Afrique mais que sa transformation s'est probablement opérée en dehors du continent africain.

Le docteur Gordienko estime enfin que la propagation du SIDA en Occident est « due à des causes sociales comme la révolution sexuelle », c'est-à-dire, selon lui, la « libération du vice ». La drogue et la prostitution jouent également à son avis un rôle important dans la diffusion du virus. M. Gordienko ne dit pourtant explicitement nulle part que les homosexuels sont parmi les premières victimes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pologne

Nouvelles arrestations

Des unités de Zamos (police motorisée) en tenue de combat ont mis fin, lundi soir 9 juin à Varsovie, à une manifestation en hommage à Zbigniew Bujak. A l'issue d'une messe célébrée à l'église Saint-Stanislas à l'intention du dirigeant clandestin récemment arrêté, à laquelle avaient participé plusieurs milliers de personnes, la foule a scandé pendant près de vingt minutes le nom de Bujak et d'autres anciens membres de la commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK), actuellement en prison, comme Wladyslaw Frasyniuk. Grâce à l'intervention du prêtre qui a invité la foule à se disperser et la police à ne pas la « provoquer », il n'y a pas eu de violences.

D'autre part, l'arrestation d'un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, M. Zdzislaw Wroniak, annoncée dimanche par l'AFP, a été confirmée lundi de sources officielles. C'est dans un appartement qui était la propriété de la fille de M. Wroniak que M. Bujak aurait été découvert. D'autres arrestations, qui n'ont pas encore été annoncées officiellement, ont aussi été opérées, en particulier celle de son ami, M. Tadeusz Lewicki, maître-assistant à l'université de Varsovie. Les propriétaires de l'appartement où se cachait M. Konrad Bielinski, un autre responsable clandestin arrêté le même jour que M. Bujak, ont également été appréhendés.

CEPES SCIENCES-PO
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 - 47.45.08.19
préparations d'étés ou spéciales sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e années - Fin d'A.P. - 2 centres : Quaien Isen ou Neuilly

EUROPE

RFA

Les élections régionales de Basse-Saxe constituent un test pour la popularité du chancelier Kohl

De notre correspondant

Bonn. — Comme à la cour des rois, le monde politique ouest-allemand a décrit ces dernières semaines les bords du Rhin pour aller planter ses quartiers de printemps à Hanovre. Les Verts et le Parti libéral sont venus y tenir leurs congrès, les comités directeurs des partis chrétiens et social-démocrates s'y sont réunis régulièrement. Sans compter les inévitables rassemblements de dirigeants politiques de tous bords, venus, chancelier en tête, battre la campagne pour soutenir leur candidat en prévision des élections régionales du 15 juin.

L'enjeu de ces élections, qui précèdent de sept mois seulement les législatives prévues pour le mois de janvier 1987, dépasse depuis longtemps déjà les frontières de la Basse-Saxe. Si M. Ernst Albrecht, ministre-président depuis huit ans, devait céder la place, l'opposition social-démocrate détiendrait la majorité des mandats au Bundestag, la deuxième chambre du Parlement. La marge de manœuvre de l'actuelle coalition s'en trouverait fortement diminuée.

Après la perte de la Sarre et le triomphe, l'année dernière, de M. Johannes Rau, ministre-président social-démocrate de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un nouvel échec des chrétiens-démocrates marquerait un point de non-retour pour le chancelier Kohl, dont le masque de maîtrise est durement resenti à l'intérieur même de son parti.

A son corps défendant et à celui de M. Albrecht, le chancelier a dû se résoudre à faire de cette élection une affaire personnelle. Il s'est déplacé sept fois en Basse-Saxe pendant la campagne et s'est fermement engagé derrière le ministre-président, dont il n'a cessé de prédire la victoire. Un pari risqué si l'on en croit les sondages, qui laissent prévoir un résultat serré.

Comme il est à peu près acquis que M. Albrecht ne retrouvera pas la majorité absolue qu'il avait conquise en 1982, l'issue dépend pour une large part du score que réalisera le Parti libéral, qui n'est pas représenté au Parlement régional depuis les dernières élections et qui se traîne ces derniers mois nettement au-dessous de la barre des 5 % nécessaires pour y faire sa rentrée.

Le bilan de M. Albrecht

Le bilan de M. Albrecht — un francophile qui a longtemps travaillé aux Communautés européennes à Bruxelles — n'a pourtant rien d'infamant. Mais la Basse-Saxe reste imprégnée par ses vocations agricole et maritime traditionnelles, deux activités en déclin. L'agriculture occupe encore 8 % de la population active. Concentrée dans des zones restreintes, l'industrie souffert du déclin de la sidérurgie et des chantiers navals.

Avec 550 kilomètres de frontière commune avec l'Allemagne de l'Est, la Basse-Saxe a eu, en outre, à subir plus que d'autres après la guerre les conséquences de la séparation des deux Etats allemands, qui a totalement coupé des régions entières de leurs circuits commerciaux traditionnels. Ses points forts — l'automobile (Volkswagen), l'agro-alimentaire, l'électronique et les machines-outils — se sont cependant révélés ces dernières années des atouts maîtres. Leur taux de croissance a été en 1985 supérieurs au reste du pays, avec notamment 20,5 % pour les industries de biens d'équipement. Le résultat est un taux de chômage qui évolue, malgré certains points noirs comme la région côtière proche des Pays-Bas, dans une bonne moyenne nationale. La politique du gouvernement régional consiste actuellement à favoriser une meilleure répartition industrielle et à constituer un réseau d'instituts de recherche et de

« parts de technologie » pour promouvoir les secteurs de pointe, encore mal représentés. La capitale, Hanovre, bien connue pour sa foire industrielle, la plus grande du monde, est devenue une sorte de vitrine pour le développement régional.

Confortée par la reprise, cette politique pouvait permettre en début d'année au ministre-président d'espérer une réélection sinon facile, du moins sans trop de problème. Même s'il a manqué de stature, il y a quelques années, pour s'imposer face à M. Kohl dans la course à l'investiture du Parti démocrate-chrétien, il n'en dispose pas moins, dans son Land, d'une popularité qui n'est pas contestée par ses adversaires.

Malaise

Mais le nouvel échec des chrétiens-démocrates, en mars dernier, lors d'élections communales au Schleswig-Holstein, le voisin nordique de la Basse-Saxe, a mis un terme brutal à cette promenade de santé. De toute évidence, on sous-estimait dans les états-majors politiques le malaise provoqué, surtout dans le nord, par le style de gouvernement du chancelier Kohl. A son absence de charisme, aux incessantes querelles entre les partis de la coalition, sont venus s'ajouter ces derniers mois son affrontement avec les syndicats sur la réforme du financement des grèves et le mécontentement des agriculteurs, particulièrement virulent au moment des négociations sur les prix à Bruxelles.

Malgré les bons résultats de l'économie, le pays souffre de façon générale d'un manque de leadership qui se traduit notamment par le poids toujours accru dans la vie publique du président de la République, M. Richard von Weizsäcker. Depuis son discours du 8 mai 1985, pour le quarantième anniversaire de la capitulation allemande,

celui-ci se révèle de plus en plus comme le point de repère dans les moments difficiles. Il en a une nouvelle fois fait la preuve après la catastrophe de Tchernobyl, alors que face aux réactions souvent excessives des Länder et des partis de gauche les appels au calme du gouvernement restaient totalement inefficaces.

L'impact de cette catastrophe sur les élections du 15 juin demeure une des grandes inconnues. L'émotion demeure considérable, comme en témoignent les manifestations de Wackersdorf et de Borkdorf. La France devrait s'en rendre compte rapidement en raison de la mobilisation en cours contre la centrale de Cattenom, à la frontière de la Lorraine avec la Sarre et le Luxembourg. Mais les Verts ont probablement préséance de leurs futurs succès électoraux en cédant, lors de leur congrès de Hanovre, à leurs penchants les plus radicaux. Cela ne fait pas l'affaire du candidat social-démocrate, M. Gehrhardt Schröder, qui se trouve plus exposé que jamais à la campagne de la majorité contre le danger d'une coalition entre les Verts et le SPD.

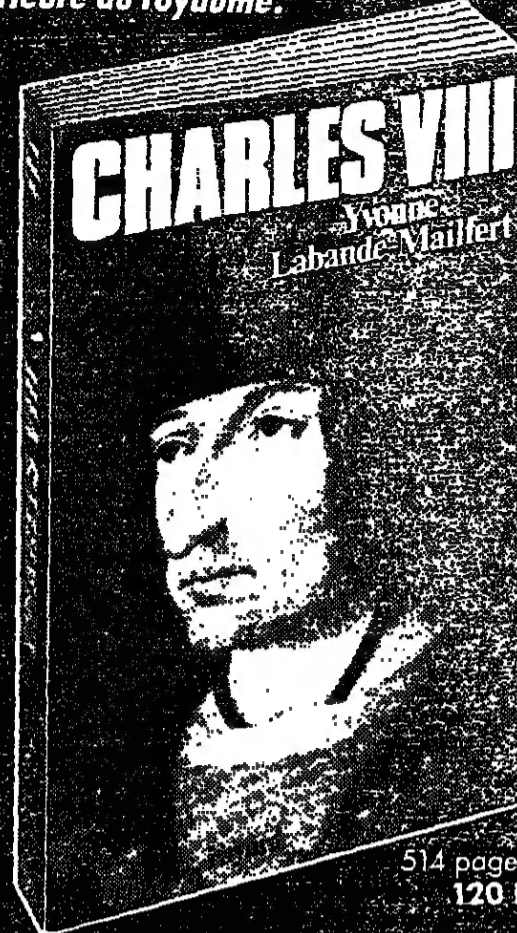
« L'élection du 15 juin est un choix de société », ne cesse-t-on de marteler dans le camp des chrétiens-démocrates. La prise de position des sociaux-démocrates en faveur d'un abandon progressif du programme nucléaire trouve sans aucun doute un écho favorable. Les partis de la majorité ont cependant fini par réagir, chacun à leur manière, avec un temps de retard.

Amorçée par la création d'un superministère de l'environnement et de la sécurité nucléaire, la contre-offensive du gouvernement s'efforce de convaincre que les efforts nécessaires seront faits pour accélérer la recherche d'énergies alternatives, mais qu'il serait irréaliste — ou opportuniste — de prétendre pouvoir se passer dans une phase transitoire du nucléaire.

HENRI DE BRESSON.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

On l'a prétendu borné, capricieux, dépourvu de maturité politique. Pourtant, la façon dont il obtint le rattachement de la Bretagne à la France fut un chef-d'œuvre d'habileté et de tact, et les divers traités qu'il a signés avec les Grands, assurèrent la paix intérieure au royaume.



514 pages
120 F

ODOUL AGENT DE GARDE-MEUBLES
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le dossier Autoradio de la Fnac est paru.

Po.Go.Fm.Stereo.

Trop souvent, les marques d'autoradios font plus pour les yeux que pour les oreilles. Et l'amateur risque les mauvaises surprises de « l'après coup ». Car une automobile ce n'est pas exactement un salon pour un autoradio. C'est l'enfer. Vibrations, écarts de température, bruits ambiants... doivent être pris en compte dans la conception même de l'appareil. Pour aider l'audiophile dans son choix, la Fnac a testé, noté, étoilé puis sélectionné 20 combinés autoradios et 10 haut-parleurs. Également dans ce nouveau dossier, toute une partie consacrée à la route du futur. Avec un point sur les ordinateurs de bord et la présentation du téléphone de voiture révolutionnaire commercialisé dès aujourd'hui par la Fnac.

politique

Le premier ministre entreprend d'améliorer l'explication de l'action gouvernementale

M. Jacques Chirac a entrepris d'expliquer davantage la politique qu'il conduit. Après une période de mise en place et d'arbitrages, le premier ministre a prévu, outre une série de rencontres avec des journalistes, d'intervenir lui-même dans les médias pour défendre et faire comprendre ses choix. Dans le même temps, M. Edouard Balladur, qui était resté discret jusqu'à présent, s'offre, lui aussi, à expliquer l'action économique du gouvernement (le 8 juin au « Grand jury RTL-le Monde », le 10 juin dans un entretien au *Figaro*). Le premier ministre et le ministre d'Etat ont estimé que les reproches exprimés au sein de la majorité sur l'insuffisance de la communication du gouvernement n'étaient pas tout à fait injustifiés.

Le lundi 9 juin, au journal de la mi-journée sur TF 1, M. Chirac a pris acte de ces critiques. Partagé entre M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget - dont la fonction de porte-parole du gouvernement se limite au compte rendu du conseil des ministres - et chacun des ministres, l'information et le commentaire sur les décisions du gouvernement posent des problèmes délicats. L'Hotel Matignon souhaite parvenir à une certaine coordination (M. Baudouin réunit, chaque semaine, les responsables de la communication des différents ministères), mais les membres du gouvernement, particulièrement ceux qui représentent les formations alliées du RPR, tiennent à préserver leur autonomie en cette matière.

Lundi, sur TF 1, au sujet du projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement,

« Juin 1936 - Juin 1986 à la Mutualité. - Rouge, l'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui consacre plus de la moitié de son dernier numéro au cinquantième anniversaire de la Front populaire sous le titre « 1936, les rendez-vous de l'espoir », organise un débat sur ce thème, mercredi 11 juin, à partir de 20 heures, à la Mutualité à Paris. MM. Maurice Kriegel-Valrimont (ancien député communiste, ancien membre du comité central et responsable de la Résistance), Henri Nogues (ancien président de la Ligue des droits de l'homme), Didier Motchane (membre du secrétariat du PS, député européen) et Charles Michaloux (membre du bureau politique de la LCR) participent au débat.

M. Chirac a observé que « pour la première fois, et malgré une tentative d'obstruction assez systématique de la part de l'opposition, une loi a été votée sans avoir recours à l'engagement de la responsabilité du gouvernement ». Selon lui, il s'agit d'« une loi sociale ayant beaucoup moins d'importance que ce qu'on en a dit », mais l'opération a été « conduite avec beaucoup d'intelligence par M. Seguin », « un homme d'ouverture », pour qui le premier ministre a « beaucoup d'estime » en raison « de ses très grandes capacités et de sa loyauté » et dont l'action « ne mérite que des éloges ».

En règle générale, M. Chirac préfère « que les débats aillent au fond, dans des délais raisonnables et sérieux, pour que chacun puisse être informé », plutôt que de recourir à l'article 49-3 de la Constitution. À propos des menaces des syndicats après l'adoption de la loi sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le chef du gouvernement « ne croit pas du tout à une détérioration du climat social », car « les Français sont plus réalistes qu'on ne le croit ».

Interrogé sur la privatisation de TF 1, M. Chirac a déclaré que la décision avait été prise par « l'ensemble de la majorité », après une réflexion et un débat « approfondi ». « Nous aurons, comme toute nation moderne, deux chaînes privées, TF 1 et la 5 », et deux chaînes publiques », a-t-il dit, sans jamais évoquer le FR 3. Selon M. Chirac, il fallait privatiser TF 1, car, sinon, il aurait fallu augmenter la redevance de 30 % au 1^{er} janvier prochain. « Ceux qui crient - touche pas à ma télé - seraient bien inspirés, également, de crier - touche pas à mon portefeuille », a poursuivi le premier ministre. Avec la privatisation, a-t-il dit, non seulement la redevance n'augmentera pas, mais « elle baissera ». En outre, a ajouté M. Chirac, la création d'images françaises baisse de 10 % par an à TF 1, et le nombre des téléfilms étrangers augmente sans cesse, ce qui « n'est pas tolérable ».

Le conseil des ministres doit adopter le projet de loi sur la communication audiovisuelle le 11 juin. 50 % du capital de TF 1 ira aux téléspectateurs et au personnel de la chaîne et 50 % « aux capitalistes chargés de la gérer ». Personne n'aura plus de 25 %, il n'y aura donc pas de minorité de blocage, a précisé M. Chirac. Les opérations de cession se dérouleront sous le contrôle de la commission de la communication et des libertés, et « tout sera bouclé, je pense, à la fin de l'année ».

M. Chirac a affirmé que l'échéance présidentielle ne fait pas partie de ses « préoccupations ». Le chef du gouvernement juge « normal » que certains de ses partenaires de la majorité se positionnent déjà en vue de cette élection. « Pour moi, ce débat n'existe pas, mais je comprends qu'il ait lieu », a-t-il dit, en précisant qu'il est normal que chacune des deux tendances de la majorité soutienne un candidat, l'important étant que ce débat ait lieu dans des conditions de loyauté et de sérénité telles que, au second tour de l'élection, un bon report des voix fasse que « celui qui restera sera bien le candidat issu de la majorité actuelle ». Au demeurant, M. Chirac est persuadé que la majorité actuelle remportera les prochaines élections. « Nous aurons encore sept ans pour faire de la France un grand pays moderne », a-t-il dit.

Propos et débats

M. Pasqua : gestulation

M. Charles Pasqua, interrogé par l'AFP, le mercredi 9 juin, sur la préparation du découpage électoral, a affirmé : « RPR et UDF n'ont eu aucune autre information que celles qu'ils détenaient de par leur propre organisation politique. Le PS a exactement les mêmes informations que le RPR et l'UDF. » et il n'y a pas de découpage au niveau du ministère de l'Intérieur, a-t-il précisé. « Je mets au défi n'importe quel parlementaire, n'importe quel préfet, n'importe qui, de me montrer un document établi par les services du ministère. Il n'y en a pas. »

Le ministre de l'Intérieur a expliqué que ses services ont commandé à « ventiler par ordinateur les résultats des élections par cantons » et qu'ils s'attaquent au découpage lorsque les préfets auront remis leurs propositions. Faisant allusion au refus du PS de s'adresser aux commissions de la République, M. Pasqua a ajouté : « Une chose est de faire la gestulation à l'Assemblée, une autre de se préparer à sauvegarder du mieux possible ses intérêts électoraux. »

M. Queyranne (PS) : colère

M. Jean-Jacques Queyranne a commenté le lundi 9 juin, lors du point de presse hebdomadaire du PS, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en ces termes : « Cette décision entame le dialogue social. Selon le porte-parole du PS, « le gouvernement va à contre-courant » et révèle sa « conception archaïque des rapports sociaux » en restaurant « le patronat de droit divin ». Pour M. Queyranne, après avoir suscité (...) la méfiance », le gouvernement est en train de déclencher « la colère des syndicats ».

M. Millon (PR) : pas de godillots

M. Charles Millon, député de l'Ain, membre du secrétariat politique du Parti républicain, a déclaré, le lundi 9 juin, sur Europe 1, que « le gouvernement a besoin d'alliés sûrs et pas de godillots ». Selon M. Millon, « le rôle d'une majorité, c'est de proposer et de critiquer ». « Il faut permettre, dans un parti politique comme dans une majorité, à toutes les expressions d'apparaître », a-t-il dit. M. Millon s'est déclaré partisan de la candidature de M. Raymond Barre à la prochaine élection présidentielle.

M. CHIRAC DEVANT LES PRÉSIDENTS DE CHAMBRE DE COMMERCE

Conviction ou incantation ?

« Irréversibles, irréversibles... » M. Jacques Chirac n'avait que ces adjectifs sur les lèvres, le lundi 9 juin, en prononçant son discours devant l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) présidée par M. Pierre Nater, pour qualifier les mesures économiques qui ont été prises par son gouvernement depuis le 16 mars.

Il s'agissait de convaincre les chefs d'entreprise - par sa composition et les motivations de ses membres, l'APCCI ressemble étrangement à une assemblée générale du CNPF - que, si la « France n'avait pas réussi depuis cinq ans à décoller du peloton et à profiter comme ses partenaires de la croissance mondiale... c'est parce qu'elle a fait pendant des années le contraire de ce qu'il fallait faire ». Mais désormais

l'environnement est nouveau, le profit est reconnu par tous comme le moteur de la croissance et « le temps est fini où le chef d'entreprise qui ne faisait pas de bénéfices était considéré comme un incapable et celui qui en faisait comme un escroc... »

Flatteur pour son public (« je voudrais dire à travers vous à tous les chefs d'entreprise la considération que j'ai pour eux ») mais prudent (« ce n'est pas au gouvernement de décider à la place des entreprises »), impitoyable à l'égard de ses prédécesseurs (« la France est la lanterne rouge ») et noircissant le tableau (« on peut estimer à trois millions le nombre des chômeurs »), le premier ministre a vu ses propos ponctués par de vifs applaudissements lorsqu'il a déclaré : « Le gouvernement a les moyens de sa politique. La confiance des Français qui s'est manifestée le 16 mars, l'existence d'une majorité parlementaire parfaitement soudée, solide et cohérente et la Constitution lui permettent de faire aboutir toutes les réformes engagées. Je vous le dis clairement vous pouvez compter sur l'entrée en vigueur très rapide de toutes les mesures annoncées, vous pouvez, vous devez, les intégrer dans vos calculs, les considérer comme faisant partie de l'environnement nouveau des entreprises françaises. »

« La cohabitation et l'opinion, selon la SFPRES. - Selon un sondage SFPRES-le Point réalisé du 23 au 28 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié le 9 juin, 65 % des personnes interrogées estiment que la cohabitation entre M. François Mitterrand et la nouvelle majorité UDF-RPR « fonctionne très bien ou plutôt bien » alors qu'elles représentaient 50 % en avril dernier. D'autre part, 72 % des personnes sondées souhaitent que « la cohabitation dure jusqu'à l'élection présidentielle du printemps 1988 ».

En revanche, 36 % déclarent être « déçus » par l'action du gouvernement de M. Chirac depuis son arrivée au pouvoir, contre 34 % qui en sont « satisfaites » et 30 % qui n'ont pas d'opinion. Le premier ministre est considéré comme « le vrai chef de l'exécutif » par 54 % des personnes interrogées (41 % en avril dernier) tandis que 31 % estiment que ce titre revient au président de la République (au lieu de 40 % il y a trois mois).

M. Chirac a aussi précisé qu'il faisait étudier l'élaboration d'un statut des petites et moyennes entreprises qui prévoient « l'allégement des contraintes et carcans » qui pèsent sur elles.

Estimant que « la répétition des arguments était la meilleure des pédagogies », le premier ministre a dit et redit que la libéralisation des prix, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les aides pour l'emploi des jeunes, la libéralisation des changes étaient « irréversibles ». La répétition, certes, est de nature à faciliter la compréhension et à entraîner la conviction. Mais il faut aussi qu'elle dépasse le stade de la simple incantation.

F. Gr.

LE MAIRE DE MENDE COUPABLE D'INGÉRENCE

Mende. - Le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence vient de déclarer coupable du délit d'ingérence M. Jean-Jacques Delmas (UDF), maire de Mende. Mais, dans la mesure où, selon les magistrats, le vice-président du conseil général de Lozère n'avait fait preuve ni de malhonnêteté ni d'intention frauduleuse dans une affaire d'adjudication, il a été dispensé de la peine prévue à l'article 175 du code pénal (1). En outre, M. Delmas pourra continuer d'exercer ses différents mandats électifs.

L'affaire avait éclaté en mars 1984, lorsque les élus socialistes et communistes du conseil municipal de Mende avaient alerté les autorités judiciaires sur le fait que le maire détenait une partie du capital social de l'entreprise Bâtiment-Gévaudan, à laquelle il venait, au nom de la ville, de confier un marché de 204 000 francs (le *Monde* du 21 mars 1984). - (Corres.)

(1) L'article 175 du code pénal dispose : « Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait, au moment de l'acte, en tout ou partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus (...). »

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 19 JUIN 1986, à 14 h - En un lot
BOUTIQUE au rez-de-chaussée, d'une propriété sise 51-53, rue Saint-Sauveur, à PARIS (2^e)
ainsi qu'un LOCAL ANNEXE divisé en trois parties.
Mise à prix : 50 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : M^{rs} G. ELIAH, avocat, 43, r. de Richelieu, 75001 PARIS (1^{er}) ; 45-66-03-74, et le avocat près les Tribunaux de PARIS ; s. p. p. voir, le mercredi 11 juin, de 11 h à 12 h.

VENTE PAL JUSTICE CRÉTEIL, le JEUDI 19 JUIN 1986, à 9 h 30
UN APPARTEMENT sis à
VILLEJUIF (94)
36 à 38, rue Henri-Barbusse de 5 pièces principales.
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : M^{rs} DEVOS-CAMPY, avocat, 12, square Desaix, Paris (15^e) (45-79-29-49), et à tous avocats constituant près le Tribunal de grande instance de Créteil.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 26 JUIN 1986, à 14 h - EN UN LOT
BOUTIQUE - 11, RUE SAINTE-ANNE, PARIS (1^{er})
au rez-de-chaussée, d'entrée, av. cab. de toil. et WC. - Au sous-sol, un vaste local à usage de cuisine et une cave, ainsi qu'un PETIT LOGEMENT de 2 pièces au 6^e étage.
M. à P. 100 000 F S'adr. M^{rs} Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocat, 20, rue Ribère, PARIS (10^e), tél. : 45-27-27-40 ; vis. sur place le 20 juin, de 12 h 30 à 13 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 26 JUIN 1986, à 14 h - EN UN LOT
BOUTIQUE - 11, RUE SAINTE-ANNE, PARIS (1^{er})
au rez-de-chaussée, d'entrée, av. cab. de toil. et WC. - Au sous-sol, un vaste local à usage de cuisine et une cave, ainsi qu'un PETIT LOGEMENT de 2 pièces au 6^e étage.
M. à P. 100 000 F S'adr. M^{rs} Patrick VIDAL DE VERNEUX, avocat, 20, rue Ribère, PARIS (10^e), tél. : 45-27-27-40 ; vis. sur place le 20 juin, de 12 h 30 à 13 h 30.

VENTE SUR PUBLICATIONS JUDICIAIRES AU PALAIS DE JUSTICE D'ÉVRY, le MARDI 17 JUIN 1986, à 14 h
UN APPARTEMENT sis à
ANTIBES (Alpes-Maritimes)
boulevard Wilson, n° 99 et 101
MISE A PRIX : 200 000 F
Possibilité de baisse en cas de sous-enchère d'un quart. Com. préalable pour enchérir. Pour renseignements, s'adr. SCP AKOUN-TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe, à ÉVRY (91), tél. : 60-79-39-45 ; au greffe du Tribunal de grande instance d'ÉVRY, où le cahier des charges est déposé.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice d'ÉVRY, rue des Mazères, le MARDI 24 JUIN 1986, à 14 heures
2 APPARTEMENTS à RIS-ORANGIS (91)
1 et 3, rue du Château-d'Eau - 2, le Moulin-à-Vent
APPART. de type F3, lot n° 13, entrée, salle de séj., 2 ch. cuis., s. de b. WC, rangement et dégar. Loggia en façade - CAVE lot n° 47. Box de garage en sous-sol, lot n° 88.
APPART. de type F4, lot n° 14, entrée, salle de séj., 3 ch. cuis., s. de b. WC, rangement et dégar. 3 loggias en façade. CAVE au sous-sol, lot n° 48.
MISES A PRIX : F3, 100 000 F - F4, 150 000 F
S'adr. pour renseignements à : M^{rs} Yves de CHALARD, avocat au barreau d'ÉVRY, demeurant rue des Mazères, imm. Le Mazère, ÉVRY, tél. : 60-77-15-57.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 26 JUIN 1986, à 9 h 30
UNE MAISON D'HABITATION DE 2 ÉTAGES
avec sous-sol, édifiée sur TERRAIN de 1 752 m², à
SAINT-MAUR-DES-FOSSES (Val-de-Marne)
12, avenue du Réservoir
LIBRE - MISE A PRIX : 400 000 F
Pour tous renseignements, s'adresser à : M^{rs} Jean NOUËL, avocat à PARIS (7^e), 26, bd Raspail, tél. : 45-44-10-33 ; M^{rs} MAGLO, avocat à 94000 CRÉTEIL, 4, allée de la Tolérance-Cor, tél. : 48-99-23-92

VENTE SUR LICITATION AU PALAIS DE JUSTICE DE NANTERRE, le JEUDI 19 JUIN 1986, à 14 heures, EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ sise à CLAMART
(Hauts-de-Seine)
166, avenue Henri-Barbusse
comportant un rez-de-chaussée divisé en boutique, cuisine, bureau, salle à manger et un étage divisé en 4 pièces, garage en sous-sol, courtoie.
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : M^{rs} M. GUILLEBERT, avocat, 38, square de la Brèche-aux-Loups, à NANTERRE (92000), tél. : 42-60-20-49 ; M^{rs} Claude CHEVASSUT, avocat, 16, rue Paul-Bert, à CLAMART (92140) ; M^{rs} SEGARD, syndic, 130, av. du MML-1945, à NANTERRE (au greffe des créanciers du Tribunal de gde inst. de NANTERRE, Palais de just., 179-191, av. John-Carte, où le cahier des charges est déposé).

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 26 JUIN 1986, à 14 h
UN APPARTEMENT à SURESNES (92)
30, rue Jean-Jacques-Rousseau - 71, rue Fernand-François
au 1^{er} étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 2^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 3^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 4^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 5^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 6^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 7^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 8^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 9^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 10^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 11^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 12^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 13^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 14^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 15^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 16^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 17^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 18^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 19^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 20^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 21^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 22^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 23^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 24^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 25^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 26^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 27^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 28^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 29^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 30^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 31^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 32^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 33^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 34^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 35^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 36^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 37^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 38^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 39^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 40^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 41^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 42^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 43^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 44^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 45^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 46^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 47^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 48^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 49^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 50^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 51^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 52^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 53^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 54^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 55^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 56^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 57^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 58^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 59^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 60^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 61^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 62^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 63^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 64^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 65^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 66^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 67^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 68^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 69^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 70^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 71^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 72^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 73^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 74^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 75^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 76^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 77^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 78^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 79^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 80^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 81^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 82^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 83^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 84^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 85^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 86^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 87^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 88^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 89^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 90^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 91^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 92^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 93^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 94^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 95^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 96^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 97^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 98^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 99^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 100^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 101^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 102^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 103^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 104^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 105^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 106^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 107^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 108^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 109^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 110^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 111^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 112^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 113^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 114^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 115^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 116^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 117^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 118^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 119^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 120^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 121^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 122^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 123^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 124^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 125^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 126^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 127^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 128^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et cave
au 129^e étage, 1^{er} et 2^e lots, 2 pièces, cuisine et

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes n'entendent pas relâcher la pression

L'Assemblée nationale devait commencer, ce mardi 10 juin dans l'après-midi, la discussion de la proposition de loi sénatoriale réformant le régime juridique de la presse. Cette proposition de loi, adoptée le 18 décembre 1984 par le Sénat, abroge l'ordonnance du 26 août 1944 et la loi du 23 octobre 1984 « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ».

Le principal amendement introduit dans la proposition de loi sénatoriale par M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, concerne la limitation de la concentration de la presse. Cet amendement propose l'interdiction de toute acquisition qui permettrait à l'acquéreur de détenir plus de 30 % de la diffusion nationale des quotidiens d'information politique et générale.

La discussion de cette proposition de loi sera pour M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, l'occasion d'un « bon d'essai », a souligné, lundi, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne. On s'attend généralement que le PS, après le dépôt samedi d'une motion de censure (voir encadré) qui pourrait être discutée, jeudi, dans la discussion de cette proposition de loi maintienne une forte pression dans la conduite des débats.

Le gouvernement, a fait observer à ce sujet M. Queyranne, ne pourra se conduire au cours de la discussion à venir comme il l'a fait pendant l'examen de la loi relative à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, en réservant l'examen de nombreux amendements, puis en s'opposant à cet examen, en vertu de l'article 44 de la Constitution, puisqu'ils n'avaient pas été « antérieurement soumis à la commission ».

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, n'a, en effet, examiné que onze des dix-sept articles de la proposition de loi sénatoriale et quelques quatre cents des cinq cent soixante-dix amendements et sous-amendements déjà déposés par l'opposition.

Après l'usage très offensif de la procédure parlementaire fait par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, au cours du débat sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, l'attitude de l'opposition en matière de retardement ou d'obstruction des débats de l'Assemblée nationale pourrait être modifiée. La souplesse des usages relatifs à l'examen des amendements et sous-amendements par les commissions avant la discussion des projets et propositions pourrait, en particulier, être remise en cause par une application plus stricte d'une procédure complexe et riche en ressources diverses.

LE TEXTE DE LA MOTION DE CENSURE

« Contre un gouvernement qui détruit et divise »

Voici le texte de la motion de censure déposée par le Parti socialiste le samedi 7 juin :

Considérant que les divers projets de loi dont l'Assemblée nationale a été saisie depuis le début de la législature ont tous en commun de défaire et jamais de créer ; que le gouvernement qui lui propose montre ainsi son incapacité à construire et sa seule aptitude à détruire ;

Considérant qu'après le droit de la concurrence, les possibilités de contrôle des prix, les garanties fondamentales accordées aux salariés sous contrat à durée déterminée, aux salariés sous contrat de travail temporaire ou à temps partiel, l'existence d'un secteur public dynamique et moderne, la représentation proportionnelle, l'impôt sur les grandes fortunes, les poursuites contre les fraudeurs fiscaux, c'est aujourd'hui l'autorisation administrative de licenciement qu'il est envisagé de supprimer ;

Considérant que le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement remet en cause la

conception qui inspire toute notre législation du travail, de l'ordonnance du 24 mai 1945 à la loi du 5 août 1985 sur les congés de conversion, en passant par la création du Fonds national de l'emploi en 1983 et la loi du 3 janvier 1975, que le gouvernement propose aujourd'hui d'abroger ;

Considérant que le gouvernement, faute de pouvoir atteindre les résultats économiques qu'il avait imprudemment fait miroiter, tente de les faire oublier en multipliant les mesures symboliques, qui sont au mieux inefficaces mais le plus souvent néfastes ;

Considérant qu'on ne peut plus longtemps le laisser mener à bien son œuvre de division, dont les effets les plus certains seront l'aggravation immédiate du chômage en même temps qu'un relâchement dans la modernisation, dont l'économie française a besoin ;

L'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, censure le gouvernement.

La difficile relance de l'eurogauche

Quelques quatre-vingts intellectuels, universitaires et parlementaires ont membres de la direction des partis socialistes, sociaux-démocrates, parfois communistes, de presque tous les pays européens (hors Europe de l'Est) ainsi que quelques représentants de la gauche « alternative » se sont réunis, du 6 au 8 juin, à Saint-Fons (Rhône) pour tenter de revivifier un mouvement de la gauche européenne. Ce colloque, organisé à l'initiative de M. Paul Nourry, directeur de la revue française *Politique aujourd'hui*, avait pour ambition la création d'une « Fondation européenne pour un socialisme d'aujourd'hui », dont la première étape aurait été la mise sur pied d'un « Centre

européen de documentation et d'analyse » financé et contrôlé par cette fondation.

Les multiples implications politiques, financières, techniques aussi, qui sont apparues pendant les débats ont contraint les organisateurs à se rallier à une démarche plus modeste puisqu'il a été seulement décidé, à Saint-Fons, la mise en route d'un « processus » devant aboutir à la création de cette fondation.

Dès maintenant, le SPD (RFA) et le PCI (Italie) ont donné leur accord de principe pour leur participation, y compris financière, à cette fondation, dont la présidence pourrait être assurée par M. Bruno Kreisky. En revanche, le

PS français, dont la position n'est pas déterminée, n'avait pas envoyé de représentant officiel à Saint-Fons. Néanmoins, plusieurs parlementaires socialistes ou proches du PS, membres du comité international de Politique aujourd'hui, « rème de la gauche européenne », ont assisté à tout ou partie des débats de Saint-Fons (dont le maire, M. Franck Sérusclat, est sénateur socialiste et membre de ce comité), ainsi que M. Jacques Hunzinger, ancien membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales. R. L. Pierre Juquin, communiste « contestataire », était également présent sans que cela signifie, nous a-t-il précisé, un quelconque « engagement programmatique » de sa part.

L'ébauche d'une « trilatérale » du socialisme

De notre envoyé spécial

Saint-Fons. — Il n'y a plus de dogmatisme, plus de langue de bois, plus d'idées toutes faites dans la gauche européenne, mais pas non plus l'illusion que le pragmatisme et la simple gestion des choses pourraient être la nouvelle forme du socialisme. Nous ne sommes ni révolutionnaires ni gestionnaires. Certaines des affirmations de Jacques Hunzinger (PS, France) ont été largement contestées. Pas celle-là, qui, à écouter les débats de Saint-Fons, n'a, de fait, guère paru discutable. En dépit de la densité d'intellectuels au même carré, peu ou pas d'interrogations doctrinales ou purement théoriques, mais les préoccupations à hauteur d'homme, ou de société — chômage, croissance, devenir de l'Etat-providence, solidarité, développement... — d'une gauche qui se veut aujourd'hui « gauche de gestion », selon la formule de M. Jean Rony, codirecteur de *Politique aujourd'hui* (qui remplaçait M. Nourry, malade).

Certes, la gauche européenne est « plurielle », comme l'ont dit plusieurs intervenants. Mais à l'évidence, ce n'est pas dans le champ de l'économie et du social que cette pluralité est le plus difficile à gérer, tant les préoccupations apparaissent communes d'un bout à l'autre de l'Europe. On attendait, en revanche, avec quelque gourmandise, l'heure des débats sur les questions de sécurité et de défense, qui promettaient de fausses empinades.

La proximité de l'accident nucléaire de Tchernobyl, véritable traumatisme pour les Allemands, qui ont du mal à comprendre la relative indifférence des Français, devait évidemment rendre toute son actualité au débat sur le nucléaire dans lequel le PS français fait cavalier seul. En outre, M. Hunzinger n'a pas cherché à arrondir les angles. En affirmant, comme il l'a fait, que l'atlantisme demeure « l'attitude dominante » dans la gauche européenne, l'ancien secrétaire national du PS français chargé des relations internationales ne pouvait que provoquer de vives réactions.

C'est un Britannique, M. John Palmer, qui résumera le premier sentiment prévalant en répondant tout à trac à M. Hunzinger que, sur les questions stratégiques, le PS français est « out of line » par rapport à l'ensemble de la gauche européenne. A écouter un autre Anglais rappeler que le programme du Parti travailliste prévoit le démantèlement de l'arsenal nucléaire britannique, compensé par un renforcement de l'armement conventionnel, à entendre M. Martin Van Tran, secrétaire international du PVDA hollandais, juger que la force de dissuasion française devrait être prise en compte dans les négociations entre les deux Super-Grands, on

mesure l'isolement des socialistes français.

International, le débat est aussi franco-français. Présent à Saint-Fons, l'amiral Antoine Sanguinetti opposera une véritable « contre-rapport », comme l'a dit M. Gérard Delfau (PS, France), au travail de M. Hunzinger, en affirmant que la future fondation ne devrait pas « étouffer le débat (...) comme on l'a fait au sein du PS ». L'amiral Sanguinetti appelle à sortir de « l'atlantisme béant », qui représente à ses yeux « l'esprit de renoncement, l'esprit de Munich », et dénonce la « désinformation » et la confusion entretenue, selon lui, entre atlantisme, OTAN et alliance atlantique.

Mis ainsi, courtoisement mais fermement, en accusation, M. Hunzinger a réitéré l'idée selon laquelle les socialistes français seraient seuls face à un front uni de tous les autres partis de la gauche européenne, en détaillant les divergences qui, pour lui, opposent entre eux les détracteurs du PS français ; en affirmant, aussi, que les critiques adressées à la position des socialistes français sont souvent plus tranchées dans les affirmations publiques que dans les négociations à huis clos.

A lui seul, le débat sur les questions militaires aurait montré aux participants du colloque — s'ils avaient eu cette tentation, ce dont tous se défendent — qu'une fondation destinée à « produire » une doctrine unique à l'usage de la gauche européenne est aujourd'hui proprement inimaginable. Il s'agit bien plus, comme l'a dit M. Detlev

Algers (RFA, SPD) de relever le « défi » de multiples contradictions pour « inclure toutes ces différentes positions dans un discours commun de la gauche européenne ». Ainsi M. Albers a-t-il rappelé que les Verts allemands, eux aussi, pourraient participer à cette fondation.

De multiples obstacles

La difficulté, ou la chance, de cette fondation, est que tout le monde en ressent la nécessité, sans parvenir à définir dès aujourd'hui son profil. Sans doute la plupart des intervenants — le déroulement et la conclusion des débats l'ont montré — ne partagent-ils pas les exigences de M. Georges Labica (ancien responsable du PC, France), qui se refuse à faire « comme si » la gauche européenne n'était pas en débat et demande une clarification idéologique préalable. « La gauche doit au moins faire son bilan », a demandé, sans être entendu, M. Labica. Mais, sans parfois le dire, tous les participants partageaient probablement les interrogations de Mme Lilly Marcou (universitaire, France), qui, au terme d'un tour d'horizon de la désunion de la gauche en Europe, lançait : « Et ce que nous, les intellectuels, avons une chance de réconcilier tout ce monde ? » Plus encourageant, M. Pierre Juquin (PC, France) pense, avec d'autres intervenants, que la vague néolibérale a « peut-être atteint son apogée ».

Ainsi cette « trilatérale du socialisme » (l'expression de M. Jean-Louis Meynaud (économiste, France), ne doit pas être un simple satellite des grands partis européens

dont la participation financière est une nécessité. De la même façon, plusieurs intervenants ont souligné que cette fondation ne doit pas se confondre avec une déviation de l'internationalisme socialiste, tandis que M. Jean Ziegler (sociologue, Suisse) demande de ne pas oublier, pour autant, l'internationalisme...

De réserve en prudence, d'interrogation en expectative, les organisateurs constateront vite qu'ils doivent en rabattre sur leur intention première : se séparer après avoir décidé de créer la fondation. Sur proposition de M. Meynaud, il s'agira, plus modestement, de « mettre en route le processus qui aboutira, dans les prochains mois, à la création effective de cette fondation ». Un groupe de travail provisoire va se mettre à l'œuvre, tandis qu'une armature de bureau est constituée, sous la présidence de l'ancien chancelier autrichien Bruno Kreisky. Sous réserve de confirmation, les vice-présidents seraient, M. M. Edgard Pisani (France), Peter Glotz (RFA, secrétaire général du SPD), et Cervetti.

M. Delfau, qui préside la dernière séance du colloque, tentera de compenser la relative amertume qui aurait pu naître de ce repli tactique en lançant l'idée, unanimement saluée, que chacun s'engage ici à défendre, de retour dans son pays, « l'esprit de Saint-Fons ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La Commission trilatérale est une instance de réflexion qui regroupe des universitaires, des chefs d'entreprise et des responsables politiques des pays industrialisés (Europe, États-Unis, Japon).

POINT DE VUE

CONTRIBUTION COMMUNISTE A LA CONVENTION SOCIALISTE

Pour un seul parti à gauche

par HENRI FISZBIN (*)

DEUX mois après l'avènement du gouvernement Chirac, la droite a fini de manger son pain blanc. Les Français font leurs comptes et déjà le retour de la gauche hante la vie politique. Une nouvelle chance est ainsi offerte. A chacun de veiller à ne pas la laisser échapper. Nous y contribuerons, à partir des traditions révolutionnaires, et du point de vue de classe qui nous avait conduits au PC.

Un phénomène politique nouveau est apparu : le peuple communiste a éclaté. Toutefois, on ne peut perdre de vue qu'il demeure, avec sa culture, une composante indispensable à une majorité de progrès.

Le déclin du PC est désormais un fait établi. Sa marginalisation résulte de l'écart de plus en plus grand entre son action et les motivations du peuple communiste. La décomposition du parti ne serait un drame pour le mouvement ouvrier que si elle impliquait la fin du courant révolutionnaire et ne débouchait sur rien.

Le PS est devenu le centre politique de toute la gauche. En exprimant aussi les valeurs qui font agir les communistes, il ouvre un champ nouveau à la recomposition des forces de gauche.

Mobilisation et participation

Les courants qui travaillent en profondeur la société française traduisent, au-delà de l'épisode actuel du retour de la droite, la vitalité et la puissance de l'aspiration à dépasser les formes d'exploitation, de domination, d'aliénation qui marquent la vie sociale. Grandes sont les forces de transformation. Pour les mettre en mouvement, le socialisme démocratique, la gauche, ont plus que jamais besoin d'un projet émancipateur.

L'opposition entre la droite et la gauche porte avant tout sur le choix de société. L'action de la droite revient au pouvoir suffirait à rappeler, si besoin était, que les classes existent et les conflits de classes aussi, même quand ils s'expriment dans des formes nouvelles.

La gauche a su, depuis 1981, rénover sa pensée et son action. Aux yeux de l'opinion, modernité et compétence gouvernementaire se conjuguent désormais avec socialisme.

La modernité de la gauche, c'est d'avoir fait passer son idéal du ciel des proclamations générales mais abstraites aux réalités de la gestion

de la société. Ce faisant, la gauche se est renie pas : elle passe aux travaux pratiques. Elle n'abandonne pas pour autant ses objectifs socialistes, qui donnent un sens à la gestion, à la modernité, à la République.

Le retour de la gauche au pouvoir doit apparaître comme une alternative fondamentale, un processus de transformation de la vie quotidienne des gens sur leur lieu de travail, dans la cité et dans la société. Les réformes de structures, qui sont autant de points de rupture avec le capitalisme, ont besoin de l'intervention du mouvement populaire. Mobilisation, participation : c'est ce qui a manqué aux bonnes lois et à la bonne gestion de la gauche au pouvoir.

Jusqu'en 1936, la gauche se rassemblait autour des valeurs républicaines, laïques et radicales. Avec le Front populaire, le mouvement ouvrier organisé s'est hissé au premier plan de la scène politique. Il est devenu et reste l'axe de la gauche. Préparer le retour de celle-ci au pouvoir, c'est faire des travailleurs des acteurs de cette reconquête, d'où l'importance des efforts pour intégrer le patrimoine du mouvement ouvrier syndical et politique qui, en France, porte l'empreinte profonde de l'influence communiste.

En agissant ainsi, la gauche se donnera la solide base du nécessaire élargissement à d'autres couches sociales et forces politiques situées au-delà de ses frontières traditionnelles.

Le dépassement des clivages idéologiques périmés et la recomposition du mouvement ouvrier et démocratique sont à l'ordre du jour en France et en Europe. Tous ceux qui se réclament du mouvement ouvrier se retrouvent aujourd'hui dans le rejet du système capitaliste, la volonté de frayer la voie, par une

démarche réaliste, à une société post-capitaliste plus juste, plus libre, plus solidaire, plus heureuse : le socialisme démocratique.

Nous tirons de l'expérience historique la conviction qu'une révolutionnaire c'est avancer dans cette direction par un processus graduel de luttes et de réformes portant sur tous les aspects de la vie.

En même temps, nous constatons que les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes sont amenés à s'attaquer, de plus en plus, aux structures mêmes du capitalisme. On peut maintenant surmonter les divisions qui ont si longtemps séparé les deux courants du mouvement ouvrier.

La marginalisation du PC a créé un vide qu'il importe de combler aussi rapidement que possible. L'heure est à la réalisation du grand parti des réformes qui rassemblera tous les tenants du socialisme pour changer la société. Nul n'a l'exclusivité de la pensée et de l'action révolutionnaires. Mais il importe que de nombreux communistes, avec leur personnalité propre, soient dans cette formation pour la faire bénéficier de ce qu'il y a de meilleur dans leur culture communiste.

Parce que nous souhaitons que le processus déjà en cours se confirme et s'accélère, le problème principal aujourd'hui ne nous semble pas être celui d'un cheminement personnel vers l'adhésion au PS mais plutôt la réalisation des conditions politiques pour que communistes et socialistes se retrouvent dans un même parti.

Sur tous les points évoqués, les décisions que prendra le PS auront une influence déterminante. La gauche bouge. Nous sommes tous comptables de son avenir.

(*) Député des Alpes-Maritimes, apparenté PS, animateur de Rencontre communiste, s'exprimant au nom du collectif RCH.

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

EN BREF

• M. Jacques Lafleur hospitalisé. — M. Jacques Lafleur, député RPR de Nouvelle-Calédonie, a été hospitalisé à Paris, samedi 7 juin, à la suite d'un malaise cardiaque.

• PRÉCISION. — M. Jean-Denis Brédin (le Monde daté 8 juin), qui a prononcé une conférence sur le procès de Pierre Mendès France, a préfacé l'ouvrage de Christiane Rimbaud : *Le Procès Mendès France* (Librairie Perrin).

LES PRÉSIDENTS SOCIALISTES DE CONSEILS GÉNÉRAUX S'INQUIÈTENT DES PROJETS DU GOUVERNEMENT

Montpellier. — Les présidents socialistes de conseils généraux, réunis à Montpellier le vendredi 6 et le samedi 7 juin, sous la présidence de M. Christian Prout, de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) ont jugé que le gouvernement remet en cause les principes fondamentaux de la loi de décentralisation de 1984 sur le regroupement des agents des collectivités locales et revient sur des acquis de la politique contractuelle en ce domaine.

Il est estimé que l'unification de la fonction publique territoriale est abandonnée. On veut la diviser en deux : l'une communale, l'autre départementale et régionale, expliquent-ils, et perpétuer ainsi un émiettement corporatif qui se prête mal aux exigences modernes d'adaptabilité, de mobilité et de comparabilité avec la fonction publique.

En matière financière, ils dénoncent le prélèvement de 2 milliards de francs effectué sur les réserves de la Caisse d'aide et d'équipement des collectivités locales (CAECL), qu'ils qualifient de « véritable hold-up sur les fonds des collectivités locales ». — (Corresp.)

Le Monde DES PHILATÉLISTES
Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

LE FOOTBALL LA PRÉVENTION ROUTIÈRE

En vente chez votre marchand de journaux

Comment vivre vieux sans vieillir.

LES MEDECINES DE LA BEAUTE

UN NOUVEAU SERIE
SCIENCE VIE

POLITIQUE

L'ENRACINEMENT DE L'EXTRÊME DROITE

La preuve par Vitrolles

De notre envoyé spécial

Marseille. — A Vitrolles, comme dans les autres communes des Bouches-du-Rhône, depuis le 16 mars les militants de gauche ont le tournis (prononcez « tour-nisse... »). Entendez qu'ils sont déboussolés par l'effet Le Pen, et il y a de quoi. En 1981, la gauche était dominatrice : elle totalisait 68,92 % des suffrages exprimés aux élections législatives de juin (37,85 % pour le PS et le MRG, 27,53 % pour le PC, 3,54 % pour l'extrême gauche). Le porte-drapeau local du Front national ne recueillait que quelques miettes (2,71 %). En 1983, cette gauche résistait bien au désenchantement : elle représentait encore 49,95 % des suffrages exprimés aux municipales, et les socialistes, alliés aux communistes, prenaient le contrôle de la municipalité de Vitrolles. Le Front national était alors absent de la compétition. Aujourd'hui, c'est la débâcle. Au soir du 16 mars, la gauche vitrolleuse ne totalisait plus que 40,97 % des suffrages exprimés. En cinq ans, le PC a perdu 15 points et le PS 10,88. Le Front national, sans implantation militante, fait désormais jeu égal avec les socialistes. Sa progression a été spectaculaire, nettement supérieure aux moyennes nationale et départementale enregistrées par l'extrême droite : 20,99 % aux européennes de juin 1984, 26,63 % aux cantonales de mars 1985, 26,24 % aux législatives (contre 26,97 % pour le PS) et 27,47 % aux régionales (contre 25,22 % aux socialistes). Le Front national dispute au PS la place de première force locale.

M. CHAUVIÈRE PORTE PLAINTE CONTRE M. LE PEN

M. Bruno Chauvière, qui a quitté le 6 mai dernier le groupe parlementaire du Front national, dont il avait conduit la liste dans le Nord aux dernières élections législatives, a porté plainte contre M. Jean-Marie Le Pen qu'il accuse de « chantage ».

« Jean-Marie Le Pen m'a adressé un courrier dans lequel il me somme de me démettre de mon mandat de député et brandit la menace d'une campagne diffamatoire à mon égard, a-t-il expliqué lundi 9 juin. Il s'agit d'une méthode relevant d'une violence inacceptable en démocratie et d'un délit de chantage. »

M. Chauvière a rappelé qu'il avait quitté le groupe du Front national parce que celui-ci était « mu par une hostilité excessive à l'égard du gouvernement » et « gênait l'adoption au Parlement de textes répondant pourtant à l'esprit du programme qu'il avait défendu devant les électeurs et lui avait permis d'obtenir trente-cinq sièges à l'Assemblée nationale ».

Pourquoi cette éruption et comment y remédier ? A l'initiative du mouvement Vitrolles unitaire populaire et du MRAP, qui ont le même président, M. Jean-Marie Poucet, médecin de son état, un groupe de militants de gauche ont décidé de briser la léthargie ambiante : « Nous ne voulons pas nous retrouver en 1989 avec une municipalité de droite et d'extrême droite comme cela risque de se produire à Marseille et dans d'autres villes du département. » Ils veulent « s'arc-bouter ». A l'image, somme toute, de Vitrolles-le-Vieux, ce charmant village provençal qui donne l'impression de s'adosser à son austère piton rocheux comme s'il espérait ainsi mieux résister à l'emprise de son envahissante ville nouvelle de trente mille habitants, qui s'étale en désordre vers l'aéroport de Marignane et l'étang de Berre...

Ils ont donc constitué, en marge du conseil municipal et des sections politiques locales, un « état-major de réflexion », qui compte une vingtaine de personnes, parmi lesquelles des enseignants, des ouvriers, des artisans, des employés, des étudiants, etc. Leur premier travail a consisté à mieux cerner les causes de cette évolution de l'électorat vitrolleux en faisant appel aux données économiques et sociologiques pour compléter les résultats électoraux. Leurs premières constatations, communiquées samedi 7 juin, présentent un intérêt qui dépasse le cadre marseillais.

Une force de rejet

D'abord une confirmation. A Vitrolles, le vote en faveur du Front national, qui s'est manifesté à partir de juin 1984, a été précédé, aux municipales de 1983, d'un vote de sanction émis contre tous les partis traditionnels. La preuve de ce rejet apparaît dans le score de 22,47 % des suffrages recueillis alors par un nouveau venu sur la scène locale, un directeur d'école, pied-noir d'origine mais sans antécédents politiques, qui avait constitué sa propre liste sur des thèmes chers à M. Raymond Barre : le refus des états-majors, les déclarations d'apologie, la mise en avant des intérêts locaux.

C'était la première fois qu'apparaissait sur la scène vitrolleuse, entre les deux courants traditionnels, une troisième force de droite, et ses thèmes populaires et néo-poujadistes ont rencontré l'adhésion « idéologique » des petits propriétaires venus s'installer ici récemment, mais également celle de couches populaires dont les situations sont déstabilisées, explique un journaliste local. Puis, en juin 1984, comme ce candidat était absent des élections, son électoral s'est reporté sur la liste du Front national tout simplement parce que celle-ci défendait des thèmes similaires.

Tandis que la liste d'extrême droite obtenait 20,99 % des suffrages, celle du RPR et de l'UDF recueillait 32,59 %. Double confirmation donc : d'une part, les thèmes nationaux-populaires de M. Le Pen ont occupé la vide politique qui s'est créée quand les socialistes se sont convertis à une gestion réaliste de

l'économie du pays, alors que la nouvelle opposition RPR-UDF, entre le printemps 1981 et l'été 1984, n'avait pas eu le temps de retrouver une virginité politique aux yeux des électeurs ; d'autre part, MM. Le Pen et Raymond Barre possèdent ici des « clients électoraux » communs.

Les quartiers les plus déshérités

L'exemple de Vitrolles fournit ensuite un révélateur : c'est dans les quartiers les plus déshérités que le parti de M. Le Pen a fait, le 16 mars, ses meilleurs scores et renforcé son audience, au moment même où sa moyenne nationale régressait légèrement. Le cas type est celui du bureau de vote situé dans le quartier des Pins. Un quartier exclusivement composé de HLM « bas de gamme » (comme on dit pudiquement), particulièrement touché par le chômage (16,25 % contre 10,20 % pour l'ensemble de la commune), dont les 1 241 électeurs inscrits sont en majorité ouvriers (42,76 %) ou employés (41,97 %) et où les travailleurs immigrés sont en proportion (13,80 %) supérieure à celle de la moyenne vitrolleuse (6 %).

Dans ce bureau, le vote d'extrême droite a été le suivant : 19,76 % aux élections européennes, 27,52 % aux élections cantonales (+ 7,76 points par rapport à juin 1984), 31,12 % aux législatives (+ 3,60 points par rapport à mars 1985), 33 % aux régionales (+ 1,88 point de mieux qu'aux législatives). Le Front national y a fait aux législatives mieux que le PS (21,58 %) et que le PC (16,38 %), lequel avait totalisé 27,65 % des suffrages dans le même quartier aux municipales de 1983.

Dans aucun des bureaux de vote de Vitrolles, le Front national n'a obtenu moins de 22 % des suffrages. Il a toutefois réalisé ses meilleurs résultats dans trois cas de figure opposés : 1) Dans les quartiers populaires, comme celui du quartier des Pins, où l'on a constaté à la fois une diminution des électeurs inscrits et de forts taux d'abstention. 2) Dans les quartiers habités par une population nouvelle, souvent venue de Marseille, où il y avait eu, au contraire, une forte augmentation des inscriptions sur les listes électorales et où les taux d'abstention ont été parmi les plus faibles. 3) Dans les quartiers où, malgré un accroissement du nombre des électeurs inscrits, l'abstention est restée élevée.

Première conclusion du groupe de travail : ces variations prouvent que c'est bien la désagrégation du tissu social qui alimente le vote d'extrême droite : « L'effet Le Pen prend son ampleur dans une population déracinée, provenant souvent d'autres régions de France, qui a perdu ses références culturelles traditionnelles pour des raisons souvent liées à des pertes d'emploi, une population déstabilisée vivant en partie une situation d'échec, exprimant une aspiration à prendre sa revanche sur la vie — un nouveau lien pour « redémarrer », la volonté de posséder « sa maison, une cité nouvelle où les autres peuvent ne pas percevoir les parcours passés jalonnés d'échecs, — une population focali-

sée sur elle-même pour tenter de créer des références culturelles nouvelles et gâtée sans effort par l'accès facile aux nombreux équipements de loisir... »

Les premiers commentaires, eux, sont plutôt désabusés : « On a l'impression que ces électeurs sont irrécupérables », dit une militante du MRAP. « Ces gens-là se sentent batus en tout, soulignent un professeur. Les parents sont particulièrement angoissés par l'avenir de leurs gosses parce qu'ils ont le sentiment que ceux-ci portent battus d'avance. A la limite, c'est normal, pour eux, que les enfants ne réussissent pas à l'école... L'idéologie de Le Pen les séduit... » Les nouveaux venus réagissent beaucoup plus durement que les familles les plus pauvres, qui n'ont pas eu les moyens de quitter le quartier des Pins et qui ont complètement conscience de leurs échecs, comme c'est le cas chez les immigrés qui sont là depuis longtemps, ajoute un éducateur social.

« Il y a aussi, de plus en plus, ouvertement, le recours à la force, la référence au chef, monnaie d'échange. Dans certaines classes, des adolescents ont un comportement fascinant : ils vont jusqu'à distribuer des coups de poing pour empêcher certains de s'exprimer. C'est devenu la loi du plus fort. Le Pen, Rambo, mêmes dégâts... » Il y a dix ans la plupart des militants de gauche vivaient au quartier des Pins, maintenant ils ont décampé et la présence militante a considérablement diminué, indique un technicien. « Comment lutter contre l'irrationnel ? », demande un secrétaire. « L'irrationnel est parfois une réponse pertinente à quelque chose », rétorque, sibyllin, le bibliothécaire. Les réponses sont de plus en plus nombreuses à Vitrolles, il faut opportunément remarquer un artisan.

La preuve par Vitrolles en tout cas que la poussée de l'extrême droite s'appuie sur des racines profondes.

Mais foin des discours ! Les militants de Vitrolles sont au moins d'accord sur un impératif : privilégier dorénavant les actions concrètes pour essayer de « faire reculer l'extrême droite et son cortège de racisme ». Ils seront d'abord pris par la main dans le « contrat d'agglomération » que la municipalité de gauche a signé avec l'Etat pour mettre en œuvre, en concertation avec le mouvement associatif, toutes les actions de nature à favoriser l'insertion des immigrés. Ce contrat concerne directement le quartier des Pins : il prévoit sur trois ans une participation de l'Etat de 133 800 francs pour une participation communale de 430 000 francs. Priorité sera donnée aux actions relatives au logement, à la condition des femmes, aux animations sportives et aux problèmes de la petite enfance, mais le mouvement Vitrolles unitaire veut décréter la mobilisation générale de la population. Le mot de la fin revient à un éducateur spécialisé : « Il y a urgence ! Il faut répondre aux gens qui nous gâchent tous les jours la vie... » Vaste programme !

ALAIN ROLLAT.

AU CONSEIL RÉGIONAL DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

M. Domenech et la « race de gens » de gauche

De notre correspondant régional

Marseille. — Un vif incident a éclaté, le lundi 9 juin, au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la suite d'une intervention de M. Gabriel Domenech, député (FN) des Bouches-du-Rhône, qui a provoqué le départ de l'ensemble des élus socialistes et communistes.

Après une déclaration de politique générale du président du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) et la réponse du député communiste, M. Guy Herminier, M. Domenech était nommé à son tour à la tribune pour faire connaître la position de son groupe. Le député du Front national et vice-président du conseil régional a déclenché un hurlement en assimilant la gauche à une « race de gens » avant d'être interrompu par les huées et les sifflets des élus socialistes et communistes.

« Cette race de gens, a-t-il tantôt poursuivi, dont nous venons d'entendre l'un des porte-parole les mieux qualifiés qui représenterait l'Afrique du Nord alors que nous représentons, nous, la Provence... ». Au milieu des cris et des protestations de la gauche, un élu communiste, M. Roland Martines, a exigé des « excuses publiques », tandis que le groupe du Front national accusait « A Moscou ! A Moscou ! ». Alors que M. Gaudin incitait l'orateur à poursuivre, l'ensemble des élus de gauche décidait de quitter définitivement la séance accompagnés par ce commentaire de M. Domenech : « Sortez de vous-mêmes avant que les

électeurs ne vous chassent tous ! »

Interrogé à l'issue des travaux du conseil régional, le député du Front national a expliqué qu'il avait utilisé le mot de « race » dans le sens de « catégorie ». « Mais, a-t-il ajouté, si M. Herminier veut défendre les Maghrébins, il n'a qu'à aller en Afrique du Nord. Qu'il aille défendre aussi les gens de Kaboul, les Polonais. Nous, ici, nous défendons les Provençaux. » M. Domenech a enfin estimé qu'il avait « simplifié la tâche de M. Gaudin, compte-tenu de la façon dont les socialistes et les communistes conçoivent, à l'heure actuelle, la démocratie et de débat d'idées. »

M. Gaudin, de son côté, a déclaré qu'il s'agissait d'un incident sans importance que le PC et le PS ont essayé de transformer en événement politique.

Pour le PC au contraire, c'est incident est particulièrement grave et illustre la nature du Front national et le caractère de l'alliance réalisée entre l'UDF, le RPR et le FN. « Comment ne pas rapprocher ces propos, a-t-il souligné dans un communiqué, (...) de l'annonce faite par M. Gaudin qu'à l'avenir la politique régionale exclurait toutes subventions pour les quartiers populaires ? »

Dans un communiqué séparé, le PS a affirmé pour sa part qu'il « n'accepte pas qu'un responsable de la majorité calorise des représentants élus de la population régionale (...) »

GUY PORTE.

LA CONTESTATION AU PCF

Opération de reprise en main ratée dans le Doubs

La dernière tentative en date de reprise en main de la fédération communiste du Doubs par la direction nationale du PCF a échoué, le samedi 7 juin, à l'occasion du renouvellement du comité de section de la ville de Besançon. Au cours de la conférence de section convoquée pour cette « élection interne », en présence de M. Guy Poussy, membre du comité central chargé de « suivre » ce département, M. Bernard Troncin, secrétaire sortant, a demandé l'éviction de certains membres de ce comité de section.

A la fin de son rapport d'activité largement consacré à la situation économique et sociale du département et à la ligne directrice du vingt-cinquième congrès, il a souhaité que M. Bernard Régner, dernier adjoint communiste au maire de Besançon, (le Monde du 3 avril) ainsi que M^{me} Sylvette Meyer et M. Christian Millet ne fassent plus partie de cette instance locale du PCF pour « activité fractionnelle ».

Devant l'hostilité de certains délégués, un vote a été organisé à main levée sur le rapport de M. Troncin. Sur les 130 personnes présentes, 95 avaient un droit de vote avec mandat et le rapport a été rejeté par 58 voix contre 34 et 3 abstentions.

Malgré les consignes de silence qui ont été données, certains communistes bisontins estiment que les dirigeants du PCF ont « raté » leur

opération d'établissement d'une « tête de pont » dans cette fédération rouennaise. « Comme ils n'ont aucun point d'appui dans le Doubs pour s'opposer à Martial Bourquin, premier secrétaire fédéral », confie l'un d'entre eux, ils ont essayé de mettre en place un comité de section favorable à leurs thèses pour mieux combattre la direction fédérale. » Et de souligner que le nouveau comité de section de Besançon au contraire est « maintenant élargi pour mieux représenter les différentes sensibilités du parti ».

Si M. Régner se refuse à « tout commenter » sur cette conférence de section, M. André Vagneron, « grande figure locale » pressentie pour être le nouveau secrétaire de section, affirme que « le futur comité va régler cette question sans mesure administrative ». Sous-entendu par le débat. En tout état de cause, selon lui, « il n'y a pas deux lignes politiques » qui s'affrontent dans le Doubs.

Il n'en demeure pas moins que M. Bourquin, qui n'est pas bien vu à Paris en raison de son refus de condamnation de ce que les dirigeants du PCF appellent les « activités fractionnelles », était probablement la cible ultime de cette opération ratée.

O.B.

Les scissionnistes du PCI (trotskiste) veulent rallier le PS

La coïncidence de dates n'était certainement pas fortuite. Alors que le Parti communiste internationaliste (PCI) tenait son trente et unième congrès, à huis clos à Paris, prévu depuis longtemps, les 7 et 8 juin, les démissionnaires de cette organisation trotskiste (le Monde du 10 mai) ont organisé les mêmes jours la première convention de Convergence (s) socialiste(s), ouverte à la presse. Les quatre cent vingt délégués, selon les dirigeants, — Roland Garros oblige, ils n'étaient que deux cent cinquante, dimanche — ont voté à l'unanimité une démarche d'adhésion au PS. A cet effet, leurs responsables vont demander une entrevue aux instances socialistes. Leur objectif est de créer des « convergences contre la droite » afin de « préparer le retour de la gauche au pouvoir ».

A l'unanimité ont été adoptées, les délégués ont élu un bureau exécutif de trente-cinq membres (11 avec, pour porte-parole, M. Marc Rozenblat (ancien président de l'UNEF-ID), et pour secrétaire à l'organisation, M. Dominique Pagnelli (instituteur).

Les dirigeants de Convergence (s) socialiste (s), qui revendiquent quelque cinq cents adhérents, anciens

militants du PCI, ont décidé de lancer cinq campagnes d'action : agilité des droits, appel dans la CGT contre la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement, appels contre la privatisation de l'Énergie, contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur « qui laisse de côté la recherche » et contre la « suppression de 40 % du budget de la recherche dans les laboratoires universitaires ».

La convention a décidé la création d'une revue théorique, d'une lettre d'information hebdomadaire et d'un institut de formation.

O.B.

(1) En sont notamment membres : MM. Jean-Christophe Cambadélis, Michel Broué (directeur à l'École normale supérieure), Bernard Murat (militant en scène de théâtre), Jean Gruart (secrétaire général adjoint du syndicat FO des instituteurs), Jacques Dapont (CGT de l'INSEE), Bernard Collier (CGT Sécurité sociale), Benjamin Siora (universitaire), Philippe Dartat (actuel président de l'UNEF-ID) et Bernard Fournier (ancien militant du PCF). Le siège de Convergence (s) socialiste (s) est au 3, cité Magenta, 75010 Paris.

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES



**LE VOL.
PARIS MONTREAL
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 2150 F**
5 AV. DE L'OPERA 75001 PARIS 42 60 36 37

**NOUVELLES
FRONTIÈRES**

1350/1360

société

JUSTICE

LE CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Le montant des fonds publics disparus s'élève à plus de 20 millions de francs selon le ministre de la coopération

Le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, a annoncé, lundi 9 juin, que le montant des fonds publics ayant disparu après avoir été versés à l'association Carrefour du développement s'élève désormais à « un peu plus de 20 millions de francs ». Jusque-là, le ministre avait cité les chiffres de 10 millions et 15 millions de francs. La destination finale de ces sommes est toujours inconnue.

Interrogé à ce sujet par Jean-Pierre Elkabbach, Europe 1, M. Aurillac a estimé qu'on peut tout imaginer : une utilisation « fins privées, politiques ou bienfaisance ». Le ministre, qui a porté plainte pour détournement de fonds, s'est engagé à informer l'Assemblée nationale de ce qu'il déterminera.

Interrogé le 10 juin, lors d'un déjeuner à la presse africaine, un article du Figaro en a profité pour la première fois d'un commentaire. M. Christian Nucci, M. Aurillac a indiqué qu'il n'y a pas eu de « fuite en Afrique ».

« C'est une affaire très malheureuse qui m'a beaucoup gêné dans mes voyages en Afrique », a-t-il dit.

DES JUGES D'INSTRUCTION S'INQUIÈTENT DU DÉVELOPPEMENT DES COMPARUTIONS IMMÉDIATES

L'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) estime que certaines dispositions du projet de loi de M. Albin Chalandon « relatif à la lutte contre la délinquance » comportent un « risque de dérapage » une justice expéditive de dérapage. L'AFMI s'inquiète en particulier d'une disposition qui permettrait de traduire directement devant les tribunaux correctionnels un nombre de délinquants plus important qu'aujourd'hui. Actuellement, les prévenus arrêtés en flagrant délit font l'objet de cette procédure de comparution immédiate. Désormais, il suffirait qu'il y ait contre eux des « charges suffisantes » pour les juger sur-le-champ, sans instruction préalable. L'AFMI estime que si ce projet était adopté, « les droits de la défense seraient menacés » et la protection des intérêts de la gravement compromise.

Par ailleurs, l'AFMI estime que les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme ne sont pas « choquantes » et approuve notamment la prolongation de deux à quatre jours du délai de garde à vue possible dans ce genre d'affaire.

Un faux ?

M. Aurillac a déclaré qu'un document octroyant la garantie de l'Etat à l'association La Promotion française pour l'école d'un château en Sologne portait une signature « apparentement celle de Christian Nucci » (le 10 juin). En revanche, le contrôleur financier du ministère de la coopération, dont la signature figure également sur ce document, a estimé qu'il s'agissait d'un faux. M. Aurillac, lui-même, n'a pas l'article du Figaro, le ministre a donc implicitement confirmé l'existence d'un compte bancaire commun à M. Nucci et à son ancien chef de cabinet, M. Yves Chaler, sa première ligne dans cette affaire. L'absence d'informations plus précises d'explications de la part de M. Nucci, on comprend encore mal le fonctionnement de ce compte.

Enfin, M. Aurillac a indiqué qu'il ignorait où se trouve M. Chaler, ancien trésorier de Carrefour du développement, qui n'a donné aucune nouvelle depuis le début mai. « Je ne pense pas qu'il en France », a cependant déclaré le ministre. Selon un rumeur circulant depuis longtemps, dans le milieu de la coopération, M. Chaler aurait quitté Paris pour un pays d'Amérique latine avec lequel la France n'a d'accord d'extradition.

C. L.

LA DISCUSSION DES PROJETS DE LOI DE MM. CHALANDON ET PASQUA

Sécurité ? Libertés !

Un nouveau conflit se prépare à l'Assemblée nationale où M. Albin Chalandon, garde des sceaux, compte défendre, avant les vacances d'été, ses projets sur la sécurité. Ces projets sont relatifs à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat : à la lutte contre la criminalité et la délinquance ; à l'application des peines et aux contrôles d'identité. A ces quatre textes s'ajoutent le projet du ministre de l'Intérieur sur les étrangers et la création, par décret, d'une carte d'identité informative (le Monde des 20, 23 et 28 mai).

Le Conseil constitutionnel examinera-t-il ces réformes ? Sont-elles conformes, comme l'assure M. Chalandon, à la convention européenne des droits de l'homme ? Le gouvernement ne risque-t-il pas une condamnation de ses projets ? C'est la question qu'examine dans l'article ci-dessous M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université Paris-I.

par JACQUES ROBERT

ment pour prévenir une éventuelle atteinte à l'ordre public, le plus modeste agent de police judiciaire pourra inviter n'importe quelle personne à justifier de son identité et, si celle-ci ne peut le faire ou s'y refuse, à la conduire dans des locaux de la police, à l'y faire séjourner, puis à prendre ensuite, sans autorisation quelconque d'un magistrat, des empreintes digitales et sa photographie si elle maintient son refus de justifier de son identité. Pour le cas où elle ne voudrait pas, en outre, se prêter à ces « contrôles » et empreintes, elle commettrait un délit...

Une personne pourra être détenue provisoirement, sans être soumise à une procédure pénale, pendant trois ans plus tard, voir suspendre pour une durée déterminée son droit de prévention administrative qui aura servi de prétexte à la mesure de son identité !

En l'état, juridiquement, la carte d'identité informative n'est pas obligatoire, mais, pour être efficace, elle le deviendra nécessairement. Un simple décret peut-il d'ailleurs créer un système de fabrication et de délivrance de cartes d'identité ? L'article 34 de la Constitution dispose que la loi seule est compétente pour fixer les règles concernant les libertés fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ?

Le principe est-il respecté quand le législateur qui voit une proposition de loi de police, peine contestée par le procureur de la République devant le tribunal correctionnel ne peut point se faire assister d'un avocat pour plaider sa cause et tenter d'obtenir cette réduction ?

Le principe est-il respecté quand le législateur qui voit une proposition de loi de police, peine contestée par le procureur de la République devant le tribunal correctionnel ne peut point se faire assister d'un avocat pour plaider sa cause et tenter d'obtenir cette réduction ?

Le principe est-il respecté quand le législateur qui voit une proposition de loi de police, peine contestée par le procureur de la République devant le tribunal correctionnel ne peut point se faire assister d'un avocat pour plaider sa cause et tenter d'obtenir cette réduction ?

société » (3). On ne trouve, dans les nouveaux textes, aucune exigence semblable.

IV. — L'expulsion d'un étranger de l'Etat, en vertu de l'article 5-1 de la Convention européenne dispose que toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale. Aussi la Commission européenne ne retient-elle la régularité d'expulsions prononcées pour la défense de l'ordre ou la répression d'infractions que lorsque ces expulsions ont été prises à la suite de la condamnation des requérants pour infractions pénales.

Or l'étranger pourra, demain, être expulsé de France s'il constitue une simple menace pour l'ordre public ou s'il se livre à des « agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France » (4). Qui aura pu rester en France librement plusieurs années sera demain expulsé si notre politique étrangère vient brusquement à changer...

L'avenir du droit d'asile

V. — On s'attend enfin que l'on peut se montrer inquiet sur l'avenir du droit d'asile, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme veut accorder pourtant le bénéfice à tous ceux qui sont persécutés pour la liberté qu'ils mènent pour la liberté.

En effet, une demande auprès du FOFI français de protection des réfugiés et apatrides (OPRA) sera examinée sans accompagnement d'un « avis de police » ; or l'avis de police est un document qui a pour but la présence ou l'absence d'une menace pour l'ordre public... S'il n'y a donc pas franchi la barrière de l'ordre public, l'étranger ne pourra demander l'asile. L'OPRA ne pourra donc assurer que les personnes qui ont obtenu le droit d'asile ne soient pas persécutées par l'intérieur. Ainsi l'autorité administrative court-circuite-t-elle en amont l'intervention de l'Office !

Il n'y a pas de société libre sans sécurité ni de sécurité sans justice. Mais il n'y a pas, heureusement, d'immigration illimitée. L'immigration doit être contrôlée et la justice doit être appliquée. La garde des sceaux a eu raison de le rappeler opportunément ces derniers jours.

Il faut absolument trouver un équilibre entre elles. Mais où sont la mesure et le juste milieu ? Toute immigration doit être contrôlée et la justice doit être appliquée. La garde des sceaux a eu raison de le rappeler opportunément ces derniers jours.

(1) Voir Lohé Philip. « La constitutionnalisation du droit pénal français », (Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1985, n° 4, pp. 712 et suiv.).

(2) Cour européenne des droits de l'homme, 1^{er} juillet 1961. Soupçonner d'appartenir à l'IRA, M. Gérard Lemaire a été arrêté et détenu en Irlande du Nord dans un camp militaire dans des conditions qui ont été jugées contraires à la Convention.

(3) Cour de justice des Communautés européennes, aff. 30-77, Regina C. P. Bouchereau, 27 octobre 1977, rec. 1999.

(4) Voir S. Mangin. « La condition des travailleurs immigrés », Etudes et rapports de la Commission du bilan, tome V, La Documentation française, 1982, pp. 176-180.

Le ministre de l'intérieur annonce un prochain remaniement de la brigade des mineurs

Dans une interview à l'Agence France-Presse diffusée lundi 9 juin, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a annoncé que la brigade des mineurs de Paris serait prochainement remaniée dans son effectif.

M. Pasqua avait qualifié le fait qu'un policier de la brigade des mineurs soit par des « gardiens de base », après l'interpellation de plusieurs jeunes gens aux Halles à Paris le 21 mai dernier, n'ait pas jugé bon de prévenir les parents de ces adolescents.

Le ministre s'est cependant élevé contre toute mise en cause globale des policiers.

« La police comme tout corps de la société, a-t-il dit, n'est pas composée que de bons et de saints. Il n'y a pas plus de raisons que la police soit parfaite qu'il n'y a de raisons que le clergé ou le Parlement soient parfaits ».

Interrogé sur la situation en Corse, M. Pasqua a affirmé que

« les auteurs de l'attentat de Carage, qui sont à l'origine de la mort de deux personnes, [étaient] pratiquement identifiés ».

Après une opération anti-clochards

SIX POLICIERS MUNICIPAUX INculpés A TOULON

M. Benjamin Rabaut, juge d'instruction à Toulon, vient d'inculper d'« infractions pénales », les six policiers municipaux de la ville qui, en commandant armé avaient, à reprises, fin avril et début mai (le Monde des 15 et 17 mai), enlevé une dizaine de vagabonds. Après les avoir violencés et dépouillés de leurs papiers d'identité, ils les avaient relâchés dans la campagne à une vingtaine de kilomètres de Toulon.

Avant d'être inculpés, Claude Cano, brigadier-chef dans la police municipale, Michel Rodolfo, Patrick Cordier, Michel Leroy, André Vitello et Bernard Pascalini, six policiers municipaux, ont suspendus. Reconnaissant la plupart d'être policiers nient cependant avoir exercé des violences et porté des coups. Le responsable de la police municipale, Guy Brunier, a déclaré que les six policiers municipaux RPR de Toulon, avait été inculpé le 16 mai (le Monde du 19 mai).

JEAN FRANÇOIS ROYER

L'EMPIRE MOON

95 F.

ARGENT, "SECTE" ET POLITIQUE

« Un formidable travail d'investigation qui pour la première fois donne la vérité sur le phénomène »

de l'Argent

« Un livre unique et impressionnant »

Editions La Découverte

Nous avons les moyens de vous faire parler. Vraiment.

COURS INTENSIFS en anglais, allemand, espagnol, etc.

- IMMERSION TOTALE
- OU
- PETITS GROUPES

OUVERT TOUT L'ÉTÉ

Parole de BERLITZ

39 50 08 70

10 centres dans Paris et région parisienne.

Entreprise privée de formation.

مركزاً من زلازل

Le Monde SCIENCES

Afrique : SOS criquets

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, les criquets menacent d'envahir une bonne partie de l'Afrique. Avec des conséquences incalculables.

UNE menace grave pèse sur l'Afrique. Depuis plusieurs mois, manifestent des signes avant-coureurs annonçant la pullulation simultanée d'un ou deux espèces de criquets. L'explosion démographique de ces ravageurs redoutables devrait, logiquement, se produire au début de la saison des pluies. Le danger est donc très proche pour toutes les zones situées entre le sud du Sahara et l'équateur.

L'économie des pays africains, déjà fort malade, n'avait vraiment pas besoin de ce fléau. D'autant qu'une fois déclenché le phénomène peut s'étendre à l'ensemble

contribué, par leurs actions menées à l'aveugle, à la situation menaçante. L'explosion majeure des criquets-locustes, constatée depuis 1962. Cette longue rémission a fait croire que le fléau avait définitivement disparu. Les moyens ont été donnés de plus en plus chichement à ces organisations, qui sont peu à peu entrées en sommeil (l'une d'entre elles a même été dissoute au début de 1986), et sont ainsi complètement désarmées devant la situation actuelle (1).

Appelés souvent, mais à tort, « sauterelles », les criquets

aux uns et aux autres, de faire des bonds de plusieurs dizaines de centimètres. Mais les criquets, dotés d'antennes courtes et d'un ovipositeur (l'organe par lequel la femelle dépose ses œufs dans le sol) à valve courte, sont de la classe des Coelifères, les sauterelles - longues antennes et ovipositeur en forme de marteau - appartenant à celle des Ensifères.

Une trentaine d'espèces de criquets - regroupées sous le nom de « locustes », et malheureusement les plus redoutables - ont la particularité d'avoir deux modes de vie complètement différents selon qu'elles sont en phase solitaire ou en phase grégaire.

En temps normal, les locustes sont présentes ici ou là. Certes, elles se nourrissent aux dépens de la végétation locale. Mais elles ne sont pas très nombreuses, ne se regroupent pas et leurs effets sur

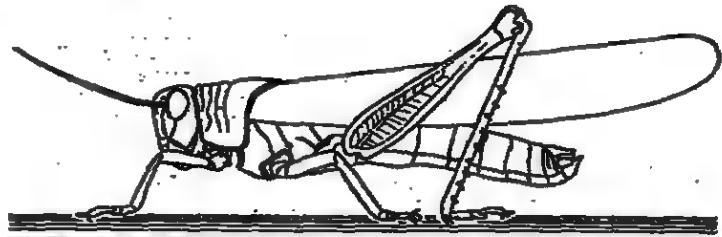
leur morphologie (longueur des pattes et des ailes, notamment). Quant au comportement, il se transforme du tout au tout. Comme leurs larves, les locustes, dans leur phase grégaire, se grou-

La très grande majorité des criquets sont incapables de se transformer et de passer leur vie en phase grégaire. Ils se contentent de pulluler à la suite de pluies abondantes. Ceux-là sont

lopus simulator, qui est friand de sorgho... En mai, les sauterelles, sans essayer massivement comme les locustes, sont capables de se déplacer.

Les criquets ignorent les frontières, la lutte contre eux est donc obligatoirement plurinationale.

YVONNE REBEYROL



Criquet pèlerin.

peut en causer énormes. Certains de ces essaims peuvent couvrir plusieurs kilomètres carrés (on même plusieurs dizaines de kilomètres carrés).

Supposons un essaim « moyen » de criquets pèlerins de 10 kilomètres carrés, dont la densité est de 200 individus au mètre carré : il y aura, rassemblés, 2 milliards d'insectes. Chaque criquet pèlerin pèse 2 grammes et mange chaque jour son poids de matière végétale fraîche. Ce sont donc 4 000 tonnes de feuilles, d'herbes, d'écorces ou de brindilles tendres qui sont dévorées chaque jour. Par comparaison, rappelons que 4 000 tonnes de ces végétaux suffiraient à nourrir pendant une journée 40 000 éléphants ou 100 000 chameaux, ou 1 million d'hommes, selon la nature des végétaux mangés.

Voie de jour

En outre, les locustes grégaires s'envolent dès que la température monte à 25 °C ou 30 °C. Ils se lèvent au lever du soleil, l'essaim, qui a dévoré la nuit au soir, prend son essor, et est entraîné par le vent jusqu'à ce qu'il se pose, peu avant le coucher du soleil, à 20 ou 30 kilomètres (parfois plus) de son gîte d'origine. Là, les locustes dînent de bon appétit, avant de repartir le lendemain matin. Chemin faisant, les femelles pondent deux ou trois fois de 60 à 100 œufs chacune. Les nouvelles larves naissent au bout d'une vingtaine de jours, lorsque la végétation commence à repousser, et un nouvel essaim entre dans la danse...

Tout cela explique que, pour peu que les conditions naturelles favorables persistent pendant plusieurs années, les locustes, allant et venant tout en se reproduisant, ravagent tout sur leur passage pendant des périodes assez longues.

Ainsi, le criquet nomade (*Nomadacris septemfasciata*), qui avait commencé à pulluler entre 1927 et 1930, a-t-il exercé ses ravages en Zambie, en Tanzanie, au Zaïre de 1930 à 1944.

Le comportement pendant leur phase grégaire est tel que le moyen le plus efficace de combattre ce « fléau de Dieu » est de s'y attaquer dès que les conditions naturelles lui ont fait s'amonceler l'explosion démographique dans des zones limitées. Mais cette lutte préventive suppose des missions répétées sur le terrain. D'abord, pour surveiller l'état des lieux ; ensuite, pour traiter aux insecticides si besoin est. Il faut du personnel qualifié et du matériel disponible (véhicules, insecticides, pulvérisateurs, parfois petits avions). Ce sont les invasions de criquets-locustes, commencent - heureusement - des périodes de rémission plus ou moins longues. Lorsque le phénomène se déclenche, le personnel compétent est dispersé par d'autres tâches, les stocks d'insecticides n'ont pas été constitués, le matériel est, soit inexistant, soit hors d'état de marche.

A cela s'ajoute le fait que certaines des aires de prégrégation - massifs montagneux du Tchad, Erythrée, Ethiopie, notamment - sont actuellement dans des zones de rébellion active, ce qui interdit tout accès aux équipes de surveillance.

La huitième plaie d'Egypte

Les ravages des criquets ne sont pas limités à l'Afrique. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a dénombré une cinquantaine de pays concernés par ce fléau.

L'aire d'expansion du seul criquet pèlerin s'étend des côtes atlantiques de l'Afrique à l'Inde. Et actuellement, l'Australie et le Brésil, notamment, ont de sérieux problèmes dus à leurs criquets spécifiques, aussi voraces que les espèces africaines. La voracité des criquets est telle qu'on a vu ces insectes manger - au sens propre du terme - la laine sur le dos des moutons.

La FAO a comptabilisé quelques-uns des ravages occasionnés par les criquets ici ou là dans le monde : en 1944 en Libye, sept millions de pieds de vigne (soit 19 % de la totalité du vignoble libyen) ont été dévorés ; en 1958 en Ethiopie, 187 000 tonnes de céréales ont disparu, etc. La valeur des pertes subies est énorme : 4,5 millions de livres sterling pour la seule Maroc en 1954-1955...

Les criquets ont plusieurs façons de faire des dégâts sur les végétaux. Non seulement ils en dévorent des quantités énormes, mais ils infestent aussi les plantes, par leurs morsures, des blessures qui sont autant de voies ouvertes aux infections, aux maladies et aux parasites, et ces lésions finissent par détruire cinq à dix fois plus de tissu végétal que ne le ferait l'ingestion proprement dite par les criquets. En outre, la pousse des végétaux arrive parfois à faire casser les branches d'arbres ou d'arbustes sur lesquelles les insectes se sont

posés. Enfin, les déchets rejetés par les criquets en quantité que la photosynthèse des végétaux n'est pas capable d'assimiler.

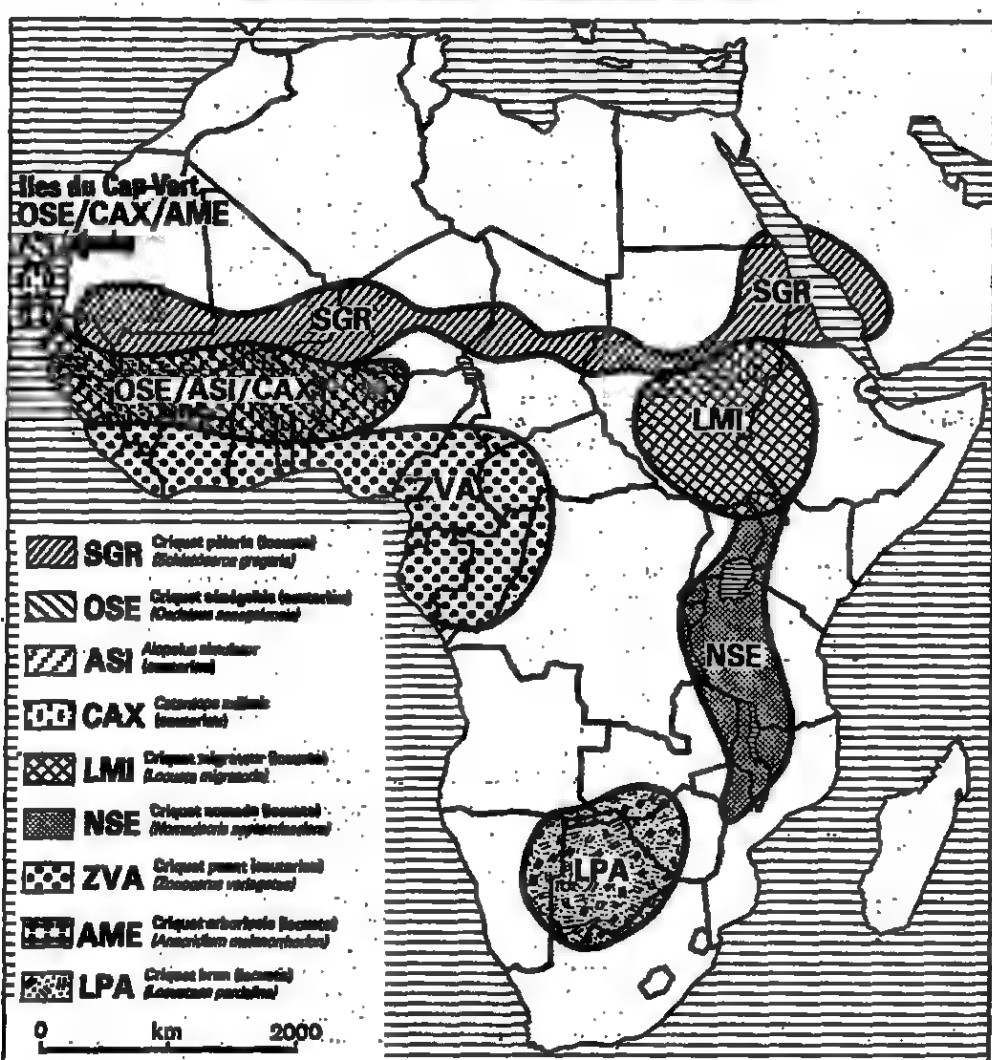
De tout temps, les invasions de criquets ont été considérées par l'homme comme une catastrophe divine et inéluctable. La Bible les mentionne à plusieurs reprises. Elle a même fait des criquets la huitième des dix plaies d'Egypte envoyées par Dieu pour décourager Pharaon à laisser partir les Hébreux. Certes, la formation et les migrations d'essaims de criquets sont la conséquence de conditions naturelles rares, mais l'action de l'homme y joue maintenant un rôle croissant.

Les aménagements agricoles, en modifiant l'environnement, créent souvent, en effet, les conditions favorables à la pullulation des criquets. L'extension des zones cultivées dans l'espace et dans le temps augmente la quantité de nourriture disponible et attire les criquets comme pour les hommes. On a vu ainsi apparaître en 1980-1981 des criquets migrants (*Locusta migratoria*) et des sauterelles (*Aiolopus thalassius*) - ces derniers venus du Tchad - dans les zones nouvellement mises en culture dans le désert libyen où, auparavant, ces deux insectes étaient inconnus.

Il y a aussi l'irrigation qui humidifie les sols, où peuvent pondre ainsi les femelles. En outre, nombre de cultures actuelles sont choisies en raison de leur haute valeur commerciale, ce qui accroît d'autant le coût des ravages dus aux criquets.

Y. R.

LES PULLULATIONS D'ACRIDIENS EN 1986



du continent et se poursuivre pendant plusieurs années, sans qu'il soit possible de prévoir son évolution ni sa durée.

Dans les années 50 et 60, cinq organisations internationales africaines avaient été créées pour organiser la lutte commune contre les criquets-locustes. Elles ont

s'abattent sur les cultures en énormes essaims pleins d'appétit sont en fait des criquets. Certes, criquets et sauterelles appartiennent tous à l'ordre des Orthoptères, et ils se ressemblent beaucoup, notamment par le grand allongement de leur troisième paire de pattes qui leur permet,

la végétation sont très limitées. Les locustes, discrètement, et uniquement la nuit.

Malheureusement, il arrive parfois que les vents apportent sur de petites zones des adultes solitaires qui s'ajoutent brusquement à leurs congénères autochtones. Pour peu que des pluies abondantes favorisent la croissance de la végétation, l'explosion démographique déclenche un phénomène de « densation » qui induit le passage des locustes à la forme grégaire.

4 000 tonnes de végétaux

Les criquets-locustes se mettent alors à pulluler. D'énormes bandes de larves dépourvues d'ailes se rassemblent, au point de couvrir parfois plusieurs hectares ou même plusieurs kilomètres carrés. Elles se déplacent, à pied, toutes suivant la même direction, quels que soient les obstacles, en dévorant allégrement la végétation.

Il n'est certain seul de densité, la morphologie des locustes change complètement. Les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) adultes sont brun verdâtre lorsqu'ils sont dans leur phase solitaire. Dès qu'ils sont dans leur phase grégaire, les adultes immatures sont roses, puis deviennent jaune brun lorsqu'ils sont matures. Dans le même temps changeant des détails de

Des spécialistes français

A France est le seul pays à avoir une équipe de spécialistes d'acridologie (les criquets font partie de la famille des acridiens) qui est à la disposition des pays concernés par le fléau. Sous la direction de M. Michel Lacroix, onze acridologues français sont regroupés au sein du Programme de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel (PRIFAS), qui fait partie du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Le PRIFAS a été créé en 1975, un an après la fin de la sécheresse catastrophique qui s'était abattue sur le Sahel pendant plusieurs années. Le retour des pluies avait alors fait se multiplier dangereusement des sauterelles (*Cercaria senegalensis*).

Les membres du PRIFAS conduisent des études intensives. Leur but est triple : comprendre la genèse des

pullulations d'acridiens ; essayer de prévoir ces pullulations et d'éviter les invasions des pays concernés ; recommander les mesures nécessaires à la recherche, à la formation de personnel et à la lutte acridienne.

Ces travaux sur le terrain sont accompagnés de recherches en laboratoire à Montpellier, et aussi dans deux stations implantées l'une à Maradi (Niger), l'autre à Ségou (Guinée-Faout). En quelques années, la connaissance des acridiens - en particulier celle des sauterelles - a ainsi fait des progrès considérables.

Complémentaires du PRIFAS, divers laboratoires français étudient aussi les criquets, notamment dans le cadre de l'Institut de Paris-VI et de Paris-XII, à l'Institut agronomique (INA) et au Muséum national d'histoire naturelle.

La philosophie des sciences aujourd'hui
Académie des Sciences
sous la direction de J. Hamburger

Une réflexion épistémologique féconde qui invite à de nouvelles recherches sur les théories de la connaissance 90F

La philosophie des sciences aujourd'hui
Académie des Sciences

Les leçons de Three Mile Island

Avant Tchernobyl, il y eut Three Mile Island (Pennsylvanie). L'analyse minutieuse de cet accident a permis à la France d'améliorer la sûreté de ses réacteurs.

Le 28 mars 1979, le réacteur n° 2 de la centrale américaine de Three Mile Island (TMI) a gravement endommagé la suite d'une série d'accidents et de défaillances. Avant l'explosion de Tchernobyl, cet accident était considéré comme le plus grave survenu sur une centrale nucléaire.

Il n'y a pas eu de conséquences sur la santé des personnes de la zone, mais des évacuations ont été ordonnées par précaution. Le bâtiment du réacteur, le bâtiment resté hermétiquement clos pendant seize mois, a été ouvert en juillet 1980, la radioactivité ayant assez décliné, deux personnes pénétrèrent en scaphandre pour une rapide inspection. L'accès au cœur fut possible en 1982, le déchargement du combustible a débuté en octobre 1982.

Le verrou qui prouve que quelque chose s'est toujours passé, quel que soit l'accident, est la mise en évidence qu'un accident relatif à la sûreté n'a pas pu être évité par une prise de décision défectueuse. A TMI, il y a eu un échec de diagnostic, puis persistance dans l'erreur, aggravée par une négligence générale de la maintenance.

Pas de remise en cause

Les centrales nucléaires françaises sont à l'exception de quelques installations anciennes - du type réacteur à eau pressurisée, comme à TMI, leurs exploitants pouvaient beaucoup apprendre de cet accident. Un plan d'action post-TMI a été engagé. Il n'a pas entraîné de remise en cause de la sûreté, mais a permis de conforter la philosophie générale de « sûreté en premier » qui a été adoptée. Mais il a conduit EDF à l'adoption, en accord avec les autorités de sûreté, d'une nouvelle philosophie nucléaire, ses principes de contrôle, ou les procédures d'exploitation.

La leçon la plus significative est celle d'assurer la présence permanente dans chaque centrale d'un ingénieur spécialement formé aux procédures de sûreté de radioprotection. Il n'a pas intervenu un régime normal, la conduite de chaque réacteur de la centrale est assurée par une équipe de quart. En cas d'incident sur un réacteur, l'équipe de quart de l'ingénieur de sûreté analyse indépendamment ce qui s'est passé, en dernier se concentrant sur le point critique : le refroidissement du réacteur après son arrêt. Puis il confronte leurs diagnostics. Si l'incident peut être traité dans le cadre des procédures normales, la conduite est reprise par l'équipe de quart. Mais si l'ingénieur de sûreté le juge utile, il peut prendre le commandement et décider d'appliquer des mesures exceptionnelles.

La formation des opérateurs a aussi été améliorée. Bien sûr, TMI, EDF a déjà des simulateurs de simulateurs, et les opérateurs pourraient s'entraîner à la conduite dans des conditions normales. Sept simulateurs ont été installés depuis 1978. Ces simulateurs permettent de traiter plus de cinq types d'accidents : vanne qui ne ferme pas, petite rupture de canalisation, panne électrique. Mais d'autres accidents leur échappent. Le simulateur doit calculer en temps réel le déroulement de l'accident qu'on veut représenter, et dans certains cas, en particulier ceux où une panne importante du circuit primaire entraîne une élévation de l'eau qu'il contient, le volume de calcul est trop grand.

Aussi étudie-t-on depuis six ans la réalisation d'un simulateur beaucoup plus puissant, capable de traiter l'évolution d'un mélange eau-vapeur et de modéliser le comportement d'un réacteur dans des conditions extrêmes. L'accident de TMI a été un événement isolé, et sa simulation a été difficile. Construit par Thomson, ce simulateur SIPA sera opérationnel fin 1988.

Toujours dans cette même intention d'éviter les erreurs de diagnostic - ce sont les plus graves, car les redondances sont suffisantes pour que, en cas de défaillance d'un élément, d'autres puissent le suppléer, - il a été décidé de regrouper un personnel spécial, dit de sûreté, les informations essentielles pour le maintien de la sécurité du réacteur en cas d'accident. En effet, dans une installation aussi complexe qu'un réacteur nucléaire, un défaut peut se faire naître d'autres, ou simplement entraîner des anomalies du fonctionnement de la sécurité.

Sur les réacteurs eux-mêmes, la principale modification a été l'installation de soupapes sur le pressuriseur. En cas de surchauffe, les soupapes s'ouvrent automatiquement pour faire baisser la pression dans le circuit primaire, puis doivent se refermer. Avec les anciennes soupapes, cette fermeture n'était pas garantie. Les nouvelles soupapes pilotables depuis la salle de contrôle, ce qui permet de s'assurer qu'elles se referment bien après une ouverture. A TMI, une soupape s'est ouverte, ce qui a partiellement vidé le circuit primaire et entraîné une fonte partielle du combustible.

Quarante-six mesures

Quelques autres modifications matérielles ont été faites. En particulier, par suite d'une défaillance de la quantité d'eau qui peut s'écouler dans le bâtiment du réacteur en cas de rupture du circuit primaire, sept appareils ont été modifiés pour qu'ils fonctionnent même s'ils sont accidentellement noyés.

Au total, quarante-six mesures ont été prises dans le cadre du plan d'action post-TMI. Leur mise en œuvre est actuellement évaluée à 90 % pour les réacteurs de 900 mégawatts. Elle est entièrement accomplie pour les réacteurs de 1300 mégawatts, dont la construction venait juste de débuter en 1979, ce qui a permis d'intégrer les modifications prévues avant la mise en service. Le plan d'action a coûté environ 1 milliard de francs en travaux et en modifications, plus 200 millions pour la formation des personnels.

MAURICE JACOT.

Alexandre Koyré et la « révolution scientifique »

Un colloque international réuni au Collège de France du 10 au 14 juin est consacré au fondateur de l'histoire de la pensée scientifique.

par PIETRO REDONDI (*)

ALEXANDRE KOYRÉ est l'honneur. Le titre du colloque qui lui est consacré au Collège de France dit bien l'ambition centrale de son œuvre : « Science, la renaissance d'une culture ». (1). Cet historien des sciences de langue française le plus influent de notre siècle comprit que la façon de penser était l'effet d'une révolution intellectuelle passionnante, allant de Copernic à Einstein : l'histoire de la pensée scientifique.

L'importance historique de la science est fort bien connue quand Koyré travaille sur Galilée, Kepler et Newton. La nouvelle technologie porte essentiellement sur le plan économique et industriel de la science dans l'histoire, tandis qu'aujourd'hui nous nous inquiétons surtout de l'avenir de ses applications militaires et industrielles. Mais Koyré va beaucoup plus loin. Il montre que le rôle historique de la science moderne ne se réduit pas à ses effets les plus récents et les plus apparents.

Ayant créé des machines et des empires économiques, la science avait créé notre monde tout entier, à travers les conceptions de l'espace, du temps, de l'univers, dont nous disposons depuis Galilée, Descartes, Newton. « Il s'agissait, non pas de combattre des erreurs erronées, ou insuffisantes, mais de transformer les cadres de l'intelligence elle-même, de bouleverser une attitude intellectuelle, fort naturelle en apparence, en lui en substituant une autre qui ne l'était pas moins ».

Penser, parler, vivre dans un monde aristotélicien fini et centré autour de la terre, ce n'est pas tout. Il faut la même chose que de penser, parler, vivre dans un monde géométrique infini. Quand nous disons « infini », nous pensons à l'univers, à la lumière (même par « à peu près »), à la série de machines

naturels, aux atomes... Quand nous pensons, nous les jours, nous sommes de la science newtonienne nous le savons. Le concept d'infini est aujourd'hui inscrit dans le monde où nous vivons, à la portée de notre logique. Nous ne pourrions pas penser l'impossibilité de l'infini ni nous empêcher de penser un monde tout autour de nous. Pourtant, pendant des siècles, l'infini fut impensable : seuls les mystiques pouvaient conceptualiser ce grand mystère. Les autres, même les plus grands savants, comme Copernic, croyaient à un monde fini et y trouvaient la preuve rigoureuse de l'existence de Dieu, de sa grandeur et de sa providence. Nous avons substitué à Dieu l'étendue et la régularité mathématique de l'univers.

A la mort des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études, ce ne furent pas nombreux à avoir le privilège d'écouter Alexandre Koyré lire, dans les textes théologiques et scientifiques du XVII^e et du XVIII^e siècle, la révolution extraordinaire de la pensée qui arracha ses prérogatives à Dieu pour les porter au cœur de la nature, dans le nom de géométrie, d'astronomie, de physique. Avec Koyré, l'histoire des sciences ne pouvait plus se refermer sur l'histoire de la science, mais se séparer des autres disciplines historiques.

Déjà, il y a vingt ans : le nom de Koyré fut encensé, son histoire de la pensée scientifique fut rapidement occultée comme philosophie, et le plus souvent comme philosophie « idéaliste ». C'est finalement ce défi que le colloque peut relever aujourd'hui.

Par ailleurs, le nom de Koyré s'est très largement associé à la fortune d'un mot-clé de notre culture : « celui de révolution scientifique ». Koyré privilégia le mot « révolution » pour caractériser la science de Copernic jusqu'à Einstein.

« Ces deux moments fondamentaux : géométrisation de l'espace et décentration du monde ». Avant la seconde guerre mondiale, il étudia chez les Grecs galiléennes, notamment l'espace infini de la géométrie euclidienne et l'espace fini de la physique galiléenne. Il développa ensuite aux Etats-Unis, dans le monde clos de l'univers infini, la deuxième aspect de cette transformation spirituelle dont « la physique moderne, ou plus exactement classique, est la fois l'expression et le fruit » : le mécanisme, l'atomisme, l'histoire du vide, relations de Dieu à l'univers et à l'espace.

On a découvert depuis qu'une « révolution scientifique » suit des comportements et des structures sociologiques, institutionnelles et linguistiques encore plus complexes. On a même identifié plusieurs « révolutions scientifiques » dans la longue évolution de la science moderne : « deuxième révolution scientifique » pour la physique mathématique du début du XIX^e siècle, « révolution évolutionniste » du siècle de Darwin, « révolution quantique » du XX^e siècle. La biologie moléculaire semblait devoir être la plus récente, mais elle a été bientôt harcelée par une « révolution dans les sciences de la terre ». Pour la technologie, dont Koyré identifiait au XVII^e siècle la transformation intellectuelle à travers la notion de « précision », sont nos jours l'heure d'une « révolution informatique ».

Quand nous parlons de savoir, les histoires d'Alexandre Koyré.

(1) L'initiative de ce colloque revient au Centre Alexandre-Koyré, fondé en 1958 par Fernand Braudel et Koyré lui-même dans ce qui allait devenir l'Ecole des hautes études en sciences sociales. A cette occasion, le Centre a édité un volume qui regroupe les textes donnés par Koyré à Paris et à New-York, ainsi que deux autres inédits.

(*) Chercheur au CNRS, directeur adjoint du Centre Alexandre-Koyré à Paris, les hautes études en sciences sociales.

Il est Tegenroff né en 1882, mort à Paris en 1964, après avoir été à Göttingen avec Husserl, à Berlin avec Heidegger, puis à Paris avec Merleau-Ponty. Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a été directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

MORT DE BERNARD PHILIPPE GROSlier

Le dernier conservateur d'Angkor

Bernard Philippe Groslier, le dernier conservateur français des monuments d'Angkor (Cambodge), a été tué lors du sauvetage de tous les matériaux de cet ensemble unique au monde, est mort à Phnom Penh le 28 mai, après disloquement qu'il avait vécu.

Né à Phnom-Penh le 10 mai 1918, Bernard Philippe Groslier était le fils de George Groslier, conservateur des monuments du Cambodge. Après avoir pris part à la Résistance en France, engagé volontaire en 1944, il a participé à la libération du Cambodge.

Après sa formation, il est diplômé de l'Ecole des langues orientales et diplômé supérieur de l'Ecole du Louvre. Sa carrière a été double : entré en 1950 au Centre national de la recherche scientifique, il y a été directeur de recherche depuis 1967, puis le même service, il a été à l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO, Saigon) et commençait les travaux de fouilles à Angkor. Conservateur du musée de Saigon de 1950 à 1959, il a été directeur des recherches archéologiques de l'EFEO, conservateur des

monuments d'Angkor et directeur des fouilles d'Angkor. On lui doit la restauration de très nombreux monuments témoins de la grandeur de la civilisation khmère.

Bernard Philippe Groslier a senti à temps la montée des périls. Peu à peu, il a pu transférer en France les doubles de toute la documentation et les relevés des monuments, sauvant ainsi de la fureur des Khmers rouges des archives inestimables.

Forcé de rentrer en France, il dirigea de 1976 à 1978 le Centre de recherches archéologiques du CNRS à Valbonne.

Bernard Philippe Groslier était un homme de publications, dont le livre Angkor, l'univers et les pierres (1957). Il a codirigé l'ouvrage de l'EFEO de Larousse, et a participé au Centre national de la recherche scientifique à l'Encyclopédie de la France.

Correspondant de l'Association des Inscriptions et Recherches de la Légion d'Honneur et de l'Ordre du Mérite, il a été décoré de la Légion d'Honneur en 1959 et de la Croix de la TOE, et de la Légion d'Honneur en 1966.

Y.R.

DESTIN DE LA TERRE

Questions posées à Messieurs les membres de l'Académie des Sciences

Première question :

Les queues cométaires sont repoussées à l'opposé du Soleil par le vent solaire, et les éléments terrestres ne regagnent jamais la comète. Pourquoi n'en est-il pas de même de l'atmosphère terrestre qui reste sagement autour de la Terre alors que celle-ci se déplace sur son orbite à raison de 30 km par seconde et tourne sur elle-même en 24 heures, ce qui représente à l'Equateur une vitesse de plus de 1 600 km à l'heure (circonférence équatoriale : 40 000 km divisé par 24) ?

Deuxième question :

Non seulement la Terre progresse sur son orbite de 30 km/s mais le Soleil se meut autour du centre galactique à la vitesse de 250 km à la seconde, tandis que la Galaxie se déplace dans l'univers à raison de 600 km par seconde. Quel est le moteur qui produit ces déplacements fantastiques ?

Troisième question :

La Galaxie tourne sur elle-même, le Soleil aussi, de même que la plupart des planètes. Quel est le moteur qui produit ces rotations ? Pourquoi Vénus tourne-t-elle très lentement, la Terre en 24 heures et le gros Jupiter en moins de 10 heures ?

Quatrième question :

Phobos, satellite de Mars tourne autour de la planète en 7 h 39, soit trois fois plus vite que Mars, dont la rotation est de 24 h 37. Quel est le moteur qui fait tourner Phobos ?

Cinquième question :

Les vents équatoriaux de la stratosphère tournent plus vite que les planètes sur elles-mêmes. Sur Vénus, ils tournent 60 fois plus vite. Qu'est-ce qui les fait tourner ?

Sixième question :

D'éminents astronomes ont constaté que plus de 90 % de la masse de l'univers était non lumineuse. Est-il indécemment se poser alors la question de savoir si les astres ont des moteurs individuels qui s'attirent les uns les autres, comme le croyait Newton, ou s'ils sont entraînés par le mouvement tourbillonnaire du milieu ambiant, comme l'enseignait Descartes ?

Septième question :

Le système solaire fait partie d'une galaxie en expansion. Est-il oiseux de se demander si le système solaire n'est pas lui aussi en expansion ainsi que les planètes et les satellites qui en font partie ? Alors que notre Terre fait partie d'un monde en évolution n'est-il pas indiqué d'étudier en quoi consiste cette évolution, sa cause, son mécanisme et ses effets catastrophiques sur notre planète ?

Le lecteur que ces questions intéressent, et bien d'autres encore, en trouvera la réponse dans : « Destin de la Terre » par Louis Jacot.

LA PENSÉE UNIVERSELLE, 4, rue Charlemagne, 75004 Paris.
Prix : 99,50 TTC

Comment bronzer sans danger.

LES MEDECINES DE LA BEAUTE

UN HORS SERIE
SCIENCE VIE

FÊTES

■ Les nuits blanches de la danse ■

Entrechats et trapèzes

A travers toute la France, des danseurs amateurs ont mis en scène leur ville et leurs espoirs.

Après la musique, la danse veut faire la fête. On la comprend. Des claquettes aux tutus classiques, les amateurs s'inscrivent en légion. Et des créateurs comme Merve Cunningham, Carolyn Carlson ont ouvert la voie à toute une génération de jeunes chorégraphes tentés par la confrontation de leur travail avec un espace quotidien. Forte de cette « culture de la danse », la chorégraphie Anne-Marie Reynaud a rêvé à « Nuits blanches de la danse ». Le ministère de la culture et de la communication, le Centre national d'action musicale ont aimé l'idée et la soutiennent. Tout comme la SACEM, la Fédération française de la danse, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le budget de cette première année est mince : l'événement national annoncé n'a eu lieu que dans neuf villes de France, qui, selon leurs moyens et de manière inégale, ont respecté la règle du jeu : inviter un chorégraphe à mettre en scène une ville et ses habitants.

Dans la banlieue parisienne, outre Orsay et Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines s'est associée aux « Nuits blanches de la danse ». A Clermont-Ferrand et Tours, des associations locales se sont mobilisées. La maison de la culture de Nevers programme mille chorégraphes durant tout le mois de juin et a choisi de mettre en scène « Nuit » au cinéma, avec des films de danse et de flamenco.

A Roubaix, Toulouse et Grenoble, les directeurs des grandes compagnies installées à demeure se sont mis aussi sur la brèche : Alain Cata, directeur du Ballet du Nord, a donné des cours aux amateurs. Joseph Russillo et le Centre national chorégraphique de Toulouse ont orchestré l'opération « Bambou », du nom d'une chorégraphie dansée simultanément dans la ville par amateurs et professionnels. Jean-Claude Gallas a ouvert la maison de la culture de Grenoble aux « aspects de la chorégraphie locale » et mis en scène un spectacle au long murs peints de la cité.

Mais c'est à Marne-la-Vallée, avec « Trapèzes » : une composition chorégraphique pour cent cinquante danseurs, musiciens, sportifs, vidéos géantes, vaches (et beaucoup de public), que s'est produit l'événement. Là, la simple ligne d'un corps dans l'espace a fait basculer la nuit du côté de la poésie. On y a vu des vagues un peu tristes esquissées par des danseuses vêtues de blanc, chapeaux et gants carnés ; un culturiste solitaire ; des corps huilés s'envolant dans les arbres avec des cris sauvages ; un duo d'amour du haut d'un pignon, entre un grimpeur et une gitane à la robe rouge et noir frémissant.

Lieux publics (une association spécialisée dans les événements festifs alliant arts de la rue et environnement urbain) Lolita (un jeune couple de danse à Rennes, en 1981) ont en créer un spectacle gigantesque autour d'une idée simple : la verticalité. Dans un lieu superbe : la ferme du Buisson, à une demi-heure de Paris, où devrait voir le jour un projet dédié à la danse du Centre d'action culturelle de Marne-la-Vallée.

ODILE QUROT.

Le quarantième anniversaire de l'UNESCO

C'est à Murobushi, dans le buto, qu'il a été fait appel pour célébrer le quarantième anniversaire de l'UNESCO et internationale de la paix. Le choix est symbolique car le buto, danse japonaise moderne, est une réinterprétation d'Hiroshima.

La danse des ténébres, bleusure installée dans le corps de Murobushi, symbolise aujourd'hui la violence, la

crualité, la pauvreté, qui régnent un peu partout dans un monde en mal de destruction.

Aujourd'hui, estime de chorégraphie, le buto peut être dansé aussi par des Occidentaux, une façon de rappeler que la menace de mort est à l'échelle planétaire.

* Pensez à la Ko, Maison de l'UNESCO, salle 1, 20 à 30. Entrée libre.

L'AMERICAN CENTER

REND

HOMMAGE A LEONARD BERNSTEIN

Le 18 juin 1986
au Théâtre du Rond-Point Renaud-Barraut

Un spectacle artistique musical
présenté par

LAUREN BACALL
ET JEAN-LOUIS BARRAUT

avec la participation de
JULIA MIGNES-JOHNSON
SHIRLEY VERRETT
JEAN-PIERRE RAMPAL
MICHEL PORTAL

de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
dirigé par MICHEL BARRETT

et de
LEONARD BERNSTEIN
une personne

Places de 200 à 1 200 F
en vente au théâtre : 42-56-60-70
ou chez Georges Cravennie : 47-23-72-33

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Un baron Haussmann dans le XIII^e

1 Toubon, l'ami !

J'habite donc depuis monsieur le maire et député du XII^e arrondissement, le secrétaire général du RPR, un pavillon dans une zone tranquille que vos bâtisseurs veulent détruire ou rogner par les deux bouts. Le passage, le passage Bourgoin pour ne pas le nommer, n'est pas le seul objet de votre ressentiment : la rue du Château-des-Frères, la rue Nationale, la rue Albert, la rue Patay et bien d'autres sans doute, n'échapperaient pas à vos fureurs libérales.

Je vous rassure tout de suite : ce n'est pas moi, en premier lieu, qui suis en danger. Ne vous inquiétez pas en délaissant. J'ai vécu dans cette rue aussi heureuse que mon neveu maussade me l'a permis, mais je ne suis que locataire - ces locataires qui sont redevenus l'arrivée de vos amis au pouvoir les plus dangereux de l'habitat, les nouveaux propriétaires - merci, - autant dire une hirondelle des faubourgs, comme il se doit, plutôt en froid avec mon propriétaire, demain, l'occasion, l'herbe tendre, se présenterait, je m'installerais sans regret rue du Bac, dans ce septième où l'un de vos illustres aînés a, m'a-t-on dit, un pied-à-terre dont il n'a plus besoin puisque, en attendant mieux, il a trouvé refuge à l'Hôtel Matignon !

Je vous rassure aussi que vous êtes, M. Toubon, ne peut avoir en mémoire tous les siècles par lesquels votre formation est passée. Le vieux parti gaulliste, depuis le RPF de 1947, connu plus d'avatars que Vahnu et toutes les divinités de l'Inde réunies : d'abord une bonne dizaine d'appellations qui n'étaient plus toutes contrôlées, puis par le général. A juste titre, vous avancez l'hypothèse dans les colonnes mêmes du Monde (samedi 7 juin) que : « Un paradoxe constant veut que l'héritage le plus récent soit le plus vite oublié », je ne vous démentirai donc pas, ni ne vous blesserai en vous rappelant que, depuis le départ de son fondateur, votre rassemblement s'est surtout illustré par son goût, sa convivialité, avec le bâtiment !

Où, entre les promoteurs immobiliers et vous, il y a eu des affinités électives, des amitiés particulières qui ont fait passer à vous assez de rondouille, de boutaille, pour vous souvenir encore du prince Poniatowski tombant contre cette République « de copains et de coquins », et c'était les scandales de la construction qu'il visait ! Durant ces années-là, on l'oublie trop, votre parti - notons, volens - a sauvé le cinéma français d'une mortelle extinction. L'immobilier et ses remittances politiques ont été à l'origine de ce que j'appellerai le cinéma Cornichon qui va de Chabrol à Tavernier en passant par Sautet et tant d'autres. Cette source semble, impuissable. Elle nourrit aujourd'hui encore notre télévision, qu'elle soit publique ou privée, toutes chaînes confondues, de rediffusion en rediffusion. Si l'on devait décerner un César du cinéma à un parti, à un rassemblement, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir, j'userais de ma faible influence auprès de Georges Cravennie pour qu'il vous fût décerné, monsieur du RPR, et qu'il vous fût remis par votre ami Léotard de Fréjus.

Un détail linguistique mieux qu'un long discours illustrera mon propos. Alain de Chalon, noble baron du régime, protecteur des sœurs, comment croyez-vous qu'il restera

dans ses mémoires ? Par ce monnaie imaginaire qu'il semble porter en permanence ? Par le Frasnay de la Grande Illusion ? Par ce raffinement si caractéristique qui lui permettait de sentir où se trouvaient les champs de pétrole ? Par son œuvre de justice à égale distance de celle d'Alain Peyrefitte et de celle de Robert Badinter (il n'y a pas de raison garder) ? J'en doute. Mais bien plutôt par ces coquetteries et gracieuses chalandonnertes qui égalaient le langage français. Elles sont passées dans notre langue de tous les jours, aussi indestructibles qu'un frigidaire. Vous donnez plus, Toubon, la pierre est et sera votre destin !

2 La propriété est-elle un vol ?

Dans mon quartier, il y a comme partout des maisons, des immeubles qui paient un mine, qu'il faut ravaler et rénover. Ici n'est pas le dessin de la ZAC. Ici ? C'est le nom d'une police d'un Etat de l'Europe de l'Est ! Dans ce quartier, la Ville de Paris est plus à l'affût que les services qu'une entreprise de pompes funèbres. Les morts et les pauvres sont les bienvenus.

On se souvient de César Birocrou. La ville rachète pour des prix dérisoires maisons délabrées et terrains vagues à des indigents pour qu'ils puissent y habiter. C'est le gros lot. Ainsi, peu à peu, on grignote, on tente d'isoler les habitants des maisons en état, on leur fait perdre conscience d'être citoyens et d'empêcher par leur présence, la marche inéluctable des grands ensembles. Les grands ensembles sont parés de toutes les vertus. Ils apporteront avec eux l'emploi, l'essor, la prospérité, le confort, la sécurité, le commerce, la joie ! Ce seront de grands ensembles comme on n'en a jamais eus : humains, avec des espaces verts, des fontaines, des statues, des maisons individuelles s'il le faut, que sais-je ?

M. Toubon ne se contente pas avec les passages égoïstes qui barrent la route du vingt et unième siècle à la France de demain. C'est un philanthrope que notre maire. Dans sa rage de sauver tout le monde par les bienfaits inouïs d'une société libérale aux volées largement déployées dont il a la mode d'emploi dans les pages en couleurs du Figaro-Magazine, et que M. Louis Pauwels, qui a le génie de la vulgarisation, s'est donné le peine de lui résumer entre deux crises de Chateaubriand, il n'a pas les idées qui feraient sa marche : quand le XIII^e pourrait servir d'exemple à tout Paris, devenir une immense HLM sophistiquée, pourquoi s'embarrasser des priorités de chacun ? D'ailleurs, l'Etat dit : « La propriété, c'est le vol ! » Et M. Toubon est être prouhonien quand l'intérêt du bâtiment l'exige.

Toutes ces petites gens, ces petits gens qui n'en finissent pas de danser dans ces cahutes, ces taudis glorieux et de France d'arbres », tout ce monde qui vit dans le fond de son électoral, tous ces diéticiens et ces avocats, ces écrivains, ces ingénieurs en informatique, M. Toubon ne peut plus que leur faire des plaintes,

leurs foutues idées individuelles qu'ils ont arrangées dans leurs arbres, leurs cerises, leurs glycines, leurs lilas, leurs cours plantés de chèvre-feuille, leurs chiens, leurs chats, leurs perroquets, leurs coqs, leurs vaches qui crient et courent en liberté dans ces endroits à l'écart des bagnoles.

Il pouvait s'exprimer en toute liberté, sans perdre des voix. M. Toubon s'exclamerait : « Les maisons, les maisons, il y a des beaux quartiers ça ! » « Mais pas dignes de les habiter puisque vous n'avez pas de raisons pour les rendre privés. » Et c'est vrai : beaucoup de personnes qui habitent dans ces quartiers, si leur appartenance n'aurait pas été d'en faire semblables, ailleurs, si elles en étaient expropriées.

La nouvelle société libérale dans un souci de justice veut à quelque moment rétablir un régime censitaire. De 1816 à 1848, il faut avoir de la fortune pour voter. C'était le bon temps. Ce bon temps peut être rétabli pour l'accès à la propriété. On peut encourager le patronat à embaucher, le gouvernement lui permet désormais de licencier autant de personnes qu'il veut sans autorisation préalable. Pour que les propriétaires soient plus nombreux et plus riches, il serait juste de s'inspirer d'une philosophie libérale. Les maires devraient avoir le pouvoir de détruire sans préavis, sans concertation, les maisons de ceux qui usurpent ce beau titre de propriétaire qu'ils n'ont que les moyens d'habiter sans que les autres ne soient bientôt délogés. Le communisme soviétique n'en fait rien, de communisme par une période transitoire : il n'a pas encore débouché sur cette anarchie responsable dont rêvait Marx. La société libérale, elle aussi, ses contraintes, il faudra peut-être cent ans de Pasqua, d'expropriation, de chômage, d'en arriver à ce type de citoyen maître de lui, imaginaire, créateur d'emplois et de loisirs ne plus savoir qu'en faire. Mais vous pouvez contempler à mille visages M. Léotard, qui est un peu notre vitrine, notre miroir en or de Moscou !

3 Heureux comme un Allemand en France

Ces vertiges idéologiques, ce baume sur vos soucis, je vous encourage à lire le livre de captivité. De Dornedry à l'île d'Oléron, voyage dans la France de 1870 (v.o. : Kriegesgefangene). La trajectoire française de Souvenirs d'un prisonnier de guerre allemand en 1870 est publiée pour la première fois en 1892 chez Perrin. L'actuelle édition, par Alain Gerin, paraît chez Buch et Pêcheur à Strasbourg (éditions Hachette, 75 F). De Theodor Fontane, le Michel Tournier considère comme le plus grand des romanciers allemands du dix-neuvième siècle. C'est un homme plein d'humour et d'enseignement. Fontane est né en 1819 à Neuruppin (dans le district de Potsdam) et il est mort à Berlin en 1898. Il a donc couvert avec beaucoup de lenteur le grand siècle de la littérature européenne. Quelque part, Fontane écrit : « Il n'y a que les prisonniers qui soient libres », boutade que Sartre reprit dans son fameux : « Nous n'avons jamais été aussi libres que sous l'Occupation ! »

EN BREF

Mouvement chefs

Catherine Cornet, chef d'orchestre française de quarante et un ans, vient d'être nommée titulaire de l'Orchestre de Grand-Rapide, dans le Michigan. Elle succède à ce poste à l'Américain d'origine soviétique Symon Bychkov, appelé à la tête de l'Orchestre de Buffalo (New-York). Ancienne élève de la Rue de Madrid, puis de la Juilliard School de New-York, Catherine Cornet avait travaillé auprès de l'Orchestre de Saint-Louis.

Concert pour un puits

Les pianistes Jean-Philippe Colard, François-Joël Thiollier et Marc Laforté, les violonistes et violoncellistes Patrice et Renaud Fontanarosa, le Quatuor Viotti, participent, le 14 juin salle Gaveau, au Gala pour un puits, organisé par l'Action internationale contre la faim et parrainé par l'Institut d'enseignement privé intégrale. Les bénéfices de ce concert permettront de financer un projet de construction d'un puits à Dogon au Mali, d'un montant de 90 000 F.

* Renseignements : Michel Urvil
Tél. : 47-63-74-92.

BANQUE HERVET

Alpha Fnac

A.O.R. **NTR** **LA POSTE** **APPEL**

Printemps du Théâtre, du 2 au 21 juin 1986.

6 spectacles en compétition.

La Demi-Finale : Waterdash, Royal, Lure, Esplanade du Louvre. Du 2 au 8 juin.

Le Septième Tigre du Bengale. Compagnie Extincteur, Théâtre des Bouffes du Nord. Du 4 au 10 juin.

Gnaoua, Théâtre de Hiver, Grande Halle - La Villette. Du 5 au 12 juin.

Homo, Groupe Alarès, Théâtre du Rond-Point. Du 11 au 21 juin.

La Désobéissance. Compagnie B.L. Théâtre de la Ville. Du 11 au 21 juin.

L'Homme aux Farfadets. Compagnie Les Jaloux, Théâtre des Bouffes du Nord. Du 13 au 21 juin.

Renseignements Printemps du Théâtre : 48.87.83.68.

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

LE MONDE - Mercredi 11 juin 1986 - Page 19

VU

Flash foot !

On peut les prendre pour des images du Mondial ou de Roland-Garros, et puis non... L'arbitre qui a jeté une pièce en l'air reçoit un poulet sur la tête ; le gardien qui s'annule entre ses deux poteaux tend un fil et fait sa lessive ; deux joueurs ennemis se mettent à danser le rock... Il y en a comme ça à peu près trois par jour depuis le 24 mai sur TF 1. Trois minuscules flashs qui arrivent sans crier gare, juste après le petit lion de la publicité. Ça dure vingt secondes, pas une de plus (très approximativement, 12 h 20, 18 h 20, 22 heures).

François Guizot et Pierre Dany voulaient au départ monter

un spectacle assez corréatif. Ces deux comédiens très sportifs, qui dépassent 1,80 mètre et pratiquent le foot, l'athlétisme, le ski, le tennis, sont très réservés sur le star-system. Ils s'étonnent du manque d'humour du milieu sportif. Ils n'aiment pas l'argent, ni la violence, ni les manipulations qui entourent les compétitions. Ils ont cherché pendant un an des « sponsors » pour leur pièce satirique, n'en ont pas trouvé, ont eu l'idée de ces petites émissions à la télévision. TF 1 leur en a commandé quatre-vingts pour souligner sa politique sportive à l'occasion du Mondial

(« le monde » le Une... »). Exclusivité pour quinze mois. Pour Guizot et Dany qui ont écrit et joué les sketches, c'est un exercice de style. Il y a un petit sketch dans lequel Jerry Lewis dans ses gecs qui dérapent sur l'asphalte, ou l'attente du TF 1 n'a pas retenu certains scénarios un peu plus cinématographiques touchant au monde des supporters. Restent ces variations sur des gestes très connus de joueurs, ces flashs, sans paroles, mais avec une bande son. Comique de situation, clin d'œil inégal, plutôt gentil, ni complexe, ni ironique.

CATHERINE HUMBLLOT.

Mardi 10 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Les grands écrans de TF 1 : Madame Guy de Maupassant, réalisation C. Santelli. Avec L. Huppert, F. Bérard, R. Van Hool. (rediff.).
22 h 15 Documentaire : le Fruit de vos entraînements. Émission de René Girard et G. Arnaud, réal. G. Ferraro. Deuxième volet d'une enquête courageuse sur un sujet tabou.
h 40 Débat. Avec les professeurs Bergeron, Monnier, Roux, le père de Dussouchin, MM. Vautier, Dalmat.
23 h 55 Journal.
0 h 10 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

18 h 55 Football : Coupe du monde. Bulgarie-Argentine (en direct).
21 h 55 Football : Coupe du monde. Italie-Corée du Sud (en direct).
23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

h 10 Le film de Louis King (1949). L'histoire d'un diable en folie dans les beaux paysages du Colorado.

h 10 Journal.
22 h 30 Émissions régionales.
23 h 10 La clef des images et des tarots.
h 10 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

h 5, Émission, avec Jean de Rosay.

CANAL PLUS

20 h 35, Télé-télégramme par les 5, film de Ph. Clair ; 22 h, Informations ; 23 h 10, Le film de G. Laster ; 23 h 55, Après la répétition, film d'I. Bergman.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamenco Road ; 21 h 25, Série : As-tu ; 22 h 20, Magazine : Jonathan.

TV 6

NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : la chirurgie esthétique.
h 30 L'actualité de la chanson.
h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert (en direct du Théâtre Sorano) : Concerto en la mineur pour deux violons, de Vivaldi ; Rondo en la majeur pour violon et orchestre à cordes, de Schubert ; Casanova en sol majeur, de Haydn ; Sérénade n° 5 en ré mineur, de Mozart, par l'Orchestre régional d'Alsace.
23 h 5 Les solistes de France-Musique.

Mercredi 11 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

h 10 Football : Coupe du monde. Mexique-Paraguay (en direct). A 20 h 40, tirage du Loto pendant le mi-temps.
h 50 Journal.
h 10 Football : Coupe du monde. Mexique-Irak (en direct).
h 35 Performances. Magazine d'actualité culturelle de Michel Cardone. Invité : la chanteuse italienne Giovanna Marini, qui a écrit une cantate pour le basilique Saint-Denis, au son de l'orgue. (Michel Enaudeau a rencontré un archéologue spécialiste dans la préhistoire néolithique) ; Histoire sans paroles ; Un destin peut remplacer un article : Rock en tulle, après la peinture, rencontre avec un groupe de rock en prison ; L'agenda et la minute rétro.
0 h 5 C'est à lire. Avec Rosaline Kraus (Explosante Fixe) et David. Sous réserve.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Variétés : Le grand équilibriste. Émission de Jacques Chancel. Invité : Barbara Hendricks.
23 h 55 Journal.
23 h 55 Football : Coupe du monde. Pologne-Angleterre (en direct).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 10 Magazine : Au nom de l'amour (et 22 h 50). Émission de Pierre Ballemaire. Vingt-cinquième anniversaire d'Amnesty International.
21 h 35 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. « Balade pour le thon blanc ».
22 h 20 Journal.
h 10 Cinéma : les Jaccoudes. Film français de Jean-Daniel Pillault (1982), avec D. Lacharrière, M.-A. Thén, M. de Jonge. Une fille de dix-neuf ans, arrivant de province, va loger, à Paris, chez l'ami d'une ancienne camarade de classe. L'union de deux solitudes, dans les chambrées et les

réconciliations, une amie qui ne va pas sans meurtrissures, deux vraies jeunes femmes des années 80 et les problèmes d'une société en crise. Un premier long métrage.

0 h 30 La clé des images et des tarots.
0 h 40 Prélude à la nuit.

La nuit, un film par l'Orchestre philharmonique italien, de Gianluigi.

CANAL PLUS

21 h, Assaut, film de J. Carpenter ; 22 h 25, Informations ; 22 h 35, Le Trévise, film de F. Zeffirelli ; 0 h 20, Un assassin qui passe, film de M. Vianey ; 2 h, Série : le Tiroir secret, de D. Thompson (n° 6 et fin, rediff.).

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamenco Road (et à 0 h 10) ; 21 h 25, Série : As-tu ; 22 h 20, Magazine : Jonathan ; Big Bang, présenté par Alexandre Baloud. Les chaînes alimentaires ; cartographie informatisée ; reconstitution des accidents sans témoin ; chorégraphie et athlétisme ; l'ordinateur au théâtre ; recyclage des déchets au Japon ; recyclage des eaux usées au Colorado ; 23 h 10 20-20 h 55, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour aller dire : forum de poésie de Naples.
21 h 30 Performances : acrobates musicales ; Magazines, de Miroglio, Histoire du soldat, de Stravinski.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

21 h Concert (en direct du Théâtre Sorano) : Sérénade n° 1, de Mozart ; Menuet n° 3, de Schubert ; Bagatelles, n° 26, de Beethoven ; La nuit transfigurée, n° 4, de Schumann, par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, premier violon et direction G. Arnaud.
23 h Spectacle, un film de Café des idées avec Richard Calais Quartet, le groupe Toboggan.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 10 juin à 0 heure et le mercredi 11 juin à minuit :

Les hautes pressions se sont affaiblies sur l'Europe occidentale laissant pénétrer une perturbation qui a traversé toute la France. Elle sera suivie d'une autre moins active.

Mardi, des résidus nuageux et orageux le matin près des frontières de l'Est sur la côte méditerranéenne et sur les Pyrénées. Une nouvelle zone nuageuse sur la Bretagne où il y aura des orages locaux. Sur les autres régions temps bien dégagé et ensoleillé.

Les températures minimales de 9 à 10 degrés sur le Nord-Ouest et localement dans le Centre seront comprises entre 11 et 13 degrés sur la plus grande partie du pays.

Dans la journée les nuages vont gagner la moitié ouest donnant occasion de courtes averses très locales. Sur la moitié est, le beau temps se rétablira la journée sera bien ensoleillée après l'élimination des derniers résidus orageux. Le vent d'ouest sera assez fort en Manche, modéré sur la majeure partie du pays. Les températures maximales atteindront 16 à 17 degrés sur l'Ouest et près de la Manche, 19 à 22 degrés sur une grande partie du pays et 23 à 27 degrés au quart sud-est.

Évolution prévue jusqu'au dimanche 15 juin :

Une dorsale se développera sur les îles Britanniques et la France à partir de jeudi et se renforcera dimanche. Ainsi, le contrastant porteur sera rejeté sur l'Europe septentrionale.

Vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 juin : Le temps sera en général bien ensoleillé et le mistral persistera. Les températures seront en hausse de 1 à 2 degrés chaque jour.

EN BREF CONCOURS

JOURNALISTE - REPORTER

Épreuve d'entrée au Centre universitaire d'enseignement du journalisme de Strasbourg pour l'écrit et le parlé à partir du 18 septembre 1986. Les 8 et 9 septembre pour l'écrit et le parlé à partir du 18 septembre 1986. Une épreuve de journalisme-reporter d'image formant au métier de journaliste et reporter sera organisée en section générale. Les épreuves d'inscription doivent être demandées à partir du 15 juin et retournées avant le 31 juillet. Les concours sont réservés aux étudiants de DEUG ou d'un diplôme équivalent. CUEJ, rue Schiller, Strasbourg. Tél. : 33-3-88-11-11.

EXPOSITION

ARTISANS DU FEU DE BENGALÉ.

« Le feu de l'Inde et de l'Asie » jusqu'au 11 juin une exposition-vente d'œuvres d'art aux arts du feu de Bengale, à l'Union du Bastar, un Inde indienne tribale, animaux, lampes à huile, bijoux, objets de tous les objets quotidiens, pièces de fabrication millénaire. Chaque pièce est unique (à partir de 200 F). « Le feu de l'Inde et de l'Asie », 15, rue de la Harpe, Paris. Tél. : 33-1-40-33-33. Du vendredi de 10 heures à 19 heures, le samedi de 10 heures à 18 heures.

HANDICAPÉS

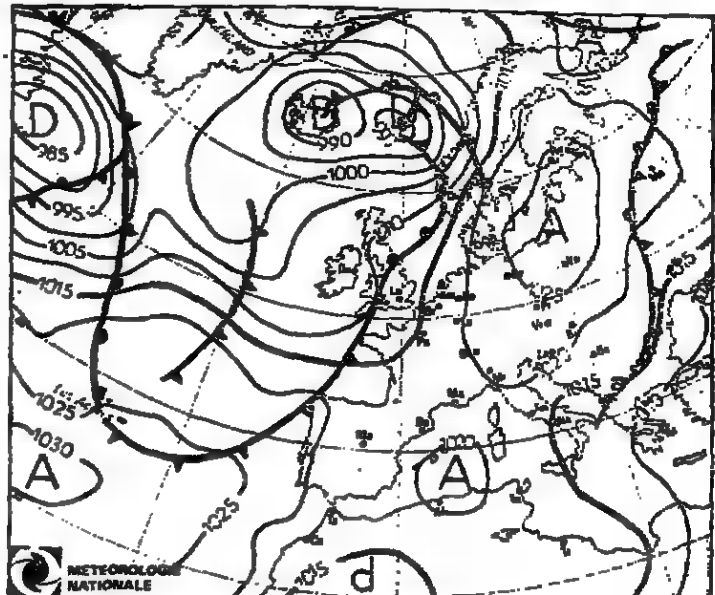
RÉADAPTATION. - Un guide recensant les établissements spécialisés qui assurent des formations professionnelles pour les adultes handicapés vient d'être publié par l'ONISEP (collection « Réadaptation »). Ce guide ne concerne pas les personnes souffrant de déficiences intellectuelles et physiques mais bien les personnes souffrant de déficiences sensorielles et dont le handicap est stabilisé. Pour chaque établissement sont indiquées les conditions d'admission, les principales déficiences admises et le détail des sections professionnelles.

Adultes handicapés : formation professionnelle. Établissements, Réviser 1986, Prix : 31 F. Code 3 P 099. Disponible à l'ONISEP, diffusion 75635 Code 13. On peut aussi consulter cette brochure dans les centres : l'ONISEP et d'orientation.

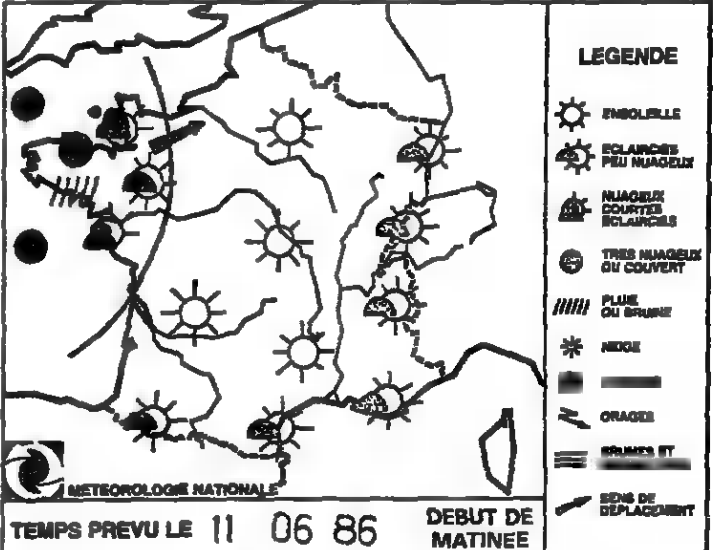
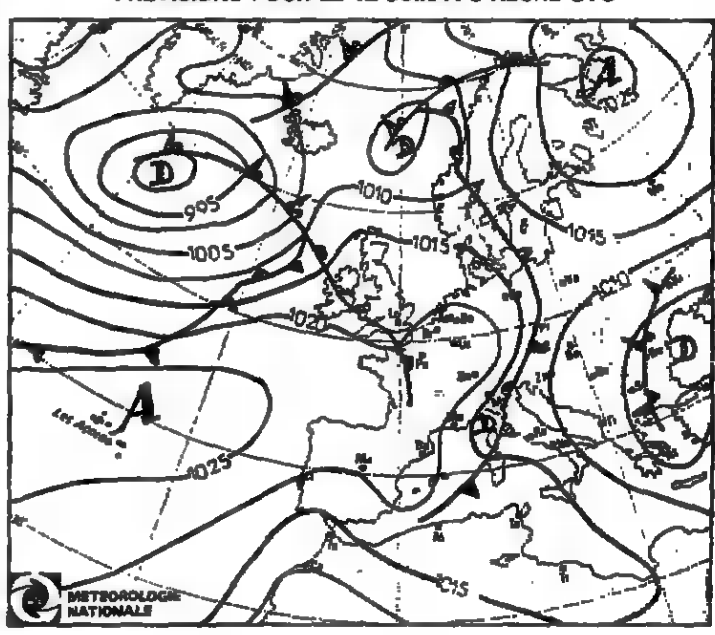
FORMATION

HERBORISTÈRE. - L'Association pour la formation à l'herboristerie organise pour l'année 1987 un enseignement à domicile formation préparatoire à l'herboristerie. Les études durent deux ans. La première année comporte des cours de botanique, d'anatomie-physiologie humaine et de chimie fondamentale. Deux formules sont proposées : un cours avec exercices et corrigés (2300 F), un cours sans exercices ni correction (1700 F). L'herboristerie, La Sagittaire C, 4, rue Jomigaud - 75015 Paris.

SITUATION LE 10 JUIN 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUIN 0 HEURE UTC



TEMPÉRATURES			maxima - minima		- temps observé		
FRANCE							
ANGERS	22	11	N	TOULON	26	13	N
BARCELONE	28	15	N	TORRENT	26	12	S
BONNEVILLE	27	13	C	FOURNE-A-FITRE			
BREST	25	11	S	ÉTRANGER			
CAEN	24	12	C	ALGER	26	10	S
CHERBOURG	23	13	C	AMSTERDAM	22	10	S
CLERMONT-FERR.	24	12	S	ATHÈNES	22	19	C
DIJON	23	10	S	BANGKOK	35	28	S
GRENOBLE	24	12	S	BARCELONE	22	12	S
LILLE	25	14	S	BELGRADE	22	15	S
LIMOGES	24	13	S	BEIRUT	31	16	S
LYON	23	11	S	BRUXELLES	23	14	S
MANCHESTER	24	13	S	LE CAIRE	37	26	S
NANCY	23	9	S	COPENHAGUE	16	11	N
NANTES	24	12	S	PARIS	25	14	S
NICE	23	17	S	DELHI	43	29	S
PARIS-MONT.	25	14	S	DEHRADUN	25	15	S
PAU	27	13	C	GENÈVE	25	13	S
PERPIGNAN	24	13	C	HONGKONG	32	24	S
RENNES	23	11	S	ISTANBUL	27	19	C
STRASBOURG	25	14	S	JERUSALEM	27	30	S
				LES ANDES	25	14	S
				LONDRES	18	12	C
LOS ANGELES	26	16	N	S			
LUXEMBOURG	21	12	S				
MADRID	30	13	S				
MARSEILLE	30	18	C				
MEXICO	28	14	P				
MILAN	26	18	N				
MONTREAL	27	10	S				
MOSCOW	27	17	S				
NARROW	34	13	S				
NEW YORK	31	16	S				
OSLO	15	12	P				
PALM-DE-MAL	34	8	S				
PEKIN	33	21	S				
RIO-DE-JANEIRO	24	24	S				
ROME	28	12	S				
SINGAPORE	31	27	C				
STOCKHOLM	16	7	N				
SYDNEY	16	9	C				
TOKYO	27	19	C				
TUNIS	23	15	S				
VALENCE	30	10	S				
VIENNE	22	12	S				

(Document n° 1 - support technique spécial de la Météorologie)

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

GALERIE LEIF STÄHLE
Cour Delépine
37, rue de Charonne 75011 Paris - Tél. 48.07.24.78
OLIVIER DEBRÉ
ENCRE DE CHINE
DU 21 MAI AU 12 JUILLET 1986

GRAND PALAIS 24 JUIN
COMPARAISON
ART ACTUEL
PEINTURE ARABE CONTEMPORAINE
FRANCE-JAPON
avec cette annonce PRIX RÉDUIT : 15 F. (au lieu de 25 F.)

RESULTATS COMPLETS N° 41
LOTTO SPORTIF
NOMBRE DE JEUX GAGNANTS : 1
RAPPORT PAR 50 GAGNANT : 5 344 575,00 F
15 bons résultats : 20 267 225,00 F
14 bons résultats : 387 13 810,00 F
13 bons résultats : 4 125 1 295,00 F
Bons résultats aux 7 Numéros de la Chance : 156 706 15,00 F
Tirage des 7 Numéros de la Chance : du Dimanche 8 Juin 1986 : 1 2 4 9 11 13 14

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

INGENIEURS LOGICIEL Venez là où souffle le génie bureautique

Nous sommes un groupe de premier plan présent dans 60 pays avec un C.A. supérieur à 3 milliards de francs en 1985 ; notre vocation : la communication d'entreprise. Notre développement international nous amène à renforcer en permanence nos équipes par de jeunes talents prêts à innover et à entreprendre.

SPECIALISTES NOYAUX GRAPHIQUES

Expérimentés dans la réalisation de systèmes graphiques sur micro, vous avez une bonne connaissance des normes standards ou de fait (GKS, VDI, WINDOW...) ainsi qu'en MS-DOS, UNIX. Réf. MNG

SPECIALISTES EN BASES DE DONNEES

Ayant déjà réalisé des systèmes de gestion de fichiers de base de données sur micro, vous maîtrisez MS-DOS, UNIX nécessaires. Réf. MBD

SPECIALISTES EN TRAITEMENT DE TEXTE

Ayant déjà réalisé des traitements de texte avec graphique intégré, ils ont une bonne connaissance des normes de structures de documents ainsi que de MS-DOS, UNIX, langage C. Réf. MTT

SPECIALISTES DES PROTOCOLES EN COMMUNICATION

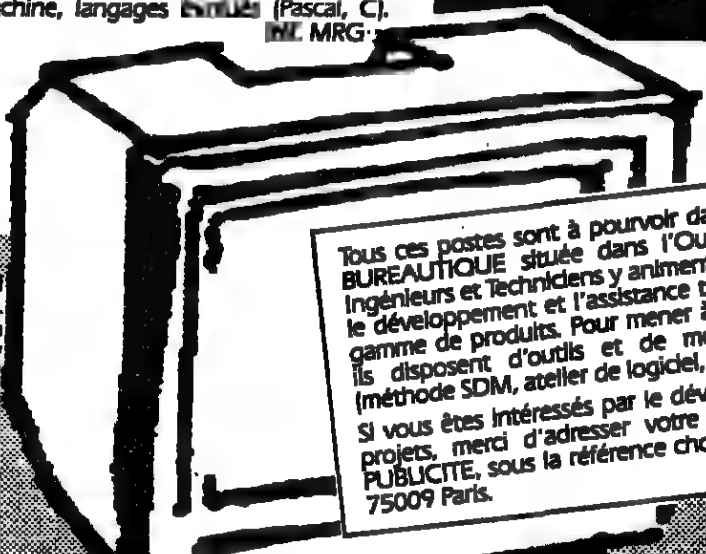
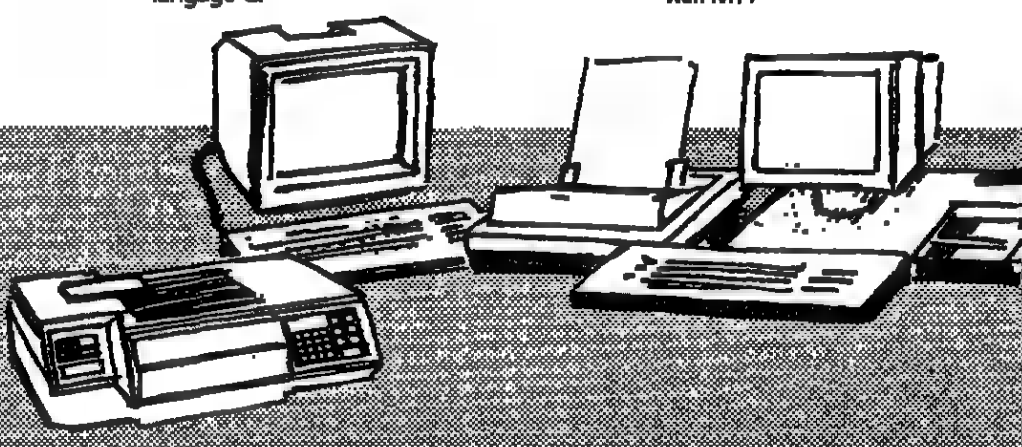
Maîtrisant des connaissances en normes OSI ou TELETEX, en langage de haut niveau (Pascal, C) liées à des compétences temps réel. Réf. MPC

RESPONSABLES DE GROUPE : DE DEVELOPPEMENT PROJET

Possédant l'expérience nécessaire à la conception et au développement de projets temps réel utilisant un noyau O.S. Connaissances requises dans les domaines de gestion de fichiers, traitement de l'image avec analyse et synthèse, dialogue homme-machine, langages évolués (Pascal, C). Réf. MRG

JEUNES DIPLOMÉS

De nombreuses opportunités pour vous dans notre Division BUREAUTIQUE, créative, et implique des responsabilités dans un travail de pointe en dimension internationale : un environnement stimulant. Réf. MJD



Tous ces postes sont à pourvoir dans notre Division BUREAUTIQUE située dans l'Ouest parisien. 200 ingénieurs et techniciens y animent déjà la recherche, le développement et l'assistance technique de notre gamme de produits. Pour mener à bien leur mission, ils disposent d'outils et de moyens performants (méthode SDM, atelier de logiciel, CAO...). Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets, merci d'adresser votre CV détaillé à A.S. PUBLICITE, sous la référence choisie, 3, rue de Liège 75009 Paris.



UNE REUSSITE QUI PART DU TERRAIN

ASCINTER OTIS, filiale française du groupe international OTIS, est leader sur son marché. Plus de 5000 personnes conçoivent, fabriquent, installent et maintiennent la maintenance d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques pour 30 millions d'utilisateurs par jour ; une longue tradition à laquelle nous associons des personnalités performantes et nos multiples savoir-faire.

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES : nous sommes commerciaux, débutants ou possédant une première expérience, nous sommes sur le terrain, à l'écoute des responsabilités d'ingénieur ou de technicien en production qu'OTIS vous propose d'acquiescer en commençant vos responsabilités dans l'entreprise : sa culture, ses moyens, ses objectifs. Si comme nous, vous voulez prendre votre avenir en main, adressez votre candidature sous réf. MTT à Jean-Claude Nolou, ASCINTER OTIS 141, Saussure, BP 728, 76822 Fécamp 17.



Un des premiers groupes privés français d'assurances collectives et individuelles recherche :

INGENIEURS DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles : CENTRALES, MINES, SUPELEC, pour le développement d'applications informatiques de haut niveau.

Notre maîtrise des techniques avancées dans le traitement de l'information et l'utilisation d'un matériel informatique important (ordinateurs 3081 - 3083, réseau de + de 800 terminaux), offre aux ingénieurs dynamiques la garantie d'une évolution rapide dans un environnement enrichissant. Pour nous rejoindre dans le SUD DE LA FRANCE.

Envoyer lettre manuscrite et photo sous référence 1000 à : Organisation Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

CIMSA SINTRA

CARRIÈRE NON STOP EN TEMPS REEL

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(ESE - ENSEEIHT - ENSTA - IDN - ISEP - ISEN)

passionnés d'informatique, vous êtes créatifs, ambitieux et vous souhaitez évoluer dans un contexte professionnel dynamique et tourné vers le futur.

CIMSA SINTRA, dans le cadre de sa forte expansion, vous offre cette opportunité.

Le département TEV, chargé des études Développement et Réalisation des équipements et sous-systèmes de visualisation informatique, conduit de nombreux projets à vocation civile et militaire.

Au sein de notre nouvelle implantation de COLOMBES, entièrement moderne et fonctionnelle, vous vous intégrez à nos équipes d'études.

Dans un environnement UNIX vous participerez au développement de projets logiciels et/ou matériels. Des responsabilités opérationnelles vous seront confiées immédiatement.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant réf. 91051/LM à M.D. GEVAERT - CIMSA SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIÈRES.

THOMSON-CSF

مركز الدراسات

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

Nous sommes un vaste groupe diversifié, opérant sur de nombreux sites, en France comme à l'étranger, et cherchons (réf. 4784 LM)

un cadre débutant dans la fonction personnel

Venez prendre progressivement en charge tous les aspects de la fonction : recrutements, contrats de travail, rémunérations, analyses de carrières, relations syndicales, et conseiller efficacement nos dirigeants dans la gestion de leurs ressources humaines.

Nous vous proposons plusieurs mois de formation et la possibilité d'évoluer rapidement, soit au sein d'une de nos filiales comme adjoint au chef de personnel.

Notre consultante, A. DANIEL, vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Un des premiers groupes privés français d'assurances collectives et individuelles recherche :

Ingénieurs

DEBUTANTS INPG, ENSI, INSA...

pour le développement d'applications informatiques de haut niveau.

Notre maîtrise des techniques avancées dans le traitement de l'information et d'un réseau informatique important (ordinateurs IBM - ICL, réseau de + de 800 terminaux), offre aux candidats dynamiques la garantie d'une évolution rapide dans un environnement stimulant.

Postes à pourvoir dans le SUD DE LA FRANCE

Envoyer lettre manuscrite et photo sous réf. 1019 à :

Organisation et Publiité

2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

A la pointe de la compétition

Jeunes ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles, vous avez une formation de haut niveau. Vous recherchez une activité qui vous permette d'appliquer vos connaissances et de participer à des projets d'avant-garde. Rejoignez l'une de nos équipes et venez mettre en œuvre, grâce à nos moyens importants, des projets ambitieux :

- conception des systèmes d'armes,
- électromagnétiques et infrarouges,
- guidage inertiel, gyroscopes,
- calculateurs à temps réel,
- reconnaissance formes,
- micro-électronique hybride,
- CAO, finis,
- informatique scientifique temps réel,
- télémétrie.



aerospatiale

DIVISION ENGINES TACTIQUES

Merci d'adresser votre CV à : Aerospatiale, Division Engins Tactiques, Service Relations - Formation, 2 rue Béranger, BP 84, 91222 Châtenay-Malabry cedex.

NÉGOCIEZ LE VIRAGE DE VOTRE CARRIÈRE

Nous recherchons des ingénieurs pour la qualité de nos équipements et produits. Nous offrons une formation à nos collaborateurs, nous dynamisons nos équipes. Pneumatiques des :

DEBUTANTS ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT + si possible une première expérience dans une fonction similaire

INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT

Vous définirez les spécifications des pneumatiques, suivrez en liaison avec tous les services de la société, le produit de sa conception à sa mise en production. Vos connaissances en matière de CAO vous rendront immédiatement opérationnel. Poste à pourvoir à MONTLUÇON - réf. LEZ/1

INGENIEUR MESURES ET ESSAIS

Vous effectuerez essentiellement en laboratoire les mesures sur pneumatiques, participerez à la mise au point des machines et équipements nouveaux. Poste à pourvoir à MONTLUÇON - réf. IME/2

INGENIEUR DE PRODUCTION

Vous serez responsable d'un atelier de montage des pneumatiques. Vous serez en liaison avec le Chef de production et vous aurez la responsabilité d'un secteur de fabrication des pneumatiques. Poste à pourvoir à AMIENS - réf. IP/3

DEBUTANT ESE - ENSERG ou EQUIVALENT + si possible une première expérience dans une fonction similaire

INGENIEUR ELECTRICIEN AUTOMATICIEN

Vous serez responsable de la maintenance des automatismes, participerez à l'étude et à la définition des équipements, en réglez dans le domaine de compétence les problèmes liés au fonctionnement de ces équipements.

Vous serez en liaison avec les techniciens et professionnels qui vous sauront bon conseil et vous garantiront de la qualité et de la maintenance de ces équipements. Poste à pourvoir à MONTLUÇON - réf. IME/2

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et photo) en précisant la réf. du poste choisi à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel 62, rue Camille Desmoulins, BP 41 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

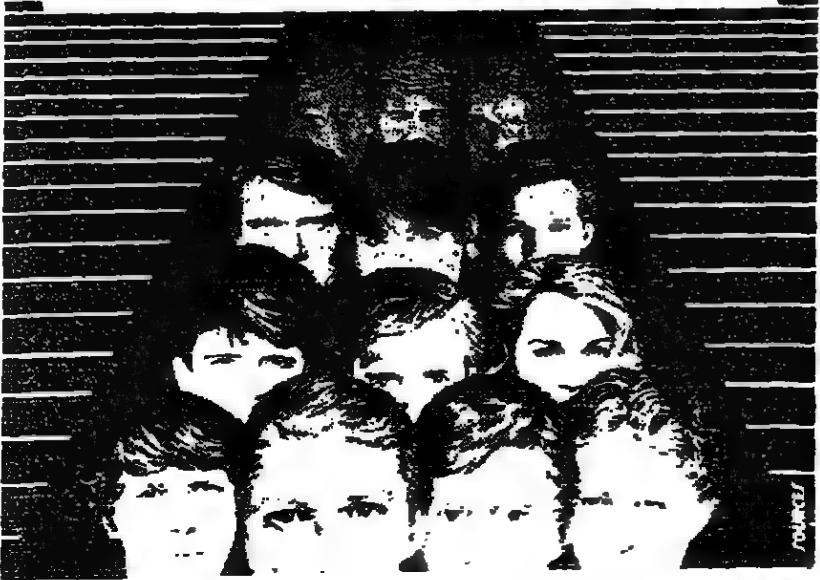


DUNLOP FRANCE

INGENIEURS GRANDES ECOLES VIVEZ

L'énergie créative
ci

Imagination, rigueur, expérience, trois composantes de la créativité CGI : Leader européen du logiciel, présent dans tous les domaines informatiques. Chaque année des diplômés de haut niveau rejoignent CGI, le plus court chemin vers des responsabilités à leur mesure. Formés aux méthodes originales CGI, ces diplômés deviennent des généralistes complets évoluant à travers un large éventail de métiers : Consultant, Ingénieur-Système, Chercheur-Réalisateur, Formateur, Ingénieur technico-commercial, Concepteur de produits nouveaux... IMPLANTATIONS : Barcelone, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New-York, Paris, Tours, Turin, Washington. Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. DJV-06 à Mme Jamet, Compagnie Générale d'Informatique, 84 rue de Grenelle, 75007 Paris.



MOTOROLA DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

Manager en 5 ans, le défi Motorola.

MOTOROLA l'un des géants de l'électronique emploie aujourd'hui plus de 88000 personnes dans le monde, 50 000 réparties dans 150 pays, dont la France. Toulouse, Angers, Evry et Paris, fabriquent des semi-conducteurs, des microprocesseurs et des systèmes électroniques pour les communications, l'informatique, l'électronique de puissance, l'espace.

En France, Motorola a créé une famille de microprocesseurs 16/32 bits que l'on trouve dans la plupart des systèmes produits par les plus grands utilisateurs.

INGENIEURS DIPLOMES ELECTRONIQUE,

possibilité offerte

AUX JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, SUP DE CO.

Pour soutenir notre expansion et notre taux de croissance, nous sommes prêts à investir, à parier sur votre avenir, votre potentiel, votre polyvalence si vous avez le sens des responsabilités, de la négociation et surtout de l'engagement personnel.

Nous vous proposons de vous former et d'intégrer pendant 2 ans à la vie des différentes unités, en fonctionnel qu'en opérationnel, à Paris, en région, à l'étranger; l'objectif à terme : un poste de manager là où vous serez le plus utile.

Pour un premier contact merci d'adresser votre candidature : CV, photo, prétentions à C. LEROLLE, MOTOROLA, 2, Avenue Auguste Comte - BP 39 - 92173 Vanves Cedex.

D'autres opportunités
INGENIEURS D'APPLICATION
SYSTEMES ET MICRO
SYSTEME EN B.E.
INGENIEURS COMMERCIAUX
GRANDS COMPTES
2/3 ans d'expérience

DEBUTANTS

STUP
EEL

UNES INGENIEURS
GRANDES ECOLES

THOMSON

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS

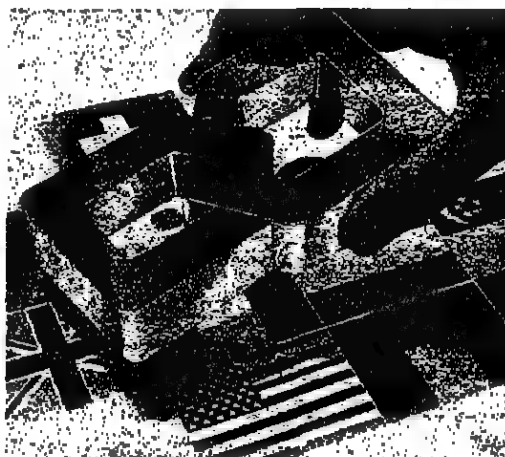
Mieux qu'un métier, un avenir.

Pour exprimer pleinement vos possibilités professionnelles, vous avez besoin d'une entreprise dynamique à la pointe du progrès technique.



Le CIC Paris a besoin de votre volonté d'entreprendre. Dans le monde bancaire de demain, les jeunes diplômé(e)s Grandes Ecoles (Commerciales ou Scientifiques) joueront un rôle primordial dans le développement et l'évolution de la relation clientèle, en France et à l'étranger.

Envoyez votre candidature détaillée au CIC Paris, à l'attention de Pierre Ginestel, Département des Ressources Humaines, 66 rue de la Victoire, 75009 PARIS.



PARIS ET ETAMPES

Jeunes diplômé(e)s SCIENCES ECO. + DECS

À l'Crédit Agricole : nous avons le soubord permanent d'un service toujours meilleur à la clientèle, ainsi nous recherchons dans un secteur en plein développement de JEUNES DIPLOMÉS SCIENCES ECO. + DECS. Vous aurez la responsabilité de l'étude des dossiers de prêts aux entreprises. Cette mission implique : une grande rigueur étayée par une solide formation comptable ; une bonne aisance rédactionnelle nécessaire à la présentation de ces dossiers ; de réelles qualités de contact, qu'il s'agisse de vos relations commerciales avec les entreprises ou de vos relations fonctionnelles avec le réseau d'agences. Cette fonction formatrice et diversifiée vous permettra de mettre en valeur votre potentiel et d'accéder à des responsabilités accrues. Merci d'adresser votre candidature sous référence JDM, au Crédit Agricole, 26 quai de la Rapée 75012 Paris.

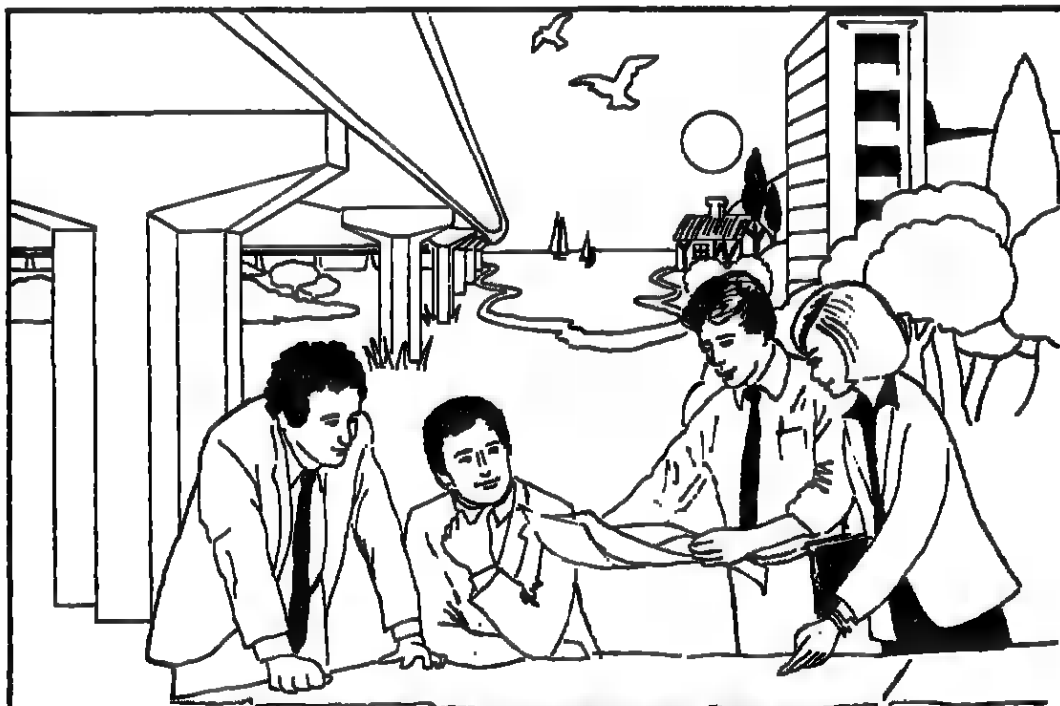


Jeune diplômé ESC ou équivalent

Voire formation vous permettra d'intégrer un groupe industriel ou international dans un domaine à haute technologie qui vous permettra de prendre rapidement des responsabilités. Au sein de notre Direction Affaires Sociales, vous prendrez en charge les opérations dans l'un des départements : Gestion provisionnelle et recrutement, communication interne, relations sociales, Formation et administration personnel. Vous serez géographiquement, votre ouverture d'esprit, votre créativité et vos ambitions vous poussent à choisir.

Les affaires sociales pour évoluer

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence JDM, à Media System, 2 rue de la Tour des Dames 75009 Paris.



LA CHANCE D'ENTREPRENDRE

Pas besoin d'être bien placé pour cela. À Rouen, Le Havre, Cherbourg, Caen, Amiens... Prendre rapidement la responsabilité, décider, mesurer ses responsabilités, c'est le privilège du Génie Civil et du Bâtiment, où chaque chantier fonctionne comme une entreprise.

JEUNE DIPLOME(E) GRANDE ECOLE D'INGENIEUR VOUS SOUHAITEZ VOUS REALISER DANS UN ENVIRONNEMENT STIMULANT.

Filiale d'un groupe leader, nous sommes en pleine expansion. Notre volonté de développement est d'expansion s'appuie sur un haut niveau de performance et d'innovation technique, que sur une informatisation maîtrisée.

Enfin notre taille humaine nous permet de privilégier l'intégration et la formation de nos collaborateurs. Nous vous proposons des postes en travaux, commercial et dans d'autres filières. Alors saisissez avec nous la chance d'entreprendre...

Et écrivez-nous : Direction des Ressources Humaines - QUILLE - Le Hastings - 2, mail Pélissier - B.P. 1048 76115 ROUEN



GRUPE BOUYGUES

REUSSIR ENSEMBLE

La ressource humaine : une filière à part entière dans cette entreprise high tech

Adjoint du chef du personnel vous travaillez dans un service de 10 personnes, partie prenante du management de l'entreprise. Diplômé de l'enseignement supérieur, la tête bien faite, vous parlez vraiment anglais. Un environnement et la culture technique vous attirent : c'est nécessaire car vous serez un relais de communication interne. La formation, les groupes d'expression, le journal interne, la commission formation... terrain de prédilection. Vous analyserez et synthétiserez vite, vous n'avez pas peur d'émettre et de recevoir des idées novatrices, vous intégrerez à l'ouest de Paris une multinationale de l'électronique professionnelle au potentiel prometteur et la réussite incontestable. Adressez CV, photo, salaire souhaité à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège, 75008 Paris.

SOCAM

Filiale autonome (100 personnes) du Groupe SAINT-GOBAIN. Production de compteurs d'eau domestiques en grande série et d'appareils de mesure et de détection.

LYON

Ingénieur A & M débutant

destiné à animer les services techniques

Vous prendrez en charge la mise en fabrication de deux produits nouveaux : définition des équipements et outillages, relations avec les fournisseurs d'équipements et sous-traitants, relations avec le service commercial. Parallèlement, vous repêchez les gains de productivité possibles pour l'existant et participerez à la définition d'un plan d'investissement.

Progressivement, vous aurez aussi des relations techniques avec les clients pour répondre à leurs questions concernant le comptage et la gestion des réseaux de distribution d'eau. Vous aurez un environnement varié, entouré de personnes compétentes.

Envoyez votre candidature à Gérard SCHNEIDER, qui vous assure discrétion. ZIM.

SCHNEIDER RECRUTEMENT

55 montée Choulons 69323 Lyon Cédex 05.

ARCOREM

مكتبة من رصاص

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

A LA MESURE...

de vos ambitions

Depuis plus de trente ans nous cultivons avec soin l'image de marque : produits, pointe, qualité du service. Spécialistes du crédit, aux professionnels comme aux particuliers, prenons une place toujours grandissante sur les marchés financiers. Nous recherchons aujourd'hui de jeunes "personnalités", plusieurs cadres, fort potentiel, d'une grande capacité d'analyse qui soient... à la hauteur de leur ambition.

CARRIÈRES COMMERCIALES

HEC, ESSEC, Sup de Co, débutants dotés d'un réel potentiel. Pour le présent et pour l'avenir.

CARRIÈRES FINANCIÈRES

Sup. de Co + DECS pour la comptabilité, ou BAC + 4 spécialisation mathématiques financières pour la finance pure, les études, débutants dans les deux cas.

CARRIÈRES INFORMATIQUES

Ingenieurs E.S.C., possédant 3 ans d'expérience en exploitation informatique.

Banque La Henin - Service Recrutement

16, rue de la Ville l'Evêque - 59000 LILLE



BANQUE LA HENIN

Banque-orchestre de l'immobilier

Jeunes Diplômé(e)s
Grandes Ecoles

Nous ferons de vous des « hommes et des femmes d'affaires »

C'est l'envergure qu'il faut à nos ingénieurs commerciaux pour être les conseils des directions générales d'entreprises qui nous font confiance.

Car les solutions informatiques que nous leur vendons pour améliorer leur productivité sont les clefs de leur compétitivité et de leur avenir.

Vous bâtirez votre réussite sur vos compétences, votre rigueur intellectuelle mais aussi sur vos capacités d'innovation.

Digital vous consacrera 10 mois de formation pour commencer, avant que nos affaires deviennent... votre affaire.

ESSEC - HEC - Sup de Co - Arts et Métiers - Centrale - IEP - Mines - Supélec - Télécom - X.

Ecrivez à Marie-Claire SAN QUIRCE, sous référence MON 213, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

DES HOMMES D'AUJOURD'HUI POUR LA TECHNOLOGIE DE DEMAIN

Le Département Radars, Thomson-CSF a (un objectif) : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

Dans l'industrie de Haute Technologie Aéronautique, nous souhaitons intégrer pour nos postes d'avenir :

UN INGÉNIEUR QUALITÉ/FIABILITÉ

- Vous aurez à assurer la qualité des affaires qui vous seront confiées.
- Vous réaliserez les examens critiques des équipements à tous les stades de leur vie (étude, production, exploitation).
- Vous serez en contact avec : les utilisateurs, les clients, les spécialistes technologiques, les services de production et d'études.

De formation Grande Ecole, votre expérience, vos connaissances technologiques, votre sens des contacts humains vous désignent pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre société. (Réf. 91050/M1)

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous êtes attirés par les domaines suivants :

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES

- Circuits sous-ensembles de signal en laboratoires.
- Conception de circuits intégrés : hyper-féquences en micro-électronique.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS

- Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéronautiques, maîtrise d'œuvre de projets industriels.
- Etudes théoriques, projets, prospectives, simulations, de faisabilité.
- Définition, mises au point, essais au sol et en vol.
- Modélisation, calcul scientifique.

De formation Université (ESE, ENST, Sup'Aéro, ENSTA, ENSI...), vous désirez développer vos compétences dans un domaine dynamique et exigeant. (Réf. 91050/M2)

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste qui vous intéresse à Madeleine GUIGUES-THOMSON-CSF - Service Personnel - avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF CEDEX.



THOMSON-CSF
DIVISION AVIONIQUE

ORGANISME PROFESSIONNEL IMPORTANT,
nous recherchons pour renforcer structure actuelle

JURISTE

DESS - DEA

220.000 +

Vous quelques années d'expérience en Entreprise Cabinet de préférence une affaire, droit bancaire. Au d'une équipe jeune et haut niveau, plus spécialement chargé d'assurer la préparation, l'animation le suivi de commissions et réunions techniques consacrées aux problèmes de la profession. Vous en rapport quotidien avec les adhérents dont serez conseil les questions de réglementation. De bonnes qualités rédactionnelles nécessaires. Votre bonnel permettra de faire reconnaître l'appréciation dans rôle conseil. Ce poste à pourvoir à Paris. Merci d'adresser dossier référence 902M à notre conseil qui traitera votre candidature avec la plus grande confidentialité.

JFD conseil

102, rue ALFRED HERREN 75017 PARIS.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE GESTION ET DE
PROMOTION IMMOBILIERE SITUÉ ILE DE FRANCE

offre à un(e) jeune
E.S.C. ou équivalent

ayant 2 années d'expérience professionnelle acquise si possible en
organisme collecteur du 1% patronal d'aide au logement le poste de :

CHARGE D'ETUDES 10%

Après avoir acquis une parfaite connaissance des contraintes juridiques et réglementaires comme du champ de prospection offert, vous développerez et mettrez en œuvre les outils de promotion et de gestion correspondants. C'est ainsi que, par la mise en relation avec les C.I.L., les entreprises et les collectivités locales, vous assurerez le développement de la collecte du 1%.

Cette création de poste au sein d'un organisme en pleine expansion représente une opportunité riche d'avenir pour une forte personnalité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/ref. 86-34 à notre conseil qui vous garantira totale confidentialité.

FRANÇOIS REBOUD & CIE - CONSEILS EN RECRUTEMENT - rue Thiers - 51100 REIMS

LUNDI 16 JUIN

LECTEURS ET ANNONCEURS

Afin faciliter la consultation d'offres d'emploi.
A partir du LUNDI 16 JUIN, nous vous donnons rendez-vous chaque semaine de différentes rubriques :

LE LUNDI :

- La rubrique générale
- « LE MONDE DES CADRES »
- et la rubrique ciblée sur
- « L'UNIVERS DE LA GESTION »

LE MARDI :

- Accompagnée par un thème rédactionnel hebdomadaire
- rubrique
- « SECTEURS DE POINTE »
- suivie de la rubrique générale
- « LE MONDE DES CADRES »
- et enfin
- « LES EMPLOIS INTERNATIONAUX »

Pour tous renseignements complémentaires

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.
Téléphone : 45-55-91-82.

SECTEURS DE POINTE

FORMATION

Ordinateurs obligatoires à « Sup de Co » Bordeaux

Le directeur de cette école de commerce souhaite faire de l'informatique un « moyen d'expression » comme les autres.

CORALIE affirme : avant, elle avait peur des machines. « Mais une calculatrice un peu trop sophistiquée me paraissait, en classe terminale et également en prépa. » Une jeune fille spontanée a été à la fois ravie et inquiète lorsque au mois de juillet 1985 elle a reçu une lettre l'informant qu'elle était admise à l'Ecole supérieure de Commerce et d'Administration des entreprises de Bordeaux et que, en conséquence, elle devait faire l'acquisition d'un micro-ordinateur.

Coralie comme beaucoup de ses 120 camarades de promotion n'avait jamais pianoté sur un clavier. Elle a connu quelques moments d'angoisse pendant l'été, mais la semaine d'initiation à la rentrée universitaire l'a rassurée. « Et, par la suite, je suis devenue une adepte », lance-t-elle en tapotant avec fierté sa sacoche où repose son Hewlett Packard 110.

Lorsqu'il prit la direction de Sup de Co Bordeaux, Henri de Pitray arrivait du monde des affaires et du commerce international en particulier, des lieux où l'informatique joue un rôle important. Certes, il n'est pas, comme d'autres cadres de formation de gestionnaires, possesseur d'un parc de machines important, des salles spécialement équipées et des enseignants compétents. Mais, comme l'explique le directeur, l'informatique demeurait une discipline comme les autres, aussi banale que le calcul. Henri de Pitray a souhaité bouleverser cet état. Il cherche à faire de l'informatique un « moyen d'expression » des étudiants. Selon lui, il s'agit « de leur apprendre à utiliser l'appareil très naturellement pendant leur scolarité. Ce qui doit les préparer à en faire un élément de bureau dans leurs activités futures ».

L'objectif dans une école de gestion n'est pas de former des spécialistes du logiciel. Ce sont donc les aspects pratiques de l'informatique, les facilités et la rapidité dans le traitement de l'information qu'elle apporte qui sont utiles aux gestionnaires en puissance.

Yvan reconnaît qu'il n'avait suivi aucun cours d'initiation avant d'arriver à Sup de Co. L'achat de la machine l'effrayait légèrement. Mais lorsqu'il a compris que la direction de l'école avait obtenu du constructeur une ristourne importante sur un matériel léger et compatible, il a apprécié. Le HP 110, sélectionné pour ses qualités et son encombrement — égal à celui d'une machine à écrire portable — commandé en grande quantité, a permis à la direction de l'école de proposer aux élèves des prix réduits de 65 %. « De plus nous n'avons pas à payer immédiatement », explique Yvan, car l'école avait obtenu d'une banque des prêts à des taux avantageux, des prêts à des taux avantageux.

Après avoir eu peur des machines, Coralie, Yvan et tous les élèves de première année ont suivi une semaine d'initiation et se sont entraînés le soir chez eux. Les applications pratiques ont été faites au premier trimestre, reconnaît le directeur, ce qui a provoqué des critiques de la part des étudiants. Puis, peu à peu, les enseignants de ces disciplines, qui participaient à cette première, ont pu faire des élèves d'utiliser leur micro en cours et surtout lors de la réalisation de travaux pratiques. Laurence explique qu'elle n'a pas été découragée par les cours de mathématiques financières. « La différence des élèves des années précédentes nous n'avons pas été obligés d'effectuer de longues séances de calculs d'amortissement. La machine se chargeait des données mathématiques, nous, nous pouvions aborder directement les questions de fond. »

En chambre

Les enseignants reconnaissent que l'esprit des cours a complètement changé. Le travail de mise en forme effectué par le micro-ordinateur permet de gagner du temps. Les documents écrits à la main disparaissent. Les élèves travaillent dans leur chambre et profitent des imprimantes, en libre accès à l'école, pour restituer les rapports de stage. Même les examens de milieu d'année ont été bouleversés, précise Henri de Pitray puisque la présence des micros individuels assure aux élèves de précieuses « antistress ». « Il a fallu s'adapter », dit le directeur. Aujourd'hui, les examens ne sont pas seulement la restitution de connaissances acquises, car la mémoire de l'ordinateur est très forte à ce petit jeu.

Les cours, les examens, la vie même de l'école se sont modifiés. Des coffres individuels ont vu le jour, pour que les élèves puissent déposer la sacoche contenant leur petite machine pendant la journée. Les associations d'élèves, nombreuses dans les grandes écoles, ont bénéficié des avantages de l'informatique individualisée. « On est vraiment indépendants », résume Coralie, fière de son HP et persuadée que son investissement sera rentable.

Au moment des premiers bilans, le directeur s'estime « très content » de l'opération. A la rentrée prochaine, une nouvelle promotion d'élèves va faire connaissance avec le microportable. Peut-être un appareil différent. En effet l'administration de Sup de Co interroge les élèves sur la possibilité d'une machine « encore plus performante, encore plus légère ». Afin de remplacer stylo et cahiers dans les cartables des futurs étudiants.

SERGE BOLLOCH.

ENTREPRISES

Fermes marines nouvelle vague

L'aquaculture reste un secteur marginal de l'élevage industriel. Seule une collaboration étroite entre la recherche scientifique et les éleveurs peut la sortir de son isolement.

accentue une tendance pour survivre : l'association entre laboratoires et fermes marines de production.

Un marais et l'électricité

La ferme de La Petite-Tonille, sur l'île de Ré, est une traduction parfaite. Philippe Ernaout va bientôt quitter son poste de chercheur à l'IFREMER-lab pour rejoindre Daniel Aubin, ingénieur en océanographie et ancien chercheur en ostréiculture. « Nous sommes très fiers de cette installation », dit-il. L'IFREMER, qui semble favoriser cette fuite de cerveaux, comme il l'a fait à Brest, où la moitié d'une équipe a quitté la station expérimentale pour créer son entreprise. La Petite-Tonille, créée en 1983, occupe sur 10 hectares cinq personnes à plein temps, dont trois aquaculteurs locaux. Un homme à tout faire, bricoleur de talent, mécanicien de vocation, connaît autant la soudure que l'élevage ; un technicien aquacole, ingénieur en génie civil, a dû se « déqualifier » pour s'intégrer à l'équipe. En somme, trop de cerveaux pour pas assez de places.

La ferme a investi un investissement de 5 millions de francs. « Mais avec 300 000 à 400 000 F un jeune exploitant peut démarrer », estime Daniel Aubin. « C'est

variable selon les travaux de génie civil. Il faut trouver un marais et le viabiliser en amenant l'électricité. Pour certaines espèces, la palourde (coquillage bivalve), il doit demander une concession au domaine public. Pour d'autres, comme la crevette, on s'installe dans la phase la plus délicate. On nous laisse les plus mauvais terrains à toute aquaculture, estimant que le littoral est prioritaire. » L'association municipale, comme Mère (Hérault), intègre les deux activités et propose au touriste de visiter les fermes marines de la région.

Dans le domaine économique, le laboratoire ne peut donc que suggérer certaines orientations : la ferme d'exploitation, d'une politique locale. En revanche, l'association porte véritablement ses fruits dans le domaine technique.

Crevettes en bassins

Ce matin de juin, Daniel Aubin, ingénieur en génie civil, est à la Roche-Beaucourt avec tout un cheptel dans ses cages : des millions de minuscules crevettes japonaises nées dans une écloserie (« maternité ») de Palavas-les-Flots (Hérault).

Premier principe des éleveurs aquacoles de la deuxième génération : spécialiser selon le

degré de croissance de l'animal. Une écloserie élève des larves de crevettes en bassin fermé. Les contrôles portent sur la qualité de l'eau, sa température, son oxygénation, la densité d'animaux, leur nourriture. Au contraire, une ferme de grossissement reçoit des post-larves (jeunes crevettes de forme adulte) et les élève dans des bassins en contact intermittent avec la mer.

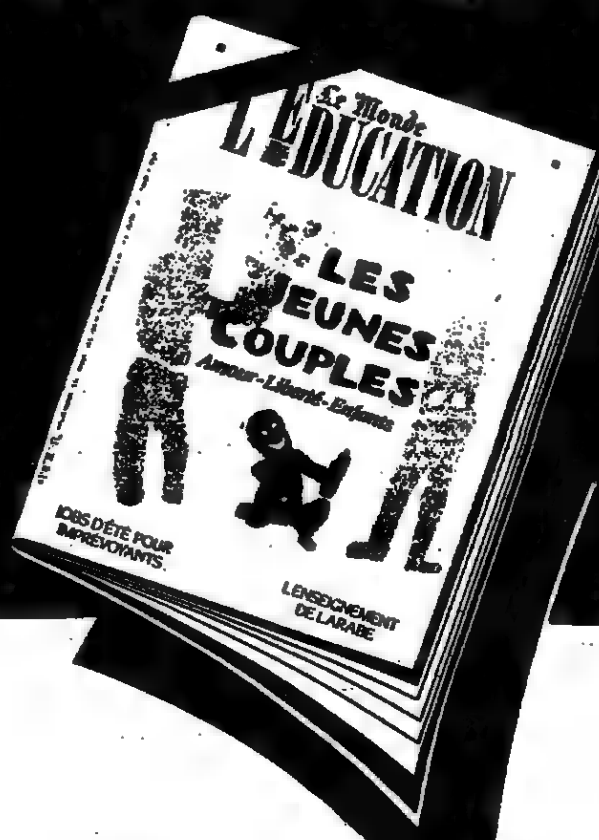
Second principe : la nouvelle aquaculture, expérimentée à Noirmoutier, puis mise en pratique à l'île de Ré : travailler douze mois sur un cycle de douze mois. L'association rythme des marées, selon un cycle d'élevage très court (l'hiver pour les salmonidés — saumons — truites, — l'été pour les crevettes). Le bassin en contact avec l'océan, un système de vannes permet de réguler l'apport d'eau de mer. Lorsque les crevettes sont arrivées à maturité, elles sont commercialisées. Les crevettes prennent leur place dans ce milieu ouvert, ce qui évite de fournir trop d'aliment et d'augmenter les dépenses.

La troisième dimension technique d'aquaculture s'inspire des expériences en métropole. En Polynésie, en Nouvelle-Calédonie, aux Antilles, en Guyane depuis peu des fermes marines se consacrent à l'élevage encore à ses débuts des crevettes.

L'aquaculture française semble mieux réussir à l'étranger que dans son propre pays. France-Aquaculture, filiale d'IFREMER, a signé plusieurs contrats de vente d'écloseries de crevettes en Amérique latine.

CHRISTIAN TORTEL.

JEUNES COUPLES : L'AMOUR PRÉCOCE



A quinze ou seize ans, ils se lancent dans une relation forte, durable et exclusive. Ils vivent parfois chez papa-maman. Ils rêvent de construire un couple stable et d'avoir beaucoup d'enfants. Qui sont ces adolescents mi-romantiques, mi-réalistes qui parlent d'amour avec raison ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- **Jeune d'été pour étudiants :** où gagner un peu d'argent pendant les prochaines vacances ?
- **Vaincre la timidité de ses enfants :** comment les aider ? L'enfant timide ne devient pas toujours un adulte inhibé.
- **Peut-on enseigner deux disciplines :** la réforme Monory obligera les professeurs de collège à enseigner deux matières voisines. Est-ce utile ? Est-ce souhaitable ?

Numéro de juin, chez votre marchand de journaux

L'Éducation

Demain

En direct

des satellites

La société de capital risque de la compagnie financière de Suez, France Câbles et Radio, Locatel et la Société lyonnaise des eaux ont créé une filiale commune : Vidéospace, spécialisée dans la commercialisation des antennes de réception satellites.

Constituée avec un capital de 3 millions de francs, qui sera bientôt augmenté, Vidéospace assure l'étude de réinstallation, la maintenance, l'installation des équipements permettant la réception des signaux audiovisuels émis par divers satellites, dont Télécom 1, Eutelsat, et Intelsat V, aussi bien pour les particuliers que pour les professionnels. Les cours prochains mois Vidéospace devrait, notamment,

réaliser l'équipement de nombreux hôtels Sofitel, Novotel et Mercure pour le compte du groupe ACCOR, et organiser plusieurs vidéotransmissions pour des entreprises et des organismes publics.

1988 : un câble transatlantique

à fibre optique

Le premier système de câble sous-marin à fibre optique — TAT 8 — entre l'Europe et l'Amérique du Nord sera mis en service en 1988 entre Tuckerton (New-Jersey), Widemouth (Angleterre) et Farnmouth (France). Il fournira, sur cet axe à fort trafic, une capacité de transmission numérique supplémentaire de 560 Mbit/s.

De nouvelles dispositions contractuelles sont envisagées en ce qui concerne la location de liaisons spécialisées numériques avec, par exemple, des contrats de longue durée (3 ans et 5 ans) assortis de conditions tarifaires avantageuses en échange de l'engagement du client. Ces nouvelles dispositions seraient applicables à partir de 1988 pour la location de liaisons spécialisées empruntant le TAT 8 et offrant un débit de 16 Mbit/s à 2 Mbit/s.

La propriété du câble est partagée entre, d'une part, les administrations françaises et européennes des PTT et, d'autre part, ATT Communication, Téléglobe Canada et des compagnies nord-américaines.

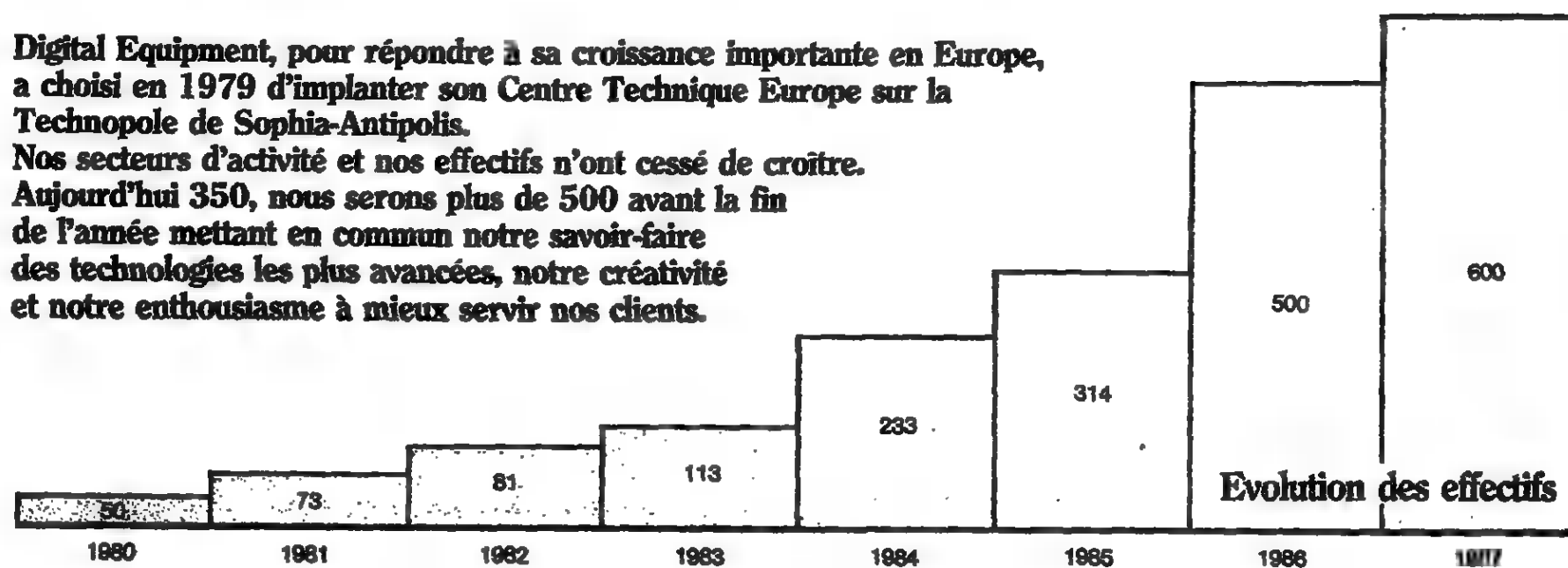
Le TAT 8 permettra de faire face à l'accroissement du trafic téléphonique et de fournir à la clientèle d'affaires une gamme étendue de services numériques de qualité.

هذا من الامتحان

Etre bien ... là où la croissance est forte!

Digital Equipment, pour répondre à sa croissance importante en Europe, a choisi en 1979 d'implanter son Centre Technique Europe sur la Technopole de Sophia-Antipolis.

Nos secteurs d'activité et nos effectifs n'ont cessé de croître. Aujourd'hui 350, nous serons plus de 500 avant la fin de l'année mettant en commun notre savoir-faire des technologies les plus avancées, notre créativité et notre enthousiasme à mieux servir nos clients.



Réseaux Haute Technologie

Les consultants de haut niveau sont en charge de bâtir des solutions informatiques et de fournir une expertise en réseau sur VAX dans les domaines de la bureautique, de l'I.A., des bases de données et des langages de 4^{ème} génération. Ils disposent de ressources importantes : du micro VAX au VAX 8800, une antenne parabolique, des liaisons fibre optique afin de permettre aux clients européens de vérifier la souplesse et la facilité de mise en place des solutions proposées.

Intelligence Artificielle

Ce Groupe Européen d'Experts en Intelligence Artificielle développe des produits liés à cette technologie d'avenir pour répondre à la demande du marché et à nos propres besoins internes.

Ses principaux domaines d'études sont :

- les systèmes expert - la langue naturelle - les outils et langages IA.

Division Terminaux

Cette activité conçoit dans le cadre de stratégies mondiales, des terminaux pour la bureautique du futur, développe leur industrialisation et en gère leur planification pour le marché européen. Des outils de gestion et de développement sophistiqués (CAD - CAE - CAM - ateliers flexibles) sont utilisés pour la réalisation de cet objectif.

Support Technique Européen

Le STE permet à nos clients européens d'utiliser de manière optimale leurs systèmes Digital. Il regroupe, dans toute l'Europe, des spécialistes : systèmes, applications, réseaux et supports. Ceux-ci sont chargés de la recherche et de la mise en place de nouveaux services et méthodologies de support préventif. Ils apportent un conseil et une formation technique de haut niveau. Ils interviennent en support de résolution de problèmes complexes auprès de nos services locaux de maintenance en Europe. Ils participent également au lancement de nouveaux produits.

Ingénierie Internationale

L'Ingénierie Internationale développe et adapte des produits bureautiques, des applications réseaux, des produits graphiques destinés au marché mondial. Ces produits sont conçus pour être utilisés par des clients de langues différentes. Dans un proche avenir, de nouvelles équipes interviendront également dans la conception de produits (logiciel et ingénierie de base).

Pour nous rejoindre nous recherchons des ingénieurs, possédant une certaine expérience dans leur domaine (3 à 10 ans selon le niveau des responsabilités souhaitées) et ayant la capacité de devenir rapidement en fonction de leurs compétences et affinités :

Ingénieur support

Réf. IS

Ingénieur de Connaissance

Réf. IG

Chef de Produit

Réf. CP

Ingénieur Développement

Réf. ID

Rédacteur Technique

Réf. RL

Consultant Haut Niveau

Réf. CHN

Ingénieur Conception

matériel et logiciel

Réf. IC

Chef de Projet

Réf. CP

Responsable Département

Réf. RD

L'environnement international implique une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du ou des postes choisis ainsi que le ou les secteur(s) d'activité vous intéressant à DIGITAL EQUIPMENT S.A., Centre Technique Europe, Jean-Jacques LETANG - B.P. 29 - Sophia-Antipolis 06561 VALBONNE CEDEX. Les entretiens préliminaires pourront avoir lieu à Paris ou à Valbonne dès fin juin.

digital

de l'économie

SECTEURS DE POINTE

de l'économie



Aquitaine - Cette importante société du secteur aéronautique (4 300 personnes, 1 milliard de chiffre d'affaires) est à la pointe de la technologie des turbines de petite et moyenne puissance. Dans le cadre du développement de sa stratégie mondiale (70 % chiffre d'affaires à l'exportation), elle crée un sein de sa direction commerciale, située à PAU, les postes de :

Ingenieur spécialiste étude de prix, devis, statistique

Il aura pour mission d'établir les bases de la politique des prix aussi bien dans le domaine des études et recherches que dans celui de la fabrication et des services. Travaillant en étroite collaboration avec les autres départements de la direction commerciale ainsi qu'avec les services comptables et techniques de la société, il devra proposer des méthodes d'élaboration de prix de vente. Ce poste s'adresse à un candidat de formation ingénieur type AM, ENSI, ESTACA... avec une expérience minimum de 4 à 5 ans en production et/ou recherche et développement, ayant permis une approche des problèmes d'évaluation des coûts. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. Réf. A/T 7108M.

Ingenieur d'affaires chargé de la promotion des ventes

Il sera pleinement responsable de différents secteurs : chef de département auquel il sera directement attaché. Au-delà de la prospection des avions, la préparation de la négociation des offres commerciales, il lui sera également confié : l'étude de marché dans le cadre du lancement de produits nouveaux. Il participera à la conception de la documentation technico-commerciale. Le candidat nous recherchons : un jeune ingénieur généraliste et/ou formation aéronautique/mécanique pouvant justifier d'une première expérience réussie : la préparation de la négociation de commandes. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste requiert une grande disponibilité pour fréquents déplacements de courte durée. Ce poste offre de nombreuses perspectives d'évolution pour un candidat motivé. Réf. A/T 7133M.

Ecrire en précisant la référence à M. FABRE.

PA

1 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 05 61 23 11 11
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

3 INGENIEURS

conception machines spéciales

Leader mondial de la fourniture de machines nucléaires, nous avons développé une activité de services associés au combustible. Pour répondre au besoin des exploitants, nous concevons et réalisons des équipements de maintenance et d'intervention sur combustible. Nous recherchons 3 ingénieurs possédant deux à trois ans d'expérience dans la conception de machines spéciales, ayant chacun un domaine de compétence spécialisée :
- électricité : contrôle de commandes, régulation,
- mécanique : commandes pneumatiques, hydrauliques,
- physique : contrôle non-destructif, optique, mesures physiques.
La maîtrise de l'anglais est indispensable. Les déplacements de courte durée sont à prévoir. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération) sous réf. 271 à Josée Khuat Duy, Hov Managers, le Rhodanien, 11 place de la Gare, 69003 Lyon.

Ingenieur de maintenance

Vous serez chargé d'assurer nos clients lors de la mise en service de nos équipements pilotés par ordinateur, ainsi que du maintien de leurs performances.

Après un stage de formation vous serez responsable d'un groupe de techniciens intervenant sur nos clients dans le domaine de l'informatique et de l'électronique.

Une première expérience dans le domaine de la maintenance des systèmes informatiques sera appréciée.

Les candidats devront être bilingues anglais.

Envoyer à : GRENoble REGION PARISIENNE, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

SENTRY
Schlumberger

BULL CP8
ENGAGE
UN INGENIEUR
ELECTRONICIEN
ENTREPRENANT

Cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence 19052 à Gérard LAVERGNE - BULL CP8 - Rue Eugène Herriot - BP 44 - 78193 TRIELLES CEDEX.

Bull



SOLEX, Branche Electronique Automobile du GROUPE MATRA, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements moteurs, recherche (H/F) pour une usine d'Evreux (700 personnes)

Ingenieur Automaticien

A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (7 personnes), il a pour responsabilité l'automatisation de nouvelles installations de manutention, d'usinage et d'assemblage de carburateurs, de la conception jusqu'à la mise en service.

Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur diplômé (Centrale, AM, ENSI ...) ayant de solides connaissances en automatique, électronique, informatique industrielle.

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à Joëlle WATTIER - Direction du Personnel - rue Lavoisier - 92000 NANTERRE

SOLEX

INGENIEURS COMMERCIAUX

...débutants ou confirmés

si vous aimez négocier à haut niveau, nous avons la technologie !

Lorsqu'on vient à Egor, les américains sur leur propre territoire, les problèmes complexes disparaissent... et tout devient possible. Fabricant français d'imprimantes de gamme bas à la Egor, nous réalisons un CA de près de 200 MF et poursuivons notre croissance à un rythme annuel de 35 %.

Vous êtes jeune, diplômé, supérieur, débutant ou bénéficiant d'une première expérience commerciale, vous aimez vendre aux entreprises. Après formation à nos produits, vous confierez la responsabilité des grands comptes (banques, assurances, grandes entreprises) dans la région parisienne.

Merci si vous aimez négocier à haut niveau, nous recherchons : lettre de motivation, CV complet, photo et références actuelles sous référence M. G. à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Bern - 75008 PARIS

egor

BOULOGNE-BELLEVILLE - BORDEAUX - LYON - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE - MILANO - ROMA - VENEZIA - DUSSELDORF - MADRID - MONTREAL - TOKYO

Ingenieurs commerciaux en informatique

Paris, Lyon, Strasbourg.

Cette société de conseil et d'ingénierie en informatique est l'une des sociétés les plus performantes dans son domaine. Elle répond aux exigences des entreprises par des intervenants de haut niveau, de pilotage de projets, de direction de projets et de réalisation de projets. Son fort développement est lié à l'environnement Hewlett-Packard et à la recherche de nouveaux ingénieurs commerciaux.

Pleinement autonomes et responsables, les développeurs dans leur domaine d'activité ont une mission : concevoir et réaliser des solutions informatiques. Ils s'appuient sur des méthodes et des outils innovants pour rechercher les solutions les plus adaptées aux besoins de leurs clients. Les candidats qu'ils recherchent intègrent des projets à haute technicité (SGBD, langage de 4ème génération), des projets de gestion comptable et financière, de gestion du personnel.

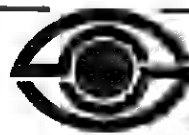
Les candidats, âgés d'au moins 25 ans, possédant bien les techniques informatiques et ont déjà rempli des fonctions similaires, si possible dans une entreprise ou un constructeur. Les niveaux de rémunération sont fonction de l'expérience et des performances.

Merci d'adresser : C.V. et lettre manuscrite sous référence MONTIGNY à Mireille BESSON.



SEMA-SELECTION

16, rue Barbès - 91120 MONTEAIGNE Cedex.



Conseils performants pour des industries compétitives!

SOCOTEC INDUSTRIE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78)

Filiale - 100 personnes - du groupe SOCOTEC - 2.400 personnes en France et dans le monde - recherche pour assurer le développement de ses activités de CONSEIL EN ASSURANCE, GESTION DE LA QUALITE, FIABILITE D'EQUIPEMENTS ET SYSTEMES :

INGENIEURS QUALITIENS

Après négociation des contrats (à laquelle vous participez), vous assurez leur réalisation technique et la présentation aux clients. Ingénieur diplômé Ecole, vous avez une expérience réussie dans la conception ou la réalisation d'organisations qualité et possible en secteur de pointe (informatique, électronique, aéronautique, électricité ou électromécanique). (Réf. CA/958)

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

Pour développer notre activité, nous recherchons une Assistance à la Maîtrise de la Qualité, avec la responsabilité complète de l'ingénieur. Ingénieur diplômé Ecole, vous avez la possibilité de la négociation à haut niveau et des aptitudes à la gestion, une expérience industrielle réussie de plusieurs années dans le poste ci-dessus. (Réf. CA/957)

Pour saisir ces opportunités, téléphonez au (1) 30 21 85 84 ou adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel) en indiquant la référence choisie à notre Conseil : Michel Sellen, SOCOTEC, 47 rue du Maréchal Foch, 78000 Versailles. Discretion assurée.

SCORE

Conseil en Ressources Humaines

مكتبة من الامم

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



Notre société intervient dans différents domaines informatiques : gestion, systèmes, réseaux, industrie. Depuis 1981, nous avons su gagner la confiance d'entreprises de forte notoriété.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons aujourd'hui un

ingénieur chef de projet

- 3 à 5 ans d'expérience,
- pour prendre en charge des réalisations en production et visionneuse faisant intervenir :
- des micro et mini calculateurs,
- des automates programmables (APRIL, MODICON...)
Nous recherchons également des ingénieurs débutants.
Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous référence INF 24 à ARC INFORMATIQUE - 7, rue du Faubourg Montmartre - 75008 PARIS

Ingénieur marketing d'achat

Technologies nouvelles - Pour faire face au développement de son département achat, cette société (chiffre d'affaires : 600 millions de francs, effectif 2500 personnes) qui se situe parmi les leaders européens de l'instrumentation, crée la fonction ingénieur marketing d'achat spécialiste électronique. Directement rattaché au directeur des achats et responsable d'un budget d'environ 75 millions de francs, il devra assurer la prospection, l'analyse et la sélection des marchés fournisseurs sur un plan international puis négocier les accords-cadres. Ce poste conviendrait à un ingénieur électronique dont la dernière expérience a été acquise soit dans une fonction achat soit dans une fonction commerciale chez un fabricant ou un distributeur de produits électroniques. La maîtrise de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle sera en rapport avec la position stratégique de ce poste. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2715M.



3, rue des Gravières - NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur produits nouveaux

Maîtriser la planification des produits nouveaux - Cet équipementier automobile, leader sur les marchés européens, crée un poste d'ingénieur responsable de la planification des produits nouveaux aux méthodes centralisées, il intervient dès la demande de lancement en production et coordonne les actions de tous les secteurs de l'entreprise liés à l'industrie et à la fabrication (commercial, achats, bureau d'études, gestion de production et fabrication en usine...). Il anime une équipe d'une douzaine de techniciens et bénéficie de moyens informatiques modernes. Il doit mettre en place des réunions de travail et des situations statistiques. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur électromécanicien, familiarisé avec les fabrications en grande et moyenne séries. Dans cette fonction, les qualités personnelles (l'écoute et de la décision, créativité, charisme...) prennent une dimension professionnelle majeure. La rémunération annuelle dépassera 250.000 francs, si la qualité le justifie. Le poste est à pourvoir à Paris. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2776M.



3, rue des Gravières - NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs Grandes Ecoles

Vous concevez et développez des projets dans les domaines temps réel et télécommunication utilisant des moyens tels que : MOTOROLA 68000, PDP, IBM avec des langages assembleur, PASCAL et C. Les projets que nous vous confierons vous mettront en contact avec les grands noms de l'industrie et vous feront évoluer dans un environnement de techniques de pointe.

Nous sommes une société de conseil et d'ingénierie à taille humaine. Notre expansion, notre dynamisme et notre ouverture à l'expression des valeurs personnelles vous permettront d'évoluer au niveau de vos capacités et de vos ambitions.

Postes basés à Paris, Toulouse, Nantes.
Merci de bien vouloir adresser votre CV, photo et réf. 5746 C à SIVAN 10, Bd de Strasbourg 75010 PARIS.



info'rop

TECHNICIENS DE CONTRÔLE DE PLANIFICATION
TECHNICIENS GESTIONNAIRE DE CONFIGURATION
Disponible rapidement. Environnements aéronautique spatial.
Lieu de travail : PARIS et CANNES
Tél. pour R.V. (1) 43.77.42.45

Ingénieur électronique ou automatique

Nous recherchons des performants dans le domaine des biens d'équipement qui maîtrisent la machine-outil. Nous PME pour la compétence et le service qu'elle développe compte parmi ses clients les plus grands noms de l'industrie. Notre évolution nous amène à compléter notre équipe par un jeune ingénieur de réalisation.

Définitions techniques, choix des matériels, établissement des plans électriques, suivi de fabrication, assistance à clientèle... Votre rôle très complet et très proche du terrain ; il nécessite une grande polyvalence ainsi que des qualités de rigueur, et d'autonomie.

Ingénieur diplômé, électronicien ou automatique, vous avez une compétence mécanique ; 4 à 11 ans d'expérience sur le matériel en milieu industriel (maintenance par exemple), vous avez appris ce qu'est une machine-outil. Les commandes numériques, les programmes programmables, et même les logiciels de vitesse des matériels que vous connaissez bien. Vous parlez anglais. Le poste est basé en région parisienne sud.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 1374 M. Réponse à discrétion. 24 rue Eugène Flaherty - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Pyscom

Membre du Syntec

Organisation-logistique-informatique

3 jeunes chargés de mission - Paris centre - Pour apporter à nos prestigieuses de la distribution, cette société de magasins à succursales multiples (350 unités - 14 milliards de francs de chiffre d'affaires) bénéficie de supports logistiques et informatiques de premier ordre. Une réorganisation récente de ses services appelle le directeur logistique - organisation - systèmes à renforcer son équipe de spécialistes en organisation. Constatés en binômes avec les chefs de projets informatiques, ils assureront le développement et la mise en œuvre de travaux ayant pour objet l'optimisation des flux physiques (approvisionnements, transports, gestion des stocks...) et des circuits d'information (procédures comptables, bureautique etc...). La qualité des résultats constatés et de réelles aptitudes à la négociation à tous niveaux permettront une évolution rapide vers des projets de plus en plus pointus au sein d'une fonction-clé de l'entreprise, et volontairement progressiste. Les candidats auront idéalement un diplôme d'une grande école et 2 à 5 ans d'expérience en service logistique et/ou organisation d'une entreprise importante. Leur potentiel et leurs motivations seront examinés avec attention. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des qualités. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2778M.



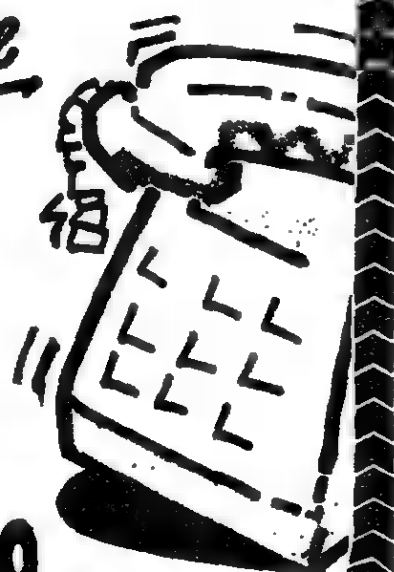
3, rue des Gravières - NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 PA
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs commerciaux, Ingénieurs Technico-commerciaux en Informatique

Ligne directe
pour les meilleurs

digital
24h/24h

45.54.97.78



DEFENSE TRANSPORT
INFORMATIQUE/TELECOM

INGENIEUR GENERALISTE

Responsable du B.E. des produits informatiques

Importante Société française recherche pour son centre d'Etude spécialisé en terminaux et systèmes de communication et situé en région Sud, un ingénieur chargé d'encadrer l'équipe de projecteurs et dessinateurs qui réalisent des études faisant appel à de multiples techniques : imprimés, mécanique, plastique, connectique... Responsable de son budget, il saura mettre à profit ses méthodes de conception, grâce à l'analyse de la valeur ou la CAQ pour la compétitivité des produits. Ce poste implique de nombreux contacts avec nos usines de province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75001 Paris, réf. MB 6611.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre. Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes, 1 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

BULL ENGAGE DES NOVATEURS EN CONCEPTION SYSTEMES

Que vous soyez diplômé de l'X, Centrale, les Mines, Télécom ou Supélec, souhaitez avant tout réaliser de grands projets.

Venez définir avec nous les bases de grands systèmes de demain. En relation directe avec les structures de recherche du Groupe, vous pourrez exprimer vos talents ou de spécialistes mondialement. Référence CI

INGENIEURS D'ETUDE BULL ENGAGE DES CREATIFS

Diplômé des Grandes Ecoles Universitaire options informatique-électronique, êtes débutant ou souhaitez renforcer votre savoir-faire dans les domaines du logiciel, du matériel, des réseaux ou la qualification systèmes.

Vous êtes tout à la fois curieux, rigoureux, aimez anticiper. Venez exprimer vos qualités de dynamisme, curiosité et vous réaliser dans un univers de pointe, stimulant, évolutif, faisant équipe avec les meilleurs spécialistes.

Rejoignez notre Direction Etude Développement Matériel participant à la mise en œuvre de technologies avancées pour le développement de nouveaux ordinateurs la gamme DPS7. Référence ET

Réagissez ! présent adressant votre dossier candidature (lettre, CV et prétentions) référence à Sylvie Benamour - F13033 - Groupe BULL - rue Jean Jaurès - 78340 LES CLAYES



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



DEVENEZ LES HOMMES DE L'ENERGIE AUTONOME...

Leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles au lithium, premier producteur européen pour l'énergie de secours et l'éclairage de sécurité, leader en France de la conversion d'énergie.

14 établissements en France et 13 à l'étranger (dont 3 aux USA et 1 au Japon), un réseau commercial implanté dans le monde entier, 6 000 collaborateurs dont 1 000 hors de France.

Dans le cadre du développement de nos activités, nous souhaitons intégrer des candidats à fort potentiel.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Généralistes, Chimistes, Electrochimistes, Electroniciens...)

JEUNES COMMERCIAUX ET GESTIONNAIRES

(Ecole de Commerce et Université).

Un premier temps, au cours d'une mission opérationnelle de plusieurs mois, mettez en valeur vos capacités d'analyse, d'observation et vos compétences techniques et humaines.

La qualité de vos résultats vous permettra de prendre des responsabilités de :

ETUDES ET DEVELOPPEMENT

(Directions Techniques de Romainville - 93, Poitiers, Bordeaux, Tours).

MARKETING OU VENTE

(région parisienne principalement).

PRODUCTION ET INDUSTRIALISATION

(Unités de Romainville - 93, Poitiers, Bordeaux, Angoulême, Tours et Troyes).

GESTION

(région parisienne ou Unité de Production en province).

Si ces missions et responsabilités vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à SAFT, Direction Humaine, 57, rue Villiers, 92200 Neuilly-s-Seine.



... Ou comment développer aujourd'hui les arts graphiques de demain...

GRAPHITEL est animée par une équipe qui a démontré, en peu de temps, ses succès dans les domaines technologiques de pointe. GRAPHITEL est appelée à s'imposer comme un leader dans le domaine des Arts Graphiques et de la bureautique. Afin de poursuivre, au même rythme, et parfaitement maîtriser son développement, GRAPHITEL souhaite s'entourer de plusieurs jeunes

Ingenieurs d'études

(formation Ingénieurs Ecoles ou équivalent)

qui, intégrés à une équipe de spécialistes de haut niveau, prendront en charge tout ou partie des développements dans les domaines suivants :

ELECTRONICIEN : Bonne connaissance des systèmes à microprocesseur 8, 16 et 32 bits avec pratique des asservissements numériques. Poste largement autonome basé à Strasbourg.

MICROLOGICIEL : Futur spécialiste de la programmation des systèmes numériques, il doit posséder une bonne connaissance de systèmes à base de microprocesseur et maîtriser les langages C et/ou PL/M et les systèmes de développement INTEL ou équivalent. Poste autonome basé à Strasbourg ou Paris.

MICROLOGICIEL : Futur spécialiste de l'intelligence artificielle nos produits, il maîtrisera les langages C et/ou PL/M ainsi que les systèmes de développement INTEL ou équivalent. Spécialiste MSDOS et/ou RMX-INTEL, il possèdera la pratique courante des techniques de l'informatique générale (structures de données et de programmes, multicharts, etc.). Poste largement autonome basé à Strasbourg ou Paris.

Pour ces trois postes, il est demandé une expérience de 2 à 5 ans en R/D, en entreprise performante, du type secteur péri-informatique pour les deux derniers. L'anglais technique est également indispensable.

Nous vous prions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, André MOOG, sous la référence E/G/L/M, qui vous garantira une réponse rapide.

AFICOREM



Raymond Poulain Consultants 24, place Kléber - 67000 STRASBOURG
PARIS - LYON - STRASBOURG - NANTES - NICE

CONSEILLER DE DIRECTION Junior

Vous êtes diplômé d'une grande école. Généraliste de l'entreprise avec 2 à 8 années d'expérience, le Conseil vous passionne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 569 à

UNIOLOG

Conseil en Systèmes d'Informations et de Gestion
8 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS

Ingénieur X, SUP TELECOM, ESE, CENTRALE, ENSI DEA INFORMATIQUE, HEC, ESSEC, SUP de CO LA-CELLE-SAINT-CLOUD

Fonctions en :

ETUDES MATERIEL

ETUDES LOGICIEL

VENTE



COPERNIQUE

En 1980, nous sommes une entreprise spécialisée dans l'étude et la commercialisation de machines de bases de données (DIRAM DORSAL 32) que nous commercialisons en France et aux Etats-Unis. Nous développons actuellement de nouveaux produits dans le domaine des machines base de données audiovisuelles (serveurs multimédia) des frontaux de télécommunication et de l'intelligence artificielle. Notre effectif actuel est de 68 ingénieurs, passera fin 1987 à 100 personnes. Pour faire face à notre développement, nous recherchons :

- Des ingénieurs d'études logiciel, système de base de données.
- Des ingénieurs d'études matériel et logiciel associé.
- Des ingénieurs commerciaux (Ecole Supérieure de Commerce ou d'ingénieur).

Pour tous ces postes : pratique de l'anglais appréciée. Envoyer C.V. à Mme MARSALON - COPERNIQUE - Service 108, av. Jean-Moulin - 76170 LA-CELLE-SAINT-CLOUD.

DEFENSE TRANSPORT INFORMATIQUE/TELECOM

FUTUR RESPONSABLE DU GROUPE «PRODUITS ANALOGIQUES»

Importante Société française, nous réalisons dans l'un de nos centres situés en banlieue Sud de Paris des systèmes et des produits d'informatique industrielle du type «O FAUTE PERMISE» là où la sécurité des personnes et des biens est en jeu.

Pour notre activité ferroviaire le développement de nouvelles études nous amène à recruter notre équipe technique par un jeune ingénieur. Sous la responsabilité du Chef de produit il développera des produits à forte dominante analogique puis il prendra progressivement en charge la partie de l'équipe technique. Un jeune ingénieur devra l'électronique analogique, la modélisation des circuits d'informatique, ouvert aux relations internes et externes à l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. MM 6611.

Responsables de haut niveau hyperfréquence - traitement du signal

Notre Société est spécialisée dans l'hyperfréquence et l'informatique appliquée aux télécommunications, télémesures et à l'aéronautique. Notre développement nous conduit à intégrer des hommes de valeur et à rechercher :

DIRECTEUR INDUSTRIEL :

dépendant de la Direction Générale, il sera responsable du département industriel de la société et supervisera une équipe de 70 personnes. Il aura pour objectif de développer les actions de rationalisation et d'organisation, de suivre le déroulement des programmes de fabrication et de proposer des mesures pour en améliorer la rentabilité. (Réf. A)

INGENIEUR (S) PROJET :

chargé de concevoir les produits de demain, il aura pour mission, en collaboration avec la Direction, d'élaborer les propositions techniques et commerciales à soumettre aux clients. Passionné de technologies nouvelles dans notre domaine, il possèdera de solides capacités d'innovation, un excellent relationnel et saura se montrer rigoureux et motivé. (Réf. B)

Ces missions s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, Sup. Télécom...) de 30-35 ans ayant acquis une expérience significative dans une spécialité.

Pour ces postes basés dans une grande ville universitaire de l'Ouest, les premiers intéressés auront lieu à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence RG/L/860528/A ou B, à CAPTOR NORMANDIE - 4 - 149, rue de la Délivrance - 14000 CAEN.

CAPTOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - AUCH/TOULOUSE - METZ
ANGERS - BREST - CAEN - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER

Jeunes ingénieurs informaticiens



FRANCE CABLES & RADIO

VTCOM, département de France Cables et Radio, est spécialisé dans la Télématique et la Vidéocommunication, recherche un technicien d'exploitation.

Au sein d'une équipe jeune et dynamique vous participerez au développement de produits de communication (télématique et images interactives).

De formation ingénieur ou universitaire, vous possédez une première expérience en développement d'applications. Une connaissance du langage C, d'UNIX, et du Vidéotex serait appréciée.

Votre potentiel et votre dynamisme vous permettront d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et photo sous réf. CL/A/45/M à Monsieur Chaperon, Directeur des Ressources Humaines de l'Administration FRANCE CABLES & RADIO, 124 rue Réaumur, 75002 Paris, qui vous assurera la discrétion.



مركز الاملا

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

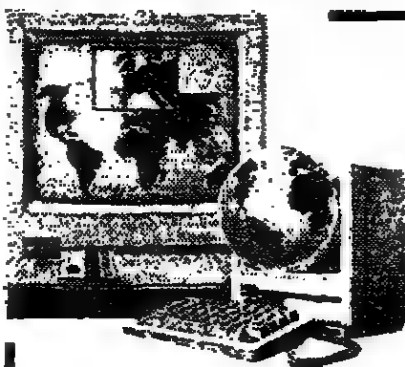
GROUPEMENT D'ETUDES ET D'INGENIERIE
recherche pour région Oise

INGENIEURS

DIPLOMES CONFIRMES (M/F)

- Formation technique de base.
- Expérience souhaitée en adaptation rapide aux problèmes liés à la mécanique ou micro-mécanique, pneumatisme, l'infomatique, voire le génie chimique.
- Formation complémentaire possible.
- Age : 25 ans minimum.
- But : étude et conduite d'installations.
- Contrat de chantier : 1 à 5 ans.
- Rémunération de départ : 150 à 180.000 F/an suivant profil candidat + indemnisation pour déplacement.

Adresser candidature manuscrite avec CV à U.F.O. - B.P. 659 - 44018 NANTES CEDEX 01



VOYAGE EN INFORMATIQUE

le monde de la mise en œuvre de nos schémas Directeur, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche

CHEFS DE PROJETS DE HAUT NIVEAU H/F

capables d'évaluer vers des fonctions de responsabilité

FORMATION : Ingénieurs diplômés ou Universitaires.

EXPÉRIENCE : 4 à 7 ans d'expérience.

CONNAISSANCES BANCAIRES : indispensables.

Les connaissances bancaires sont importantes pour les activités d'actif et passif.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE : comprenant à la fois les systèmes IBM (MVS, CICS, DB/2), mini-ordinateurs (VAX, DATA POINT, TANDEM, NCR) et micros (IBM PC, AT).

INTERNATIONAL et CRÉDITS

- Pour développer les opérations liées à l'activité de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (principalement change et trésorerie). (Réf. 1)

AGENCES

- Pour développer les applications intéressant la clientèle privée et les entreprises. (Réf. 2)

MOYENS DE PAIEMENT

- Pour développer des produits de paiement et de communication bancaire, produits télématiques, clientèle... (Réf. 3)

AFFAIRES FINANCIÈRES

- Pour développer les applications de gestion de valeurs mobilières (gestion de titres, de portefeuilles, gestion collective : FCP, SICAV), postes bancaires à NANTES et à PARIS. (Réf. 4)

INGENIEURS SYSTEMES ET/OU RESEAUX H/F

FORMATION : Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires.

EXPÉRIENCE : 3 à 5 ans dans le domaine.

ETUDES SYSTEMES

- Pour mettre en œuvre et assurer le suivi de logiciels systèmes. (Réf. 5)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Cammarin - 75009 PARIS.

ASSISTANCE TECHNIQUE

- Pour développer la technique technique base de données. (Réf. 6)

APPLICATIONS DE SYNTHÈSE

- Pour développer des applications concernant la gestion des données "clients" et les applications comptables, statistiques, risques (connaissances bancaires appréciées). (Réf. 7)

ÉTUDE GÉNÉRALE, CONSEIL

- Pour la mise en œuvre de Schémas Directeur (actualisation, mise à jour, systèmes d'information).

- Pour réaliser des études générales des machines d'actif et passif.

- Pour développer la gestion d'entreprise (bureautique, micro, vidéotexte, intégration de services...).

- Pour mettre en place des méthodes outils et normes de conduite de projets (connaissances indispensables en méthodologie, gestion logicielle).

- Pour mettre en œuvre des systèmes experts. (Réf. 8)

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE : IBM GROS (MVS, CICS, DB/2) et mini-ordinateurs (VAX, DATA POINT, NCR).

ETUDES RESEAUX

- Pour développer les projets de transmissions de données entre les applications informatiques et le réseau de télécommunications. (Réf. 9)

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Montpellier

IDATE

l'institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe

Ingénieur en organisation spécialisée bureautique/télématique

- expérience de l'intervention en entreprise
- anglais courant
- capacité de négociation
- goût pour le travail en équipe pluridisciplinaire

CV et prétentions à : IDATE bureaux du polygone - 34000 Montpellier

RANK XEROX

PARIS ET ROUEN

Pour notre Division des Systèmes bureautiques et informatiques,

Ingénieurs technico-commerciaux

Impression électronique

- DUT d'informatique ou une formation d'ingénieur. • Expérience dans un environnement informatique gros systèmes. • Connaissance des protocoles de communication et de la Micro appréciée. • Goût du dialogue et des contacts avec la clientèle.

En Avant-vente : être le soutien technique des commerciaux, • déterminer la faisabilité des implantations.

En Après-vente : • mise en route des matériels, suivi du compte-client et développement des applications.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. DLM/193 à Nicole Bresson, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

situé à RUEIL-MALMAISON (92) recherche,

JEUNES INGENIEURS GRANDE ECOLE

Pour son laboratoire de recherches géophysiques

JEUNE INGENIEUR

Supélec, Télécom

Pour la mise en œuvre d'ensembles d'acquisition et le traitement du signal. Connaissances en informatique souhaitées. Travail en laboratoire et en chantier.

Pour son Bureau d'Etudes

JEUNE INGENIEUR

Grande Ecole

Formation de base : mécanique, hydraulique, pneumatique, résistance des matériaux. Expérience du calcul et des logiciels variés. Connaissance en informatique appréciée pour développement petits programmes. Capacité à l'encadrement. Pratique de la langue anglaise nécessaire pour développement section de calculs au sein du bureau d'études chargé de la conception des équipements prototypes. P. évolutif.

Pour sa Direction Forage et Complément

JEUNE INGENIEUR

Grande Ecole

Expérience du forage pétrolier ou spécialisé en FORAGE, compétences en informatique et traitement de l'information appréciées. Anglais lu, parlé indispensable. Dégage des obligations militaires. Pour participer à des projets de recherche en forage. Ce poste comporte des déplacements en laboratoire et atelier, et sur chantier France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 8677 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris, 01, qui tr.

ALCATEL ESPACE CCE

Pour TOULOUSE

CONTRÔLEUR DE GESTION

(HEC, SUP de CO + DECS, ESSEC...)

Expérience industrielle souhaitée.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo) au Service du Personnel - BP 1187 31037 TOULOUSE Cedex.

polymont

- systèmes automatisés de production
- maintenance assistée par ordinateur
- informatique industrielle

Pour répondre au développement de ses activités, examine les candidatures d'

Ingénieurs Electroniciens

expérience confirmée min. 5 ans en électronique et métrologie.

Ingénieurs Méthodes

Intéressés par les techniques de pointe appliquées particulièrement en maintenance et informatique industrielle.

anglais ou allemand indispensable.

Les candidats retenus, dirigeront des équipes d'ingénieurs et de techniciens, auront des contacts avec la clientèle et assureront la gestion des affaires.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à : POLYMONT - Service Recrutement - 5, avenue Caroline 92210 St-Cloud

POUR UNE ELECTRONIQUE DE POINTE

SECRE, filiale du Groupe Jeumont-Schneider, spécialisée dans l'étude et la construction de matériels spécifiques au sein d'ensembles de haute technologie.

Nous intervenons dans des domaines de l'électronique en pleine évolution : Aide à la navigation aérienne, terminaux et systèmes informatiques et bureautiques, radio communications.

Nous recherchons des

INGENIEURS LOGICIEL ou MATERIEL

- INGENIEUR LOGICIEL confirmé vous souhaitez approfondir votre expérience
- INGENIEUR ELECTRONICIEN expérimenté vous désirez élargir le champ de vos compétences - débutant : nous vous formerons sur des applications « matériel » et « logiciel ».

missions qui vous tiennent : confier : proposer à nos clients des solutions techniques novatrices dont vous suivrez la réalisation sur les plans techniques, délais et coûts

ou intervenir en tant qu'Expert maîtrisant les techniques de pointe de l'électronique numérique et analogique et/ou la conception et la réalisation de logiciels.

Vos diplômes tout autant que l'adéquation de votre projet professionnel et votre capacité à vous insérer dans une équipe seront nos critères d'appréciation.

SECRE

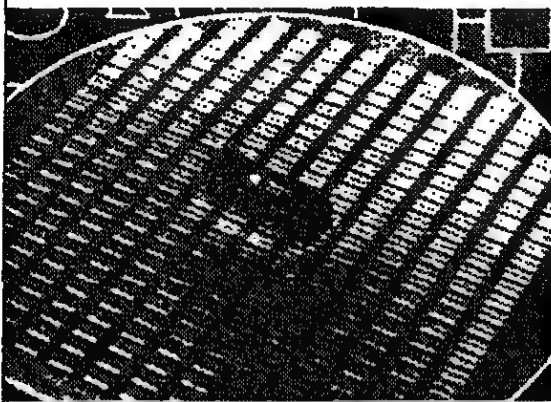
Envoyer CV, photo et prétentions à SECRE - Direction du Personnel - 214 Fbg Saint-Martin 75010 PARIS.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

DEPUIS 28 ANS, L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS.



Le Centre
de Technologie :
la réponse à un objectif
commun.

Pionniers dans les domaines de l'électronique de pointe, c'est parce que nous avons un passé que nous savons réfléchir et préparer votre avenir.

INGENIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMES

Associez vos objectifs à la vocation de notre Centre de Technologie : proposer des solutions innovatrices basées sur nos produits et fonctions associées, participer au développement d'applications, assurer un support technique de haut niveau à notre clientèle dans des domaines technologiques de pointe :

- processeurs de vidéo-graphie,
- microprocesseurs à architecture modulaire,
- processeurs en tranche de 32 bits,
- circuits personnalisés,
- processeurs traitement de signal,
- circuits analogiques,
- circuits digitaux.

Notre engagement ? La qualité : excellence des compétences techniques, responsabilité de projet, autonomie, capacités d'innovation et aptitudes à communiquer notre savoir-faire et notre passion. L'importance exceptionnelle de nos moyens (informatique, CAO, de formation technique...), souligne notre esprit de partenariat et le vaste champ d'évolution offert à votre initiative et à vos compétences.

Diplômés de Grande Ecole d'Ingenieurs, vous avez 2 à 4 ans d'expérience dans la conception et la mise au point de circuits électroniques.

Pour ces postes basés à Velizy, l'anglais courant est indispensable. Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature, sous référence SC/0686/1 M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10, Avenue Monseigneur Sualier, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

4 GROUPES A MANAGER 1 SCHEMA DIRECTEUR A BATIR EN INFORMATIQUE

Un groupe de dimension nationale et internationale (5 milliards de CA), situé à PARIS, détient une place prépondérante parmi les sociétés du secteur tertiaire. Nos performances reposent évidemment sur la qualité de nos collaborateurs mais les investissements que nous avons réalisés pour notre outil informatique ont aussi contribué fortement à notre développement.

DIRECTEUR DES ETUDES

Vous serez aidé dans vos missions par 4 chefs de projets de haut niveau technique. Un management musclé saura tirer le meilleur parti de leurs compétences. Diplômé d'une grande Ecole d'Ingenieurs, 35 ans environ, vous êtes régulièrement sollicité pour avoir tenu des responsabilités importantes aux côtés d'un constructeur ou dans un groupe industriel. Cette expérience va vous permettre de mettre en place notre réseau, occupant à ce titre un rôle véritablement stratégique au sein de notre Direction Informatique. Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 473 LM à notre Conseil.

SODERHU
22, rue St Augustin,
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC



Jeunes ingénieurs méthodes à REIMS : une usine à votre image

À votre image car le Groupe ELECTROLUX est une société de production à ses outils de gestion. Notre unité de Reims s'est automatisée, sa gestion est décentralisée. Le service méthodes est partie intégrante du développement. Il s'articule autour de trois cellules : technologie, organisation industrielle et organisation du travail. Pour compléter notre équipe, nous recherchons deux ingénieurs méthodes. Leur activité s'exercera dans la gestion des produits fins, la mise au point de programmes de qualité, le développement de produits à moyen de production nouveaux.

L'un d'eux, aura trois ans d'expérience, l'autre pourra être débutant. Une formation supérieure à l'électronique (A & B, ENSI, INSA, etc...) ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais s'imposent.

Une personnalité et des qualités d'animateur seront déterminantes pour une intégration rapide vers un lieu opérationnel. Merci de nous adresser rapidement en contact avec notre responsable recrutement votre candidature (Ref. FE/91). Un descriptif complet du poste vous sera fait dans le premier entretien. 83, rue de la République - 75008 Paris.

MEMBRE DE **INFRAPLAN**

**L'infographie, notre métier,
votre projet dès aujourd'hui.**

Benson leader international dans le domaine de l'infographie graphique depuis 30 ans, est une Société Française dynamique et filiale du groupe Schlumberger (division Systèmes Assistés par Ordinateurs). Nous concevons, produisons et commercialisons dans le monde entier une gamme complète de périphériques graphiques (procureurs, digitaliseurs, contrôleurs graphiques) exploitant un large éventail de technologies : plumes et billes, jet d'encre, électrostatique, transfert thermique... Notre Direction des Etudes en Europe, basée à Créteil, regroupe près de 100 ingénieurs et techniciens. Les équipements techniques conditionnent la position de l'entreprise sur un marché mondial très évolutif. L'enjeu stratégique du projet que nous entreprenons aujourd'hui nous amène à rechercher un

Chef de Projet
CENTRALE, X, MINES + EXPERIENCE

Vous assurerez la direction d'un des projets les plus ambitieux et novateurs de notre Société. Il est évident, il vous appartiendra de procéder aux choix technologiques fondamentaux, dans des disciplines aussi diverses que mécanique, électronique, informatique, asservissements, mais aussi de définir, puis gérer les moyens nécessaires au bon déroulement du projet. La dimension internationale du projet vous conduira à collaborer très rapidement avec l'un des centres de recherche de Schlumberger situés en Californie ainsi qu'avec plusieurs Sociétés du groupe (Japon, U.S.A., Europe). Ce challenge est ouvert à un ingénieur de très haut niveau, fort d'une large expérience réussie dans la conduite de projets d'envergure. Disponible très rapidement tous les moyens nécessaires vous seront donc mis à disposition pour réussir dans cette entreprise. Votre développement de carrière sera à la hauteur de vos ambitions. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et présentations, à la Direction du Personnel Benson, ZI des Petites Halles, 1 rue Jean Lemaire, BP 113, 94003 Créteil.

BENSON
Schlumberger

Tioxide

Premier producteur européen d'oxyde de titane. Filiale de Tioxide Group.

Calais

Jeune ingénieur chimiste

Bilingue Anglais/Allemand

Sous l'autorité du responsable du Département Assistance à la clientèle, il sera l'interlocuteur des clients pour répondre à toutes les questions techniques en France mais également en Europe. Une expérience de quelques années dans l'industrie de la peinture ou des matières plastiques serait un plus.

Formation supérieure chimie et parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand exigées. De 28 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences techniques et qualités commerciales. Rémunération attractive.

Pour les candidats débutants, une formation sera assurée. Ecrire avec C.V., détaille, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26011M à Danielle Chapuis.

MRI conseil 13, rue Madeleine Micheli, 92522 Nanterre.

elscint france

Le spécialiste international de l'imagerie médicale recherche

Ingénieur d'applications

Paris

Pour notre ligne médecine nucléaire, vous développerez les applications Traitement de l'image (assembleur, Fortran) et vous formerez les équipes médicales à leur utilisation. Vous avez une formation Ingénieur Grande Ecole ou encore Médecin + Informatique. Vous parlez anglais.

Ingénieurs de Maintenance

Paris + Province

Vous aurez en charge l'ensemble de la maintenance de nos matériels à haute technologie (scanographie, médecine nucléaire...). Après une formation d'électronicien, niveau Ingénieur ou DUT, vous avez acquis une expérience dans la maintenance d'un système informatique complexe (pourquoi dans le médical). Une maîtrise de l'anglais sera appréciée.

Vous offrons une formation poussée, une rémunération attractive et de réelles possibilités d'évolution dans un groupe international.

à Paris ou en Province - ELSCINT FRANCE - 19, rue de la Lolive, 92100 Bagnolet.

عبدالله من راحيل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

de l'industrie

POUR UN GRAND PROJET INFORMATIQUE

Nous sommes un groupe français de dimension internationale. Nos performances se situent dans les domaines de l'informatique industrielle de pointe. Nous cherchons à renforcer un Département qui doit développer de nouvelles activités et souhaitons intégrer plusieurs responsables d'équipe dans les domaines suivants :

RESPONSABLE REALISATION SYSTEME

De formation Ecole d'Ingénieur ou DEA + thèse, vous possédez une expérience de plus de 5 ans en conception et réalisation de systèmes logiques. Vous animerez une équipe de 4 à 5 ingénieurs chargés d'adapter et de réaliser des dispositifs spécifiques. Réf. 339M.

RESPONSABLE PROJET

De formation Ecole d'Ingénieur ou DESS, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en réalisation de logiciel système. Vous connaissez UNIX, C, PASCAL. Vous encadrerez une équipe de dix ingénieurs chargée de participer au développement du programme. Réf. 330M.

Pour ces deux postes la connaissance de l'anglais est nécessaire. Par ailleurs des talents de manager sont indispensables pour coordonner et animer votre équipe que vous aurez en grande partie à former. L'importance du projet et les solides atouts dont nous disposons pour réussir ouvrent de larges perspectives.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaité à notre conseil qui traitera vos recrutements avec la plus grande confidentialité.

JAD conseil

102, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

INGÉNIEUR SYSTÈME

DEC

De formation Ecole d'Informatique ou DEA/DESS vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience de la fonction dans un centre de calcul scientifique et possédez une solide connaissance des matériels DEC actuels.

Vous participerez à une importante configuration informatique et serez responsable de l'équipe de maintenance opérationnelle des moyens informatiques. De bonnes aptitudes à la communication sont nécessaires car vous serez l'interface avec d'autres services informatiques.

Notre département fait partie d'un grand groupe de dimension internationale dans le domaine de l'électronique et à un niveau de bon niveau de solides perspectives d'évolution sur le plan des responsabilités. Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 339M à notre conseil qui traitera votre candidature avec la plus grande confidentialité.

JAD conseil

102, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

RECHERCHE ET ETUDES

De formation Ingénieur (X, Mines, Supélec...) ou Universitaire (Doctorat) vous possédez une solide expérience d'environ 3 ans en traducteur USP ou PROLOG.

Au sein de nos équipes "Intelligence Artificielle" vous serez chargé en tant que RESPONSABLE LOGICIEL de la conception, des spécifications et du suivi de réalisation de logiciel de base. La connaissance de l'anglais est nécessaire pour participer à des réunions internationales.

Notre département fait partie d'un grand groupe de dimension internationale et offre un candidat de bon niveau de solides perspectives d'évolution. Ce poste est basé en proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 333M à notre conseil qui traitera votre candidature avec la plus grande confidentialité.

JAD conseil

102, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

Le Groupe L'AIR LIQUIDE

Spécialiste Mondial des Gaz Industriels
25.000 personnes dans 55 pays

recrute pour sa filiale

**CARBOXYQUE
FRANÇAISE**

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous serez responsable de la réalisation des investissements importants de production et de distribution et de la gestion des crédits correspondants.

Vous serez chargé de la mise en œuvre des actions d'optimisation des coûts de production et de distribution.

Impérativement Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, il aura au moins 3 ans d'expérience de projets ou de chantiers en ingénierie chimique ou pétrochimique.

Pour ce poste basé au Siège Social, à Paris 8^e, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser votre manuscrite, CV avec photo, en précisant votre rémunération actuelle et en rappelant la référence IAM à CARBOXYQUE FRANÇAISE, 21 rue du Fa-Saint-Honoré 75008 PARIS.

45% croissance moyenne ces dernières années. Les résultats nous donnent raison, nous avons su faire les bons choix stratégiques et attirer les candidats de valeur à la réalisation de nos projets.

Spécialistes Bases de Données

Bordeaux - Lille - Lyon - Marseille

Vous intervenirez auprès de nos clients et prospects pour les conseiller en matière d'architectures de données. Vous répondrez à des cahiers des charges et composerez dans un milieu d'applications la gestion des données intégrant réseaux, bases de données, langage de 4^{ème} génération.

Issu(e) d'une grande école d'ingénieur ou équivalent, vous avez travaillé au moins 8 ans dans une SSII ou une entreprise. Vous avez déjà participé à la mise en place de bases de données et de systèmes transactionnels. Vous maîtrisez, de préférence, les langages de 4^{ème} génération. La connaissance de notre langage Digital serait un atout. Vous parlez l'anglais.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 100000 à Marie-Claire SAM QUIRCE, DIGITAL EQUIPEMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY CENNE.

Digital : un choix de société

digital

Désireux d'accroître notre potentiel d'étude et de développement de produits cosmétiques (soin et maquillage) au sein des laboratoires de Recherche Appliquée et Développement de CHEVILLY LARUE, nous créons un poste :

Ingénieur chimiste

Vous avez 30 ans environ :

- Une formation supérieure (chimie ou pharmacie)
- Une expérience de la formulation de produits cosmétiques (soin et maquillage) de cinq ans minimum.

Théoricien et réalisateur vous êtes capable de :

- Conduire un dialogue constructif avec les laboratoires de Recherche Fondamentale.
- Innover et concevoir tant en matière de produits que de technologie.
- Mettre en œuvre les nouveaux concepts.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous référence 300, Laboratoires de Recherche Appliquée / Développement BP 553-94152 RUNKIS.

L'ORÉAL

L'ORÉAL LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

Des avant projets

Constructeur automobile, nous étions l'équipe assemblage final, véhicules de notre Direction des méthodes de production. A l'avant-garde technologique, nous construisons aujourd'hui les usines de demain. Nous vous invitons à participer à ces projets d'envergure à la dimension de notre groupe. Vous êtes :

à la réalisation industrielle...

Ingénieurs Grandes Ecoles

(X, Mines, A et M, Centrale...)

Et vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans en bureau d'études, méthodes, fabrication automobile. Nous vous offrons des missions à responsabilités dans les domaines :

- Avant projets
- Ingénierie automobile
- Logistique industrielle.


La conception d'outil industriel, produit automobile, organisation industrielle sont dans vos cordes, écrivez à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, Paris, en précisant la référence 9978.

media system

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



THOMSON SINTRA
ACTIVITÉS SOUS-MARINES

FILIALE THOMSON CSF

PARMI LES PREMIERS DANS SON DOMAINE AU NIVEAU MONDIAL.

GRANDS SYSTEMES EMBARQUES INFORMATIQUE TEMPS REEL.

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT D'ARCUEIL

Ingénieurs informaticiens et électroniciens.

Grandes Ecoles.

- Développement des systèmes embarqués haute performances.
- Développement des logiciels de Base (Moniteur, Compilateur, S.G.F., Handlers, etc...) destinés à une nouvelle génération de calculateurs embarqués hautes performances. Connaissances en LTR 3 appréciées.
- Développement des systèmes "Expert" en coopération avec les spécialistes ayant pour objectif d'améliorer l'aide à la décision.
- Evolution des postes de responsabilités pour l'ensemble de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) en précisant le poste recherché à **Martine THOMSON SINTRA**, 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX. Frais de transport éventuels à notre charge.

SOCIETE DE PREMIER PLAN

INGENIEUR

Région Parisienne

MECANIQUE

RESISTANCE DES MATERIAUX

Il sera responsable de la conception, du calcul et de la mise au point de prototypes d'ouvrages mobiles. Il assurera ensuite le développement du Service chargé de cette activité. Une expérience en structures métalliques et matériaux composites est souhaitable. Formation ABM, IDN, INSA, UTC. Anglais indispensable. Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 7962 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Une nouvelle usine...

Responsable de production

Prendre en charge l'ensemble de la fabrication (process en continu) de cette usine située en région France Ouest. Assurer la production en qualité, quantité, délai et coûts. Réaliser cette fonction aux plans social, humain, technique et économique. Participer de façon complètement impliquée, au démarrage de cette usine (250 p.), c'est la mission que vous propose ce leader européen dans son domaine. 32/35 ans environ, avec une formation A G M ou équivalente, vous voulez aujourd'hui vous impliquer totalement dans une fonction et un environnement social fort. Votre expérience d'environ 7 ans en fabrication vous a familiarisé avec les équipements industriels, les équipes, l'animation. Vos résultats en sont le reflet tangible. Cette rare occasion de se réaliser dans un projet nouveau et d'envergure, vous attire bien évidemment des qualités et un tempérament adaptés. Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. 133 J à **OC conseil**, Chevalerie, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS - LYON

SLIGOS

CONJUGUEZ ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE ET ART DE VIVRE AU PAYS DES CHÂTEAUX DE LA LOIRE EN REJOIGNANT NOTRE ACTIVITÉ MONÉTIQUE À BLOIS

EN TANT QUE

CHEF DE SERVICE ÉTUDES

Ingénieur de formation, vous avez acquis une solide expérience en conduite de projets et en management. Vous serez à :

- gérer un service d'environ 10 à 15 personnes,
- faire évoluer les produits existants,
- participer à la création de nouveaux produits,
- assister les ingénieurs commerciaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. DL/AS à **STAROSWIECKI - Service Recrutement - SLIGOS - Immeuble Ile-de-France - Cedex 49 - 92067 Paris-La Défense**

SODETEG S.T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique

550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export

recherche dans le cadre de sa forte expansion un

CHEF DE PROJET LOGICIEL

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience significative dans les systèmes informatiques TEMPS RÉEL.

Responsable d'une équipe d'ingénieurs, vous assurerez la conception et la réalisation d'un logiciel de pilotage flexible.

La connaissance des domaines suivants est souhaitée :

- Langages PASCAL, FORTRAN,
- VMS, IBM, DECNET.

SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution et la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence S/M, à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/T.A.I., Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, B.P. 11 - 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGENIERIE

Spie-Trindel

Entreprendre dans votre région

SPIE TRINDEL, Entreprise pluridisciplinaire dans le domaine de l'équipement électrique, est la plus importante du Groupe SPIE BATIGNOLLES avec un effectif de 11 800 personnes et un CA de 3,8 milliards de Francs.

Intégrée dans la Division Électricité et Nucléaire, SPIE TRINDEL recherche pour sa Fédération ILE-DE-FRANCE

Ingénieurs d'affaires

Electricité Industrielle, Automatismes, Instrumentation

Ingénieur Électrique (ESE, IDN, ENSIEG, ESME, ESTP, ...) vous avez acquis une première expérience de 4 à 5 ans de gestion d'affaires dans les domaines précités. Au sein de notre Fédération Régionale ILE-DE-FRANCE, nous vous proposons la responsabilité de nos équipes pour contribuer au développement de nos activités en Région Parisienne. L'ambition de nos candidats et votre goût du challenge seront valorisés par des possibilités d'évolution en France et/ou à l'étranger.

Pour un premier contact, adressez votre candidature à SPIE TRINDEL, DP/GRH, 202 rue de Cléry, 92111 CLICHY CEDEX en précisant la référence SB 86/52.

Bétel Ingénierie

Société de services et d'ingénierie à forte croissance

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(ESE, ENSIEG, ENSCM, ENSCM, ENSCM...)
(Option informatique ou automatique)

68000 UNIX, PASCAL, FORTRAN, BASIC, COBOL, SOLAR.

EVOLUEZ AVEC NOUS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. B/I à **BETEL INGENIERIE**, la Paix - 75002 Paris

هذا من الامتحان

Suivi de projet complexe

Direction des Constructions Navales, dépendant du Ministère de la Défense, recherche un **jeune ingénieur** pour prendre en charge le suivi d'un projet complexe relatif à l'armement naval.

Rattaché au Directeur du Programme et intégré dans l'équipe chargée de la réalisation, il aura dans un premier temps à concevoir et à mettre en place l'outil de suivi du projet : planning d'ensemble des études et des approvisionnements, étude de cohérence des plannings des établissements industriels (civils ou militaires) intervenant dans la réalisation, suivi du respect des procédures qualité, élaboration de la documentation générale du programme, initialisation du plan maintenance. Dans un second temps, il sera responsable de l'extension de la méthode de suivi ainsi mise en œuvre à d'autres programmes de construction.

Ce poste convient à un candidat de haut niveau, diplômé d'une école d'ingénieurs, ayant déjà acquis une première expérience (1 à 2 ans) des grands projets dans une entreprise d'ingénierie. Il doit posséder de bonnes connaissances en informatique, le goût de la méthode et de l'organisation, le sens des contacts et une aptitude pour une activité autonome.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite s/ réf. L054M à H. Bouet, SEMA-SELECTION, 16, rue de la République 92126 MONTRouGE Cedex.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse



Pour COURBEVOIE INGENIEUR RESPONSABLE QUALITE

Ayant plusieurs années d'expérience, Responsable Qualité des Projets dans le domaine militaire. Dépendant de la Direction de la Qualité de la Société, il est intégré dans une équipe. Maîtrise d'œuvre des Stations au sol d'un projet national de télécommunications. Nationalité FRANÇAISE exigée.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo) à Mme LECLERE, «Le Doubleton» 11, rue Dubonnet 92401 COURBEVOIE Cedex.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

M. RUEIL MALMAISON (92) pour sa Direction de RECHERCHE GEOPHYSIQUE INSTRUMENTATION

DOCTEUR ES SCIENCES ou INGENIEUR HAUT NIVEAU

ayant une expérience de la recherche

Dans un premier temps, son rôle consistera à déterminer et optimiser les caractéristiques de sources sismiques en liaison avec une équipe d'expérimentation. A plus long terme, son activité sera orientée vers le problème de traitement et d'interprétation des signaux sismiques.

Adresser CV, photo et prêt. sous réf. 8663 à CONTESSA PUBLICITE 11, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Pour COURBEVOIE DES INGENIEURS Pour ETUDES DE SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES (ENST, ESE...) Expérimentés

Nationalité Française exigée.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo) à Mme LECLERE, «Le Doubleton» 11, rue Dubonnet 92401 COURBEVOIE Cedex.

UNE REUSSITE QUI SE PROGRAMME...

CHEF DE PROJET

De formation Grande Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, vous avez 5 à 10 ans d'expérience et des capacités de gestion et d'animation d'une équipe.

INGENIEUR REALISATEUR

Diplômé d'une MIAGE ou d'un DUT, vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Pour ces postes, une expérience dans le domaine de l'informatique est appréciée.

Environnement IBM - LUNOL - CICS.

Remunération motivante.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prêt) à GTI - 17-19, rue de la Croix-Nivert 75015 PARIS.



SEMA-METRA fête son 150^{ème} schéma directeur

SEMA-METRA est l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie en Informatique. Ses succès dans l'animation de Schémas-Directeurs et la réalisation de grands projets sont dus à la compétence de ses équipes et aux méthodes très performantes sur lesquels ils s'appuient.

Pour nous accompagner dans nos projets et bénéficier de notre capital de savoir-faire, nous recherchons :

Responsable d'affaires et de centres de profits

Réf. 100000

Vous prendrez la responsabilité de développer un centre d'activité. Vous définirez la stratégie d'approche de ce marché, vous développerez l'activité commerciale. Vous assurerez l'animation technique et le suivi commercial d'un grand projet d'un secteur d'activité économique ou d'un domaine fonctionnel de l'entreprise. Vous serez responsable du chiffre d'affaires et de la marge dégagée.

Consultant senior

Réf. 100001

Vous assurerez la responsabilité des Schémas-Directeurs pour nos clients. Vous serez confronté à la définition de nos objectifs en termes de développement. Vous devrez sensibiliser la Direction Générale, bâtir avec elle la stratégie du système d'information qui supportera le développement de la productivité souhaitée. Vous coordonnerez et animerez les équipes de travail. Vous interviendrez à partir de la méthodologie MERISE - MERISE vous offre de l'informatique et/ou d'un secteur d'activités précis : banque, assurance, grande distribution.

Consultants

Réf. 100002

Intégrés aux équipes de conseil, vous participerez au développement des Schémas-Directeurs. Vous y apporterez votre connaissance d'un secteur d'activité de préférence bancaire et/ou votre expérience de chef de projet informatique. Vous serez attachés à la méthodologie MERISE - MERISE, et vous devrez rompre avec les méthodes.

Si vos opportunités correspondent à votre orientation de carrière, prenez contact avec Agnès CHAUVIN, Département RECRUTEMENT, nous parviendrez à vous parvenir votre dossier manuscrit et un curriculum-vitae.

SEMA-METRA 16, rue de la République 92126 MONTRouGE Cedex

RANK XEROX

Vendre de
l'intelligence artificielle
avec Rank Xerox,

c'est intelligent

2 commerciaux en intelligence artificielle

Le marché de l'Intelligence Artificielle se développe à grande vitesse. Rank Xerox a des stouts maîtres dans ce domaine et recherche 2 commerciaux :

- Formation universitaire de type 3^{ème} cycle (spécialisée en Intelligence Artificielle ou expérience acquise dans l'univers professionnel)
- Dynamisme, goût des contacts, sens de la négociation à haut niveau et de sa gestion
- Expérience commerciale appréciée
- Candidatures des débutants étudiées.

- Support d'une force de vente bureautique et informatique non spécialisée en Intelligence Artificielle
- Développement d'un portefeuille personnel d'affaires.

Envoyez votre dossier sous DIA 186 à M. Bresson, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, Aubrey-sous-Bois 93100.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE: un relais important de notre efficacité

Un développement exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes et en moyens de production, une expansion internationale doivent nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Dans ce contexte, le plan informatique très volontariste mis en place représente un cadre passionnant pour les professionnels de très bon niveau. Les différentes équipes de la Direction Informatique, et en particulier le service "Etudes Informatique Centrale" auquel vous serez rattaché, ont un impact direct sur la rentabilité de l'entreprise.

Nous vous invitons à venir nous rejoindre : vous participerez ainsi, en liaison avec les sites industriels français et étrangers, à la mise en place du nouveau système de gestion commerciale "Progesco" ; vous serez le suivi sur le plan technique, et la mise au point des logiciels comptables.

De formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce), avec une expérience de 2 à 5 ans minimum en gestion commerciale (connaissances Progesco, langage RAMIS, gros systèmes), vous devrez faire la preuve d'un tempérament d'organisateur et d'un sens aigu du dialogue. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) sous référence 91055/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 101, Boulevard Murat, 75116 PARIS.



INGENIEUR GENERALISTE CONFIRME



*D'abord la qualité,
ensuite la direction
des fabrications*

Cette très performante Société, filiale d'un important Groupe industriel français, est spécialisée dans la transformation mécanique de produits complexes destinés à des applications technologiques de pointe : électronique, aéronautique, nucléaire, etc... Elle connaît une expansion constante et d'excellents résultats économiques. Dans ce contexte, nous proposons le poste d'Ingénieur Responsable du Service Qualité. Il assure une mission complète dans ce domaine : développement et structuration du service ; participation aux négociations techniques avec les clients ; assistance de la fabrication pour la résolution des problèmes techniques liés au respect des procédures d'assurance qualité ; direction d'une équipe et participation au Comité de l'usine.

Le poste évoluera à court terme vers des responsabilités OPERATIONNELLES sur l'ensemble de la production de l'usine (personnel).

Nous recherchons un ingénieur de formation mécanique (A et M, etc...) dont l'expérience (plusieurs années) est déroulée dans un service périphérique à la fabrication (Qualité, Méthodes, etc...) ou en production directement.

Le poste est basé dans une ville agréable au Sud de Paris.

Les conditions offertes sont naturellement attractives. Merci d'adresser votre dossier de motivation, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 2823 M, à l'Agence AFFLUENTS - 48, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra et qui vous garantit toute confidentialité.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Des conseils de haut niveau pour l'international

SEMA-METRA CONSEIL, fait partie de SEMA-METRA, l'un des premiers groupes européens de conseil et de services en informatique, management et marketing. Regroupant les compétences d'une équipe de consultants, SEMA-METRA CONSEIL intervient en France et à l'étranger (hors du CA), dans les domaines de la stratégie, des structures, des finances, de l'audit et des systèmes d'aide à la décision. Dans le cadre d'une importante entreprise internationale, elle recherche :

Expert en planification d'entreprise

Réf. G001/M

Il sera chargé d'animer l'élaboration d'un plan d'entreprise intégrant les aspects d'un schéma directeur d'investissement lourds et les moyens nécessaires pour accompagner la mise en œuvre (organisation, moyens humains, financiers, etc.). Ce poste convient à un ingénieur diplômé, ayant une expérience dans les entreprises industrielles, à des postes favorisant une vision globale de l'entreprise et son développement (tels que planification, stratégie, etc.). Une expérience du conseil et la connaissance du secteur de la production d'électricité ou d'eau seront très appréciées.

Expert en finance et trésorerie

Réf. G002/M

Il aura un rôle de conseil auprès de la Direction Financière et plus particulièrement pour la gestion de la trésorerie. Diplômé de l'enseignement supérieur (DECS minimum), il a acquis une dizaine d'années d'expérience de la gestion financière et de la trésorerie de grandes entreprises industrielles ou dans le conseil.

Ce poste implique une grande entreprise nationale (1000 personnes) d'un pays d'Afrique Francophone, située dans une grande métropole. Elle est une filiale d'un groupe international. Les candidats doivent avoir une expérience d'excellentes qualités relationnelles et d'une grande autonomie. Une première expérience en Afrique est indispensable.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V. avec une lettre de motivation et en indiquant la référence choisie à D. FOSSAT,



SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Edouard BELIN, MONTRouGE Cedex

SECTEURS DE POINTE

UN INGÉNIEUR POUR NOS APPROVISIONNEMENTS

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE, nos Achats représenteront 300 MF en 1986.

C'est à un ingénieur spécialiste que nous comptons aujourd'hui confier la mission, stratégique pour notre Groupe, d'optimiser le budget.

Rompant aux pratiques du commerce international, vous entretenez des relations avec nos fournisseurs et négociez les conditions commerciales.

En liaison avec nos services Développement, Industrialisation et Qualité, vous aurez à définir, négocier et proposer de nouveaux produits. Votre curiosité en matière de technologie, votre intérêt en éveil, intégrera à la fois les apports du Marketing Fournisseurs et l'évolution du marché électronique de fabrication en série.

Ingénieur, mais aussi Gestionnaire, votre sens aigu des affaires et votre pratique du milieu industriel de l'électronique feront de vous le maître d'œuvre de notre stratégie commerciale et de la réussite financière de nos projets.

Pour un premier contact adressez votre candidature en indiquant votre niveau de rémunération actuelle sous la référence 1110 M.

ALPHA CDI, 181, Charles de Gaulle 92200 NEUILLY S/SEINE.

ALPHA CDI

Sur le site de REGMA à Argues-la-Bataille (76), TOSHIBA RHONE-POULENC crée TOSHIBA SYSTEMS France : une unité de fabrication de photocopieurs pour l'ensemble du marché européen et recherche :

Toshiba s'implante à Argues la bataille

MATERIAL MANAGER Réf. 10
Diriger l'ordonnancement et les Achats-Approvisionnements. Il aura une pratique courante de l'anglais et aura précédemment été responsable de l'ordonnancement et des achats. Familiar des Achats et sous-traitance dans les domaines :
- tôle découpée,
- mécanique de précision,
- mousses plastiques injectés,
- électronique,
- outillages associés.
Les procédures d'import-export lui seront familières. Il devra être capable de parler japonais et sera prêt à se perfectionner durant JAPON.

INGÉNIEUR DE PRODUCTION Réf. 20
De formation supérieure, une expérience confirmée dans une unité de montage en série est nécessaire. Cette expérience devra être nécessairement complétée par la maîtrise de la connaissance de l'anglais lui permettant de rendre compte en cette langue des résultats de production. Les cartes de qualité seront pour lui un outil au service de l'entreprise et des clients. Sa connaissance du management japonais sera complétée par un stage au siège de la société. Il aura entre 35 et 45 ans. Un candidat à haut potentiel est recherché.

INGÉNIEUR INFORMATIQUE Réf. 101
De formation supérieure, ayant une expérience réussie d'applications informatiques dans une usine, le matériel est un IBM 308, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

CHEF DU PERSONNEL Réf. 102
De formation supérieure, il aura l'expérience de la fonction en usine.

Prière d'adresser : lettre de candidature, C.V., photo d'identité et photographies accompagnées d'une photo d'actualité à TOSHIBA, Société REGMA, S.P. N°9, Denis L'HOTEL, Argues-la-Bataille, 76800 ARGUES-LA-BATAILLE.

THOMSON SEMICONDUCTEURS JEUNE INGÉNIEUR EXPORT

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par la création d'une filiale aux Etats-Unis, devront nous conduire à réaliser notre ambition : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous recherchons aujourd'hui pour notre Division Hybrides et Micro-ondes un Ingénieur Commercial Export. Intégré dans l'équipe de vente Export, il sera chargé de développer le marché italien pour la totalité de la gamme produits de la Division (diodes silicium-gyromagnétisme-hybrides, etc.).

Basé à Massy, en banlieue Ouest de Paris, ce poste impliquera de fréquents déplacements. Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une première expérience de vente, si possible à l'export, sur des produits à destination électronique.

La connaissance du marché italien sera appréciée et la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à la réf. 9105/LM THOMSON COMPOSANTS, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Leading multinational company has a vacancy for a

YOUNG FINANCIAL ANALYST

This post represents an outstanding opportunity for someone with a recognised accounting qualification.

The role is for someone of initiative capable of preparing, analysing and interpreting financial statements, and statistics.

Candidates must have the confidence and personality to perform well under pressure. Extensive weekly travel will be required but no relocation.

Fluency in English is a must, additional languages would be a real asset.

Opportunities for career development are excellent in a fast-moving and demanding business.

Please apply immediately and send your detailed C.V., mentioning present earnings, and reference 252, to Financial Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, who will forward.

PATENT ENGINEER

Goodyear has a vacancy for a patent engineer in the Patent Department of its Technical Center in Colmar-Berg, Luxembourg. This Technical Center is the largest R & D facility of Goodyear outside the United States and has a multinational staff. Colmar-Berg is situated in the attractive country side north of the city of Luxembourg.

Duties would include patent searching, drafting and prosecution of patent applications for inventions originating in The Technical Center.

We are looking for a young University graduate, preferably with a degree in Chemistry or Chemical Engineering. Some previous experience in patents or in industry, though not essential, would be advantageous as would a knowledge of languages, particularly French or German.

Willingness to qualify as a European Patent Attorney is highly desirable and support and training would be given towards this goal.

GOOD YEAR

c/o EMPLOYEE RELATIONS DEPARTMENT

Gordon Smith
7750 COLMAR-BERG
Grand-Duchy of Luxembourg

Centre suisse d'électronique et de microtechnique s.a. (RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT)

recherche pour son SERVICE BREVETS

UN JEUNE INGÉNIEUR

possédant une bonne formation en électronique ou en physique. Quelques années de pratique et diplôme du CÉPI ou de mandataire près l'OEB souhaités, ainsi que connaissances écrites de l'anglais et/ou de l'allemand.

Adresser dossier de candidature (C.V., prétentions) à la Direction du CSEM, Maladière 71, 1000 Neuchâtel (Suisse).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce, ainsi que le nom de la personne à qui elle doit être envoyée, ou qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

مركزا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Pourquoi nous vous confier...

LA GESTION
L'ANIMATION
LE DEVELOPPEMENT
D'UNE REGION ?

Si vous avez 30 ans environ, une formation supérieure, une première expérience réussie, vous pouvez prouver vos capacités d'entrepreneur en prenant le DIRECTEUR d'une région avant d'évaluer très rapidement vers des responsabilités plus importantes dans une société en pleine expansion et de dimension internationale.

Poste basé à Paris.

Si ce challenge suscite en vous un réel intérêt, adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références) à :

à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



DIRECTEUR Comptable et Financier

DECS et Anglais (parlé, écrit) exigés

35 ans environ, possédant au moins 10 ans d'expérience dans un poste de responsabilité comptable ou une PME d'import et export, vous serez responsable des relations avec les administrations locales.

Envoyer C.V., photo et références à :

ROSSOW - B. ROSSOW - 27, rue de la Bruyère, 75009 PARIS

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

PARIS
Agro-alimentaire

La Société française (C.A. 250 M.F. - Effectif 370 personnes), qui occupe une place de leader sur le marché des volailles fraîches et produits de volailles, recherche un DIRECTEUR DES VENTES FRANCE. Sous l'autorité du Directeur Commercial et dans le cadre de la politique commerciale, il définira la stratégie de vente, il assurera la promotion de la production, il gèrera la production de la G.M.S. qu'il devra suivre et développer. Il gèrera le personnel placé sous son autorité et il assurera la rigueur, les livraisons des clients aux conditions les plus avantageuses (fonctionnement, promotion, animation). Il informera régulièrement la Direction des résultats et il fera des propositions d'actions permettant d'améliorer la productivité de son service. Dans un second temps, il assurera l'autorité de la Direction Commerciale les négociations avec les clients d'achat. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 30 ans, formation type E.S.C. et possédant un minimum de 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans la vente de produits frais auprès des clients. Compte tenu du développement de la Société, nous offrons des perspectives d'évolution intéressantes, déplacements fréquents à prévoir.

GRH Conseils

3, rue de la Ségur 75007 PARIS. Tél. 01 47 33 11 11

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

ALSTHOM

CHEFS DE MISSION EXPORTATION

Véritable interface entre le Siège situé à Paris et les clients à l'étranger, votre rôle sera d'assurer la coordination technique (contrats de montage, réalisation sur site, supervision du montage) et financière (gestion des sous-traitants, gestion du personnel français et/ou expatriés). En outre, vous serez responsable des relations avec les administrations locales.

Agé de 25 ans minimum, vous êtes Ingénieur Electricien ou Electronicien et avez une expérience de 3 à 5 ans environ sur un chantier d'exportation. Homme de contact, vous avez évidemment des capacités d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Ces recherches s'inscrivent dans le cadre de contrats à durée indéterminée (en famille acceptée). Possibilités d'évolution, Anglais courant et espagnol souhaités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et 2 récentes) à :

LM/SG, à VECTEUR CONSEIL - 83, rue Michel Ange - 75009 PARIS.



"PROGRAMME DES JEUNES CADRES" DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID)

La Banque Islamique de développement, institution internationale de financement du développement, dont le siège est à Djeddah, (Arabie Saoudite) offre, au titre du programme ci-dessus visé et dans les termes et conditions définies par la réglementation audit programme, des postes à des jeunes cadres ayant d'excellentes qualifications et particulièrement méritants.

Le candidat à ce programme doit être titulaire, avec mention spéciale, soit d'un diplôme d'ingénieur, soit d'une licence, soit d'une maîtrise en économie, finances, gestion des entreprises ou en d'autres disciplines connexes préparant aux tâches de la Banque Islamique de développement.

Ces diplômes, ou leurs équivalences, doivent être obtenus à l'université ou de grandes écoles dont le renommée est reconnue dans les domaines sus-indiqués.

Le candidat doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins :

- 5 ans après la licence
- 3 ans après la maîtrise
- 3 ans après le diplôme d'ingénieur reconnu au moins équivalent à la maîtrise

Le candidat doit être âgé de moins de 30 ans

Le candidat doit posséder parfaitement une langue de base parmi l'une des langues de travail de la Banque : l'Arabe, l'Anglais ou le Français.

Auront la priorité, dans la sélection, ceux des candidats qui, en plus de leur langue de base, ont une bonne connaissance de l'une ou des deux autres langues de travail de la Banque.

Toutes choses étant égales par ailleurs, priorité sera donnée à ceux des candidats justifiant d'une expérience professionnelle dans une institution, financière, bancaire, d'investissement ou de recherche.

Durant la période spécifiée dans la réglementation, et en application des règles générales de la Banque en la matière, le jeune cadre reçoit un salaire convenable auquel s'ajoutent d'autres avantages tels que : prime de transport, indemnité de logement, prime d'installation, billets d'avion à l'occasion du congé annuel, allocation familiale, frais de scolarité des enfants, frais médicaux, assurance vie de groupe, assurance contre accidents, affiliation à la caisse des retraites etc. . .

La date limite de réception des demandes est fixée au 31 juillet 1986.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur curriculum vitae, copies de diplômes et certificats de travail ainsi que le relevé de leurs notes à l'adresse suivante :

M. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
BP 21432 DJEDDAH 21432
- ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE -

Les candidats pré-sélectionnés recevront ultérieurement des formulaires de candidatures accompagnés de la brochure contenant la réglementation du programme des jeunes cadres de la BID.

LE B.E.C. (Bureau Européen des Unions des Commerçants) recherche

UN RESPONSABLE «SANTÉ ET SÉCURITÉ»

Il s'agit d'occuper d'une série de tâches (formation, sécurité des enfants, pollution, etc.) et suivre l'évolution des réglementations CEE dans ces domaines. Il devra pouvoir rédiger avec aisance, traduire des lettres, développer de bonnes relations avec la presse.

Diplôme universitaire requis.

UN RESPONSABLE TECHNIQUE

Il s'agit de coordonner le travail de participation des commerçants au sein des divers organismes de la normalisation et suivre les réglementations techniques CEE. Diplôme scientifique ou technique souhaité.

Le premier poste sera confié de préférence à un francophone, le second à un anglophone. La maîtrise de ces deux langues est essentielle. La connaissance d'autres langues de la Communauté Européenne constitue un atout supplémentaire. La préférence sera donnée à des candidats ayant une certaine connaissance du mouvement consommateur et des institutions CEE. Pour plus amples détails, veuillez vous adresser à :

Mr Van Gansbeke
B.E.C.
22, rue de la République, 1000 BRUXELLES.

Date limite des candidatures : 25 juin 1986.

POUR LES PROFESSIONNELS
DE LA FINANCE
Organisme de fonds en placement financier à terme nouvellement créé, recherche représentant de haut niveau pour l'Europe.

Profits de plus de 100 % réalisés au cours de chacune des 5 dernières années par la direction actuelle. Commission de vente élevée, pour tous candidats.

Tél. VALOR DIRECT S.A. - PARIS - 43-54-27-54.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Gérer, contrôler, faire vivre les budgets.

C'est le challenge que nous offrons à un opérationnel, en que Directeur Administratif.

Vous ferez partie de l'équipe de Direction et encadrerez 5 personnes. Vous formaliserez les budgets, ferez vivre le tableau de bord et aurez la responsabilité de développer l'utilisation de l'informatique de gestion. En outre, vous animerez l'administration générale (comptabilité, personnel...).

La société réalise un MF de CA dans la construction et l'habitat. C'est la filiale d'un groupe important (600 personnes, CA. 1 milliard).

Formation supérieure, type DECS, ESC, âgé de 30 ans environ, vous aurez une expérience en cabinet ou entreprise un poste similaire.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV référence 822-19, à notre conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais
69431 Lyon Cedex 03

Anzeigentext Directeur/Gérant

Notre client est une société internationale fabricant et commercialisant des machines et systèmes pour plusieurs secteurs de l'industrie légère. Sur le plan mondial elle est leader dans certains secteurs du marché. Elle veut développer sa filiale de vente et de service après-vente, déjà implantée en France depuis plusieurs années.

La société cherche son nouveau directeur/gérant âgé de 45 ans. De préférence, il a déjà occupé un poste similaire dans une société de moyenne taille. Il dispose de l'expérience d'organiser et d'animer de manière efficace une équipe qualifiée de collaborateurs et a pratiqué la vente de produits techniques.

Formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion), expérience de la gestion de l'entreprise et de la négociation au plus haut niveau, dans un contexte de technologie de haute qualité. Anglais ou allemand souhaités.

Merci d'adresser votre C.V., photo et références ou de téléphoner d'abord à notre consultant, M. Bernd Niesseth, ROLAND BERGER & PARTNER, Georg-Glock-Strasse 3, D-4000 Düsseldorf 30 (R.F.A.). Tél. : 19-49-211-45.07.27.

Roland Berger & Partner GmbH

Internationale Personalberater (BDU)





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable opérationnel : changement d'échelle



500 collaborateurs, jusqu'à 80 000 dossiers-jours... 300 claviers... la division «Réception et Traitement Clients», dont nous souhaitons vous confier la responsabilité, est un poste clé de l'entreprise. Elle traite nos commandes-courrier, la saisie des données et les dossiers administratifs des retours. Associée à la vie commerciale de notre société, elle dispose de très importants moyens humains, techniques et informatiques pour faire face à l'activité, à ses variations saisonnières et aux innovations commerciales que nous lançons. La Redoute Catalogue pense en terme de qualité : sans concession, avec exigence et se pose en leader de la VPC. Votre rôle est là : organiser, gérer, et surtout animer dans le souci de l'excellence. Vous piloterez une équipe motivée : elle compte sur vos qualités professionnelles et votre expérience incontestable d'organisateur et d'animateur d'équipes, pour optimiser ses performances. Donner une nouvelle dimension à vos qualités de manager, changer l'échelle de votre ambition : deux objectifs que nous partagerons. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la réf. JH à M. DEPINOIS - Service Emploi-Orientation - 57, rue de Valenciennes, 59082 ROUBAIX Cedex 2.

La Redoute

De nouveaux métiers pour un métier nouveau

HP GRENoble RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

En 1985, la politique sociale de Hewlett-Packard a été distinguée par le Prix de Gestion Socio-Economique. Il souligne la volonté de la politique d'HP : recruter et travailler des hommes et des femmes considérés, concernés, formés et informés, dans une organisation où les maîtres-mots sont responsabilité, décentralisation et autonomie. C'est dans cet environnement que nous vous proposons de vous intégrer sur le site industriel de Grenoble. Vous assurez le recrutement des cadres et des ingénieurs 3 divisions (Réseaux d'ordinateurs, Ordinateurs Personnels, Grands Supports) tant Recherche Développement, Marketing que Production. En intégrant aujourd'hui l'entreprise de demain, vous donnez à la ressource humaine nécessaires en tenant compte de sa stratégie long terme et ainsi un processus de recrutement performant. D'autre part, vous participez activement à un certain nombre de projets : informatisation, gestion des carrières, planification des ressources humaines à long terme, suivi d'intégration, formation, relations avec les écoles. Vous avez une expérience de 10 à 15 ans de ce type de fonction dans une structure similaire ou dans un Cabinet Conseil. Si votre passion rejoint notre objectif, contactez J.P. DARA, HEWLETT-PACKARD FRANCE - Service Recrutement, 3 avenue Raymond Chanos, 38711 Eybens.

HP EN FRANCE
3000 PERSONNES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE CA
3^e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE

HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.



La direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

recherche

UN INGENIEUR SUR CONTRAT

1. **MISSIONS :**
Adjoint soudage au chef du Groupe Coque au Chantier Constructions (Section Production). Il sera :
- Responsable de l'industrialisation des techniques de soudage particulières des aciers constituant la coque des sous-marins.
- Responsable (à l'exception de la structure d'industrialisation en qualité de chef de produit).
- Ingénieur chargé de la gestion du personnel soudeur à l'ère de la Division Chantiers : satisfaction des besoins et suivi de la qualification.
NB : Le poste ne comporte pas de fonction d'encadrement direct.

2. **PROFIL :**
Age : moins de 45 ans. Formation : Ingénieur E.N.S.I. - E.N.I. - E.S.S.A. Pratique : Une expérience de quelques années dans la mise en œuvre des procédés de soudage utilisés en construction navale serait appréciée.

Il est proposé pour ce poste, une rémunération mensuelle nette de 9 500 Frs pouvant être majorée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Ecrire en adressant curriculum-vitae à :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel - BP n° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Nous souhaitons optimiser de façon constante le service à la clientèle, en améliorant notre productivité industrielle et commerciale. Les systèmes d'information et d'organisation doivent être en permanence adaptés grâce à l'informatique et aux technologies nouvelles.

En tant que chef de projet, vous aurez, en impliquant vos interlocuteurs, utilisateurs comme décideurs, à conduire l'analyse, la conception, la mise en œuvre de nouveaux systèmes ingénieux, voire astucieux, dans le respect des budgets et des délais.

Ingénieur diplômé (Centrale, Arts et Métiers, ISEN, IDN, HEI...), avec 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction étude-organisation, ce sera pour vous une étape clé pour une carrière évolutive dans des services de Production, Marketing, Contrôle de Gestion...

Vous êtes motivé, adressez votre dossier de candidature à : M. BOTTIN - Recrutement et Emploi - 3 SUISSES - 12, rue de la Centenaire - 69170 CROIX (tél. 6402).

3 SUISSES

Ecole secondaire privée hors-contrat réputée pour le sérieux de son équipe pédagogique

PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES

pour classes de 3^e, 2^e, 1^{re} AS ou littéraires à la campagne (Seine-et-Marne). Possibilité de logement sur place. Adresser C.V. et lettre de motivation à l'École des Mathématiques 71400 St-Germain-le-National ou tél. (110) 55-52-53-54.

IMPORTANTE COLLECTIVITE TERRITORIALE Région RHONE-ALPES Dans VILLE UNIVERSITAIRE AGREEABLE recense d'agents

CONTROLEUR DE GESTION

En collaboration avec la Direction Générale et en liaison avec les unités opérationnelles, il se verra confier :

- avec la participation d'un Cabinet externe la responsabilité de la mise en œuvre de systèmes de contrôle, la définition de leur structure et modalités de fonctionnement en liaison avec l'information;
- la fonction d'assistance aux services gestionnaires (établissement des budgets et plans, analyse des écarts, suivi de l'exécution de bord global et spécifiques, mise en place d'une comptabilité analytique homogène);
- la tâche de conseil pour la préparation de décisions stratégiques (choix des projets, prise en charge directe ou sous-traitance, études, coordination des grandes actions).

Pour connaître les conditions de travail et de rémunération de ce poste, une expérience professionnelle de la fonction d'au moins 3 ans de préférence dans le BTP et/ou l'industrie serait souhaitée. La formation : ESCAE et/ou DECS serait appréciée.

Merci de faire parvenir votre candidature + CV et lettre de motivation adressée à notre conseil ACHARD-MANAGEMENT sous la référence 86/86 30, rue La Botte 75008 PARIS

Akzo Coatings
recherche pour son Laboratoire Constructeurs dans l'OISE

INGENIEUR CHIMISTE

Justifiant d'une expérience en peintures industrielles pour prendre en charge la responsabilité d'une équipe de développement de produits. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Ce poste implique des fréquents déplacements et déplacements clients. Des possibilités d'évolution au sein du groupe sont offertes à un candidat performant et motivé.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à : Mme LACOSTE - AKZO COATINGS Tour AKZO - 164, rue Ambroise Croizat 93204 SAINT-DENIS

ORGANISME D'INTERET GENERAL
Région Sud-Ouest pour l'animation commerciale (Etudes - Conseils - Formation)

CADRE

- Formation supérieure (E.S.C.A.E. licence, maîtrise ou équivalent).
- Connaissances gestion, informatique.
- Expérience entreprise
- Prise en compte du 1^{er} septembre/Octobre 86

17, rue du Commerce 93100 VINCENNES CEDEX

Jeune Ingénieur Informatique

VOUS ETES :

- Motivé
- Doté d'un esprit de dialogue et de synthèse
- Rigoureux et méthodique
- Chef de projets informatiques dans un environnement BULL DPS 1 depuis deux ans.

Le Centre Hospitalier Régional d'Orléans

vous offre une réelle opportunité de carrière, en vous proposant le poste de :

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Faire parvenir votre candidature, C.V., photo et lettre de motivation au Directeur Général, B.P. 2439, 45032 ORLEANS CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

120 km sud de Paris, recherche pour son complexe scientifique et technique

UN INGENIEUR D'ETUDES NUMERICIEN

afin de mettre au point, de développer, d'adopter et d'exploiter des modèles de simulation du comportement mécanique, hydraulique et thermique des masses rocheuses, des sols et des structures artificielles au contact du sol et du sous-sol. Les candidats(es) devront présenter une formation d'ingénieur (Mines, Centrale, ENPC, ENSCM...) avec spécialisation en géotechnique et analyse numérique. Des connaissances en hydraulique et thermodynamique sont également appréciées. Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, et prétentions sous la réf. JH à :

Emplois et Entreprises 18, rue de Valenciennes 75002 PARIS

psychologues

vos compétences et votre expérience vous permettent de :

- maîtriser l'entretien
- évaluer une personnalité
- rédiger vos conclusions

Dans le cadre de notre activité promotionnelle, nous vous proposons deux postes à temps complet, à durée déterminée. Nous vous proposons deux postes à temps complet, à durée déterminée. Une expérience de recrutement est appréciée. Ecrire sous réf. JHM au :

cog hébert conseil 231, rue Louis Blanc 76100 ROUEN

L'OFFICE PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU DEPARTEMENT DU RHONE

recherche

RESPONSABLE D'OPERATIONS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME

- Il devra diriger les études opérationnelles.
- Assurer le suivi des instructions administratives et la conduite effective des opérations d'aménagement.
- Basé à Lyon, il devra intervenir dans la région Rhône-Alpes.
- le candidat devra avoir le sens des relations publiques.
- Expérience de l'urbanisme opérationnel appréciée.

Envoyer CV à l'OPAC du Rhône 194, rue Du-Guesclin, 69003 Lyon.

Société de Services à vocation technique recherche pour ville universitaire du centre de la France

un Organisateur

pour la mise en œuvre de la Direction Générale les actions de définition et de mise en application d'un système de gestion informatique adapté à l'évolution de la structure décentralisée de la collectivité. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, le candidat aura une expérience d'au moins 5 ans dans le contrôle de gestion, l'organisation administrative et informatique. Des déplacements sont prévus dans toute la France. Ce poste constitue une étape déterminante pour une carrière à fort potentiel. Adresser candidature, prêt, photo à :

M. J. MARGOT - Directeur du Personnel 10, rue du Calais 75009 Paris

مركزاً من لاصيل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

En grand pays que l'Afrique est un grand continent. Mais vous devez travailler principalement l'Afrique du Nord et de l'Ouest. En grand encore car au sein du secteur Mesure et Régulation du Groupe Schlumberger, ce sont les cultures de SEREG qui vous défendent, l'un des plus importants constructeurs de répertoriés pour l'industrie et la pétrole. Le terrain n'est pas vierge, il y a encore à faire pour dynamiser notre réseau de distributeurs et nos clients, qui opèrent pour le plus dans les secteurs raffineries, sucreries, centrales thermiques. Formé dans l'idéal à bonne école (Méditerranéenne, Bénédictine) vous êtes confirmé depuis au moins 3 ans dans un poste d'ingénieur international dans le domaine des biens d'équipement. En Afrique ou ailleurs, le langage commercial est à notre sens universel, tout comme celui de l'anglais d'ailleurs, que vous maîtrisez couramment. Notre place sur ces marchés va vite donner une autre dimension à votre carrière, et à vos ambitions. Et puis le Groupe Schlumberger ouvre grand ses portes aux candidats les plus audacieux. Ce poste, basé à Massy, implique forcément de nombreux déplacements. Voulez-vous préciser la référence 239 M dans le dossier de candidature que vous adresserez à la Direction du Personnel SEREG, 100 rue de Paris, 91342 MASSY CEDEX.



POUR UN INGENIEUR
OU EQUIVALENT
L'EXPORT,
EN GRAND...

SEREG

Schlumberger

500 dirigeants d'organismes immobiliers ont besoin pour les aider à conduire leur développement d'un :

Professionnel du Conseil en Gestion et Management

Conseil en gestion et management, grande école de commerce ou équivalent (MBA, INSEAD...), 10 ans d'expérience professionnelle dans le conseil et une bonne connaissance du secteur immobilier. Responsable du développement des méthodes de management pour ce secteur d'activité, il dirigera l'équipe des :

- plans de développement,
- diagnostics d'entreprise,
- mise en place des systèmes de gestion.

Il interviendra comme prestataire de services au sein d'une équipe pluridisciplinaire auprès des conseils d'administration et d'équipes de direction, dans le cadre d'une société d'études et de conseil, filiale d'une importante organisation professionnelle innovatrice et d'envergure nationale. Ce poste représente une réelle opportunité d'évolution vers l'opérationnel à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 1944 M, (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Iradine 75009 PARIS - qui transmettra.

HAY France recherche pour sa Division « Etudes et Enquêtes »

1 consultant

Responsable du Développement Technique Commercial d'une partie du portefeuille de la Division.

De formation supérieure (Sciences Eco, Sciences Po...), candidat aura une expérience professionnelle d'au moins 3 ans de préférence en la Fonction Personnel et dans le domaine des approches modernes de gestion des Ressources Humaines (politique salariale, gestion des carrières...).

A l'aise dans les contacts et les négociations, il devra travailler en équipe et faire preuve de la rigueur nécessaire à la conduite d'analyses et diagnostics quantitatifs et qualitatifs.

Une équipe sera composée d'un fixe qui tiendra compte de l'expérience du candidat et d'une partie variable en rapport avec ses résultats. (Réf. 86077/LM)

Sonia Lipsey

HAY Managers

13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

1 jeune consultant

Diplômé Sup. Co., ayant peut-être une expérience en l'entreprise, mais souhaitant intégrer une équipe jeune, performante qui samble des responsables.

Après un an de formation d'embauchement ou de HAY, il contribuera au développement d'une ligne de produits (Services d'Etudes) dans les grandes entreprises françaises (multinationales), dans des objectifs de volume.

Son salaire évoluera en fonction de ses talents et, dès la première année, il aura un fixe de 110 000 F minimum + un bonus motivant. (Réf. 86078/LM)

Envoyer curriculum vitae, photo, salaire et prétentions, sous la référence choisie, à

Quartier Etale
Une Financière en pleine expansion cherche

Responsable des Investissements HF

Qui sera chargé de toutes les études préalables aux décisions de placements financiers.

Ce poste suppose de façon concomitante la maîtrise des techniques d'analyse financière et des méthodes d'évaluation d'entreprises. Le candidat que nous recherchons aura de façon impérative une formation supérieure de niveau élevé et une expérience confirmée. Des références acquises à la fois dans une Société d'audit ou dans une holding bancaire et en entreprise seraient un atout extrêmement apprécié.

Directeur du Service Juridique et Fiscal HF

Qui aura la responsabilité directe de l'organisation juridique des différentes sociétés rattachées à la holding et un rôle important de conseil auprès du Président pour les grandes opérations juridiques et fiscales liées aux prises de participation.

Ce poste suppose un haut niveau technique en fiscalité et droit des sociétés appuyé par une première expérience acquise dans un Cabinet de Conseil juridique ou la service juridique d'une entreprise très diversifiée. Ces deux postes peuvent représenter une opportunité exceptionnelle pour des candidats intéressés par des responsabilités immédiates et appelées à augmenter rapidement.

Le salaire de départ prévu pour être motivant sera négocié en fonction du niveau d'expérience et d'autonomie réelle.

Ecrire avec C.V., justification de réalisation et prétentions à :

Mme D'ORNANT - FIDAL PARIS

FIDAL PARIS 18 rue de Valenciennes 92303 LEVALLOIS-PERRET

LYON

180 000 F +

Nous sommes un organisme de recherche appartenant à un groupe industriel important. Nous recherchons notre

Conseillère du travail

Elle prend en compte les évolutions techniques, économiques, organisationnelles, analyse leurs répercussions au plan social et fait des recommandations à la Direction de l'entreprise. Elle anime et conduit des groupes de travail, participe aux réunions des différents comités (CE, CHS, Comité de Direction) et par son travail de réflexion, ses actions propres contribue à l'optimisation des relations sociales dans l'entreprise.

Ce poste s'adresse à une Conseillère du Travail diplômée (école de Paris, Université Paris I ou équivalent), possédant 8 à 10 ans d'expérience acquise en entreprise, dans des postes où les actions de type collectif prévalent sur l'individuel et le social. Elle devra savoir animer des groupes, conduire des projets. Sa maturité, son sens critique sont déterminants pour réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération), sous réf. 868 M, à Joëlle Ruzet Duv.

HAY Managers Le Rhône 5 place de la Gare, 69003 Lyon.

cegos

Consultants en management

Futurs conseils de direction

La Division Stratégie Management - 40 consultants - développe des approches synthétiques et originales du management des entreprises, stratégie, systèmes de gestion, hommes.

de grandes entreprises nationales et internationales, que P.M.E performantes.

Nous souhaitons renforcer nos équipes par des hommes et des femmes dont la maturité, la sensibilité, l'esprit de synthèse, donnent à nos clients l'envie de travailler avec eux.

Nous leur demandons une formation supérieure - Ecoles d'Ingénieurs, ou de Gestion, Université, MBA - une expérience de 3 à 5 ans de pratique de l'anglais.

Nous leur proposons d'exercer ce métier, particulièrement exigeant, dans les meilleures conditions pour réussir : développement de compétences, appui d'une équipe, responsabilité devant le client, rapidité d'actionnaire CEGOS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 71721/M, à R. VERDET, Sels-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex.



emplois régionaux

L'innovation en électronique et informatique
Pour ses projets en Intelligence Artificielle - recherche :

INGENIEUR INFORMATIEN

Debutant ou quelques années d'expérience.
Lieu de travail : TOULON (Var).
Merci d'envoyer : C.V. et prétentions à DIGILOG
21, rue Frédéric Joliot - 83
13763 LES MILLES Cedex.

DIGILOG
groupe DIGITONE

UNION CARBIDE FRANCE INGENIEUR ASSURANCE QUALITE/CONTROLE

Après une formation d'ingénieur Généraliste de Grande Ecole, (Général, Mines, Arts et Métiers, etc), vous désirez vous préparer à assumer des responsabilités de Direction de production. Le service « Qualité Contrôle/Assurance de la Qualité » d'une unité de production de 400 personnes située en Savoie, à proximité d'Albertville vous offre cette possibilité.

L'Anglais, écrit et parlé, vous est familier et vous êtes désireux d'apporter votre active contribution aux objectifs d'une unité performante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) à :

UNION CARBIDE FRANCE

Boîte postale n° 3 - LA LECHERE

73200 AIGUEBLANCHE

Responsables méthodes... dans l'Industrie Pharmaceutique...

notre fort développement dans la production pharmaceutique, parapharmaceutique chimique nous fait aujourd'hui pour la Normandie et la Région Parisienne des Responsables Méthodes. Partenaire privilégié du Directeur de l'Établissement, vous animeriez votre équipe et mettriez en place les solutions qui vous permettraient d'accroître la productivité.

et au-delà...

vous étudiez vos études et vos recommandations vous associer à l'organisation trielle du et de travail à la hauteur de son potentiel. Ses prédécesseurs ces viennent d'ailleurs, responsabilités en ce sens. Diplômé ou autodidacte de talent, votre expérience réussie des Méthodes sur un site industriel a développé votre sens rigueur, votre capacité d'écoute et votre sens aigu des problèmes humains.

Adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions) à la ref. C/MET/LM, à notre LESUEUR, qui vous garantira la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la République - 75015 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise des contrats à signer, des règles à respecter, des procédures à suivre, des réformes à inventer. Voilà le Monde avec ses ambitions de toujours et les nouveaux médias. Le secrétariat général recherche un juriste pour

Gérer les affaires juridiques et conseiller la direction

Au rythme de la vie du quotidien, vous étudierez, proposerez et négocierez des contrats pour assurer les intérêts des biens, pour acheter, louer, céder des meubles et des immeubles, pour concrétiser des accords d'assistance technique ou de commercialisation... Au rythme des affaires, rompu aux procédures du droit des sociétés et à l'affût des nouvelles dispositions de leurs incidences fiscales, vous saurez conseiller la Direction dans les décisions importantes qui jalonnent la vie du journal : réformes statutaires, création de filiale, partenariat...

En fait un rôle de conseiller, auprès de la Direction mais aussi de tous les services - rédaction, marketing/publicité, comptabilité, diversification... Un professionnel du droit - Droit des sociétés, Droit commercial propriété - avec une formation supérieure du type DESS, une expérience de 4 à 5 ans en entreprise dans un poste similaire, réussira s'il allie à la méthode la technique du juriste au sens du talent du négociateur habile.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence 3317 M 4 - 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CARDIF, spécialisée dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite est vite devenue l'un des premiers établissements d'assurance-vie et de capitalisation du secteur privé. Pour assurer son développement, CARDIF recherche

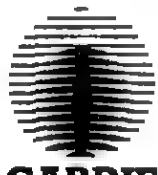
Un juriste haut niveau finances-assurances

Spécialiste du droit des affaires, vous possédez une formation supérieure juridique (niveau doctorat, CAPA) qui vous a permis d'exercer vos compétences depuis au moins cinq ans en Cabinet ou en grande entreprise.

Vous assurerez le rôle de Conseil Juridique auprès des secteurs opérationnels et prendrez en charge l'ensemble des études et suivrez l'évolution de la réglementation de nos activités assurances et finances.

Envoyez un environnement performant en adressant votre dossier de candidature sous réf. 355 à Madame Barjolin - Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement 5 avenue de la République - 75116 Paris.

Le groupe la compagnie bancaire



CARDIF

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE recrute pour magazines spécialisés

DEUX JOURNALISTES

Connaissances en micro-informatique bienvenues

Adresser CV, lettre manuscrite, et photo sous réf. 7350 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montmartre, PARIS 7.

Cadre comptable

Nous sommes une importante banque privée située à Paris-2^e et nous recherchons un cadre comptable. Votre mission consistera à encadrer un service d'environ 45 personnes, chargé de la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, FCP, sociétés de gestion). Vous serez chargé d'animer l'équipe et d'organiser une activité qui connaît un fort développement (mise en place de procédures, contrôle, etc.). Agé de 35 ans environ, vous avez une formation supérieure (DESS, école Supérieure de Commerce ou équivalent comptable), complétée par une expérience similaire. Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et références, en précisant la référence 4184/LMA

MEDIA BA 8, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

REVUE VIE QUOTIDIENNE

JOURNALISTE

Quelques années d'expérience dans la presse et goût pour vulgarisation indispensables.

Envoyer CV et références à COMPRENDRE (LEVY) 112, rue de Richelieu, 75002 Paris.

WABCO WESTINGHOUSE

Equipements automobiles S.A.



recrute pour sa DIRECTION RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

INGENIEUR

Diplômé (e) d'une Ecole d'Ingénieur, ayant une expérience d'environ 10 ans dans le secteur industriel, il sera possible dans le milieu automobile, la personne nous voulons intégrer aura pour mission :

- D'assurer la gestion de certains projets de produits (mécanisme, etc.)
- De s'occuper de l'élaboration des Technologies (plastique, aluminure, fonderie, etc.)

De proposer des idées de produits nouveaux.

L'exercice de cette fonction d'ingénieur sera indispensable pour les contacts avec les compagnies étrangères et l'expérience de la recherche sera appréciée.

Ecrire avec photo et références sous référence LM/DRH à J.P. LE CORRONCQ Direction des Ressources Humaines - WABCO WESTINGHOUSE Equipements Automobiles S.A. - BP 16 - 77410 CLAYE-SOUILLY.

« LE COURRIER PICARD »

recherche

Rédacteur en chef

- L'animation de l'équipe rédactionnelle ;
- la connaissance approfondie de la vie régionale ;
- une participation active à la définition de la stratégie de développement du Courrier picard ;
- la mobilisation de l'entreprise sur des thèmes rédactionnels porteurs ;
- l'écriture à l'occasion d'événements importants.

Il sera le garant tant dans le fond que dans la forme de la politique rédactionnelle du journal.

Son profil : - Expérience réussie dans la presse quotidienne régionale ; - homme de dialogue mais également d'autorité.

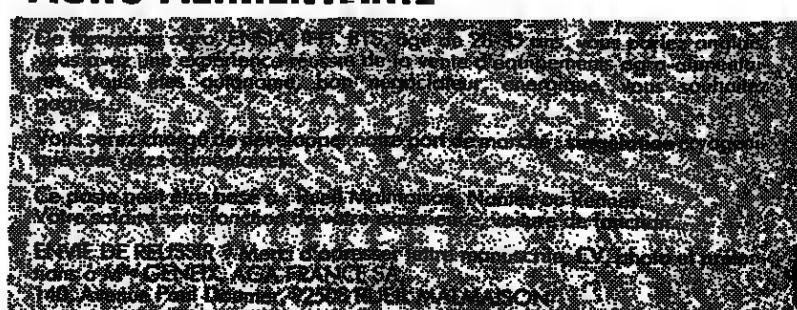
Il aura entre 35 et 45 ans, et il s'engagera à s'implanter à l'extérieur dans la vie régionale et locale.

Les candidatures seront à adresser à M. Jacques BENSSE Directeur général du Courrier picard, 14, rue Alphonse-Paillard 80010 AMIENS CEDEX, avant le 30 juin 1986.

AGA

INGENIEUR COMMERCIAL AGRO-ALIMENTAIRE

Groupe International (200 usines dans 22 pays). Leader mondial en matière de surgélation avec sa Division FRIGOSCANDIA recherche



Chef de projet confirmé

Nous nous situons parmi les grandes Sociétés d'Assurance et notre croissance se poursuit avec un développement basé sur l'emploi des techniques les plus modernes.

Chargé d'animer, de coordonner plusieurs équipes d'études et de réalisation, vous vous imposerez grâce à vos compétences et vos qualités relationnelles.

De formation scientifique supérieure, ayant une solide expérience de conduite de projets importants, de préférence sur grands systèmes IBM, vous avez envie d'évoluer dans une entreprise en pleine expansion.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 517/M1 à A.L. CONSEIL, 102, Bd Malesherbes - 75017 Paris - chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

ORGANISME FINANCIER

recherche plusieurs

chargés d'études

Formation supérieure du type économique ou comptable. Première expérience nécessaire. Postes à pourvoir rapidement à PARIS.

lettre, C.V. s / réf. 1478, qui sera transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de la République - 75003 PARIS Cedex 02

SOURCE

144 rue de Rivoli - 75001 Paris

مكتبة من زلازل

AFFAIRES

Albert Frère : de la ferraille à la télévision

(Suite de la première page.)

En haut, il a le « château » - la demeure des patrons - et en bas le reste...

Albert Frère, lui, est le chef. Frère-Bourgeois (le nom de sa mère) commerciale, il comprend que pour faire fortune il faut être dans le secteur, le mieux est d'être avant tout un intermédiaire. De faire ce pour quoi il est doué : acheter et vendre, revendre et acheter. Les premières années ont été difficiles. Pour réduire les coûts au maximum, il a fait faire par Albert Frère conduisant lui-même un camion de l'entreprise (voilà sans doute l'origine de la légende)... Mais rapidement, le pape de l'argent en a eu assez des actions d'homme d'entreprise. La première grande chance sera la guerre de Corée et la formation d'une société de matériel premières qu'elle va connaître.

Le Bentley

des « corons » rouges »
Albert Frère ne va pas laisser passer l'occasion. Il vend dans le monde entier. A un de ses proches, il écrit qu'il a parfois lui-même effrayé par l'ampleur des affaires qu'il traite. On le connaît à moins : en quelques années, il a gagné l'équivalent de 100 millions de francs actuels. Le dernier succès belge commence à regarder de près, mais toujours avec une certaine condescendance, ce jeune « parvenu ». Il se gardera d'accepter sans réserve pour ceux qu'il appelle ses amis aujourd'hui les

« brontosaurus ». Et il jouit de sa toute nouvelle fortune. A un rien d'orientation. Il est capitaine de sa propre équipe de tennis, membre de son club de l'époque, et nous cherchons dans sa Bentley rutilante pour aller jouer dans les « courts »... Il n'a jamais très bien joué au tennis, mais il ne veut pas perdre. Pour lui, il n'y a qu'une seule façon de gagner : à abattre.

En 1954, Albert Frère a racheté un laminoir, les Laminiers et boulonniers de Ruau, producteurs de petits aciers spéciaux, au puissant groupe luxembourgeois ARBED. La petite histoire raconte : l'industriel, délégué d'ARBED propose un chiffre. Albert Frère en avance un autre, moitié moins. Il est sûr de son portefeuille un chèque rempli d'argent. Le « Carolorégien » (habitant de Charleroi) a alors le champ libre.

En 1955, de vingt-cinq ans, il va devenir un des barons de l'acier. Comment ? « Un truc, explique un de ses proches, c'est de faire des affaires avec des industriels européens du secteur, avec des industriels de l'automobile, avec des industriels de l'aéronautique... cela peut rapporter. Quitte à acheter parfois un peu de l'autoroute... pour la revendre deux fois plus cher.

Caricature ? Sûrement. Mais cette « stratégie » d'Albert Frère n'est pas du tout à tout le monde. Au cours de réunions d'Eurofer, il se fait « engueuler » par un des plus prestigieux des patrons de l'acier : le baron

Thyssen. Le vicomte Davignon, chargé de la Commission de l'acier, n'apprecie pas non plus beaucoup la manière d'Albert Frère respecte - ou ne respecte pas - les directives européennes. Davignon, un des autres hommes forts de la Belgique d'aujourd'hui - que l'on retrouvera plus tard à la Société générale, le premier holding belge.

Principal reproche adressé à Albert Frère : « Il a fait les prix. Jouissant d'un quasi-monopole de la commercialisation de l'acier belge, il est en fait payé « à la commission ». Peu importe le prix ; ce qui compte, c'est le volume des ventes. Les pertes sont supportées par l'Etat, les gains empoignés par Albert Frère, avec un peu de l'argent de la Commission européenne. Mais sûr, Frère pouvait aussi perdre de l'argent, mais, dans cette hypothèse, il ne perdait pas les autres, alors que ce qu'il gagnait, il le gagnait tout seul.

A Charleroi, on entend un autre son de cloche : « C'est Albert Frère, il n'y avait plus de sidérurgie ici, il fallait un syndicat, mais c'était à Liège. » L'éternel conflit entre les deux villes. Quelle serait simple, en définitive, cette Belgique, si n'y avait « que » des problèmes entre Flamands et Wallons !

Devenu un des patrons de la sidérurgie belge, Albert Frère lui qui avait tranché dans le vif pour sauver celle-ci. Cela semble politiquement impossible. Quant, début 1982, Cockerill-Sambre rachète 17 milliards de francs belges de pertes, Albert Frère n'est plus là. Il a fait un adieu à la sidérurgie. D'autres temps, il avait été une dynastie de maîtres de forges, mais, en 1982, il s'agit d'aller voir ailleurs.

avoue néanmoins ses sympathies pour le Parti libéral belge.

Ces différences gastronomiques mises à part, Frère et Eskenazi ont le même but : créer un ensemble international de banques d'affaires et prendre, dans les secteurs en expansion, un petit nombre de participations significatives. Plaque tournante de cette opération : le groupe Bruxelles-Lambert. Les difficultés du groupe, le deuxième de Belgique, connaît en 1982 furent, en quelque sorte, la deuxième chance d'Albert Frère lorsqu'il quitta la sidérurgie.

Disposant d'argent frais, il prend le contrôle du groupe avec Pargesa. Certes, le baron Lambert reste théoriquement le maître du groupe, mais, en fait, les décisions sont prises par le tandem Frère-Eskenazi. Les résultats ne se font pas attendre. A la fin de 1982, les bénéfices de Bruxelles-Lambert atteignent 4 milliards de francs belges (650 millions de francs français). Aujourd'hui, l'empire, contrôlé par Albert Frère et Gérard Eskenazi pèse 2 milliards de dollars d'actifs.

Le groupe est implanté aux Etats-Unis où la Drexel Burnham Lambert (les « pirates de Wall Street ») selon les mauvaises langues) est en train de faire un malheur. En Angleterre, au Luxembourg... Prochains objectifs : toutes les grandes places financières et, pour commencer, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne. En France, Pargesa-GBL a pris une participation importante dans la Société industrielle de banques, rebaptisé avec franchise Société internationale de banques. En avril 1983, le groupe prend le contrôle de la Banque de gestion privée. Toujours le même principe : gros moyens financiers, petites équipes.

Mais en France, il y a surtout Paris, qui va recevoir au privé. « Une cible éventuelle », dit-il, mesure où l'on souhaite nous y soyons », répondit Albert Frère en janvier 1983 (1).

« Impossible d'imaginer qu'un groupe belge puisse reprendre un tel bastion français : les hommes politiques, chez vous, quelle soit leur couleur politique, s'y opposeraient », dit-on aujourd'hui à Bruxelles. Et, lorsqu'on évoque cette hypothèse d'un retour de la « famille », on se moque. « C'est certainement ridicule d'imaginer une reprise pure et simple de Paris par le groupe Bruxelles-Lambert, ça l'est beaucoup moins de penser que Albert Frère sera, sous une forme ou sous une autre, présent lorsque les enchères commenceront. Et qui pourrait imaginer, connaissant un tant soit peu le personnage, qu'il se retirerait en cours de route... »

« Télé-frites »

La « ferraille », la sidérurgie, la banque... Que reste-t-il à conquérir pour Albert Frère, sinon le secteur où finissent toujours par pénétrer les magnats des affaires : la communication. Hier les journaux, aujourd'hui la télévision. Là encore, la chance a souri à Albert Frère. Dans la corbeille du groupe Bruxelles-Lambert, il trouve en effet le holding Audiofina, qui, avec Havas, possède la majorité de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Cela parce que, en 1973, Valéry Giscard d'Estaing, avec l'appui de Georges Pompidou, craignant l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, accepta qu'Audiofina en prenne le contrôle. Celle-ci est aujourd'hui une société à capital luxembourgeois, où la moitié de l'argent est français mais l'ac-

tionnaire est belge. Qui tient vraiment les leviers de commande ?

A tour de rôle, Luxembourg, Français et Belges ont appris qu'ils n'étaient pas seuls maîtres à bord de cet étrange navire. Si, en 1984, Albert Frère parvient à maintenir son candidat, Jacques Rigaud, à la tête de RTL, contre le poulain du gouvernement français, Jacques Pomonti, un an plus tard, il ne réussit pas à faire nommer Gaston Thorn à la présidence de la CLT, contre l'avis des Luxembourgeois, qui préfèrent Pierre Werner.



Albert Frère

En Belgique, la CLT, qui diffuse RTL-TV sur les réseaux câblés, connaît jusqu'à ses dernières semaines favorites, car seule en piste, pour obtenir la télévision privée qui devrait être créée prochainement. Mais, à présent, Sylvio Berlusconi annonce qu'il est candidat, ce même Berlusconi qui avait « chipé » la cinquième chaîne l'hiver dernier à la CLT.

Apparemment, Albert Frère ne réagit pas. « Je respecte la réussite de M. Berlusconi », dit-il, patella. Mais il prépare sa revanche. Il n'a toujours pas renoncé à la 5, estimant « intéressante » la reprise de TF1. Pour leur part, le groupe Bruxelles-Lambert et la CLT ont l'intention de créer une société de droit français, dont les possesseurs moins de 50 % du capital. Le projet n'est pas pour la CLT.

DU FAIT DU DROIT COMMUNAUTAIRE

Il est difficile de s'opposer aux prises de participation étrangères

Le droit d'initiative tel qu'il est défini dans le traité de Rome (articles 52 à 58) ne permet pas à un membre d'interdire - sauf pour des raisons de sécurité nationale - à un groupe présent sur le territoire communautaire de prendre une participation dans une entreprise ou le capital d'une entreprise du pays concerné. Pour les sociétés étrangères à la CEE n'ayant pas de siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement n'est pas assujetties à l'interdiction de la Communauté aux personnes physiques ressortissant des Etats membres. Les Français considèrent, pour leur part, qu'une entreprise installée dans le Marché commun mais dont 20 % du capital sont détenus par un groupe extérieur à l'Europe n'est pas de « souche communautaire ». Ce qui est, affirment les experts de Bruxelles, parfaitement contraire aux dispositions du traité de Rome.

En fait, le problème posé par la France reste théorique aussi longtemps qu'une plainte en bonne et due forme ne sera pas déposée auprès des responsables européens. La Commission connaît des affaires, comme celle de Valdo de Benedetti (régie depuis lors), mais elle ne peut intervenir que si elle est saisie officiellement. Il n'est pas sûr que Bruxelles puisse accepter, s'il venait sur sa table, que le dossier soit classé à l'indifférence. S'agissant des groupes américains ou japonais installés dans la CEE qui souhaiteraient développer leurs activités en France, il est moins probable que la Commission fasse preuve de beaucoup de zèle pour faciliter les prises de participation dans des entreprises françaises.

ainsi être... d'avoir laissé une... à un groupe étranger... les Français ne pourront se... d'une « télé-frites », après avoir ri de la « télé-spaghetti ».

Et puis, le 20 septembre dernier, Albert Frère a trouvé un allié de choix et de poids puisque le groupe Bruxelles-Lambert a signé un accord mis en sommeil provisoirement avec News International, la filiale américaine du groupe de Rupert Murdoch, le patron de la première multinationale multimédia du monde. Le combat risque d'être violent.

« Je m'amuse », continue à répéter Albert Frère dans son bureau de Charleroi, juste au-dessus de l'Édition Dupuis, qu'il a reprises après un combat acharné et dont il compte faire un des centres de la bande dessinée. Contrairement à la légende, qui le décrit sautant dans son jet à la moindre occasion, Albert Frère n'aime pas voyager. « Il trouve toujours un bon prétexte pour rester à Charleroi », dit un de ses collaborateurs. Et puis, à l'étranger, il aime aux Etats-Unis, il n'est plus, comme on dit, le king, comme il peut l'être à Paris.

Le roi Albert Frère ? Le parain, plutôt, qui n'aime pas que son empire s'effondre dans leur honneur. « Il n'y a pas un seul homme, il y a une machine, un peu exotique, un de ses proches, qui profite de l'absence de son accompagnateur pour « griller une » dans le couloir. Il est infatigable et, comme il s'agit en travaillant, il peut nous réveiller 6 heures du matin », ajoute un autre. « Une formule d'énergie vitale », estime Jean Gandois, l'ancien PDG de Rhône-Poulenc, qui a présidé à la restructuration de la sidérurgie belge. « Ce n'est pas un chef de bande, mais un homme sûr qui sait s'entourer des meilleurs », précise un industriel belge. « Un homme de parole, reconnaît un syndicaliste : Il fait tout pour avoir, mais quand l'accord est fait, il le respecte. »

« Ce qu'il veut, conclut un de ses amis, c'est gagner des millions (des sous, en argot de Charleroi), encore des millions, toujours des millions. Pour les mettre dans une charrette à bras ? »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(1) Interview à *Trends Tendances* le 10 janvier 1983.

ENTREPRISES

Télécommunications : Ericsson marque un point aux Etats-Unis

Le groupe de télécommunications suédois Ericsson a obtenu un contrat téléphonique électronique AXE auprès de la compagnie exploitante américaine US West, à des fins de test et d'homologation. La procédure devrait durer six mois environ. Il s'agit d'une étape très importante pour la pénétration du groupe suédois sur le marché américain « ouvert » par le démantèlement du monopole d'ATT au début de 1984. Le groupe suédois, qui a également obtenu, en septembre dernier, d'être mis sur la liste des fournisseurs potentiels de certaines compagnies exploitantes du téléphone aux Etats-Unis.

Orli Joutet

dépense son bilan
La société lyonnaise Orli Joutet SA (130 millions de francs de chiffre d'affaires en 1982), connue sous la marque Orli Joutet, a déposé son bilan, le lundi 9 juin, devant le tribunal de commerce de Lyon, à la suite de la démission de l'administrateur de la plus récente entreprise. Pourtant, fin février, Hasbro, leader mondial du secteur, avait signé une lettre d'intention en ce sens et avait effectué, depuis le début de l'année, plusieurs versements (pour 17 millions de francs) en faveur de Berthier SA, dont le dernier détail du 20 mai. Les dirigeants lyonnais ont introduit une action en référé devant les tribunaux pour obliger l'américain à respecter ses engagements. « D'autant », soulignent-ils, que nos commandes sont en progression de 40 % par rapport à l'année dernière et qu'à fin mai nous avions réalisé 62 % de nos objectifs. »

SCOR : retour aux bénéfices

Après trois années très difficiles, marquées par de lourdes pertes (près de 1 milliard de francs), notamment sur sa filiale américaine, la Société commerciale de réassurance (SCOR) a redressé sa situation, avec un bénéfice net de 70 millions de francs en 1982, contre une perte de 462 millions de francs en 1983 et 71 millions de francs en 1984. Grâce en 1970, à l'arrivée de l'Etat, qui a mis en place une politique d'assurance française, la SCOR est présidée par M. Patrice Peugeot, qui avait, en septembre 1983, été nommé à la place de M. Pierre Vogüé. Elle a dû reconstituer son capital, le part de l'Etat étant ramené de 80 % à 50 % au profit des

compagnies d'assurance françaises, publiques, privées et mutualistes, et le ratio de solvabilité remontant à 27 %, niveau jugé satisfaisant.

L'Européenne de banque transforme sa succursale monégasque en banque

L'Européenne de banque (ex-Banque Paribas) vient de transformer en banque monégasque de plein exercice la succursale qu'elle détenait depuis 1974 dans la principauté. Ce nouvel établissement, baptisé Compagnie commerciale et financière européenne de Monaco, sera présidée par M. Roger Pujol, président de l'Européenne de banque, personnellement investi dans le capital de la filiale monégasque de France (CCF) d'une représentation à Monte-Carlo. En 1982, la Compagnie bancaire du CCF détenait 36 % du capital de la CCF monégasque, aux côtés de l'Européenne de banque (44 %).

Conserves de fruits : coopération entre le Gard et la Martinique

Le groupe Saint-Mamet (conserves de fruits au sirop, 120 millions de francs de chiffre d'affaires) a conclu un accord de participation et de commercialisation avec la coopérative martiniquaise SUCOMOR, qui traite environ 20 000 tonnes d'ananas par an. Suite à cet accord, la société de distribution Verjame, qui commercialise les marques Saint-Mamet et Libby's, prendra également en charge les produits de SUCOMOR. Cette opération, qui sera menée dans le Gard, permettra de développer la production de produits locaux, comme les oranges, les fraises, les framboises, les kiwis et les asperges.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE.L.	7.150 7.175	+ 30 + 25	+ 20 + 15	+ 20 + 15
SE.M.	5.150 5.174	+ 30 + 41	+ 133 + 133	+ 426 + 369
SE.D.	4.245 4.295	+ 50 + 183	+ 179 + 179	+ 517 + 385
DM	3.183 3.186	+ 73 + 86	+ 142 + 142	+ 396 + 456
FR	2.446 2.448	+ 29 + 37	+ 30 + 30	+ 285 + 253
FF (100)	15.916 15.920	+ 12 + 35	+ 24 + 24	+ 189 + 262
ES	3.932 3.946	+ 72 + 91	+ 144 + 144	+ 453 + 355
L (100)	4.636 4.642	+ 28 + 35	+ 39 + 39	+ 337 + 332
£ (100)	16.957 16.976	+ 243 + 339	+ 442 + 442	+ 1172 + 982

TAUX DES EUROMONNAIES

	6/12	3/6	1/3	1/6	1/3	1/6	1/3	1/6	1/3	1/6
DM	4 3/4	4 1/2	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4
FR	5 1/2	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
FF (100)	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
ES	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
L (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ (100)	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
R. (100)	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356



عبدالله من رصاص

APRÈS LE VOTE DU PROJET DE LOI SUR LES LICENCIEMENTS

Les syndicats demandent au patronat de prendre ses responsabilités

Après le vote du projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a voulu dissiper, le lundi 9 juin, « la somme de malentendus » qui encombre selon lui le débat. Cette loi, a-t-il affirmé sur RTL, « n'est pas faite pour faciliter les licenciements, bien au contraire ».

Dans le camp des organisations syndicales, où l'on attend peu des futures négociations, les réactions avaient en effet été vives. M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, a protesté et affirmé que « le terme même de négociations est une véritable insulte à ce que sont les salariés sociaux ». « Vote ou pas vote », a indiqué M. Vianet, il importe que les salariés créent « un mouvement suffisamment puissant pour mettre en échec cette disposition ».

M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFTC, a déclaré : « Nous ne laisserons pas faire, nous n'allons pas aller devant dans les négociations comme cela, comme si nous pouvions attribuer à la marge, nous allons d'abord agir et faire pression ». « Il y a une inquiétude sur ce qui est en train de se passer. Cette inquiétude, nous voulons la transformer en combativité pour revenir sur les mesures adoptées ».

a poursuivi M. Maire en assurant que « tous les chefs d'entreprise vont entendre parler de nous ».

Egalement mécontent, M. André Bergeron, secrétaire général de la Force ouvrière, qui a été reçu le 8 juin par M. Chirac, a aussitôt adressé une lettre à M. Yvon Gattaz, président du CNPF, et à M. René Bernasconi, président de la CGPME, pour que soit fixée la date de négociations. « Dès à présent, il convient que les responsables du patronat précisent leurs intentions », a ajouté M. Bergeron.

La CFTC, qui estime que le vote de la loi représente « un coup de force pour rien », souligne que ces événements « vont peser lourd sur l'évolution sociale ». « Il appartient aux employeurs (...), après avoir démolé, d'embaucher et d'avancer des propositions », considère la CFTC.

Quant à la CGC, qui « prend acte » du vote, elle demande « au président du CNPF de prendre rapidement ses responsabilités en se mettant à la tête de la délégation patronale » pour négocier. Observant qu'« aucune date de négociation n'a été à ce jour fixée », la CGC reproche au CNPF de faire « altérer l'attention et le cynisme ».

AU TRÉPORT

Le souvenir des congés payés de 1936

De notre envoyé spécial

Le Tréport. — Aux confins de la Normandie et de la Picardie, Mers-les-Bains, dans la Somme, et Le Tréport, en Seine-Maritime, ont accueilli, le dimanche 8 juin, plus d'un millier de militants de la CGT venus de Paris en train spécial commémorer les premiers congés payés de 1936. Un foyer syndicaliste important avait prospéré dans ces deux villes jumeles lorsque y travaillaient les six cents ouvriers de l'atelier de réparation ferroviaire de Mers. Ensuite, sur ce littoral, le plus proche de Paris, des « trains de plaisir » amènent aussi pour une journée ou quelques jours l'avant-garde d'une société de loisirs populaires.

Aujourd'hui le défilé a disparu, mais de nombreux cheminots ont pris leur retraite à Mers, et le dernier tableau de la culture ouvrière subsiste à la verrerie Saint-Gobain-Desjonquères, qui emploie mille neuf cents personnes.

Les maires communistes de Mers et du Tréport avaient mis les petits plats dans les grands pour accueillir les militants venus

de Paris en train mais aussi en voiture et en car, de Seine-Maritime et du nord de la France. Les familles en ribambelle ont envahi sagement Le Tréport, avec leurs foulards rouges frappés de l'emblème congé payé, sans vraiment approcher la plage de galets, ensoleillée mais balayée par un vent frais, et se sont réparties entre le buffet champêtre organisé par l'hebdomadaire de la CGT, la Vie ouvrière, et les restaurants aux alentours un peu démodés.

Des quais du Tréport au stade de Mers, deux mille personnes se sont ensuite réunies en cortège pour aller écouter M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT et directeur de la VO, rappeler le souvenir de 1936 : « Le leçon de l'histoire est là pour nous rappeler avec force que le plus sûr de céder et de renoncer », s'est-il notamment déclaré. Ex, faisant allusion à la lettre aux unions patronales de M. Yvon Gattaz, président du CNPF (Le Monde du 7 juin) il a ajouté : « Décidément, cinquante ans après 1936, le monde patronal n'est pas vraiment beau, ni à voir ni à vivre ».

ÉTIENNE BANZET.

Les villes à la recherche de réponses à la pauvreté

De notre correspondant

Nantes. — La « nouvelle pauvreté » a été au centre du congrès organisé du 3 au 6 juin à Nantes par l'Association des cadres des centres communaux d'action sociale (ex-bureaux d'aide sociale). Beaucoup de villes confrontées au problème y ont répondu avec imagination et générosité.

Parmi ces innovations, répertoriées dans un Livre blanc publié par l'Association, la plus significative est sans doute le minimum social — sous des noms divers — accordé sous certaines conditions aux plus démunis par des municipalités aussi diverses que Besançon, Charleville, Nantes, Nîmes ou Saverne. Ainsi Nantes va consacrer cette année 0,46 % de son budget de fonctionnement (soit 6 millions de francs) pour aider trois catégories spécifiques : les couples sans enfant (à raison de 2 200 F par mois au maximum), les personnes seules (1 500 F), les jeunes de dix-huit à vingt et un ans (600 F). En six mois, mille deux cent personnes ont bénéficié de cette aide, dégressive et renouvelable tous les trois mois si les bénéficiaires font l'effort de rechercher un emploi.

Comment financer ce « minimum social » ? Pour les congressistes, les communes ne pourront le faire seules. M. Zeller, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale, qui devait intervenir au congrès mais s'est décommandé in extremis, ne leur a

pas fourni de réponse (mais il a signé le 2 juin une convention avec plusieurs collectivités locales d'Ille-et-Vilaine).

Parmi les initiatives répertoriées dans le Livre blanc — remis aux pouvoirs publics — figurent aussi des expériences de réinsertion par le travail, comme à Nantes (des ateliers de « réentraînement au travail »), à Brest (un service de « travail occasionnel »), à Lisieux, ou de coopération entre les institutions intéressées, comme à Biarritz, à Quimper, à Châlons-sur-Marne, à Toulouse, à Tourcoing, qui permettent d'utiliser au mieux les crédits accordés par les différentes institutions (CCAS, caisses d'allocation familiales, caisses d'assurance-maladie, associations charitables, etc.).

YVES ROCHONGAR.

■ Grève illimitée aux Ardennes d'Anjou. — Les quatre cent quatre-vingt salariés de la société des Ardennes d'Anjou se sont mis en grève illimitée le lundi 9 juin au matin sur les sites de Grandmaison à Trélazé et de Misegrain à Noyant-le-Gravoyre (Maine-et-Loire). Ils protestent contre un plan de reprise prévoyant la fermeture du puits de Grandmaison et une réduction des effectifs à Noyant. La société des Ardennes d'Anjou avait été mise en redressement judiciaire à la fin de mars. Des négociations entre les pouvoirs publics, la société et un repreneur éventuel, les Ardennes d'Angers, n'ont pas encore abouti. — (AFP.)

UN PROGRAMME POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

POINT DE VUE

par JACQUES BARROT (*)

La Sécurité sociale est de nouveau à l'ordre du jour. Le gouvernement, après avoir procédé à une étude approfondie, va devoir décider... Quel est aujourd'hui l'état des lieux ? Plus de 20 milliards de francs de déficit prévus pour 1986, près de 40 milliards de francs de déficit pour 1987. La fuite en avant lancée par le gouvernement précédent, à coup de mesures de trésorerie, rencontre ses limites. Le triomphalisme malvenu de M. Bérégovoy s'est révélé peu propice à encourager des efforts pourtant inévitables. La timidité des réformes esquissées depuis cinq ans contraste avec les ambitions affirmées en 1981. Derrière les discours, la Sécurité sociale vient de vivre une législature de marche en avant et de marche en arrière, pour rester en définitive sur place.

Quelles contraintes le gouvernement doit-il affronter ? Son action est limitée dans le temps par le butoir absolu de l'élection présidentielle. Il doit prendre garde aux arrière-pensées d'un pouvoir présidentiel censé qu'après ses faiblesses. Le climat est donc peu favorable à des réformes de structures : les politiques sur leur garde attendent la faute de l'autre ou risquent de céder au clientélisme présidentiel. Les parlementaires socialistes sont plus tentés de monnayer des garanties que d'accepter certaines réformes ; les professionnels de santé, échaudés dans le passé proche, risquent de privilégier une approche par trop corporative.

Et pourtant, il faut agir. Le plein d'urgence pour l'emploi était certes une priorité absolue. Mais cet effort ne saurait épuiser l'action gouvernementale. Une politique de l'emploi à long terme suppose la sauvegarde de notre sécurité sociale par une approche dynamique et ambitieuse.

Dans quelques semaines ? Il est temps de déposer certains discours faciles sur l'abaissement des prélèvements obligatoires. Ces prélèvements résultent d'une organisation de la société et de ses solidarités. On ne peut décider artificiellement leur niveau par des considérations uniquement

Oser

comptables. Si l'on souhaite prélever moins d'argent, objectif indispensable pour alléger les entrées et favoriser l'emploi, il faut promouvoir un fonctionnement différent de notre société et relayer l'action collective par des solidarités nouvelles plus proches des individus.

En attendant, force est de décider à temps les prélèvements inéluctables. Lorsqu'un déficit important est à peu près certain pour 1986 et 1987, le courage, face à l'avenir, commande d'en tirer les conséquences. Faute de quoi, on s'expose à céder plus tard à l'urgence, sans avoir eu les moyens de mettre en place les véritables politiques structurelles.

Autrement dit, mieux vaut se donner à temps la marge de manœuvre nécessaire pour engager, sans retard, les réformes nécessaires et solliciter des Français la contribution supplémentaire qui s'ajoute le déséquilibre actuel.

Puisqu'une ressource classique, dont les incovenients sont connus, cette contribution devrait prendre la forme d'une cotisation plus audacieuse portant sur l'ensemble des revenus. Ce serait ainsi l'amorce d'un nouveau financement plus juste des prestations familiales, méritant la solidarité de sortir du monde des cotisations entre les régimes et de faire participer équitablement tous les Français à leurs régimes obligatoires, lorsqu'ils bénéficient d'avantages identiques.

C'est ainsi que j'évoquerais brièvement les problèmes concrets, qui sont autant de pierres d'achoppement et auxquels il faut s'attaquer sans retard.

— Il n'y a pas de politique familiale ambitieuse que si le gouvernement se résout à séparer effectivement les branches maladie, vieillesse et famille. Le renoncement à la globalisation des comptes devra se faire contre les prudences intéressées des comptables qui en ont jusqu'ici usé pour prélever sur les ressources de la branche famille de quoi financer les largesses de la branche vieillesse.

— La reprise des investissements et de la recherche en faveur du médi-

cament français exige une marche progressive mais déterminée vers le libéralisme des prix, parallèle sans doute à une révision des modalités de prise en charge par la Sécurité sociale (voir en charge la presse en charge à 100 %).

— L'amélioration de notre système hospitalier, mis à mal par une baisse massive des investissements depuis cinq ans, ne se fera pas sans la poursuite d'une modernisation des plateaux techniques. C'est autour de cette modernisation que les hospitaliers peuvent être invités à la fois au renforcement du travail en équipe et à un effort accru de gestion.

— On ne pourra pas à terme garantir des ressources convenables pour les personnes âgées sans entreprendre simultanément un double effort : consolider les régimes de retraite par répartition et imaginer un dépot à la retraite plus progressif, mais aussi leur adjoindre des assurances-vieillesse complémentaires basées sur la capitalisation et progressivement généralisées grâce à des incitations fiscales appropriées.

Le développement de services exigés par les personnes très âgées implique à la fois une remise en ordre des conditions de prise en charge par la Sécurité sociale et un encouragement fiscal au maintien à domicile, grâce au recrutement de personnes spécialisées ou au recours à la famille.

— Enfin, le traitement des nouvelles formes de pauvreté exige, sur une beaucoup plus grande échelle, le recours à des prises en charge personnalisées, cas par cas. Il faut substituer une appréciation des responsables sociaux sur le terrain à l'application de ventes trop générales pour ne pas être aveugles.

Voici quelques chemins esquissés. S'agissent de rouages complexes, essentiels, touchant à la vie des Français, la prudence et la progressivité sont indispensables. Pour autant, une marche déterminée et persévérante vers ces objectifs n'en est que plus nécessaire. Plus la route est longue, plus il faut partir tôt.

(*) Député (CDS) de la Haute-Loire, président de la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale ; ancien ministre de la santé et de la sécurité sociale.

La grève à la RATP

(Suite de la première page.)

M. Rousselot a dit son désir d'achever la réforme de la grille des salaires et d'améliorer les conditions de travail des machinistes. Dans le domaine budgétaire, l'effort demandé lui semble supportable puisque les services ne seront pas diminués et que la réduction des dépenses n'excèdera pas 1 % ou 1,5 % du total. La réduction des effectifs se fera par redéploiement interne, sans remettre en cause les équipes créées pour lutter contre la fraude et pour faire respecter les couloirs d'autobus.

M. Rousselot a déclaré, en substance, aux syndicats : « Le plan qui nous est imposé n'est certes pas agréable, mais il est réalisable ». Ce que n'ont pas admis ses interlocuteurs, qui estiment qu'aucune réponse satisfaisante n'a été apportée à leurs revendications.

Les organisations syndicales ne sont pas pour autant des va-t-en-guerre. D'abord parce que l'unité entre elles n'est pas totale : la CGT a lancé un appel à la grève, distinct de celui des autres syndicats. Ensuite, parce que leurs responsables refusent un affrontement direct avec le pouvoir : ils répètent sur tous les tons que cette grève n'est destinée ni à soutenir M. Quin, leur ancien président (communiste), ni à s'opposer au futur président, M. Paul Réverdy.

La nomination de ce haut fonctionnaire aura d'ailleurs des vertus apaisantes. Avec lui la RATP renouera avec la tradition qui voulait que le président se contente de présider sans éclat particulier le conseil d'administration. La parenthèse Quin sera refermée. Il faut voir en M. Réverdy, plus qu'un proche de la majorité, un digne représentant des finances et du budget qui prennent une petite revanche par cette nomination après les avanies budgétaires que leur a fait subir la RATP de M. Quin. Il est toujours plus malaisé pour les syndicats de s'opposer à un grand commis,

homme de comptes de surcroît, qu'à un responsable politique.

En attendant la rentrée

On devrait constater, au soir du 11 juin, une situation paradoxale. La forte mobilisation des agents de la RATP débouchera sur une simple demande de négociations avec le nouveau président. Celui-ci temporisera et laissera la direction générale appliquer le plan d'économies exigé par le gouvernement. La proximité des vacances gèlera toute riposte syndicale pendant au moins deux mois.

Rien de décisif ne devrait donc sortir de la grève du 11 juin.

ALAIN FAUJAS.

MONNAIES

La Banque des règlements internationaux cherche à dédramatiser le cas mexicain

Les dirigeants de la Banque des règlements internationaux (BRI) se sont réunis, à Bâle le 9 juin, à dédramatiser la situation créée par la nouvelle crise financière mexicaine. Contrairement à ce qui s'était passé durant l'été 1982 lorsque la communauté internationale avait dû mettre en place d'urgence un plan de sauvetage pour éviter une crise de l'ensemble du système international, le cas mexicain, aussi « grave » soit-il, paraît moins menaçant, ont souligné le président du conseil d'administration de la BRI, M. Jean Godeaux, et le directeur général de la « banque des banques », M. Alexandre Lamfalussy.

L'effet de surprise ne joue pas puisque chacun sait le Mexique dans une très mauvaise passe en raison de la chute des cours du pétrole : Mexico a depuis trois ans prouvé sa capacité à prendre des mesures d'ajustement économique difficiles, même si elles ne se sont pas révélées suffisantes ; quant aux banques créancières, notamment américaines, elles sont dans une position beaucoup moins vulnérable qu'en 1982.

Des propos apaisants qui n'empêchent pas la communauté bancaire d'étudier avec attention et inquiétude l'évolution des discussions, qui

viennent de reprendre à Washington, entre le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog, et les dirigeants américains. Il semble que Mexico, qui n'a toujours pas trouvé de terrain d'entente avec le Fonds monétaire international lui permettant d'espérer un prêt de 1,2 milliard de dollars, ainsi que le déblocage des négociations avec les banques commerciales, envisage de choisir entre trois types d'actions : régler les intérêts courants sur une dette extérieure de 99 milliards de dollars en pesos et non plus en dollars — le peso a perdu en six jours 44 % de sa valeur par rapport au dollar — ; imposer unilatéralement un moratoire sur les 1,8 milliard de dollars venant à échéance le 1er juillet prochain ; limiter, à aussi unilatéralement, à 1 % au-dessus du Libor (taux interbancaire de Londres) les taux appliqués sur ses emprunts.

A Washington, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, comme le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, ou les représentants du FMI et de la Banque mondiale continuent de demander aux Mexicains de faire la preuve de leur volonté de rigueur économique avant de mettre la dernière main à une opération de soutien financier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL Compagnie Française des Pétroles

Fin de la mise en place des installations fixes destinées au pré-développement de SW Weizhou 10-3 en mer de Chine du Sud

La mise en place des installations fixes — plate-forme de production, tour d'amarrage, conduites reliant la plate-forme à la tour d'amarrage — sur le site de South West Weizhou 10-3, en mer de Chine du Sud dans le golfe de Beibu, est achevée.

Ces installations fixes, auxquelles s'ajoutera en juillet un navire pétrolier qui servira de support flottant de traitement et de stockage, sont destinées à effectuer des essais de production de longue durée ou pré-développement de SW Weizhou 10-3, découvert en décembre 1982, est situé sur le permis du golfe de Beibu. La mise en production devrait

s'effectuer début août 1986. SW Weizhou sera le premier champ de la mer de Chine du Sud à produire du pétrole.

Rappelons que, sur le permis marini du golfe de Beibu, TOTAL est opérateur avec 14,7 % des intérêts aux termes d'un contrat dit à risques partagés passé en mai 1980. Les partenaires du permis sont d'une part la compagnie chinoise Nanshai West Oil Corp. (NHWC) avec 51 % et de l'autre, se partagent les 49 % restants, outre TOTAL, ELF Aquitaine (4,7 %), le groupe EACO regroupant ELF Aquitaine et Promet (10 %), la société japonaise BOODC (9,8 %) et la compagnie norvégienne STATOIL (9,8 %).

TRANCHE DU VENDREDI 13

GROS LOT

5 MILLIONS

DIXIÈME 10 F - ENTIER 92 F

TIRAGE LE 16 JUIN

loterie nationale

VENDREDI 13

même heure.

La Société des Forces Motrices de Chancy-Pougny a assuré, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 1985, une production de

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4336

Le Monde

